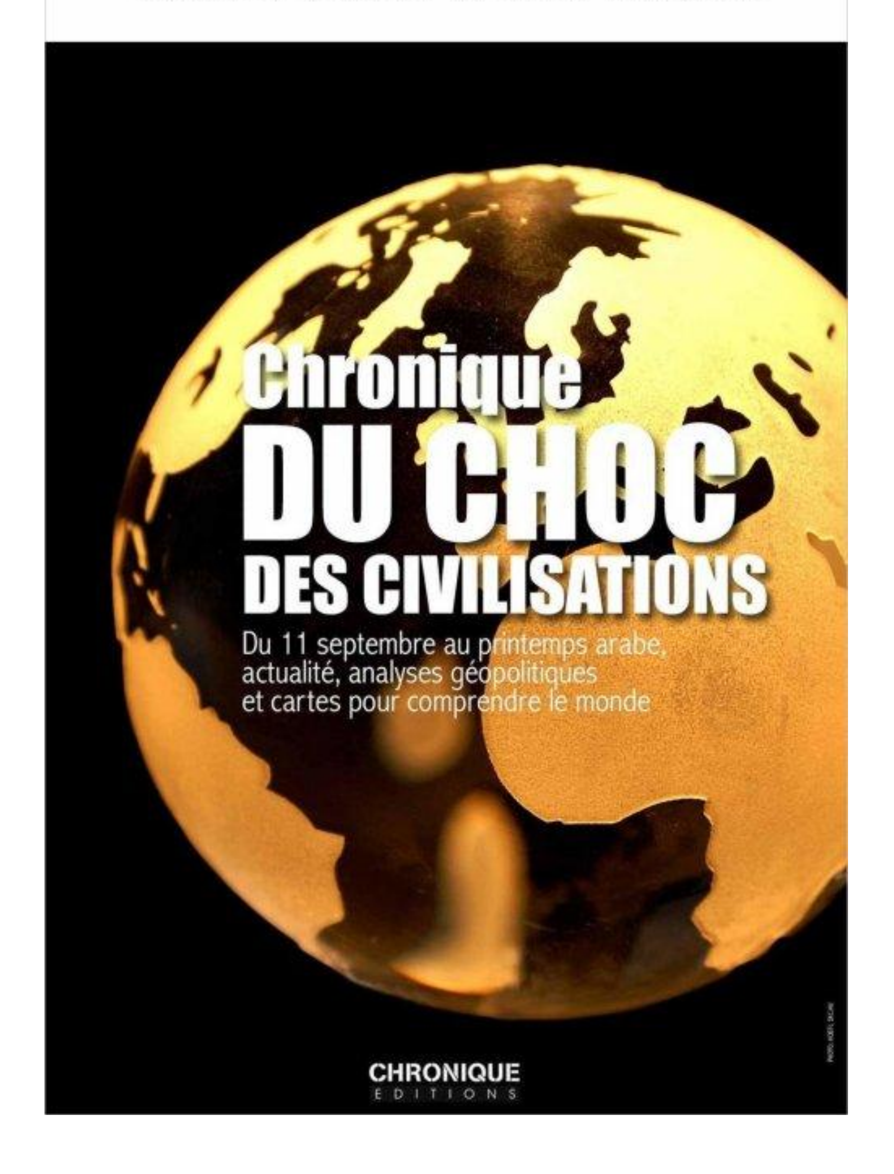

CHRONIQUE THÉMATIQUE
Chronique
DU CHOC
DES CIVILISATIONS
Du 11 septembre au printemps arabe,
actualité, analyses géopolitiques
et cartes pour comprendre le monde
CHRONIQUE
EDITIONS

Aymeric Chauprade

Chronique du choc des Civilisations



Éditions Chronique

ISBN 1090871791

Éditions Chronique
2013

Sommaire

3 Amérique versus Chine

Une Civilisation qui entre Unie dans la mondialisation - La Chine consolide les marches de son empire - Pékin-Washington : duel dans le Pacifique - La Chine en quête d'énergie - L'Empire du Milieu se réveille - Les Nouveaux Barbares aux portes de la Chine - Les vrais enjeux du nucléaire nord-coréen.

4 Islam versus Judaïsme

L'expansion territoriale d'Israël - Jérusalem, point nodal du choc des civilisations - Israël sous le parrainage des États-Unis - Kamikazes palestiniens et représailles israéliennes - La montée en puissance du Hamas - L'Arabie Saoudite et l'Iran - Le djihad du Hezbollah contre Israël.

5 Islam versus Islam

Le poids du chiisme dans le monde musulman - Le nouvel Irak chiite - Jours de colère chiite à Bahreïn - Les Kurdes d'Irak face aux Arabes et aux Turcs - La Turquie islamiste dans le monde arabe - Le printemps des révolutions arabes - La Syrie est la clé de voûte du Moyen-Orient - Le jeu trouble des services secrets pakistanais - Le djihad à l'assaut de l'Asie centrale - Attaques islamistes en Égypte et au Maghreb - L'islam à la conquête de l'Afrique noire.

6 Islam versus Asie

L'Inde et le Pakistan : deux puissances nucléaires face à face - Un État islamiste pour l'Asie du Sud-Est ?

7 Asie versus Asie

Le Japon entre l'alliance américaine et la tentation chinoise - Le déclin du Japon est-il irrémédiable ? - La guerre de l'eau aura-t-elle lieu entre l'Inde et la Chine ?

8 Fanatismes versus christianisme

La disparition programmée des chrétiens du Moyen-Orient - En Égypte, les Coptes sont désignés à la vindicte des musulmans - Deux cas d'éradication du christianisme : le Pakistan et les Moluques.

9 Grandes puissances versus Afrique

La Côte d'Ivoire rattrapée par les réalités ethniques - Les richesses stratégiques de l'Afrique convoitées.

10 Amérique versus Amérique

L'Amérique latine relève la tête - La doctrine Monroe brisée par la Chine, la Russie et l'Iran - Le Brésil, géant de l''Atlantique Sud et pilier de la multipolarité - Un bastion du catholicisme menacé par les Églises américaines - L'hispanisation des États-Unis : le défi.

Conclusion

Les grands défis historiques de la multipolarité.

Introduction

LE CHOC DES CIVILISATIONS AU CŒUR DE L'HISTOIRE DU MONDE

Si l'histoire ne se réduit pas au choc des civilisations, le choc des civilisations est au cœur de l'histoire… Cette vérité, le passé nous l'enseigne depuis la plus haute Antiquité, de la bataille de Marathon à celle de Lépante, en passant par les guerres puniques, la Reconquista espagnole ou la chute de Byzance. Et cet enseignement est précieux, car il nous permet de comprendre le présent et d'affronter lucidement l'avenir.

Pour Oswald Spengler, l'auteur du célèbre *Déclin de l'Occident*, ce ne sont pas les nations qui constituent les unités culturelles de base, mais les civilisations. Le thème du choc des civilisations est très ancien, il ne date pas de sa réactualisation par Samuel Huntington, au début des années 1990. Il hante l'Europe depuis l'aube des temps. Lépante, cette formidable bataille qui vit la Sainte Ligue, le 7 octobre 1571, écraser l'armada turque à l'entrée du golfe de Corinthe, dans un combat à la fois monstrueux et bref, est l'un des grands épisodes de ce choc des civilisations. De Lépante, Fernand Braudel dit qu'elle est de « ces chocs sourds, violents, répétés, que se portent les bêtes puissantes que sont les civilisations ». La bataille de Lépante fut-elle une prise de conscience de la nécessité de s'unir pour défendre l'intérêt commun d'une civilisation, comme le pensent des historiens aussi éminents que René

Grousset ou Fernand Braudel ? Ou n’était-elle pas plutôt le triomphe opportuniste du Saint Empire romain germanique sur le reste de l’Europe ?

Il est notable que la lecture civilisationnelle de l’histoire est une lecture événementielle, une ponctuation de l’histoire par de grandes batailles :

La bataille de Marathon, en 490 av. J.-C., aurait été l’affrontement de l’Europe et de l’Asie.

Les guerres puniques entre Rome et Carthage, jusqu’en 146 av. J.-C., « la lutte d’un peuple essentiellement maritime et marchand et d’un peuple essentiellement terrien, guerrier et paysan » (Braudel), c’est encore l’affrontement de l’Europe et de l’Asie.

Poitiers, en 732, c’est la chrétienté qui arrête l’Islam. Mais les Aquitains ne s’entendent-ils pas avec l’Islam contre les Francs ? Et, plus tard, les Carolingiens n’eurent-ils pas une politique d’amitié avec les Abbassides ?

Constantinople est prise en 1453. C’est une catastrophe pour la chrétienté. Les croisades retardèrent pourtant de 250 ans la chute de Byzance. Mais les Byzantins ne préférèrent-ils pas s’en remettre à l’Islam plutôt qu’aux Latins ? La chrétienté, divisée, mangée par ses haines tenaces, ne fut-elle pas la première responsable du tremblement de terre turc ?

Le choc des civilisations traverse les siècles, et même, pour certaines civilisations, les millénaires ; il s’apaise,

puis reprend, et donne à l'histoire des chocs sourds et puissants, comme si des plaques tectoniques venaient à en découdre, causant d'immenses secousses dans l'humanité. Faire la chronique du choc des civilisations, c'est montrer que la succession des événements s'inscrit le plus souvent dans des permanences historiques. Ce livre inscrit l'événement dans le temps long.

LE COMBAT POUR LA CIVILISATION DÉPASSE TOUS LES COMBATS

Certes, l'histoire ne se réduit pas au choc des civilisations ! Point de caricature ici, ou de simplification historique. Il y a le choc des peuples et des États, le choc des grandes figures humaines, et aussi le choc des économies. Mais comment nier que le choc des civilisations fait partie intégrante de l'histoire, qu'il est même la toile de fond qui traverse les siècles et sur laquelle l'ombre des conflits de personnalités et d'États apparaît parfois si fugace ?

Il y a bien un univers mental de la civilisation, touchant à la conscience populaire, et cet univers mental est l'un des moteurs essentiels de l'histoire. Mettons-nous un instant dans la tête des combattants serbes, croates ou bosniaques dans le chaos yougoslave : ces hommes ne furent-ils pas tentés d'élever la cause de leur combat au-dessus de celle de leur peuple et de se voir en guerriers de l'orthodoxie, de l'Occident latin ou de l'Islam ? J'ai croisé, au Kosovo, des Serbes qui m'affirmèrent être les sentinelles de l'Europe

face à l'Islam. J'ai eu le sentiment, en Somalie, de me trouver projeté au cœur d'un monde profondément hostile à l'Occident.

Le combat pour la civilisation dépasse tous les combats, car il ne s'inscrit pas dans l'échelle de temps d'une vie ; c'est un combat pour la lignée, au nom des pères grecs, romains et germains qui ont légué à l'Européen la liberté, la raison et la volonté de puissance. Ce combat est essentiel ; pour que l'Europe ne devienne jamais la périphérie soumise d'une Asie hyperpuissance ou que les filles de France n'aient pas à craindre demain la rigueur d'une police « du vice et de la vertu ».

La carte des États est traversée par des lignes de fracture entre civilisations, parfois en sommeil comme de vieux volcans, mais toujours susceptibles de se réveiller. Les civilisations ont la vie très longue, solidement accrochées à leur espace géographique. Elles peuvent céder à la puissance étrangère ; on peut les croire disparues à jamais, comme la civilisation inca en Amérique latine, puis elles resurgissent, sous la forme des mouvements identitaires. Elles finissent toujours par balayer le vernis étranger qui les recouvre, comme ces cinq siècles d'islam espagnol éradiqués par la Reconquista. En Méditerranée, partout où l'héritage romain n'a pas tenu face à l'Islam, la civilisation punique de Carthage avait marqué les terres et les populations durant de longs siècles et Rome n'avait rien pu y faire. Dans le nord de l'Europe, au-delà du *limes*, partout où Rome n'avait pas laissé d'empreinte profonde, le catholicisme romain s'est effondré face à la Réforme.

LES TROIS GRANDS DÉFIS QU'AFFRONTENT LES EUROPÉENS

La longueur de l'occupation n'y suffit pas si les civilisations qui précèdent sont anciennes et structurées : l'Orient gréco-romain, de la conquête d'Alexandre à la fin de Rome, c'est, comme le souligne René Grousset, près de dix siècles de présence – de 334 av. J.-C. à l'an 634 après J.-C. Du jour au lendemain pourtant, l'Islam balaie tout. Songeons aussi que l'arabisation ne l'emporte pas en Iran, qui s'islamise sans s'arabiser parce que l'Iran est à la fois un vieil empire et une vieille civilisation. Quant aux États croisés latins, ils durent deux siècles et s'évaporent en une bataille. Par analogie, certains se posent la question de la longévité de l'État d'Israël ; mais Israël sait se défendre, comme il l'a montré, il y a plus de deux mille ans, face à Rome.

Le monde d'aujourd'hui est marqué par une redistribution de la puissance entre les civilisations. L'Occident se rapproche dangereusement du moment où la primauté qu'il détient sur les autres civilisations depuis cinq siècles (les grandes découvertes et la Reconquista) peut lui échapper. Face à lui, un nombre impressionnant de peuples fondent sur la mémoire de l'humiliation et du ressentiment leur volonté de revanche. Les Américains, héritiers des pionniers du Far-West et donc convaincus que la vie est un combat, ont compris que la roue de l'histoire est en train de tourner à leur désavantage. Les

guerres qu'ils déclenchent visent à briser l'ascension de rivaux qu'ils voient naître à l'orient. À défaut d'imposer un ordre mondial américain, ils créeront le désordre sur le chemin de leurs ennemis. Mais les Européens, quant à eux, semblent endormis par les beaux principes de Kant et son rêve de « paix perpétuelle » – comme au-dehors d'un monde où l'identité et la volonté de puissance restent le principal moteur de l'Histoire. Où est passée la culture du « temps long » chère à Braudel ?

L'intérêt de leur civilisation – l'Europe et non l'Occident américain – devrait pourtant pousser les Européens à réfléchir face aux trois grands défis qu'ils affrontent : le réveil violent de l'islam, l'utopie mondialiste américaine, la volonté de revanche de l'Asie. Dans cette grande compétition, la Russie et l'Amérique latine offrent des alliances naturelles.

LE 11 SEPTEMBRE, NOUVEAU MYTHE FONDATEUR DANS LE CHOC DES CIVILISATIONS

Le 11 septembre 2001, le choc des civilisations connaît un nouveau rebondissement. En un temps contracté d'environ deux heures et trente minutes, la destruction des deux tours jumelles de Manhattan (et d'une troisième tour), au cœur de la capitale financière du monde, l'effondrement d'une aile du Pentagone, au cœur de la capitale politique et militaire des États-Unis, ainsi que la disparition de quatre avions commerciaux américains, causent la mort d'environ 3000 personnes et sidèrent le

monde entier. Ce jour-là, le peuple américain comprend que son territoire n'est plus un sanctuaire protégé, à l'abri des conflits de la lointaine Eurasie.

Nous sommes en 2001. L'URSS est tombée depuis dix ans (1989 : chute du mur de Berlin ; 1991 : dissolution de l'URSS) et avec elle la division du monde en deux *systèmes de vérité* opposés. L'idéologie américaine tente de profiter de sa victoire sur l'URSS pour s'imposer partout. La Chine est désignée dès 1991, par les *think tanks* de Washington, comme nouvel adversaire géopolitique. Le monde occidental dominant la scène de la guerre de l'information, il sait paralyser toute analyse en usant de la puissance émotionnelle des images et a déjà opposé avec succès les images qui émeuvent (faux charniers de Timisoara, « couveuses » de Koweït-City…) aux raisonnements qui démontrent. Mais le 11 septembre 2001 offre un potentiel de sidération émotionnelle des foules sans commune mesure avec ce qui a précédé depuis 1989. La violence des images d'un crime commis presque en direct sur toutes les télévisions du monde présente toutes les caractéristiques voulues pour enraciner dans les mentalités collectives les bases « religieuses » d'un nouveau monde. Les rares personnes qui parviennent, ce jour du 11 septembre 2001, à conserver une distance par rapport à l'événement, sentent bien que, par ce « petit » holocauste américain, les États-Unis d'Amérique viennent d'acquérir auprès des populations occidentales un crédit de représailles quasiment infini.

Toutefois, 2001 n'est ni 1945 ni 1989. S'affirme en effet,

et de manière contradictoire à la tendance unipolaire en matière d'idéologie, une tendance multipolaire en matière de puissance. Malgré la sidération provoquée par l'événement, nombreux sont ceux qui, hors de l'Occident, mais aussi en son sein, ne croient plus à la narration occidentale de l'histoire. Le *système de vérité* occidental a tellement pris l'eau, dans le siècle qui vient de s'achever, que la vérité « officielle » du 11 septembre ne parvient plus à s'imposer partout.

L'objet de cette nouvelle édition n'est pas la recherche de ce qui s'est passé réellement le 11 septembre 2001, mais d'approfondir la compréhension des conséquences, pour le monde, de ce jour sinistre. Or, des deux interprétations possibles des faits connus découlent deux lectures différentes de la géopolitique mondiale et deux grandes interprétations opposées de l'événement : la conspiration de l'extérieur (théorie officielle du complot) et la conspiration de l'intérieur (théorie dissidente du complot).

Selon la première interprétation, les attentats seraient le fait d'une conspiration émanant de terroristes islamistes appartenant au mouvement Al-Qaida. Cette équipe aurait réussi à frapper l'Amérique dans ses symboles les plus forts. La géopolitique qui en découle est simple : l'islamisme radical d'Al-Qaida a remplacé le communisme. La troisième guerre mondiale du « monde libre », après celle contre les nazis et les Soviétiques, est celle qui oppose l'Occident et ses alliés contre les islamistes. Comme l'affirmera George W. Bush, « soit vous êtes avec nous, soit vous êtes contre nous ». Une nouvelle bipolarité est née, un

nouveau résumé du monde en une lutte entre les forces du mal et les forces du bien. De cette lecture découle la guerre contre l'Afghanistan, puis celle contre l'Irak et, d'une certaine façon, toutes les suivantes, jusqu'à la Libye. Seul le refus de la France et de l'Allemagne (sanctionné dans les deux pays par un retour en force de l'atlantisme) de participer à la guerre contre l'Irak permettra d'admettre que l'Amérique ait pu mentir au moins une fois, à propos des « armes de destruction massive » de Saddam Hussein.

La seconde interprétation est de plus en plus répandue dans le monde. Elle est portée, pour l'essentiel, par le mouvement d'origine américaine *Reopen911*, lequel rassemble des familles américaines des victimes des attentats et des centaines de personnalités des mondes militaire, politique, industriel, scientifique, dont la légitimité et la notabilité étaient parfaitement acquises avant leur engagement sur ce sujet. Selon ces dissidents, les attentats du 11 septembre seraient un *inside job*, littéralement un « travail fait depuis l'intérieur ». Il s'agirait d'attentats sous « faux drapeau » (terme du renseignement définissant un acte de terrorisme qui vise à « faire porter le chapeau » à une autre entité ou à un autre État que celle ou celui qui l'a perpétré), attentats trop complexes pour être le fait d'une seule équipe de pirates islamistes, et qui auraient été conçus et pilotés par l'« État profond » *(« Deep State »)* américain. Par « État profond », les dissidents entendent une structure de gouvernement à la fois invisible (par rapport à l'administration officielle) et continue (qui survit aux

changements de président), rassemblant des éléments et des moyens du Pentagone, de la CIA et du FBI, des sociétés militaires privées et, plus globalement, du complexe militaro-financier américain. Dick Cheney et Donald Rumsfeld, qui ne se sont jamais quittés, depuis Richard Nixon jusqu'à Georges W. Bush, et ont occupé dans l'administration gouvernementale des fonctions stratégiques en rapport avec le complexe militaro-industriel américain, pourraient faire partie, selon cette hypothèse, de l'« État profond » américain.

Mais en 2011, pas plus qu'il n'existe de version officielle figée (celle-ci n'a cessé de chercher à s'adapter aux critiques en modifiant son récit), il n'existe de version dissidente unique et achevée. Une seule chose, en revanche, est aujourd'hui certaine : les événements du 11 septembre ont accéléré et radicalisé la guerre entre les forces de l'unipolarité américaine, et celles de la multipolarité. Depuis le 11 septembre 2001, les États-Unis ont repris la main sur l'histoire et sont engagés dans une vaste opération d'endiguement des forces multipolaires (Chine, Russie, Iran, Venezuela, Brésil…). Cette guerre, de dimension planétaire, entre les forces de la multipolarité et celles de l'unipolarité, se déchaîne dans tous les compartiments de l'affrontement de puissance, du contrôle des ressources stratégiques jusqu'au contrôle de l'information, en passant par le redécoupage des frontières étatiques, la guerre des monnaies (statut du dollar), les fonds souverains… Qui l'emportera ? Puisse cet atlas géopolitique donner les clés de cette guerre et ouvrir des

horizons de prévision.

1

Islam versus Occident

Introduction

Les attentats du 11 septembre 2001 ont-ils été le détonateur d'une guerre totale entre l'Occident et l'islamisme radical ? Tel aura été, en tout cas, le point de vue des Américains, qui se sont lancés dans une véritable croisade contre ce qu'ils ont appelé l'« empire du Mal ». Mais en envahissant l'Afghanistan et l'Irak, en laissant planer de lourdes menaces sur l'Iran, ils ont aussi obéi à des impératifs qui ne relèvent pas que de la morale : il s'agit aussi pour eux, en effet, de s'assurer le contrôle des ressources énergétiques du Moyen-Orient. Une politique qui, bien loin d'éliminer le terrorisme islamique, l'a peut-être au contraire exacerbé. Il convient de rappeler que les États-Unis ont longtemps joué avec le feu en favorisant les mouvements islamiques pour briser les régimes laïques qui, dans le monde arabo-musulman, faisaient obstacle à leurs ambitions hégémoniques.

La terreur djihadiste frappe tous azimuts

Derrière les attentats qui frappent partout dans le monde les intérêts ou les symboles de l'Occident se profile un rêve séculaire : l'unification d'un monde musulman pourtant très divisé. Mais il ne faut pas s'y tromper, le potentiel révolutionnaire de l'islamisme radical, qui est énorme, a remplacé celui du communisme à l'époque de la guerre froide.

L'après-11 septembre va voir la terreur djihadiste se répandre partout dans le monde, frappant indistinctement les Occidentaux et leurs alliés. Ainsi, ce sont successivement la Tunisie, pays musulman mais moderniste (attentat-suicide contre la synagogue de Djerba revendiqué par Al-Qaida le 11 avril 2002), l'Arabie Saoudite, visée pour son alliance stratégique avec Washington (attentats-suicides à Riyad le 12 mai 2003), l'Indonésie, frappée pour ses liens historiques avec les Américains et son islam syncrétique (attentat contre l'hôtel Marriott de Jakarta le 5 août 2003 revendiqué par la Jamaah Islamiyah), l'ONU, assimilée par les islamistes à la domination occidentale, frappée lourdement (22 morts, dont le représentant de l'ONU en personne) le 19 août 2003 à Bagdad, le Comité international de la Croix-Rouge, symbole de l'humanitaire occidental, frappé à Bagdad le 27 octobre 2003, qui sont visés. Puis les attentats reprennent contre les Occidentaux en Arabie Saoudite, où Al-Qaida

revendique des assassinats de ressortissants étrangers. À partir de 2004, les islamistes parviennent à étendre leurs réseaux en Europe. Décidée à faire plier l'Espagne qui s'est engagée aux côtés des Américains, la composante maghrébine de l'islam radical frappe le 11 mars 2004 à Madrid.

Le 7 juillet 2005, la Grande-Bretagne, pourtant longtemps soupçonnée de complaisance face à l'islam radical (on parlait du « Londonistan »), est à son tour victime de la terreur djihadiste. Quatre explosions consécutives dans le métro et le bus font 56 morts et plus de 700 blessés. Deux ans plus tard, durant l'été, à Londres et à Glasgow, en Allemagne et au Danemark, plusieurs projets d'attentats sont déjoués.

UNE IDÉOLOGIE POLITIQUE

Lorsque Mahomet a fait sa prédication, au début du VIIe siècle, l'islam a d'abord été le drapeau de l'affirmation arabe, puis s'est étendu à de nombreux peuples (les Turcs, les Perses, les Javanais, les Malais, et diverses ethnies des Indes ou d'Afrique noire…), dont les cultures et les langues étaient différenciées depuis longtemps.

Certes, durant des siècles, de nombreux peuples musulmans cherchèrent à réunifier l'islam dans des califats sur lesquels ils s'efforcèrent de conserver la prééminence (comme c'est le cas des empires omeyyade, abbasside, seldjoukide, fatimide, ottoman…), mais ils n'y parvinrent jamais, et l'islam ne fut réellement uni que sous

les quatre premiers califes. Le monde musulman contemporain, loin de constituer un pouvoir politique réunifié, forme donc un ensemble complexe d'acteurs : États, mouvements rebelles au sein des États, réseaux transnationaux qui interagissent avec le reste du monde, suivant des critères qui sont plus souvent d'intérêt que de religion.

À la fracturation politique du monde musulman s'ajoute une fracturation théologique, qui celle des chiites contre les sunnites ; en outre, à l'intérieur du monde sunnite, plusieurs écoles juridiques déterminent des pratiques de l'islam variant d'une aire géographique à une autre. Il y a donc une géographie politique et culturelle de l'islam qui va à l'encontre, à bien des égards, du lieu commun d'un bloc musulman opposé à d'autres blocs de civilisation.

Pourtant, qui pourrait nier que l'idée unitaire est en train de gagner du terrain dans le monde musulman ? L'islamisme, cette idéologie politique fondée précisément sur le rêve d'unification, avance à grand pas. Les islamistes refusent à l'islam son histoire, c'est-à-dire le fait qu'il se soit fracturé politiquement et théologiquement à mesure que le temps passait. Ce qu'ils veulent, c'est ramener l'islam en arrière, à son « âge d'or », celui du premier siècle où il était « pur et uni » avant que les peuples, leurs traditions (comme les confréries en Afrique ou dans le Caucase, par exemple), leurs intérêts, leurs frontières ancestrales n'adaptent le message universel de l'islam à la mode locale.

Ainsi donc, à mesure que l'islamisme gagne dans l'islam, la carte de la géographie musulmane, et de ses points de contact avec les autres civilisations, s'embrase. Afrique, Caucase, Asie centrale, Maghreb, Moyen-Orient, sous-continent indien, Asie du Sud-Est, et jusqu'aux sols américain et européen, rares sont les territoires qui échappent à l'affirmation de ce qu'il faut bien appeler la nouvelle idéologie anti-occidentale et tiers-mondiste. Souvenons-nous de la guerre froide et de l'Empire soviétique. À l'époque, c'est-à-dire avant 1990, le communisme était le ciment transnational de tous les mouvements identitaires qui s'opposaient à l'Occident. Puis, lorsque l'URSS envahit l'Afghanistan, l'islam sunnite, agressé par le communisme, s'allia à l'Amérique pour résister. Au même moment, l'islam chiite iranien venait attester qu'une voie révolutionnaire anti-occidentale était possible en dehors du socialisme.

Le communisme s'effondra au début des années 1990 et, deux ans plus tard seulement, l'islamisme sunnite se retournait contre les États-Unis. Nous sommes, depuis, entrés dans l'ère d'un islamisme sunnite aussi mondial que radical, l'ère d'une nouvelle idéologie de contestation de l'impérialisme « croisé et juif » américain et israélien (au Moyen-Orient) ou russe (en Asie centrale et dans le Caucase).

Dès lors, il se passe dans le monde musulman ce qui se passait à l'époque de la guerre froide dans l'ensemble des pays du tiers-monde : une logique globale simplificatrice récupère et instrumentalise tous les abcès locaux. En

qualité de musulmans, séparatistes (en Tchétchénie, au Kosovo ou aux Philippines) et nationalistes (Palestine) intègrent ainsi la « cause supérieure » de la révolution islamique mondiale. La complémentarité entre local et global est de mise. Qui, en effet, peut apporter à ces réseaux islamistes inter nationaux, grouillant de militants déracinés et apatrides issus d’une immigration ratée, un meilleur appui de terrain qu’une guérilla locale ?

Inversement, alors que, faute de parrainage soviétique, la plupart des mouvements de libération nationale sont en perte de vitesse depuis la fin de la guerre froide, qui, mieux que l’islamisme global, peut donner à ceux-ci un second souffle, à la fois révolutionnaire et financier ?

À côté d’un altermondialisme stérile, car privé d’une puissance qui le soutienne, l’islamisme apparaît bel et bien comme le seul véritable internationalisme révolutionnaire capable de porter des coups à l’« ennemi israélo-américain ». Or, cette nouvelle forme de bipolarité entre un nouveau « monde libre », celui de la démocratie à l’occidentale, et un nouvel « empire du Mal » – c’est-à-dire le « terrorisme international » et l’« axe du Mal » qui le soutiendrait, pour reprendre la phraséologie américaine – est d’autant plus explosive qu’elle n’est pas seulement une construction idéologique. Elle est la traduction contemporaine d’une constante de l’histoire : le choc des civilisations chrétienne et islamique.

Brèves

LA LITANIE MACABRE DES ATTENTATS

11 avril 2002

Attentat devant la synagogue de Djerba, en Tunisie, revendiqué par Al-Qaida. Vingt personnes tuées.

8 mai 2002

Attentat-suicide à Karachi contre les employés français de la DCN. Attribué à un groupe proche d'Al-Qaida, il fait 14 morts, dont 11 Français, et 12 blessés.

6 octobre 2002

Attentat-suicide revendiqué par Al-Qaida, contre le pétrolier français *Limburg* au large du Yémen. Un mort.

12 octobre 2002

Dans un double attentat-suicide, la Jamaah Islamiyah liée à Al-Qaida tue 202 personnes dans une discothèque à Bali et en blesse 209, principalement des Australiens.

12 mai 2003

Des attentats-suicides anti-occidentaux à Riyad, en

Arabie Saoudite, qui ont fait au moins 34 morts et 200 blessés, sont revendiqués par Al-Qaida.

5 août 2003

Attentat en Indonésie contre l'hôtel Marriott de Jakarta, faisant 14 morts et 152 blessés et revendiqué par le réseau Jamaah Islamiyah.

19 août 2003

Attentat-suicide au camion piégé contre le siège de l'ONU à Bagdad : 22 morts dont le représentant de l'ONU, Sergio Viera de Mello.

27 octobre 2003

Attentat-suicide à la voiture piégée à Bagdad contre le CICR (Comité international de la Croix-Rouge).

11 novembre 2003

Attentat en Arabie Saoudite, à Riyad, contre le complexe résidentiel occidental de Mouhaya : 18 morts dont 5 enfants et 122 blessés.

20 novembre 2003

Attentats à la voiture piégée à Istanbul contre le

consulat britannique et le siège de la banque anglaise HSBC : 27 morts, plus de 450 blessés.

Mai-juin 2004

Série d'attentats contre les Occidentaux en Arabie Saoudite, revendiquée par Al-Qaida.

11 mars 2004

Quatre attentats simultanés à Madrid, revendiqués par Al Qaida : 191 morts et 1 500 blessés.

9 septembre 2004

Attentat contre l'ambassade d'Australie à Jakarta, perpétré par la Jamaah Islamiyah : 9 morts.

7 juillet 2005

Quatre explosions dans les transports londoniens font 56 morts et près de 1 000 blessés. Les Brigades Abou Hafs al-Masri, proches d'Al-Qaida, en seraient responsables.

1er octobre 2005

Trois kamikazes de la Jamaah Islamiyah font exploser chacun un restaurant de Bali : 26 morts et plus de 120 blessés.

29 et 30 juin 2007

Attentats manqués à Londres et à Glasgow, en Grande-Bretagne.

4 septembre 2007

Projets d'attentats déjoués en Allemagne et au Danemark.

16 septembre 2008

Attentat contre l'ambassade américaine au Yémen : 16 morts.

25 décembre 2009

Sur un vol entre Amsterdam et Detroit, un Nigérian tente de faire exploser une charge dissimulée sur lui.

Pourquoi George W. Bush voulait abattre Saddam Hussein

Au lendemain du 11 septembre, les néoconservateurs républicains qui conseil lent George W. Bush font de l'Irak la cible prioritaire des États-Unis. Sous cou vert de lutte contre le terrorisme et de démantèlement d'un arsenal d'armes de destruction massive qui s'avérera inexistant, il s'agit en fait de contrôler les réserves pétrolières du Moyen-Orient et d'assurer la survie d'Israël.

La volonté américaine de réduire l'Irak est en réalité bien antérieure au 11 septembre 2001. Depuis 1991 et la guerre du Golfe, l'Irak baasiste est en effet resté dans le collimateur de Washington et Londres, subissant non seulement un embargo économique sévère, mais aussi des frappes aériennes régulières.

Dès l'arrivée de George W. Bush à la Maison Blanche, en janvier 2001, le nouveau président des États-Unis prend Bagdad pour cible. Un an plus tard, le 29 janvier 2002, dans son discours sur l'état de l'Union prononcé devant le Congrès, il désigne l'Irak comme faisant partie de l'axe du Mal, aux côtés de la Corée du Nord et de l'Iran : la chute du président irakien Saddam Hussein est désormais l'objectif prioritaire de la nouvelle administration républicaine, dominée par le courant des néoconservateurs, à la fois très proches des intérêts d'Israël et très interventionnistes en politique étrangère.

Un plan d'attaque massive de l'Irak est prêt dès juillet 2002 (selon le *New York Times*) et, ce même mois, George W. Bush ne cache plus qu'il veut un changement de régime à Bagdad. Le 12 septembre 2002, le président américain menace d'intervenir unilatéralement si le Conseil de sécurité n'obtient pas le désarmement de l'Irak, et il s'adresse à l'Assemblée générale de l'ONU afin de réclamer une opération visant à renverser Saddam Hussein. Quelques jours plus tard, la nouvelle stratégie de sécurité nationale permettant d'attaquer préventivement les États qualifiés de « voyous » est rendue officielle. Le 11 octobre 2002, c'est le Congrès américain qui autorise le recours à la force contre l'Irak et, un mois plus tard, le président inaugure le sommet de l'Otan de Prague (lequel va accueillir sept nouveaux membres d'Europe de l'Est) par un avertissement au chef d'État irakien. La machine américaine est en marche, elle ne s'arrêtera plus jusqu'au lancement par les Anglo-Américains, le 20 mars 2003, de l'opération « Liberté de l'Irak ».

LA CHUTE DE SADDAM HUSSEIN ET LE CONTRÔLE DES RÉSERVES DE PÉTROLE

La réponse ne peut être univoque. Les facteurs qui ont conduit à cette intervention sont nombreux. Deux se détachent tout particulièrement. Tout d'abord, dans le cadre de la stratégie globale des États-Unis pour préserver leur leadership au XXIe siècle, Washington doit s'assurer du contrôle de la dépendance énergétique de son futur

rival chinois. Or, l’Irak est au troisième rang (derrière l’Iran) des pays en matière de réserves prouvées de pétrole, avec près de 10 %. Le seul contrôle par les Américains de l’Arabie Saoudite et de l’Irak préserve un tiers des réserves prouvées de pétrole. Si on y ajoute les autres pays du Golfe comme le Koweït, les Émirats arabes unis, le Qatar et Bahreïn, le chiffre dépasse la moitié des réserves mondiales. Le pétrole est donc un déterminant essentiel de cette guerre, d’autant que le lobby pétrolier était très représenté autour du président Bush. Il convient de comprendre que si l’Amérique entend contrôler le pétrole de la région, c’est moins pour sa propre consommation (du moins dans un proche avenir) que pour garantir des positions à ses pétroliers nationaux, et pour faire peser une épée de Damoclès sur les compétiteurs asiatiques – tous de plus en plus dépendants du Moyen-Orient, tant le Japon que la Chine ou l’Inde.

Le deuxième facteur tient à Israël. Le régime de Saddam Hussein était le dernier à incarner le rêve nationaliste arabe, qui fut porté en son temps par Nasser. Or, le nationalisme arabe, qui vise à l’unité des Arabes dans une seule nation, de l’Atlantique au Golfe, est incompatible avec la survie d’Israël. Israël ne pouvait donc admettre l’existence d’une sorte de Prusse arabe, capable un jour d’unifier au moins les Arabes du Mashrek.

Saddam Hussein finançait les groupes palestiniens radicaux ; il rêvait d’offrir la puissance nucléaire aux Arabes (non en 2003, car il n’en avait plus les moyens depuis la guerre du Golfe, mais en 1990). Il représentait

donc un danger pour la suprématie qu'Israël s'était employé à obtenir au fil de trois guerres successives contre les Arabes, en 1948-1949, en 1967 (avec la guerre dite « des Six Jours ») et en 1973. Pour les Israéliens, l'établissement d'une paix durable ne saurait être envisagé sans un bouleversement profond de la carte. Fins connaisseurs du Moyen-Orient, ils savaient que l'effondrement du régime baasiste signifierait du même coup celui de l'identité nationale irakienne et la résurgence des logiques communautaires, ethniques et religieuses. Or, seul un Moyen-Orient formé de petits États ethniques (Kurdes) ou communautaires (Arabes sunnites, Arabes chiites, alaouites de Syrie, maronites et druzes du Liban…) pourrait sortir Israël de l'isolement et lui offrir des alliés potentiels (maronites et druzes du Liban), ou lui permettre d'instrumentaliser les oppositions séculaires (chiites et sunnites).

LES NÉOCONSERVATEURS AU POUVOIR

Les néoconservateurs américains se sont imposés auprès de George W. Bush dès le lendemain des attentats du 11 septembre 2001, le 14 très exactement. C'est ce jour-là que des intellectuels groupés autour de Paul Wolfowitz et soutenus par le vice-président Dick Cheney et le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld ont convaincu le président des États-Unis que le véritable foyer du terrorisme international était l'Irak. En fait, pour Paul Wolfowitz comme pour Richard Perle, Robert Kagan ou le

très influent journaliste William Kristol, le but est d'imposer au monde l'« hégémonie globale bienveillante » des États-Unis (William Kristol) et de promouvoir une « politique d'action préventive destinée à empêcher par tous les moyens une nation ou un groupe de nations de défier la primauté militaire et économique des États-Unis » (Paul Wolfowitz).

Derrière ces propos belliqueux se dessine la vieille idée messianique selon laquelle l'Amérique aurait pour vocation, pour « destin manifeste » (« manifest destiny ») de guérir l'humanité de ses démons en lui offrant, fût-ce par la force, son modèle de société, autrement dit « le meilleur ordre des choses actuellement envisageable » (Robert Kagan).

Ce messianisme politique, qui trouve sa source dans un fondamentalisme religieux associé à un soutien quasi mystique à Israël, n'exclut toutefois pas des intérêts plus terre à terre.

Les néoconservateurs intégrés dans l'administration Bush ont en effet presque tous partie liée avec l'industrie militaire américaine : l'épouse de Dick Cheney fait partie du directoire de Lockheed Martin, Richard Perle a bâti sa fortune en faisant commerce d'armements avec la Turquie et Israël, et Paul Wolfowitz a travaillé pour Northrop Grumman... La « rallonge » budgétaire allouée au Pentagone après le 11 septembre représente 150 % du budget militaire de la France !

Brèves

LA CHUTE DE SADDAM HUSSEIN

Washington, 29 janvier 2003

George W. Bush dénonce les trois pays de l'axe du Mal : l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord, soupçonnés d'alimenter le terrorisme et de chercher à se doter d'armes de destruction massive.

New York, 8 novembre 2002

La résolution 1441 du Conseil de sécurité donne à l'Irak une dernière chance de s'acquitter de ses obligations en matière de désarmement.

Washington, 30 janvier 2003

George W. Bush reçoit une lettre commune du Danemark, de l'Espagne, de la Hongrie, de l'Italie, de la Pologne, du Portugal, de la République tchèque et du Royaume Uni lui apportant leur soutien dans sa politique vis-à-vis de l'Irak.

New York, 5 février 2003

Le secrétaire d'État américain Colin Powell présente à l'ONU des « preuves » de la présence d'armes de

destruction massive en Irak.

New York, 14 février 2005

Dans un rapport, les inspecteurs du désarmement en Irak déclarent n'avoir trouvé aucune trace d'activités nucléaires interdites et demandent une prolongation de leur mission.

New York, 7 mars 2003

La France, l'Allemagne et la Russie rejettent l'hypothèse d'une résolution du Conseil de sécurité légitimant l'emploi de la force contre l'Irak.

Washington, 17 mars 2003

George W. Bush lance un ultimatum à Saddam Hussein, lui donnant 48 heures pour quitter l'Irak. Le président irakien le rejettera le 18.

Irak, 20 mars 2003

Lancement de l'opération « Liberté de l'Irak » par les forces américaines et britanniques.

Bagdad, 9 avril 2003

Les forces américaines investissent Bagdad. Saddam

Hussein a disparu.

Californie, 1er mai 2003

Sur le pont d'envol du porte-avions *USS Abraham Lincoln*, George W. Bush annonce la fin des « opérations de combat majeures » en Irak.

Les Américains se sont installés en Irak

En 2003, les partisans de la guerre contre l'Irak affirmaient que les États-Unis venaient déloger le dictateur Saddam Hussein, priver l'État baasiste de ses armes de destruction massives et installer la démocratie. Les opposants à la guerre dénonçaient, eux, les intérêts économiques des secteurs militaire et pétrolier. Qui avait raison ?

Le nouveau pouvoir irakien est chiite, les chiites étant assurés, par leur poids démographique (60 % de la population), de dominer leurs compatriotes sunnites. Les Kurdes irakiens ont obtenu leur autonomie et commencent à négocier leurs contrats pétroliers sans l'aval de Bagdad. Un pouvoir oligarchique, multicommunautaire, a donc remplacé le pou voir autocratique et unitaire des baasistes. Mais il ne s'agit en rien d'une démocratie à l'occidentale. Quant aux armes de destruction massive, tout le monde reconnaît qu'elles n'existaient pas.

La reconstruction des services publics (eau et électricité) reste à faire. Un Irakien sur dix dispose d'un approvisionnement en eau *via* le réseau public. La distribution de l'électricité n'atteint pas six heures par jour. L'insécurité (officiellement 4000 civils tués en 2010) frappe particulièrement les femmes (punitions tribales) et les chrétiens (leur nombre est passé d'un million à moins de 500000 depuis 2003). Depuis 2006, plus de 3 millions d'Irakiens (principalement des sunnites), soit 10 % de la

population, ont fui en Jordanie et en Syrie.

Dans le même temps, l'Irak est devenu un grand marché américain. Entre 2003 et 2010, les entreprises civiles américaines y ont obtenu plus de 250 milliards de dollars de marchés (pour seulement 77 milliards de PNB irakien en 2009). Kellogg Brown and Root (KBR), filiale jusqu'en 2007 du groupe texan Halliburton (dont Dick Cheney a été le PDG avant de devenir vice-président en 2001), a obtenu le plus important contrat de fourniture aux armées de toute l'histoire des États-Unis : 150 milliards de dollars en cumul depuis 2003. KBR aura construit toutes les bases géantes américaines : Guantanamo, Bondsteel au Kosovo, Bagram en Afghanistan, Doha au Qatar, ainsi que le camp Anaconda de Bagdad, gigantesque « hub » logistique.

JUTEUX CONTRATS DE SÉCURITÉ

Les Américains ont, plus que jamais, privatisé la guerre. Les néoconservateurs, mais aussi Bill Clinton dans les Balkans, ont fait de l'État fédéral un instrument des oligarchies industrielles et financières. Georges-Henri Bricet des Vallons, spécialiste des sociétés militaires privées (SMP), a montré en 2009 que les civils américains sous contrat de défense – les *contractors* – représentaient, dans tout le Moyen-Orient, jusqu'à 200000 hommes, dont 170 00 en Irak. Parmi ces *contractors*, le nombre de mercenaires dépassait les 50000 pour plus de 300 SMP dont certaines possèdent leurs propres blindés et hélicoptères de combat. L'enquête sur les tortures d'Abou

Ghraib a révélé les responsabilités des SMP américaines (CACI et Titan) qui géraient la prison. Il ne s'agissait d'ailleurs pas d'un dérapage, mais d'un système assumé par le gouvernement américain, qui perdure sous la présidence de Barack Obama et qui délègue les « basses œuvres » (gardiennage des prisonniers et interrogatoires, obtention de renseignements par des pratiques illégales…) au secteur privé américain.

La guerre d'Irak est directement à l'origine de l'explosion capitalistique des SMP. Née d'un petit contrat de la CIA de 5,4 millions de dollars en 2001, Blackwater (rebaptisée Xe en 2009) pèse, grâce à l'Afghanistan et l'Irak, 1,2 milliard de dollars. En 1995, Dyn-Corp, ne pesait que 30 millions de dollars : c'est aujourd'hui la plus importante SMP au monde, son chiffre d'affaires dépassant les 3 milliards de dollars.

Le retrait d'Irak annoncé par le président Obama (« plus un seul soldat américain en Irak fin 2011 ») ne doit pas faire illusion.

L'armée américaine a engagé, dès la chute de Saddam Hussein, le processus de double délégation de la sécurité, d'une part aux SMP occidentales, d'autre part à la police et à la nouvelle armée irakienne. Le problème est pratiquement le même en Irak et en Afghanistan : ces intérêts privés ont tout intérêt à entretenir le feu qu'ils sont chargés d'éteindre. On peut s'attendre, dans les années à venir, à ce qu'une insécurité de basse intensité soit maintenue, certes insuffisante pour gêner l'exploitation du

pétrole, mais néanmoins suffisante pour justifier le maintien des juteux contrats de sécurité.

UNE NOUVELLE ARABIE SAOUDITE ?

L'Irak possède les quatrièmes réserves du monde (derrière l'Arabie Saoudite, le Venezuela et l'Iran) avec 115 milliards de barils,. Cependant, il n'y a pas eu d'exploration depuis des décennies à cause des guerres et de l'embargo imposé à l'Irak en 1990. La production pourrait passer de 2,4 millions de barils/jour fin 2009 à 7 millions de barils en 2015, puis assez rapidement ensuite à 10 ou 12 millions de barils, faisant de l'Irak l'égal des plus grands producteurs.

En acceptant d'abaisser considérablement ses profits, la Chine reste le premier opérateur étranger du pétrole irakien : la CNPC (China Nationa Petroleum Corporation), associée à BP, va développer Roumaila, dans le sud de l'Irak, le premier champ pétrolier du pays avec des réserves estimées à 17,7 milliards de barils. Les Russes de Lukoil ont obtenu une part dominante (85 %) dans l'exploitation de Qourna-Ouest 2 (12,8 milliards de barils).

Des appels d'offres lancés en décembre 2009 par le gouvernement itakien de Nouri Al-Maliki pour exploiter dix champs pétroliers, les Américains, les Chinois et les Russes sortent grands vainqueurs. En revanche, le groupe français Total, dont la naissance est pourtant liée à la découverte du pétrole de Kirkouk en 1927, n'aura obtenu qu'une part d'exploitation modeste, en coopération avec

les Chinois.

Brèves

MERCENAIRES ET PUITS DE PÉTROLE

27 février 2009

Barack Obama annonce le retrait des troupes américaines d'Irak à partir du 31 août 2010. Le plan prévoit le maintien d'une armée de 30000 à 50000 hommes jusqu'au 31 décembre 2011, date du départ complet.

25 octobre 2009

Double attentat au centre de Bagdad : 155 morts et 600 blessés. Le plus meurtrier depuis ceux de l'été 2007 (5572 morts et 1562 blessés au total).

5 novembre 2009

Pour la première fois depuis quarante ans, un géant pétrolier américain va pouvoir exploiter du pétrole irakien. Le consortium formé par l'Américain Exxon Mobil (80 %) et l'Anglo-Néerlandais Shell (20 %) signe avec le gouvernement irakien pour l'exploitation du deuxième plus grand champ irakien (Qourna-Ouest 1), aux réserves estimées à 8,5 milliards de barils.

Juillet 2010

Les forces de combat américaines entament leur retrait. La dernière unité de combat, la 4e brigade de la 2e division d'infanterie quitte le pays dans la nuit du 18 au 19 août 2010 en passant par la frontière koweïtienne.

1er septembre 2010

50000 soldats américains restent stationnés en Irak. Ils doivent assister et former l'armée et la police irakiennes, mais ils ne seront pas impliqués dans les opérations de maintien de l'ordre. Plus de 50000 mercenaires veillent parallèlement à la sécurisation des intérêts privés occidentaux.

L’Europe face à la Turquie : un conflit millénaire

La Turquie est-elle soluble dans l’Union européenne ? Les racines grecques, romaines et chrétiennes de l’Europe posent la question de la cohérence de son processus d’unification, alors que son identité a été largement forgée dans sa résistance à l’impérialisme ottoman. L’hostilité croissante de l’opinion publique européenne à l’intégration d’un grand pays asiatique et musulman dans l’Union marque une prise de conscience.

Durant tout le premier millénaire avant notre ère, la poussée constante vers l’ouest (de la Mandchourie septentrionale au lac Balkhach) des populations prototurques et protomongoles contribue au glissement des peuples d’origine indo-européenne vers l’Europe centrale et occidentale. De ce premier choc turco-européen résulte, pour des siècles, l’établissement de la carte des peuples d’Eurasie. Durant l’hiver 451, Attila pénètre dans l’Empire romain. Partout en Gaule, des saints chrétiens naissent sous les pieds des cavaliers huns. Quand surgit l’islam au VIIIe siècle, l’impérialisme territorial de Turcs nomades se double d’un impérialisme religieux. L’Europe, défendue par l’Empire byzantin, connaît un échec à Mantzikert en 1071. La réaction vient d’Occident. Les croisades, emmenées par la chevalerie franque, offrent un sursis de trois cent cinquante ans au rempart byzantin. Empêchés au XIIIe siècle de s’étendre à l’est par la

puissance mongole, éliminés d'Anatolie par Gengis Khan puis par Tamerlan, les Turcs redoublent d'efforts pour forcer la porte européenne des Balkans. C'est l'Empire ottoman qui, désormais, est leur bélier. Au XVe siècle, la culture issue des idées grecques, romaines et chrétiennes est chassée de la porte de l'Europe avec la chute de Constantinople (1453) et celle d'Athènes trois ans après.

Au XVIe siècle, sous le règne de Soliman, les Turcs multiplient leurs attaques, et ils progressent en Méditerranée et en Europe. Mais l'ouverture des nouvelles routes océaniques par les navigateurs d'Europe occidentale va accélérer le déclin ottoman. Désormais, l'islam n'est plus un intermédiaire incontournable pour le commerce entre l'Europe et les Indes. Toutefois, au tout début du XVIIe siècle, l'Empire ottoman reste encore la première puissance mondiale. Mais il faiblit face aux nations de l'Ouest qui peuvent compter sur leur créativité scientifique et technique, et sur leur natalité.

Choc à la fois ethnique et religieux, le conflit Europe-Turquie montre l'irréductibilité des deux logiques géopolitiques.

LA CONSCIENCE DE L'ENJEU IDENTITAIRE

Inscrit dans le temps de l'histoire, le débat actuel sur les racines chrétiennes de l'Europe dépasse donc largement le conflit entre laïcité affirmée et attachement aux valeurs religieuses. Il pose la question de la cohérence du projet politique de l'Europe. Alors que toutes les nations et les

empires du monde affirment leur identité ethnique ou religieuse, de la Chine à l'Amérique en passant par l'ensemble des pays musulmans, l'Union européenne devra-t-elle être la seule construction privée d'histoire ? Héritière de la Grèce, de Rome et du christianisme médiéval, l'Europe est pourtant de souche indo-européenne et chrétienne. L'affirmation islamique en terre d'islam comme à l'intérieur de l'Europe (immigration massive) pourrait néanmoins conduire de plus en plus d'Européens à considérer que l'enjeu identitaire est l'enjeu vital du XXIe siècle. Ces dernières années, les engagements répétés du Vatican pour souligner les racines chrétiennes de l'Europe dans la Constitution européenne comme ceux d'une grande partie de l'opinion publique européenne contre l'entrée de la Turquie dans l'Europe illustrent cette montée d'une conscience européenne.

Brèves

LA POSITION DU VATICAN

14 novembre 2002

Première visite d'un pape au Parlement italien. Jean-Paul II réaffirme son souhait de voir mentionné l'héritage religieux et chrétien de l'Europe dans la future Constitution de l'Union.

3 octobre 2005

Ouverture des négociations avec la Turquie pour son éventuelle adhésion à l'Union européenne.

12 septembre 2006

Discours de Benoît XVI à Ratisbonne (Allemagne), au cours duquel il cite un texte médiéval sur l'islam et la violence, ce qui provoque des actes de violence antichrétiens dans les pays musulmans.

27-30 novembre 2006

Visite de Benoît XVI en Turquie. La veille, 20 000 Turcs ont manifesté à Istanbul contre sa venue, en raison des propos tenus à Ratisbonne.

Avril 2007

Nicolas Sarkozy, candidat à l'élection présidentielle, s'engage à s'opposer à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.

27 août 2007

Trois mois après son élection, le président Sarkozy accepte finalement que les négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne se poursuivent.

9 juin 2010

Selon le secrétaire à la Défense américain Robert Gates, la réticence des Européens à intégrer la Turquie serait à l'origine de la détérioration des relations entre Israël et Ankara.

Le Grand Moyen-Orient américain

Le Moyen-Orient est certainement l'un des chantiers les plus importants de la politique globale des États-Unis. Comme le montrent les cartes de la page suivante, ce que les Américains projettent d'y faire est considérable. Et s'inscrit dans une stratégie visant à conserver dans ce siècle leur rang de première puissance mondiale, notamment face à l'émergence de la Chine.

La Chine a besoin des hydrocarbures produits par le Moyen-Orient, où se trouvent les deux tiers des réserves mondiales. En contrôlant les pays du Golfe, l'Amérique tiendra par conséquent sous sa dépendance son adversaire stratégique principal. Déjà, depuis 1945, l'alliance entre Washington et Ryad (Arabie Saoudite) a donné aux États-Unis le contrôle d'un quart environ des réserves du monde. En 2003 La conquête de l'Irak a augmenté ces réserves de 10 % et, si l'Iran redevenait un allié des États-Unis dans les années à venir, quelque 10 % supplémentaires seraient encore placés sous leur coupe.

Le pétrole n'est toutefois pas le seul moteur de la politique américaine dans la région, même s'il est un déterminant essentiel face à la Chine et pour les intérêts des grandes compagnies américaines. Un autre déterminant de la politique américaine au Moyen-Orient est la sécurité d'Israël. L'Amérique est la garantie d'Israël, et ce soutien, dont les limites touchent à la politique pétrolière, est quasiment sans faille depuis la guerre de

Corée en 1950, lorsque les Américains eurent besoin au Moyen-Orient d'un allié fiable face à l'URSS.

Officiellement partisans d'un État palestinien, les Américains n'ont cependant jamais été à l'encontre des intérêts d'Israël, sauf peut-être lorsque, au début des années 1980, Ariel Sharon tenta d'engager au Liban une profonde refonte des frontières de la région dans le but d'« achever » les transferts de Palestiniens opérés en 1948 et 1967.

La sécurité d'Israël passait également par l'élimination, en 2003, du dernier véritable régime nationaliste arabe, le régime baasiste de Saddam Hussein, qui s'était montré le soutien le plus fiable de l'OLP et des groupes palestiniens plus radicaux.

Aujourd'hui, c'est la question de l'Iran qui est posée par Washington et Tel-Aviv. Selon la doctrine stratégique israélienne, Israël doit rester la seule puissance nucléaire de la zone. Or le nucléaire iranien remettrait en cause cette supériorité stratégique et aurait un effet négatif sur l'immigration juive vers la Terre promise.

LE PACTE DE BAGDAD

Le traité d'organisation du Moyen-Orient, plus communément appelé pacte de Bagdad, a été signé le 24 février 1955 par l'Irak, la Turquie, le Pakistan, l'Iran et le Royaume-Uni. Idéalement, les États-Unis auraient intérêt à la reconstitution d'une telle alliance comprenant les

quatre puissances islamiques, mais de civilisation et de langue différente (arabe, turc, ourdou, persan), du Grand Moyen-Orient.

L'islamisme, produit d'un islam humilié ?

Pour beaucoup de musulmans, l'islamisme n'est pas le produit de l'islam en tant que tel, mais d'abord celui des blessures infligées par l'Occident à l'honneur musulman, en particulier arabe. D'où la nostalgie d'un âge d'or, celui du prophète Mahomet, que les fondamentalistes rêvent de rétablir. Il est vrai qu'en s'opposant au nationalisme arabe et aux régimes laïques et modernisateurs du Proche-Orient, les États-Unis et leurs alliés européens ont favorisé l'émergence de l'islamisme politique, y compris en Palestine.

Le « colonialisme » est un mot qui revient souvent chez les musulmans du Maghreb, tandis que le Proche-Orient arabe entretient du ressentiment contre ces Anglais et ces Français qui n'ont pas su tenir leurs promesses de la Première Guerre mondiale. Il y a surtout l'humiliation majeure : la « Nakhba », la « catastrophe » de la création d'Israël. Depuis soixante ans, l'Occident, écrasé par le poids de sa culpabilité à cause de l'Holocauste des Juifs d'Europe, n'aurait pas voulu trouver de solution au problème palestinien. Le lien inconditionnel, à la fois stratégique et idéologique (peut-être même religieux), entre les États-Unis et Israël en serait la cause première, bien au-delà des divisions arabes et des incohérences palestiniennes.

QUAND ISRAËL FAVORISAIT LE HAMAS

Pour les nationalistes arabes, l'Amérique a soutenu les mouvements islamistes afin de faire échec au développement arabe et faire obstacle à l'influence soviétique. En plein processus d'Oslo, au début des années 1990, l'État d'Israël lui-même a favorisé l'implantation du Hamas en Cisjordanie pour faire contrepoids à l'OLP d'Arafat. Le coup de grâce donné à l'État irakien baasiste en 2003, après une première guerre en 1990, puis plus de dix années d'embargo, n'est que l'aboutissement d'un demi-siècle de politique israélo-américaine au Moyen-Orient qui aura visé à détruire le projet d'unité arabe et à saper le développement, renforçant de ce fait le sentiment d'unité islamique.

Pour les islamistes, l'humiliation infligée au monde musulman, ce sont ces régimes autoritaires, inspirés des fascismes européens et « infiltrés » par l'idéologie de la laïcité, que l'« Occident perfide » a soutenus durant la guerre froide : le régime du shah d'Iran, l'Irak de Saddam Hussein. Après tout, pour conquérir l'Égypte en 1798, Bonaparte n'avait-il pas fait croire aux musulmans que la Révolution française était leur amie et l'ennemie du christianisme ? Et à la fin du XIXe siècle, l'Allemagne impériale, aidée de ses alliés turcs, ne chercha-t-elle pas à persuader les musulmans de l'Inde, qu'elle voulait soulever contre les Anglais, que Guillaume II s'était secrètement converti à l'islam ?

Selon cette logique, l'Occident serait responsable des

échecs du monde musulman et de la corruption de ses dirigeants. L'Amérique avec ses pétrodollars et sa complicité dans l'injustice faite aux Palestiniens, la France et ses amitiés libanaises ou dictatoriales. Quant à l'échec de l'intégration des musulmans de France (70 % des détenus dans les prisons françaises sont de religion musulmane), de Belgique, d'Angleterre ou d'Espagne, il serait largement dû à la xénophobie et à l'islamophobie des Européens. Telle est la conviction de très nombreux musulmans, qu'ils vivent en Europe ou dans le monde musulman même.

La réticence d'une majorité des opinions publiques européennes face à la perspective d'une adhésion de la Turquie à l'Union européenne vient encore ajouter à ce sentiment d'humiliation. Une question se pose pourtant : cette humiliation a-t-elle seulement pour origine les agissements actuels du monde occidental ? N'aurait-elle pas en réalité une cause plus profonde ?

LA NOSTALGIE D'UN ÂGE D'OR RÉVOLU

La civilisation islamique vit dans le souvenir d'un âge d'or du Prophète, celui d'une « Oumma » (nation musulmane) unie sous les quatre premiers califes successeurs de Mahomet. La fierté de deux siècles d'expansion rapide et de splendeur (omeyyade, abbasside…) reste forte dans la conscience collective des musulmans – d'où le traumatisme du bombardement de Bagdad, prestigieuse capitale des Abbassides, comparable à ce que Rome peut représenter pour les Européens.

Au moins jusqu'au XVIᵉ siècle, la civilisation islamique, laquelle s'étend sur des aires arabophones, turcophones, persanophones et asiatiques, est incontournable dans les relations internationales. Les routes terrestres qui relient l'Europe et l'Asie, ces fameuses routes de la soie, enrichissent le Moyen-Orient. Forts de leur situation géographique centrale, les musulmans peuvent d'autant plus aisément se convaincre qu'il y a une fin de l'Histoire et que cette fin est islamique. L'islam est venu après le judaïsme et le christianisme, comme une sorte d'achèvement. Le Maghreb, christianisé à la fin de l'Empire romain, n'est-il pas devenu intégralement musulman ? Ces millions de juifs et chrétiens des territoires jadis hellénisés par Rome au Proche-Orient ne se sont-ils pas convertis ? L'islam n'a-t-il pas montré sa capacité à développer la puissance militaire, l'art et la science ? Pourtant, à partir du XVIᵉ siècle, le sens de la conquête, la créativité scientifique et technique et le dynamisme démographique, préparés par les valeurs du Moyen Âge chrétien, permettent aux Européens d'ouvrir les grandes routes océaniques et de contourner le Moyen-Orient pour gagner l'Asie (et du même coup découvrir l'Amérique).

Une formidable inversion de puissance se produit alors entre l'islam et l'Occident chrétien, et en même temps une secousse sismique de grande ampleur dans la conscience collective des musulmans. Plus rien désormais ne va arrêter la lente décadence dans laquelle la civilisation islamique plonge, incapable d'inventer une économie alternative à celle du seul commerce.

Nombre d'historiens et d'islamologues ont situé là l'origine profonde de l'humiliation et du ressentiment à l'égard de l'Occident. Dans le monde musulman, la réflexion politique, à partir du XVIIe siècle et plus encore du XVIIIe (dans l'Empire ottoman), s'attache à donner une réponse à la lancinante question : « Pourquoi les chrétiens sont-ils devenus plus forts que nous ? » Deux réponses diamétralement opposées se déploient alors : la réponse modernisatrice et autoritaire qui préconise de copier l'Occident en essayant de limiter le poids de l'islam dans la société (on la retrouvera au XXe siècle dans les expériences du nationalisme arabe, de Mustapha Kemal en Turquie ou de Habib Bourguiba en Tunisie) ; la réponse fondamentaliste qui propose de reconstruire l'âge d'or du prophète Mahomet en faisant remonter le temps au monde musulman.

QUAND L'ISLAM RECULAIT

1095-1099 Première croisade. Prise de Jérusalem par les Francs. 1212 Victoire chrétienne de Las Navas de Tolosa, qui décide de l'issue de la Reconquista ibérique. 1571 Défaite navale des Turcs à Lépante. 1683 Échec des Turcs devant Vienne. 1699 La paix de Karlowitz marque le premier recul d'envergure de l'Empire ottoman en Europe centrale. 1798-1799 Expédition d'Égypte de Bonaparte 1830 Prise d'Alger par les Français.

Brèves

TORTURES ET CARICATURES

11 janvier 2002

Premier transfert de prisonniers islamistes sur la base-prison américaine de Guantanamo.

28 avril 2004

Diffusion par la chaîne de télévision CBS de photographies montrant des tortures et mauvais traitements infligés à des prisonniers irakiens à Abou Ghraib.

30 septembre 2005

Un journal danois publie douze caricatures de Mahomet. En octobre, le Premier ministre danois refuse de recevoir les ambassadeurs de pays musulmans. En janvier 2006, l'Arabie Saoudite et la Libye rappellent leurs ambassadeurs en poste au Danemark.

En février, alors que les caricatures sont republiées en Europe, la polémique s'étend à la quasi-totalité du monde musulman où ont lieu des manifestations violentes et des attaques contre des ambassades, lesquelles font plusieurs morts.

12 octobre 2006

Une étude publiée par le journal britannique *The Lancet* estime à 650 000 le nombre d'Irakiens qui auraient péri depuis l'invasion américaine, en mars 2003.

6 décembre 2007

Révélation de la destruction de vidéos d'interrogatoires de détenus par la CIA.

21 mars 2011

L'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* publie des photos à charge contre les soldats américains en Afghanistan accusés d'exactions sur des cadavres de talibans.

Le magazine rappelle que plusieurs soldats américains auraient organisé « pour s'amuser », entre janvier et mai 2010, des meurtres de civils. Ces faits illustrent les difficultés de l'armée américaine à assurer un recrutement de qualité pour l'Afghanistan comme pour l'Irak.

Bosnie, Irak, Sahel, le rituel macabre des décapitations

Lorsqu'elles ont été diffusées sur des sites islamiques, les vidéos montrant les décapitations d'otages américains ou européens ont fait frémir d'horreur l'Occident. La question est de savoir s'il ne s'agit que de sanglants débordements, ou bien si l'assassinat d'« infidèles » trouve sa légitimité dans le Coran lui-même.

En Irak, les groupes islamistes ou des membres de la résistance irakienne multiplient les enlèvements d'étrangers à partir du printemps 2004. Plus de 200 civils (pas seulement des Occidentaux, également beaucoup de musulmans non irakiens) sont kidnappés, et plus de trente otages sont exécutés, certains lors de macabres rituels de décapitation qui sont filmés puis diffusés sur Internet. Ces exécutions soulèvent l'horreur en Occident, mais aussi dans les pays musulmans où beaucoup s'indignent de ce que leur religion puisse donner d'elle une telle image.

Ce ne sont cependant pas les moudjahidin irakiens qui ont inventé le rituel de la décapitation filmée. Quelques années avant eux, les moudjahidin de Bosnie l'ont pratiqué à grande échelle face aux Croates et aux Serbes. Mais comme l'Amérique soutenait les islamistes dans les Balkans, les médias occidentaux ne s'y sont guère intéressés. Pourtant, de très nombreuses vidéos

bosniaques montrant des bourreaux usant de couteaux, de haches ou de tronçonneuses furent diffusées dans l'ensemble du monde islamique, exerçant dans les milieux islamistes une fascination malsaine. Dans *Comment le djihad est arrivé en Europe* (Xenia, 2006), le journaliste d'investigation allemand Jürgen Elsässer raconte : « Les condamnés à mort doivent former un cercle. Le premier est décapité, la tête posée sur le plateau, et le suivant doit l'embrasser. Puis la tête circule à la ronde, de main en main, de bouche en bouche. Puis la deuxième victime est décapitée, et ainsi de suite. »

L'ISLAM EST UNE RELIGION DE COMBAT

L'assassinat politique, si possible ritualisé, n'est pas non plus une invention des islamistes de Bosnie. Au même moment, ceux du GIA le pratiquent en Algérie. Voici ce qu'écrit en juin 1996 le « mufti » Abou El-Moundhir dans *Al-Djama'a*, bulletin de liaison du GIA : « Nous resterons sur cette tradition pour suivre l'exemple de Khaled, Abou-Bakr Sedik et les autres compagnons du Prophète, qui n'ont pas hésité à tuer, à mutiler et à brûler, mais nous ne sommes pas satisfaits, car nous n'avons pas encore atteint le même nombre de morts qu'eux. [...] Le GIA ne tue pas de façon aléatoire ; nous tuons ceux qui se sont tournés contre nous, les apostats, donc nous ne produisons pas de nouveaux jugements, ni n'improvisons de fatwas, mais ce sont des jugements de Dieu et de son Prophète que nous appliquons. »

Tout le problème est là. Ces crimes ne sont pas de simples débordements marginaux de l'islam. Point n'est besoin de convoquer la sempiternelle secte ismaélienne des Assassins, qui terrorisa à partir du XIe siècle le monde musulman, pour le démontrer. Elle est même un épiphénomène à côté de l'essentiel : le problème de la violence en terre d'islam ne tient pas aux hommes, lesquels n'ont probablement guère été plus violents que les chrétiens au cours de l'histoire ; le problème tient à la légitimité sur laquelle peut s'appuyer cette violence par le fait même qu'elle est portée par les textes fondateurs : le Coran et la sunna.

C'est en effet l'histoire même du Prophète à Médine, et de son comportement, qui sert de justification première à l'assassinat politique aux yeux des islamistes. Le fait que de très nombreux musulmans se sentent étrangers à cette violence ne change rien aux textes, puisque personne, en Islam, n'a pouvoir de changer les textes. Le monde sunnite n'a pas de clergé romain, et la raison n'y occupe pas la même place que dans la Grèce et la Rome antiques ou dans le christianisme d'un saint Thomas d'Aquin. Plus de sept cents occurrences de termes désignant le châtiment, la torture ou l'anéantissement punitif se trouvent dans le Coran. Le verset 4 de la sourate 9 est explicite quant à ce qu'il convient de faire à ceux qui ne se soumettent pas : « Dieu les tourmentera par votre intermédiaire. »

Dès les origines, l'islam est non pas une religion d'amour et de pardon, mais une religion de combat, ainsi qu'en témoigne le comportement du Prophète après la

bataille de Badr. Si les Médinois ont tué 59 Mecquois, fait des prisonniers et amassé un formidable butin, c'est, pensent-ils, avec l'aide d'Allah et des anges. Lorsqu'on jette à ses pieds la tête de l'un de ses ennemis, Mahomet ne s'écrie-t-il pas : « Cela m'est plus agréable que le plus beau chameau d'Arabie » ? Les faits abondent qui attestent une violence religieuse légitime, souvent volontairement atroce parce qu'elle est le châtiment de Dieu et que celui-ci est forcément terrible.

Comme le rappelle Antoine Moussali (un orientaliste réputé qui enseigna l'arabe à l'université d'Alger après 1980), nombreux sont ceux qui, à la demande de Mahomet, furent exécutés parce qu'ils avaient osé se moquer ou s'opposer à l'Envoyé d'Allah. Ainsi le pauvre Oqba : « Comme celui-ci protestait du traitement qui lui était réservé : "C'est en raison de ton inimitié envers Dieu et son Prophète", lui répondit Mahomet. "Et ma petite fille ?" cria Oqba, "qui prendra soin d'elle ?" ; "Les dieux de l'enfer" s'exclama le Prophète. À cet instant la victime fut fendue jusqu'aux pieds. "Misérable que tu es", poursuivit le Prophète, "je remercie le Seigneur qui t'a tué et ainsi a consolé mes yeux !". » Certes, on peut objecter à juste titre qu'il existe des sourates de concorde dans le Coran. Ainsi dans la sourate 2, verset 62, peut-on lire : « Ceux qui croient, ceux qui pratiquent le judaïsme, ceux qui sont chrétiens ou sabéens, ceux qui croient en Dieu et au dernier jour, ceux qui font le bien ! Voilà ceux qui trouveront leur récompense auprès de leur Seigneur. » Un peu plus loin, cependant, toute relation d'amitié avec le juif

ou le chrétien est proscrite. Et comme tout ce qui est écrit dans le Livre participe d'une même sacralité et a même valeur d'autorité, il est inutile de vouloir rendre supérieurs les éléments de concorde aux éléments de discorde (ces derniers étant d'ailleurs largement plus nombreux et explicites que les premiers).

C'est cette violence légitime contenue dans les textes de référence de l'islam qui permet encore aujourd'hui à de nombreux érudits musulmans (qu'ils soient sunnites ou chiites) de justifier des crimes moralement injustifiables aux yeux des Occidentaux. Ainsi le cheikh Youssouf al Qadarawi, érudit sunnite du Qatar, qui condamna l'attaque contre l'école russe de Beslan pour des raisons politiques (la Russie soutenant les Palestiniens, il était injuste de tuer ses enfants), ajouta qu'une attaque similaire contre une école israélienne aurait été parfaitement justifiée puisqu'un « écolier israélien devenant un soldat, il faut l'éliminer », de même d'ailleurs qu'« une femme israélienne enceinte puisqu'elle porte un futur combattant ».

À LA CONQUÊTE DES NATIONS

Selon l'ayatollah Khomeyni, « l'islam impose à tout homme adulte, dans la mesure où il n'est pas handicapé ou invalide, de se préparer à la conquête des nations, afin que les commandements de l'islam soient partout obéis [...]. Ceux qui ne connaissent rien à l'islam prétendent qu'il met en garde contre la guerre. Ceux-là sont des sots. L'islam

dit : “Tuez tous les incroyants”. »

Brèves

DU PAKISTAN AU SAHEL

21 février 2002

Décapitation au Pakistan du journaliste américain Daniel Pearl.

11 mai 2004

Une vidéo montre la décapitation en Irak d'un jeune otage civil américain, Nicholas Berg.

19 juin 2004

Paul Johnson, ingénieur américain enlevé en Arabie Saoudite, est décapité.

22 juin 2004

En Irak, une vidéo montre la décapitation de Kim Sun-il, un traducteur sud-coréen enlevé.

20 septembre 2004

Eugene Armstrong, Américain sous contrat en Irak, est décapité devant une caméra.

7 octobre 2004

Kenneth Bigley, un ingénieur britannique, est décapité en Irak.

2 novembre 2004

Assassinat à Amsterdam du cinéaste Theo Van Gogh.

21 octobre 2006

Ayad Tariq, un Irakien, chrétien assyrien de 14 ans, est décapité parce qu’il avait osé dire qu’il n’était pas un « chrétien pécheur ».

19 avril 2010

Le Français Michel Germaneau est enlevé au Niger par Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI). Il trouvera la mort en juillet dans des circonstances non élucidées.

8 janvier 2011

Deux otages français capturés à Niamey par AQMI sont tués lors d’une intervention des forces spéciales françaises.

12 avril 2011

Les services de renseignement afghans déclarent avoir arrêté un bourreau taliban spécialisé dans la décapitation des prisonniers. Mollah Jumah « officiait » dans le

Helmand depuis 2009 et a décapité des dizaines de personnes.

L’Afghanistan au cœur du grand jeu eurasiatique

Il est révolu le célèbre « grand jeu » afghan qui opposait, au XIX[e] siècle, la présence anglaise en Inde à la poussée russe vers les mers chaudes. En Afghanistan, le jeu n’est plus réductible à l’opposition entre intérêts russes et américains.

Le nouveau grand jeu en Afghanistan est à l’image de la géopolitique mondiale : multipolaire. Trois puissances mondiales s’entrechoquent en Afghanistan : États-Unis, Russie, Chine. Deux puissances régionales s’y livrent, par délégation, une guerre féroce : Pakistan et Inde. Dans ces rivalités de premier ordre interfèrent des intérêts de second ordre, mais qui peuvent influer fortement sur le jeu afghan : les intérêts de l’Iran et ceux des républiques musulmanes indépendantes ex-soviétiques (en particulier, pour des raisons à chaque fois spécifiques, l’Ouzbékistan, le Kirghizstan et le Turkménistan). Combiné à ces rivalités géopolitiques classiques de trois ordres (rivalités identitaires, stratégiques, énergétiques), le jeu du fondamentalisme sunnite est également à prendre en compte. L’islamisme est un acteur global, une créature ancienne, mais réveillée et excitée durant les années 1980 et 1990 par les apprentis sorciers américains et pakistanais de la CIA et de l’ISI (Inter Services Intelligence), au point de finir par échapper à l’autorité de ses maîtres, sans pour autant avoir complètement rompu avec eux.

Pour quelles raisons le grand jeu en Afghanistan est-il triangulaire ? Tout d'abord parce que les États-Unis veulent refouler d'Asie centrale au moins autant la Chine que la Russie. Ensuite parce que la Russie veut non seulement limiter l'influence de Washington dans ses ex-républiques musulmanes soviétiques aujourd'hui indépendantes, mais également empêcher la Chine de combler le vide que les Américains laisseraient s'ils s'avisaient de quitter l'Afghanistan. Car, pour la Russie, l'influence de Pékin en Asie centrale, c'est la réalité implacable d'une histoire millénaire, celle des routes de la soie. Enfin, le grand jeu en Afghanistan est triangulaire parce que la Chine ne sera la première puissance géopolitique mondiale que lorsqu'elle aura chassé la flotte américaine du Pacifique et que ses trains à grande vitesse atteindront les rivages de l'Atlantique, en France, après avoir parcouru des milliers de kilomètres à travers l'Asie centrale et les plaines d'Europe.

Les États-Unis tentent aujourd'hui d'éliminer une force, les talibans, qu'ils ont contribué à amener au pouvoir à Kaboul en 1997, avant de les en déloger en 2001. Les talibans sont l'aboutissement ultime d'une stratégie de radicalisation des mouvements islamistes entamée à la fin des années 1970 par l'ISI soutenu par la CIA, au profit d'un triple djihad : contre les chiites pakistanais susceptibles d'être influencés par la révolution islamique iranienne, contre les communistes prorusses en Afghanistan, contre les Indiens dans le Cachemire.

Après que des seigneurs de la guerre afghans sont

devenus – c'est l'une des conséquences de cette stratégie – à la fois des seigneurs du djihad et de la drogue (*cf.* pages 46-47), et que les Soviétiques ont reflué (1989), les Américains se sont aperçus que leur société pétrolière Unocal n'arriverait jamais à tendre un gazoduc du Turkménistan au Pakistan à travers un territoire afghan tribalisé, rançonné par des clans en lutte pour le contrôle du pouvoir politique et de l'héroïne.

Leurs amis pakistanais de l'ISI, également agacés de ne pouvoir contrôler des chefs de guerre féodaux turbulents, ont alors suggéré les talibans comme solution. Des fanatiques absolus, essentiellement issus de l'ethnie majoritaire d'Afghanistan, les Pachtouns (ethnie divisée par la ligne Durand de 1893 qui deviendra la frontière entre Afghanistan et Pakistan), décidés à imposer la chape de plomb d'un « islam pur des origines », au-dessus des clans, et qui présentaient l'avantage, aux yeux du gouvernement démocrate de Bill Clinton qui les soutint dès 1994, d'être une solution d'ordre et un interlocuteur unique avec lequel négocier le passage des hydrocarbures. Puis les Américains se sont fâchés avec les talibans en 1998, un an après leur arrivée, et c'est ainsi que s'est nouée l'alliance entre les talibans et Oussama Ben Laden, semble-t-il également fâché depuis lors avec la CIA.

WASHINGTON DOIT PASSER PAR MOSCOU

En 2001, en se projetant en Afghanistan et, pour cela, également en Ouzbékistan et au Kirghizstan, quels

avantages géopolitiques Washington pouvait attendre ? Le Groupe de Shanghai, alors constitué par les Chinois et les Russes, coopérait fortement dans la lutte contre le terrorisme islamiste, mais aussi dans le domaine énergétique. L'irruption des États-Unis brisa cette dynamique eurasiatique et contribua à repousser la Chine pour quelques années.

Aujourd'hui, la Chine est revenue en force. Elle est, depuis 2009, à la fois le premier partenaire commercial de l'Asie centrale ex-soviétique et le premier fournisseur de l'Iran, devant l'Allemagne qui l'avait été ces vingt dernières années. Or, Moscou n'entend pas voir les Chinois remplacer les Américains. Quelle est la stratégie des Russes ? Laisser les Américains contenir l'islamisme en Afghanistan, mais devenir incontournables pour eux, stratégie identique à celle suivie sur le dossier nucléaire iranien. D'où le soutien officiel de la Russie aux opérations de l'Otan en Afghanistan ; d'où l'accord russo-américain de transit aérien de juillet 2009 qui, à la mi-avril 2010, permettra d'acheminer 20000 militaires occidentaux en Afghanistan (l'accord autorise une moyenne de douze vols américains par jour mais, un an après, la moyenne n'est que de deux).

Pour Moscou, contraindre les Américains à passer par la Russie revient à les chasser de sa périphérie musulmane. Le 7 octobre 2001, les États-Unis avaient en effet signé un accord antiterroriste avec Tachkent (l'Ouzbékistan partage une longue frontière avec l'Afghanistan), et les bases aériennes et l'espace aérien du pays le plus peuplé de l'Asie

centrale ex-soviétique leur étaient ouverts. Un an plus tard, le 5 décembre 2002, Washington prenait pied également au Kirghizstan grâce à la base de Manas. Mais en 2005, après la répression d'Andijan (une région turbulente à l'est du pays où les islamistes sont puissants), les Ouzbeks, refusant l'ingérence démocratique américaine, décidaient de se tourner de nouveau vers la Russie (et la Chine) et contraignaient l'armée américaine à plier bagages. Aujourd'hui, la base de Manas, avec son corridor terrestre de 1500 km jusqu'en Afghanistan, constitue la seule base arrière solide pour les Américains. Environ 35000 soldats transitent chaque mois entre Manas et l'Afghanistan, et la base assure aussi le ravitaillement en vol des avions militaires et apporte beaucoup de sang (100 kg en moyenne chaque nuit par des vols entre Manas et Kandahar). Mais les Russes admettent difficilement cette implantation. Le 23 octobre 2003, le président Poutine inaugurait une base aérienne russe de soutien à Kant, à quelques kilomètres de la base américaine. Ces dernières années, les Kirghizes, conscients de l'inestimable valeur stratégique de cette base pour la réussite des opérations en Afghanistan, ont fait monter les enchères entre Moscou et Washington, une année supplémentaire de présence des Américains étant conditionnée par un triplement de leur loyer…

Mais plus le temps passe, moins l'action américaine en Afghanistan ne peut se faire en contournant les Russes. C'est pour Moscou une assurance devant la montée des Chinois en Asie centrale ex-soviétique. Il ne faut pas

oublier que la Russie est le premier pays à avoir soutenu Washington au lendemain du 11 septembre 2001, dans son action globale contre le terrorisme islamiste. Vladimir Poutine ne recherchait pas seulement, comme on l'a dit, l'assurance de ne plus être gêné par les critiques occidentales sur la Tchétchénie. Il recherchait un partenariat équilibré avec Washington face à la montée de Pékin, partenariat qui eût été possible si Washington n'avait pas étendu l'Otan jusqu'aux portes de la Russie en 2002, installé dans la périphérie de Moscou des gouvernements proaméricains (révolutions colorées de Géorgie en 2003, d'Ukraine en 2004) et convaincu d'anciens pays soviétisés (République tchèque et Pologne) d'accepter un bouclier antimissile sur leur sol. Aujourd'hui la donne est redevenue favorable aux Russes : si les Américains ont reculé sur le bouclier antimissile, c'est qu'ils ont besoin des Russes sur l'Afghanistan et l'Iran, et qu'ils ont aussi perdu l'Ukraine.

LE TRÉSOR DE L'AFGHANISTAN

« L'Afghanistan, l'un des pays les plus pauvres du monde, a dans son sous-sol des ressources pétrolières et minérales estimées à plus de 1000 milliards de dollars », a affirmé le président Hamid Karzaï le 31 janvier 2010 en s'appuyant sur une étude de l'U.S. Geological Survey (USGS). Les Américains se seraient-ils alors projetés dans l'un des pays les plus rudes d'Asie centrale pour ses ressources en gaz, pétrole, cuivre, fer, or et pierres

précieuses ?

Brèves

COMMUNISTES ET TALIBANS

27 avril 1978

Coup d'État communiste et création de la République démocratique d'Afghanistan.

24 décembre 1978

Entrée des troupes soviétiques pour appuyer le gouvernement dans sa lutte contre les moudjahidin, qui bénéficieront d'une aide américaine puissante.

15 février 1989

Retrait des troupes soviétiques, avec un bilan évalué à 14 000 morts et 75 000 blessés.

16 avril 1992

Fin du régime communiste et début de la guerre civile.

1994

Offensive des talibans.

27 septembre 1996

Prise de Kaboul par les talibans.

7 octobre 2001

Début des bombardements américains.

21 octobre 2001

Début de l’offensive terrestre de l’Alliance du Nord contre les talibans et arrivée des premiers soldats américains.

13 novembre 2001

Les talibans sont chassés de Kaboul.

7 décembre 2001

Les talibans sont chassés de Kandahar.

La géopolitique afghane dopée à l'opium

En 1975 les zones tribales du Pachtounistan (Pakistan et Afghanistan) produisaient de l'opium en quantité limitée pour les consommateurs des grandes villes d'Iran. En effet, l'Asie centrale (à la différence de l'Indochine) était alors relativement épargnée par le pavot. Cinq ans plus tard, l'Afghanistan était devenu le deuxième producteur d'opium du monde. Que s'est-il passé ?

Arrivé au pouvoir en 1981, le président américain Ronald Reagan décide d'en finir avec l'URSS et lui déclare une guerre secrète sans merci. Au Pakistan, le régime du général Muhammad Zia-ul-Haq est massivement armé (avec des F-16), ses services secrets (ISI) deviennent les sous-traitants de la CIA en Afghanistan et dans les zones tribales pakistanaises (bases-arrière de la résistance antisoviétique). Comme face aux fascistes en Italie, aux nationaux-communistes en Indochine, aux sandinistes au Nicaragua, les États-Unis optent pour l'alliance avec le crime organisé. L'avantage ? Cela coûte moins cher puisque l'allié s'autofinance avec ses trafics, et des caisses noires (drogue, Irangate) se constituent au sein de la CIA ; elles permettront un jour de financer des opérations occultes de grande envergure…

L'ISI désigne comme chef rebelle favori Gulbuddin Hekmatyar, un narcotrafiquant notoire, qui a commencé sa carrière de terroriste dans les années 1970 en

aspergeant d'acide les visages des femmes afghanes non voilées (ce que le *Washington Post* ne découvrira d'ailleurs qu'au moment de la chute de l'URSS, dix ans plus tard !).

À mesure qu'ils progressent, les moudjahidin s'approprient les terres agricoles, détruisent les vergers et les cultures traditionnelles, les remplaçant par des champs de pavot. Dans la décennie 1980, la production d'opium en Afghanistan passe de 250 t par an à plus de 2000 t. L'Afghanistan devient un narco-État où des seigneurs de la guerre, en même temps qu'ils luttent contre les Soviétiques, abreuvent l'Occident méprisé d'un flot d'héroïne. La seule passe de Khyber compte plus d'une centaine de raffineries d'héroïne. Comme pendant la guerre du Vietnam, la DEA (l'administration antidrogue américaine) est sommée par la CIA de fermer les yeux. Dans le même temps, le Pakistan devient lui aussi un narco-État. L'ISI construit sa puissance financière et politique sur le contrôle des filières de production et d'exportation, et sur la corruption du personnel politique.

LES CLANS AFGHANS ET PAKISTANAIS

Deux constantes se mettent alors en place :

lorsqu'un clan dirigeant promet à l'Occident de détruire la drogue, il s'acharne en réalité sur ses narco concurrents ; une année de très bonne récolte provoquant un afflux d'héroïne sur le marché, ce qui fait baisser les prix et donc le profit de la filière (producteurs, raffineurs, exportateurs), il devient habituel d'annoncer un plan

antidrogue pour créer un « effet de rareté », et faire remonter les profits. Les clans afghan et pakistanais sont en plus récompensés de leurs « bonnes intentions » par des aides de l'ONU, des États-Unis et de l'Union européenne !

Pendant ce temps, au Pakistan, le régime de Zia autorise le blanchiment massif des sommes en « cash » dans ses institutions financières. Un afflux massif de capitaux durant la décennie 1980 prépare la globalisation de la décennie suivante. La libéralisation complète des flux financiers permettra à cette injection d'argent sale de se fondre dans les capitaux licites.

Une fois les Soviétiques partis, la grande presse occidentale commence étrangement à s'interroger sur le narco-profil des chefs de guerre afghans. Mais rien ne change. Au contraire, le phénomène s'amplifie. De1990 à 1999, la production d'opium en Afghanistan passe de 2000 t à plus de 4000 t. Et en 1999, avec 4600 t, l'Afghanistan devient le premier producteur mondial d'opium. Son agriculture s'est transformée en une monoculture du pavot qui mobilise l'essentiel de la terre et de la force de travail (la moitié des emplois du pays) pour fournir 75 % de l'héroïne de la planète.

Contrairement à une idée répandue, les talibans n'ont jamais lutté contre l'opium. Ils ont interdit le haschich car il est consommé localement par des musulmans. Mais ils ont encouragé la production et l'exportation de l'héroïne afin de « pourrir » les « kafir » (mécréants) occidentaux.

La prise de la plaine de Shamali au nord de Kaboul par les talibans, en 1999, a abouti à la destruction des vergers et du système d'irrigation d'une région jadis très agricole. En interdisant aux femmes toute éducation, les talibans ont poussé celles-ci vers les champs de pavot. L'État taliban lui aussi (comme son tuteur pakistanais) est un narco-État, qui ira jusqu'à tenter d'échanger une (fausse) volonté de détruire les champs de pavot contre une reconnaissance internationale.

PREMIER PRODUCTEUR MONDIAL DE HASCHICH

Aujourd'hui, cet Afghanistan « dominé » par l'Otan représente à lui seul 92 % de la production mondiale d'opium (ce qui, selon une étude de l'ONU d'octobre 2009, alimente un marché de 65 milliards de dollars et une clientèle de 15 millions d'héroïnomanes dans le monde), et il est redevenu le premier producteur mondial de haschich (ce qu'il n'était plus sous les talibans). Quant au Kosovo, c'est la plaque tournante de la distribution de cette héroïne vers l'Europe.

L’Iran dans le collimateur de l’Occident

Pourquoi cet acharnement des États-Unis contre l’ancien Empire perse ? Parce que, en raison de sa position géographique centrale, de ses richesses pétrolières et de son nationalisme farouche, un Iran doté de l’arme atomique deviendrait un obstacle probablement insurmontable à la mainmise totale de Washington sur le Moyen-Orient.

Dans les années 1950, face à l’Union soviétique, l’Amérique avait formé le pacte de Bagdad qui rassemblait la Turquie, l’Iran, l’Irak et le Pakistan. Puis, à la fin des années 1960, le Baas irakien avait sorti Bagdad de l’orbite américaine, dix ans avant que la révolution islamique chiite n’en fasse autant de Téhéran. La CIA avait joué un grand rôle dans la dé stabilisation du shah dont la politique d’indépendance nationale gênait de plus en plus Washington.

Face au matérialisme athée des Soviétiques, l’islamisme chiite avait été favorisé, comme l’avait été, dans le monde arabe, l’islamisme sunnite. Puis le chiisme se retourna contre les Américains, car la révolution chiite fut aussi une révolution nationale, soucieuse de libérer l’Iran du poids important des États-Unis.

Depuis plus de vingt ans donc, l’Iran est une cible prioritaire de la politique américaine. C’est l’effondrement

de l'URSS qui a désigné les nouvelles priorités stratégiques américaines : en premier lieu, contrer la Chine qui représentera, d'ici deux décennies, le principal adversaire de Washington ; en second lieu, contrôler la totalité du principal réservoir pétrolier du monde, le Moyen-Orient, et y récupérer notamment l'Irak et l'Iran, phares des nationalismes arabe et perse.

Avec ses 1,635 million de km², soit le 17e rang mondial pour la superficie, soit encore six fois l'Irak, l'Iran occupe une position centrale, encore hors de contrôle sur l'espace du CentCom (voir carte page 41). Ses quelque 70millions d'habitants (90millions en 2025, derrière l'Égypte et devant la Turquie) dont 80 % sont âgés de moins de 40 ans, en font un géant démographique et donc un marché potentiel bien plus important encore que l'Irak.

UN IRAN NUCLÉAIRE SERAIT SANCTUARISÉ

L'Iran est au troisième rang des réserves prouvées de pétrole (avec 10,3 % derrière l'Arabie Saoudite et le Venezuela) et au deuxième rang des réserves prouvées de gaz (avec 15,8 % derrière la Russie), selon la *BP Review* (2010). À eux deux, L'Iran et le Qatar pèsent un tiers des réserves mondiales de gaz, soit autant que la Russie ; or l'Iran et la Russie sont géostratégiquement proches… Mais l'Iran n'est pas qu'un enjeu de production : c'est un enjeu routier dans le domaine énergétique ; s'il était « réorienté » vers les États-Unis, l'Iran offrirait aux compagnies américaines la solution la plus économique

pour désenclaver le pétrole de la zone caspienne. Pas plus sous Ahmadinejad aujourd'hui que sous Mossadegh hier, l'Amérique et son allié britannique ne veulent donc d'une ligne nationaliste à Téhéran.

L'essentiel des réserves pétrolières de l'Iran est concentré dans les gisements offshore au large de la province du Khûzistân, voisine de l'Irak et du golfe Arabo-Persique. Secondairement, l'Iran entre tient des revendications sur une partie du potentiel pétrolier de la Caspienne. Loin d'être sanctuarisé au beau milieu du plateau iranien, le pétrole de l'Iran est proche des zones où l'influence stratégique américaine s'exerce.

Outre le potentiel qu'il représente en tant que futur marché de consommateurs (il s'agit de l'un des pays musulmans les plus peuplés), outre sa situation stratégique et ses hydrocarbures, l'Iran intéresse aussi l'Amérique par la menace qu'il représente pour Israël. L'Irak baasiste étant tombé, désormais seul l'Iran (et dans une moindre mesure son allié syrien) occupe la position de grand soutien des causes nationalistes (palestinienne, libano-chiite) et islamiques. L'Iran soutient la plus puissante force du Liban aujourd'hui (démographiquement et militairement), le Hezbollah libanais, et les mouvements islamiques palestiniens radicaux tels que le Hamas.

Un Iran doté du nucléaire militaire serait donc un Iran sanctuarisé, contre lequel toute menace de guerre conventionnelle deviendrait inefficace. Pour les Israéliens et les Américains, le régime de la Révolution islamique, qui

a fait preuve de beaucoup d'activisme depuis sa fondation (soutien à de nombreux fronts islamiques, y compris en Bosnie), se sentirait invincible, et son activisme antioccidental redoublerait de violence – avec un risque de prolifération en matière d'armes de destruction massive au sein des réseaux islamistes transnationaux. La doctrine stratégique d'Israël, qui repose notamment sur l'exclusivité du nucléaire militaire au Moyen-Orient, se verrait alors sérieusement affectée. L'épée de Damoclès d'un nouvel holocauste juif dissuaderait les candidats potentiels à l'émigration vers Israël.

Pour au moins deux raisons essentielles (perte de la supériorité stratégique et affaiblissement de la dynamique migratoire), Israël a intérêt à empêcher l'Iran de se doter de la bombe atomique, et c'est la raison pour laquelle, tant aux États-Unis qu'en Europe, les réseaux pro-israéliens, dans la presse comme dans les milieux d'affaires, tendent à représenter l'Iran comme le nouveau visage du nazisme.

Un Iran nucléaire accélérerait la formation d'un monde multipolaire. Un monde dans lequel des puissances comme la Russie, la Chine, l'Inde et l'Iran constitueraient au moins quatre pôles civilisationnels et stratégiques puissamment sanctuarisés ; un monde dans lequel l'Iran, l'Arabie Saoudite et la Russie, forts de leurs réserves énergétiques et de leurs fonds souverains, pèseraient en Europe et en Asie au détriment des Américains.

Les Iraniens, en février 2008, ont lancé la Bourse de Kish, laquelle permet de vendre les hydrocarbures dans

des devises nationales autres que le dollar. Le Venezuela les suit et d'autres pays de l'OPEP (les Émirats, le Qatar…) sont tentés de le faire.

Si la dynamique se poursuit, c'en est fini du pétrodollar, socle de la primauté du dollar dans l'économie mondiale. Et si le dollar n'est plus la monnaie de référence, l'économie américaine tout entière perdra sa place de premier rang dans un monde qui alors cessera de supporter le déficit budgétaire des États-Unis. Les fonds souverains comme la montée des devises émergentes (euro, rouble, yuan, yen…) dans l'économie des hydrocarbures constituent un formidable défi à la finance anglo-américaine, laquelle a régné sur le XXe siècle et a joué un rôle déterminant dans les deux guerres mondiales.

Un Iran indépendant, en plus de la Russie, permettrait à la Chine et à l'Inde de ne pas dépendre du bon vouloir d'une Amérique qui contrôle déjà l'essentiel des puits de pétrole du Moyen-Orient arabe (plus de 50 % des réserves prouvées). Un Iran nucléaire contribuerait donc à briser le rêve américain de domination mondiale.

UN RÉGIME ISLAMIQUE RESTÉ SOLIDE

Aujourd'hui, l'Iran est stratégiquement encerclé par les États-Unis et leurs alliés (la Turquie, l'Irak, l'Arabie Saoudite, le Bahreïn, le Pakistan, l'Afghanistan, ainsi qu'une présence navale importante dans le Golfe et dans l'océan Indien). Il est sous la pression de l'Occident (États-Unis et « grands » pays européens comme la

France, le Royaume-Uni et l'Allemagne). À Washington, le lobby pro-israélien réclame une guerre contre Téhéran, comme ils l'avaient réclamée contre Bagdad. Mais l'armée américaine, plus pragmatique, sait que la partie serait autrement difficile. La démographie et le relief de l'Iran ne sont pas ceux de l'Irak. Des bombardements intensifs des sites nucléaires sont certes possibles, mais une guerre de contact exposerait l'Occident à un embrasement général du monde islamique et à des pertes considérables.

Le régime, trentenaire, est solide pour au moins trois raisons :

Le nationalisme, bien plus que le chiisme, est le moteur premier de son anti-impérialisme et mobilise fortement la population.

À la différence de régimes autoritaires à la structure de pouvoir pyramidale, le système politique iranien est complexe et élastique (Ahmadinejad, le président, n'est que le numéro 2 derrière le guide de la Révolution, l'ayatollah Khamenei), avec de nombreux contre-pouvoirs ; qu'une équipe tombe en disgrâce ne signifie pas pour autant que la Révolution islamique s'effondre.

La culture chiite du martyre sanctifie tout pouvoir exposé à de terribles événements. Alors qu'une situation économique florissante et une modernisation à l'occidentale contribuèrent jadis à décrédibiliser le shah d'Iran aux yeux de son peuple, l'épouvantable catastrophe de la guerre Iran-Irak, qui entre 1980 et 1988 fit plus de 500000 morts et raya intégralement de la carte des villes

comme Abadan et Khorramchahr, contribua à l'inverse à magnifier l'ayatollah Khomeiny et son système.

LA STRUCTURE IDENTITAIRE DE L'IRAN

Forte homogénéité religieuse : 90 % de chiites, 9 % de sunnites, 1 % de chrétiens, zoroastriens (religion monothéiste ancienne de l'Iran, fondée au Ier millénaire avant notre ère) et juifs.

Majorité persanophone (langue indo-européenne) et minorités non persanophones à la périphérie de l'« Empire perse », à cheval sur les frontières avec les États voisins : Azéris (Azerbaïdjan voisin), Kurdes (à cheval sur l'Iran, la Syrie, l'Irak et la Turquie), Baloutches (à cheval sur l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan), Turkmènes (à cheval sur l'Iran et le Turkménistan).

Les séparatismes sont surtout le fait de Kurdes et de Baloutches soutenus par les services américains et israéliens.

« La personnalité de l'Iran tient au fait que tous les groupes, même s'ils ne partagent pas les mêmes références, ont vécu et commercé ensemble depuis des siècles […], ont une histoire millénaire commune construite au-dessus des appartenances ethniques. C'est ce qui fait que de multiples dynasties à l'origine non persanophones ont pu régner pendant des siècles sur ce pays, et que, par ailleurs, les turcophones ont été les meilleurs défenseurs de la langue et de la culture

persane. » (Mohammed Reza Djalili, *Géopolitique de l'Iran*, Éd. Complexe).

LE NUCLÉAIRE MILITAIRE IRANIEN

Plusieurs voies vers le nucléaire militaire sont possibles, à plus ou moins brève échéance (2008-2015), à partir des activités différentes des sites de Natanz, Bushehr, Arak.

Site de Natanz : production d'uranium hautement enrichi (UHE) par enrichissement d'hexafluorure d'uranium produit en Iran ou acheté à l'étranger, ou production d'uranium hautement enrichi (UHE) par enrichissement d'uranium faiblement enrichi (UFE) acheté à la Russie pour le fonctionnement de Bushehr et détourné.

Site de Bushehr : extraction du plutonium à partir de combustible irradié provenants réacteurs à eau légère de Bushehr.

Site d'Arak : extraction du plutonium à partir du futur réacteur à eau lourde (entrée en service en 2010).

L'ENCERCLEMENT MILITAIRE AMÉRICAIN

Quinze pays accueillent des moyens militaires américains (voir carte page 40) : Turquie, Koweït, Bahreïn, Émirats arabes unis, Qatar, Oman, Pakistan, Afghanistan, Tadjikistan, Kirghizstan, Arabie Saoudite, Israël, Jordanie, Chypre, Irak.

La Libye de Kadhafi sous les bombes de l’Otan

Le régime du colonel Kadhafi avait réussi à maintenir une certaine unité dans un pays en fait profondément fragmenté. Le soulèvement de l’est, au printemps 2011, a d’abord un caractère tribal. L’intervention armée de l’Otan, quant à elle, n’est pas sans rapport avec les richesses en pétrole et en gaz du sous-sol et des fonds sous-marins libyens.

Le 1er septembre 2009, le régime du colonel Mouammar Kadhafi fête en grande pompe son 40e anniversaire. Réhabilité depuis 2007 par la France, le Royaume-Uni et les États-Unis, le régime a officiellement tourné le dos au terrorisme (explosion de deux avions commerciaux occidentaux au-dessus de Lockerbie et du désert du Ténéré, mais aussi soutien à l’IRA et à l’ETA basque dans les années 1970-1980) et aux armes de destruction massives. Ce jour-là à Tripoli, parmi les très nombreux invités d’honneur venus du monde entier, se retrouvent les présidents zimbabwéen Mugabe et soudanais Omar Hassan Al-Bashir, le chef le plus connu de la piraterie somalienne, Mohammad Abdi Hasan Hayr, le Premier ministre italien Silvio Berlusconi…

À la mi-février 2011, l’onde de choc consécutive à l’effondrement des régimes de Ben Ali en Tunisie et de Moubarak en Égypte provoque un nouveau soulèvement des provinces rebelles au gouvernement de Tripoli. La

Libye sombre très rapidement dans la guerre civile, et des combats sérieux s'engagent entre les forces loyalistes (Tripolitaine à l'ouest) et les rebelles de Benghazi (Cyrénaïque à l'est. Le 19 mars 2011, alors qu'à Bahreïn la police tire sur les manifestants chiites depuis déjà plus d'un mois, une coalition menée par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni, et qui a obtenu un mandat d'action limité du Conseil de sécurité des Nations unies (résolution 1973), lance son offensive en Libye.

L'intervention de l'Otan a lieu dans un État dont l'unité est fragile. La Libye n'est pas un État-nation ; elle est constituée d'une addition de trois provinces (Tripolitaine, Cyrénaïque, Fezzan) qui se sont toujours opposées les unes aux autres. L'unité du pays s'est faite par l'idéologie de la révolution de Kadhafi en 1969 (la Jamahiriya), mais celle-ci n'a jamais effacé les logiques tribales, et seule l'habileté du leader de la révolution a su calmer les antagonismes. La géopolitique de la Libye est d'abord celle des 140 tribus (en réalité, une trentaine seulement ont un poids réel) qui peuplent les deux provinces côtières traditionnellement antagonistes, la Tripolitaine et la Cyrénaïque (soit l'essentiel de la masse démographique du pays), et l'immense province désertique du Fezzan. La Cyrénaïque regarde vers l'Égypte (où les rebelles trouvent des soutiens) et le Moyen-Orient, tandis que la Tripolitaine regarde vers le Maghreb (ce qui explique, en plus de la peur de la contagion révolutionnaire, le soutien discret de l'Algérie au régime de Kadhafi). La Cyrénaïque est le berceau de l'État moderne de Libye, fondé par une

monarchie issue de l'ordre des Sénoussis, un courant soufiste fondé en 1842 à Al-Baida et pratiquant un islam rigoriste et conservateur ; ce courant a toujours représenté une force politique souterraine opposée aux aspects modernisateurs et laïcisants de la révolution khadafiste. Il abrite en son sein les courants dijhadistes les plus radicaux du pays.

Kadhafi, membre de la tribu tripolitaine des Kadhafa, renverse le roi Idris Ier en 1969. Il favorise sa tribu, toutefois, celle-ci n'étant pas nombreuse, il forme une alliance avec les deux autres grandes tribus de l'ouest du pays, les Warfallah (Tripolitaine, 1/6 de la population, soit plus d'un million de Libyens) et les Magariha (Fezzan). Les autres tribus de Tripolitaine, moins nombreuses et plus distantes de la confédération tribale pro-Kadhafi, seront régulièrement contaminées par l'esprit de sédition. Mais ce sont les tribus de la Cyrénaïque qui ont constitué depuis toujours – et ce bien avant 2011– les bastions de la rébellion contre Tripoli ; à commencer par les Zumaya, la plus importante des tribus libyennes, protectrice d'importants champs pétroliers (Sarir, Messla, Aquila). Ce sont certaines de ces tribus qui sont acquises à l'islamisme radical : les Misurata (à l'est de la Libye, très présents à Benghazi et Darnah), les Al-Awiqir (Al-Baida, ville des Sénoussis).

DES ARMES REVENDUES AUX TERRORISTES

Le 20 février 2011, lorsque Seif Al-Islam, l'un des fils

Kadhafi, brandit la menace d'un bain de sang lors d'une allocution télévisée (dont la présentation, déformée par les médias occidentaux, servira de prétexte à l'axe Washington-Londres-Paris pour intervenir militairement), il vise en réalité l'« émirat islamique d'Al-Baida ». Le pouvoir libyen ne fait là qu'agir comme le fait, au même moment, le pouvoir yéménite d'Ali Abdallah Saleh, lequel pratique également la punition collective des tribus rebelles – une tradition tribale et bédouine.

Une explication que les pouvoirs occidentaux se gardent bien de mettre en avant, car elle vaut également pour l'ensemble de leurs alliés du golfe arabo-persique !

La même désinformation occidentale se répand à propos des prétendus mercenaires noirs de Kadhafi. Ce sont en fait des Toubous, une des tribus turbulentes de Libye qui, comme les Touaregs, vit en petits groupes dans les conditions difficiles du désert, près des montagnes du Tibesti. Il s'agit donc de Libyens et non d'étrangers. Et ils sont payés, comme presque toutes les tribus qui entrent dans l'un ou l'autre des camps, car dans la tradition arabe bédouine, l'allégeance se paie en or. De même, la géopolitique libyenne doit-elle prendre en compte les Touaregs, Berbères purs qui ne se mêlent pas aux populations arabisées des côtes et qui nomadisent près de la frontière algérienne. Les Touaregs ont récupéré une partie des armes pillées dans les dépôts de munitions de l'armée régulière et les revendent aux trafiquants et terroristes (AQMI) de tous bords.

La réalité libyenne est donc celle d'un éclatement de l'équilibre tribal que Kadhafi avait su maintenir grâce à la manne pétrolière. Ce sont d'ailleurs les intérêts pétroliers, dissimulés (comme en Afghanistan, en Irakou dans le Darfour…) derrière le masque du devoir d'ingérence démocratique et humanitaire, qui expliquent largement l'interventionnisme occidental.

La levée de l'embargo en 2003 et la ruée énergétique sur le pays avaient fait oublier au grand public (mais pas aux grandes compagnies pétrolières) le rôle central de Kadhafi dans le premier choc pétrolier de 1973 et les nationalisations qu'il décida dans son pays. Les nationalismes pétroliers de la Russie, de l'Iran, du Venezuela, de l'Équateur et de la Libye constituent en effet l'ennemi absolu des *majors* occidentales, éclipsées de plus en plus par les grandes compagnies nationales des pays possédant la ressource (Petrobras au Brésil, PDVSA au Venezuela, Rosneft et Gazprom en Russie…)

UNE ALTERNATIVE AU GAZ RUSSE

Le pétrole libyen est de très bonne qualité et son coût d'extraction est faible. Il est géographiquement proche de l'Europe, comme l'est d'ailleurs le gaz libyen. La Libye représente 40 % des réserves de pétrole en Afrique, 3 % des réserves mondiales, et elle est deuxième producteur d'or noir du continent derrière le Nigeria et devant l'Algérie. Pétrole et gaz constituent 95 % des revenus d'exportation de la Libye, soit, en 2009, 30 milliards de dollars générés

par le pétrole et 3,8 milliards par le gaz ; dans le même temps, l'État libyen importe 75 % de ses besoins alimentaires, ce qui est une faiblesse majeure.

Le gaz, lui, est « en retard » sur le pétrole, en termes d'exploitation. La Libye représente un potentiel très important pour l'Europe et, comme l'Algérie, un réservoir alternatif au gaz russe (un tiers des réserves mondiales). Ces derniers temps, la Libye, comme l'Algérie, se rapprochait de Moscou. L'Europe (car les États-Unis sont quasiment autonomes en matière de gaz) craignait-elle une Opep du gaz capable de l'étrangler ? L'exploitation du gaz constitue un enjeu majeur des prochaines décennies, car la moitié des réserves pétrolières contiennent du gaz associé. Le plus grand projet gazier du monde est offshore, situé au large de Ghadames, dans le nord-ouest du pays (avec un objectif de production de 10 Gm^3 de gaz par an).

À chacun des dispositifs géopolitiques antagonistes que sont la Tripolitaine et la Cyrénaïque, correspond une zone de production d'hydrocarbures (pétrole et gaz). La Tripolitaine extrait le pétrole du champ Elephant, situé dans le désert de l'ouest (Fezzan), et l'envoie à Tripoli, mais aussi le champ gazier de Wafa, qui emprunte le gazoduc Greenstream depuis la frontière algérienne jusqu'en Italie ; une partie constituée de gaz liquéfié (GNL) alimente cependant l'Espagne. Depuis les champs pétrolifères de Cyrénaïque, le gros du pétrole libyen part vers la raffinerie stratégique de Ras Lanuf.

Sous Kadhafi, l'italien ENI (présent depuis 1959, soit dix

ans avant l'arrivée au pouvoir de Kadhafi) est devenu l'acteur étranger majeur du pétrole et du gaz libyens. L'Italie dépend d'ailleurs de son ancienne colonie à hauteur de 24 % de son pétrole et 15 % de son gaz, ce qui est considérable.

Une Libye gouvernée depuis l'est (Benghazi), et non plus depuis l'ouest (Tripoli), avantagerait les Anglais de British Petroleum (BP) ; cette compagnie nourrit des ambitions énormes en Libye, notamment dans l'exploitation du « offshore profond », dans le golfe de Syrte. Après la catastrophe du golfe du Mexique en avril 2010, qui a sérieusement affecté ses finances, BP doit trouver d'urgence de nouvelles réserves à exploiter. Kadhafi, depuis cette catastrophe, avait relevé ses exigences pour que le forage profond soit autorisé dans le golfe de Syrte. BP et Total attendent beaucoup d'un nouveau régime constitué d'hommes de Londres et de Paris. Les Italiens, en revanche, auront sans doute du mal à préserver leurs intérêts à la hauteur de ce qu'ils furent sous Kadhafi.

La Libye d'après Kadhafi est entrée durablement dans la guerre civile. Les puissances occidentales, qui vont vouloir réorganiser la donne pétrolière et gazière, se heurteront à plusieurs obstacles pour retrouver la stabilité : premièrement, comme en Irak en 2003, les dépôts d'armes de l'armée régulière ont été pillés ; la population est armée et un enfer d'IED (engins explosifs improvisés) est à prévoir. Deuxièmement, l'équilibre tribal est détruit et, sans l'émergence d'un homme fort pour le reconstruire,

une guerre intertribale comparable à la guerre communautaire dans l'Irak post-Saddam Hussein est prévisible. Troisièmement, l'Algérie et l'Égypte ne manqueront pas, de manière contradictoire, de tenter de jouer un rôle dans l'après-Kadhafi.

UN BASTION DE L'ISLAMISME RADICAL

La chute de Khadafi ou la partition durable du pays risquent de profiter à l'islam radical. Les djihadistes libyens ont participé depuis longtemps aux opérations en Afghanistan (contre les Russes), en Bosnie, en Tchétchénie, en Irak. Après avoir quitté l'Afghanistan au début des années 1990, un nombre important de djihadistes sont rentrés au pays et ont créé un groupe devenu en 1995 le Libyan Islamic Fighting Group (LIFG) qui mène une guérilla contre Kadhafi. Le 3 novembre 2007, un message audio du no 2 d'Al-Qaida, Ayman Al-Zawahiri, a indiqué que le LIFG avait formellement rejoint le réseau islamiste. Al-Qaida a toujours compté un nombre important de Libyens au plus haut niveau, tels Abu Yahya Al-Libi, Anas Al-Libi, Abu Faraj Al-Libi (détenu à Guantanamo) et Abu Laith Al-Libi, tué en janvier 2008 par une frappe de drone au Pakistan. Quant au poids de la participation libyenne dans l'effort djihadiste en Irak, il est devenu évident quand, en septembre 2007, les Américains ont saisi des fichiers d'Al-Qaida dans une maison de la ville irakienne de Sinjar. Les *Sinjar files* ont révélé, premièrement, que les Libyens constituaient la première

nationalité parmi les djihadistes étrangers en Irak, deuxièmement, qu'ils venaient tous de Darnah et de Benghazi (est de la Libye). Après l'Afghanistan (durant la guerre froide), puis les guerres de Bosnie, du Kosovo et d'Irak, après le soutien à l'AKP en Turquie et aux Frères musulmans dans le monde arabe, l'Amérique offre en Libye un nouvel épisode de son alliance souterraine avec l'islam radical.

Brèves

LA GUERRE DE L'OTAN CONTRE LA LIBYE

15 février 2011

Après la Tunisie, l'Égypte et Bahreïn, la Libye connaît des manifestations contre le pouvoir. La police disperse par la force un sit-in à Benghazi.

23 février 2011

La Cyrénaïque n'est plus sous contrôle gouvernemental.

28 février 2011

L'armée américaine met en position des forces navales et aériennes à proximité de la Libye.

19 mars 2011

Début de l'offensive de la coalition sous commandement américain, associant Paris et Londres, avec un mandat de l'ONU limité (respect de l'embargo sur les armes, respect de la zone d'exclusion aérienne et protection des civils).

31 mars 2011

L'Otan prend le relais du commandement américain

dans la direction des opérations.

1er mai 2011

Un fils de Kadhafi, Seif Al-Arab, et trois de ses petits-enfants sont tués par une frappe de l'Otan à Tripoli. Mais malgré les frappes nombreuses et importantes de l'Otan, la guerre entre loyalistes et rebelles du CNT (Conseil national de transition) n'a toujours pas basculé en faveur de ce dernier.

1er juin 2011

L'armée libyenne tient toujours contre la coalition, et les rebelles ne parviennent pas à sortir de leurs bastions. Les bavures de l'Otan sur les populations civiles se multiplient. De nombreux pays, dont la Chine et la Russie, mais aussi des pays de l'Union africaine, dénoncent la dérive de l'intervention.

4 juin 2011

L'opération Harmattan (nom de code adopté par les Français) « se rapproche du sol » avec la mise en action des hélicoptères français et britanniques dans la nuit du 3 au 4.

La population européenne en question

Pour la civilisation européenne, la perspective apparaît désormais clairement : à la fin du XXIe siècle, les Européens de souche seront minoritaires sur leur continent. Le déclin démographique de l'Europe et la pression des flux migratoires peuvent entraîner le monde méditerranéen dans une situation explosive.

L'Europe est entrée dans une phase de vieillissement plus tôt que le reste du monde. Dans l'Union européenne à quinze États membres, avant donc son élargissement en 2004, le nombre des personnes âgées était déjà de 50 % plus important que celui des jeunes, et certains pays, comme l'Allemagne et l'Italie, étaient proches de la proportion de deux « seniors » pour un jeune. L'Europe des Quinze n'avait alors pas plus de naissances que les États-Unis avec leurs 295 millions de citoyens !

Ce vieillissement a entraîné l'accélération du déclin démographique. En valeur relative d'abord : si les Européens formaient à eux seuls le quart de la population mondiale en 1900, ils n'en représentent désormais plus que le dixième. En valeur absolue ensuite : l'Europe est la seule région du monde dont la population va diminuer durant le premier tiers de ce siècle. L'évolution de deux grands peuples européens qui se sont massacrés mutuellement à Stalingrad illustre d'ailleurs ce déclin général : dans vingt-cinq ans, le peuple allemand aura

fondu de 10 millions et le peuple russe (deux avortements pour une naissance) de 15 millions. Sur les vingt-cinq pays de l'Union élargie, dix-sept (dont ceux d'Europe centrale) connaissent des excédents de décès par rapport aux naissances. Parallèlement au recul de son substrat ethnique, l'Union européenne connaît depuis le dernier tiers du XXe siècle un établissement en masse de populations d'origine extra-européenne, les migrants venant compenser le dépeuplement européen.

C'est un fait constaté par l'OCDE : avant l'élargissement, l'Union européenne était devenue la première région mondiale d'immigration avec 1,5 million d'entrées légales annuelles, contre un peu plus d'un million pour le Canada et les États-Unis réunis.

Deux aires géographiques sont cependant à distinguer aujourd'hui au sein de l'Union européenne : d'une part, la « nouvelle Europe », celle de l'élargissement, qui se dépeuple à grande vitesse et qui n'est encore que très peu concernée par les flux migratoires extra-européens ; d'autre part, l'Europe occidentale, qui colonisa autrefois l'Afrique et l'Asie, et qui, aujourd'hui, connaît un mouvement massif de « contre-colonisation ». Celui-ci se traduit en chiffres : l'accroissement naturel annuel des citoyens de l'Union européenne (soustraction des décès des naissances) n'est, pour les quinze pays d'avant l'élargissement, que de + 400 000, tandis que le solde migratoire annuel est de l'ordre de +1,6 millions de personnes. Autrement dit, l'immigration (légale) est quatre fois plus importante que l'accroissement naturel des

citoyens européens (lequel, rappelons-le, comptabilise la natalité des immigrés arrivés les années précédentes). On peut en conclure que la population européenne est en passe d'être remplacée, sur un temps historique relativement court, par des populations non européennes.

L'IMMIGRATION CLANDESTINE

Ces calculs ne prennent pas en compte le phénomène de l'immigration clandestine, exclusivement extra européenne, et qui ne cesse d'augmenter. Pour la seule France, on estime autour de 100000 le nombre annuel de nouveaux clandestins. Moins d'un dixième (10 000) est refoulé, et une part conséquente de ces nouveaux entrants annuels aura toutes les chances d'être régularisée dans les cinq années suivantes. Entre 2002 et 2005, l'Europe a connu des vagues de régularisation massives : 220000 personnes pour la France, 50000 pour la Belgique, 720000 pour la Grèce, 1,5 million pour l'Italie (dont 700000 pour la seule année 2002), 580000 en Espagne, 240000 au Portugal, soit un total moyen annuel de plus de 1100 000 clandestins supplémentaires pour seulement six pays de l'Union européenne. Quant à la Grèce, qui ne compte qu'une dizaine de millions d'habitants, elle a déjà refoulé, en moins de dix années, plus de 2 millions de clandestins, soit l'équivalent d'un cinquième de sa population.

La pression migratoire extra-européenne ne peut qu'augmenter. Le taux de départs annuels au Maroc est

déjà de 15 % des hommes valides, soit 7,5 fois la moyenne mondiale du taux d'émigration par pays (2 %), dans un pays où le taux de chômage des jeunes de 15 à 30 ans atteint 60 % (comme en Algérie et en Afrique noire). Un sondage de l'Afvic (Association des amis et familles des victimes de l'immigration clandestine) montrait que sur 600 Marocains de moins de 30 ans, 82 % avaient pour seule ambition de partir s'installer en Europe. Au Mali ou au Bangladesh, l'immigration vers l'Europe constitue la principale source de revenus.

Le cas de la Méditerranée est à lui seul parlant. La rive nord (européenne) compte aujourd'hui environ 180 millions d'habitants, tandis que la rive sud (musulmane) en compte 240 millions. En 2030, la rive nord aura perdu 6 millions d'Européens (l'Italie et l'Espagne étant particulièrement affectées), tandis que la rive sud gagnera 100 millions d'« extra-Européens ». Or ce réservoir démographique qui fait face aux rivages méditerranéens de l'Europe est caractérisé notamment par le plus fort taux d'émigration du monde. Alors que la moyenne mondiale se situe à 2 % de la population (qui émigrent chaque année), le taux de départ moyen en Méditerranée est de 5 % de la population. Taux supérieur à la zone Caraïbes et à l'Asie. Traduisons cela en données quantitatives : depuis le début des années 1960, près de 20 millions de ressortissants des pays de la rive sud ont émigré (pas seulement vers l'Europe, mais aussi vers l'Amérique du Nord).

Cette poussée migratoire de l'Afrique et du Moyen-Orient doit être rapprochée des risques

géopolitiques majeurs qui pèsent sur la région méditerranéenne : les révolutions arabes de 2010 ont déjà provoqué une forte pression migratoire de clandestins sur l'Italie et l'espace Schengen. Le premier risque est de voir les régimes de la rive sud évoluer vers l'islamisme. Le second tient aux conséquences de la révolution économique mondiale. Pour rester compétitives face à l'Asie et en particulier la Chine, les économies européennes risquent de connaître un glissement vers l'économie « parallèle », qui fournit déjà 10 % du PNB de l'Espagne et 30 % du PNB de l'Italie ou de la Grèce, et dont l'essor repose notamment sur l'immigration clandestine ou même légale.

LE CAS FRANÇAIS

Selon l'Insee, 10 % de la population de la France métropolitaine est originaire du continent africain et d'Eurasie (Turquie). Or, à eux seuls, ces 10 % assurent près de 20 % des naissances en France.

Mais nombre de démographes contestent les chiffres officiels de l'Insee ou de l'Ined et avancent des chiffres allant jusqu'à 40 % des naissances sur le territoire national. Le taux de fécondité des femmes d'origine immigrée en France (hors continent européen) est supérieur à celui des femmes de souche européenne : 2,16 enfants par femme contre 1,7. Selon une étude du démographe Laurent Toulemon (*Le Figaro*, 14 avril 2004), le taux est de 2,57 pour les Algériennes, 2,97 pour les

Marocaines, 3,21 pour les Turques. L'étude ne donne pas la natalité des femmes issues d'Afrique subsaharienne dont le taux de fécondité est bien supérieur à ces chiffres.

Ces chiffres ouvrent la perspective d'une France dont la population serait majoritairement extra-européenne autour de 2040.

Méditerranée : l'explosion migratoire

Le phénomène de l'immigration clandestine de l'Afrique vers l'Europe, à travers les deux bassins méditerranéens, l'occidental et l'oriental, n'est certes pas nouveau. Mais il n'a cessé de s'aggraver durant ces vingt dernières années.

En Méditerranée occidentale, chaque jour, des centaines de candidats à l'émigration illégale vers l'Union européenne tentent de passer par le détroit de Gibraltar ou par les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla. En Méditerranée orientale, la principale plate -forme d'accès est la Grèce (la frontière albano-grecque et le Bosphore), l'immigration clandestine provenant de trois sources différentes : les territoires de l'ex-Yougoslavie ravagés par la guerre et l'épuration ethnique, le Moyen-Orient, l'Asie.

Les révolutions du monde arabe du printemps 2011 laissent augurer une aggravation majeure du phénomène, qui renvoie à l'ouvrage prémonitoire de Jean Raspail, *Le Camp des Saints*. La première édition de ce roman date de 1976, mais sa réédition en France, au début de l'année 2011, a connu un grand succès.

Entre janvier et avril 2011, l'Italie a enregistré plus de 21000 arrivées (dont environ 18000 Tunisiens, 400 Afghans, 300 Érythréens, 200 Égyptiens), principalement à Lampedusa, mais aussi Linosa et Raguse. La Grèce tente, quant à elle, de refouler des Libyens, des Tunisiens, des

Algériens. À la frontière helléno-turque, les Algériens représentent ainsi le deuxième contingent de clandestins, avec plus de 6300 individus interceptés entre juin 2010 et février 2011, immédiatement après les Afghans mais avant les Pakistanais, les Somaliens et les Bangladais. Malte est confrontée aux premières arrivées conséquentes de migrants par mer (550 entre janvier et mars 2011), tandis que la pression migratoire explose en Espagne avec une augmentation de +330 % entre les premiers trimestres 2010 et 2011. La France n'échappe évidemment pas à cette aggravation. Entre le 1er janvier 2011 et la fin du mois de mars, plus de 3200 Tunisiens en situation irrégulière avaient été interpellés, soit autant en trois mois que durant toute l'année 2010.

L'ESPACE SCHENGEN REMIS EN QUESTION

Si les flux augmentent en provenance de Tunisie, les principales inquiétudes concernent la Libye. En mars 2011, plus de 100000 personnes cherchaient à fuir le conflit dont ce pays était le théâtre, selon une estimation du Haut Commissariat pour les réfugiés, principalement vers la Tunisie et l'Égypte. Plus grave encore, l'Office des migrations internationales (OMI) estimait qu'au même moment entre 500000 et 1,5 millions migrants subsahariens et de la Corne de l'Afrique étaient coincés en Libye et cherchaient à fuir. L'Union européenne parlait, elle, en avril 2011, de 750000 migrants potentiels.

Avec les mutations en cours au Maghreb, les fragiles

digues établies en accord avec les pays d'origine sont en train de sauter. Au printemps 2011, les autorités tunisiennes freinaient le retour des clandestins : quatre migrants seulement pouvaient embarquer sur un même vol et des auditions attestant la nationalité des migrants devaient impérativement se tenir dans les consulats tunisiens (Milan, Gênes, Rome, Naples et Palerme pour l'Italie). À cette inertie s'ajoutait l'obstruction des juges des libertés français faisant très souvent obstacle aux procédures de renvoi. En Libye, l'effondrement du régime du colonel Mouammar Kadhafi était aussi celui d'une digue, certes imparfaite – l'on se souvient du chantage à l'immigration régulièrement exercé par le « guide » libyen –, mais qui néanmoins fixait l'essentiel des migrants africains sur son immense territoire.

En avril 2011, des tensions sont apparues entre les pays de l'Union européenne à propos du risque d'explosion migratoire. L'Italie ayant délivré des laissez-passer aux clandestins tunisiens, Paris a décidé de renégocier les accords de Schengen afin d'y introduire des clauses de protection. L'immigration, en plus des tensions monétaires nées de la crise de la globalisation, devient de plus en plus un facteur de retour aux souverainetés nationales au détriment du processus de construction européenne.

Brèves

UNE EUROPE SANS FRONTIÈRES ?

14 juin 1985

Signature de la convention de Schengen qui promulgue l'ouverture des frontières entre les pays européens signataires.

2 octobre 1997

L'espace Schengen est institutionnalisé par le traité d'Amsterdam.

29 novembre 2010

Lors de l'ouverture du sommet Afrique-Union européenne à Tripoli, Mouammar Kadhafi exige que l'Union européenne verse à la Libye 5 milliards d'euros pour empêcher les « migrants noirs » d'envahir l'Europe.

Printemps 2011

Pour la première fois, la France envisage de modifier les accords de Schengen.

2

Islamérique versus Europe

Introduction

Quand les États-Unis, appuyés par le Royaume-Uni, ont attaqué l'Irak en 2003, ils se sont heurtés à l'opposition inattendue d'un bloc européen formé par la France, l'Allemagne et la Russie. Un accident de parcours ? Depuis, Washington n'a eu de cesse de tuer dans l'œuf toute velléité de politique indépendante de la « vieille Europe » et de l'intégrer toujours plus profondément au sein de l'Otan, son bras armé. Dans l'esprit des stratèges américains, l'Otan a désormais pour vocation, non plus seulement d'assurer la défense de l'Occident contre une agression extérieure, mais encore d'empêcher l'émergence d'un monde multipolaire. L'entrée dans l'Alliance atlantique des anciens pays de l'Est rend ainsi de plus en plus hypothétique une défense européenne qui ne serait pas subordonnée aux Américains. Dans cette perspective, l'alliance géopolitique entre la CIA et l'islam, nouée dès 1950 avec les Frères musulmans égyptiens, reste d'actualité : c'est l'Islamérique !

L’Otan au service de la globalisation américaine

Caressé par le président Franklin D. Roosevelt en 1941, le rêve d’un gouvernement mondial sous l’égide des valeurs américaines est apparu réalisable depuis l’effondrement de l’URSS. D’où la volonté de Washington de globaliser l’Otan, le bras armé de sa politique. En commençant par y intégrer la totalité des États européens…

À l’époque de la guerre froide, deux mondialisations s’opposaient, celle du capitalisme, dominée par les États-Unis, et celle du communisme, dans laquelle Chine populaire et URSS se faisaient concurrence. Pour les États-Unis, l’effondrement de l’URSS a ouvert la perspective d’un élargissement rapide de la « mondialisation-occidentalisation ». Le communisme soviétique abattu, il devenait possible d’œuvrer à la transformation globale du monde, d’y absorber notamment les civilisations chinoise et islamique. Il devenait possible de revenir au rêve de Terre-Neuve où, en 1941, Roosevelt et Churchill avaient signé la charte de l’Atlantique : un rêve de gouvernement mondial qui organiserait la mondialisation libérale et démocratique. Rêve, enfin, qui justifia au moins jusqu’en 1947 une politique américaine dite « convergenciste » (selon le terme proposé par l’historien Georges-Henri Soutou) à l’égard de l’URSS.

C’est seulement en 1947, lorsque les Américains

commencèrent à comprendre qu'ils ne parviendraient pas à entraîner les Soviétiques dans leur projet, qu'ils se résignèrent à le rétrécir géographiquement : l'atlantisme remplaça le mondialisme, les accords du GATT de 1948 ne s'étendant qu'à une partie seulement de l'économie mondiale. On entra alors dans la guerre froide, et une quarantaine d'années passèrent, jusqu'à ce que, en 1989, le « nouvel ordre mondial » du président George Bush vienne donner une nouvelle jeunesse aux idées de la Charte atlantique de 1941. En disparaissant, le mondialisme soviétique laissait au mondialisme américain de vastes perspectives… Le « convergencisme » fut alors restauré autour du thème mobilisateur de la lutte contre le terrorisme global, thème qui connut certes une accélération en 2001, mais qui fut mis en avant dès la sortie de la guerre froide.

BUTS GÉOPOLITIQUES DES ÉTATS-UNIS

• Empêcher la Chine de devenir la première puissance mondiale par une stratégie d'encerclement régional, de contrôle de la dépendance énergétique, de dépassement de l'équilibre nucléaire (bouclier antimissile).

• Détruire l'influence russe dans sa périphérie et la ramener à l'intérieur des frontières de la Fédération de Russie.

• Soutenir la géopolitique israélienne par la transformation politique d'un Grand Moyen-Orient musulman démocratisé sous forme de régimes

proaméricains ayant établi des relations avec Israël.

- Consolider la construction d'un grand bloc transatlantique, qui s'étendrait jusqu'aux frontières de la Russie et de la Chine, et qui engloberait la périphérie méditerranéenne.

Ce qui n'est pas compatible avec ces objectifs, c'est que les Européens, les Russes ou les Chinois puissent entretenir un quelconque projet de puissance. Un monde multipolaire, c'est-à-dire un monde où des pôles de puissance régionaux s'équilibrent, n'est pas compatible avec l'horizon d'une « mondialisation-occidentalisation » dirigée par les États-Unis. C'est donc bien dans ce cadre géopolitique et idéologique que le rôle de l'Otan (Organisation du traité de l'Atlantique Nord) doit être envisagé. L'Otan est en effet l'un des moyens (mais ce n'est pas le seul) que les États-Unis s'efforcent de mettre au service des buts géopolitiques énoncés précédemment. (« S'efforcent », car l'Otan réunit des pays souverains, et l'unanimité est requise dans la décision.)

De fait, depuis 1990, l'Otan est devenue, dans son action comme dans sa composition, de moins en moins euratlantique et de plus en plus globale. L'Otan a ainsi été le principal instrument des États-Unis dans la recomposition de l'espace yougoslave. C'est l'Otan qui a porté à bout de bras la création du nouvel État bosniaque en 1995, et c'est encore elle qui a mené une guerre en 1999 contre un État souverain, la Yougoslavie (Serbie-Monténégro), lequel n'avait attaqué aucun des

États qui en sont membres. Et c'est encore l'Otan qui a été mobilisée pour la reconstruction politique de l'Afghanistan. Mais, et c'est un point très important, il faut se souvenir que les États-Unis ont refusé, après le 11 septembre 2001, que leurs alliés lui apportent un soutien dans la réponse à l'agression. Washington a voulu montrer que ce qui touche à sa sécurité n'est du ressort que de lui seul. En revanche, c'est bien l'Otan qui a été requise, à partir d'août 2003, pour commander l'Isaf (International Security Assistance Force) sur mandat onusien.

POURQUOI L'OTAN S'ÉLARGIT À L'EST

En Irak, l'Otan, notamment du fait du désaccord français – mais aussi turc –, n'a pas joué de rôle en tant que tel dans la guerre contre l'État irakien. Là encore, ce sont les États-Unis et des alliés très proches, dont les buts géopolitiques sont convergents, qui ont éliminé un obstacle posé sur le chemin du leadership. Mais, comme en Afghanistan, la contribution de l'Otan est maintenant souhaitée par les États-Unis pour renforcer le processus de reconstruction politique, c'est-à-dire pour intégrer l'Irak dans cette « mondialisation-occidentalisation ». Les dimensions politique et financière étant, dans ces processus, bien plus importantes évidemment que la seule dimension militaire.

Depuis 1990, et plus encore depuis 2001 donc, l'Otan joue le rôle de bras armé de la politique globale des États-Unis, mais, pour ce faire, ce bras doit s'européaniser

sans cesse davantage. L'élargissement de l'Otan à trois pays d'Europe centrale en 1999 (République tchèque, Hongrie, Pologne), puis à sept nouveaux membres au sommet de Prague de 2002 (admis en mars 2004), est un renforcement du poids des Européens dans l'Alliance atlantique. Comme l'écrit le sénateur américain Joseph R. Biden : « Les nouveaux membres d'Europe centrale et orientale sont liés à l'Amérique aussi par leurs quelque 25millions de descendants. Ils ont aussi une sympathie pour les États-Unis qui ont prouvé durant la guerre froide [sous-entendu "à la différence des Européens"] qu'ils ne s'asseyaient pas sur leurs principes en politique étrangère. » Cette intégration représente tout simplement l'absorption de l'ancienne périphérie soviétique dans la mondialisation américaine.

Il est tout aussi intéressant de considérer les projets de l'Otan par rapport à l'Ukraine, qui est déchirée entre Washington et Moscou. L'Ukraine occupe une position stratégique pour de nombreuses raisons. L'une des raisons est la mer Noire. Alors que Moscou a reconnu la souveraineté ukrainienne sur toute la Crimée, y compris le port de Sébastopol (en échange de la location à la Russie de 80 % de sa base navale : les baies de Sevastopolskaya et Yghnaya en totalité et celle de Karantinnaya en mouillage commun), les États-Unis s'efforcent d'étendre leur influence sur la péninsule. Par le soutien au nationalisme tatar, mais aussi par les tentatives successives d'organiser des manœuvres militaires communes entre l'Otan et les riverains de la mer Noire, y compris l'Ukraine. La

« révolution orange » de 2004 a rapproché l’Ukraine de l’adhésion à l’Otan.

Mais l’élection à la présidence de Viktor Ianoukovitch, proche de Moscou, en février 2010, a débouché sur l’affirmation du non-alignement de l’Ukraine et son refus d’entrer dans l’Otan. C’était la revanche sur la « révolution orange » de 2004 et le rétablissement de l’influence russe dans l’étranger proche, lequel repose pour l’essentiel sur le triptyque Biélorussie-Ukraine-Kazakhstan.

Plus à l’est encore, le Partenariat pour la paix (PPP) prépare l’intégration de pays non européens et vise à peser sur la Russie. Dans le Caucase, Géorgie et Azerbaïdjan sont des candidats potentiels qui inquiètent Moscou par leur tropisme atlantiste. En Asie centrale, alors que la Russie, dans les décombres de l’URSS, était malgré tout parvenue en 1992 à un traité de sécurité collective avec quatre des cinq pays musulmans (le Turkménistan ayant refusé), les États-Unis parvenaient deux ans plus tard à faire entrer le PPP au Turkménistan, au Kazakhstan, au Kirghizstan et en Ouzbékistan, et à renforcer encore les perspectives à la faveur de la guerre contre l’Afghanistan avec une implantation physique des troupes américaines au Kirghizstan et en Ouzbékistan. Les soutiens apportés sont significatifs : l’Ouzbékistan a intégré en 2001 l’opération « Enduring Freedom », le Kirghizstan a fourni des bases et autorisé les survols de son territoire par l’Isaf, le Kazakhstan a aidé la Pologne en Irak sur des opérations de déminage.

Certes, depuis l’échec en Irak, l’influence américaine régresse en Asie centrale. On assiste à un retour de la Russie et à une progression de la Chine dont la force tient à l’absence de conditions politiques dans la coopération.

On voit bien que la logique est celle de l’élargissement progressif de la mondialisation euratlantique à ses périphéries méditerranéenne et asiatique, et ceci de façon à éliminer tout espace d’influence russe ou chinois.

COALITION AU SERVICE DE L’AMÉRIQUE

Constatant l’unilatéralisme américain en 2003, certains ont pu soutenir que l’Otan n’intéressait plus les États-Unis. Mais en France, ceux qui préconisaient le retour du pays dans le commandement intégré de l’Otan ont vu leurs vœux réalisés en avril 2009 : cette réintégration avait été annoncée dès 2008 par le président Nicolas Sarkozy. Pourtant, la logique américaine est on ne peut plus explicite. Elle a été résumée le 18 décembre 2001 par le secrétaire américain à la Défense Donald Rumsfeld lors d’un point de presse à Bruxelles, après la réunion des ministres de la Défense de l’Otan : « La mission détermine la coalition et la coalition ne détermine pas la mission. » Autrement dit, ce n’est pas parce que la coalition sera de plus en plus européenne que la mission le sera. La mission restera déterminée par l’Amérique et la coalition mise au service de celle-ci.

Cette idée de coalition *ad hoc* a été ensuite renforcée de façon récurrente par l’idée de force globale et pas

seulement transatlantique. L'ambassadeur américain à l'Otan, Victoria Nuland (ancienne adjointe de Dick Cheney), affirmait dans un entretien du 24 janvier 2006 avec le *Financial Times* : « Les États-Unis veulent une force projetable globale pour opérer partout dans le monde, de l'Afrique jusqu'au Moyen-Orient et bien au-delà même. Le Japon comme l'Australie ont vocation, autant que les nations de l'Otan, à faire partie de cette force. »

L'OTAN SANS FRONTIÈRE

L'Otan se globalise aussi par le renforcement de sa coopération méditerranéenne, là encore grâce au « convergencisme » antiterroriste. Aujourd'hui, des pays comme le Maroc, la Tunisie, Israël, l'Égypte, la Jordanie, la Mauritanie, et plus récemment l'Algérie sont parties prenantes au Dialogue méditerranéen de l'Otan, ce dialogue affaiblissant d'autant l'idée d'une politique euroméditerranéenne forte. L'idée d'intégrer Israël dans l'Otan est aussi régulièrement évoquée, comme d'ailleurs l'idée d'intégrer aussi cet État dans l'Union européenne, après la Turquie. La littérature stratégique américaine est assez claire et unanime sur ce point : il y a dans le projet américain identité entre l'appartenance à l'Otan et l'appartenance à l'Union européenne. À terme, tous les membres de l'UE, y compris donc Suède et Autriche (pays neutres), devront rejoindre l'Otan, tandis que tous les membres eurasiatiques de l'organisation comme la Turquie, ou ayant vocation à le devenir comme les pays du

Caucase, les pays turcophones d'Asie centrale et Israël, auront vocation à intégrer l'Union européenne.

L'EXEMPLE DU GÉNÉRAL DE GAULLE

Dès septembre 1958, le général de Gaulle avait récusé la direction exclusivement anglo-saxonne de l'Otan. Son point de vue n'ayant pas été entendu de Washington et de Londres, il retira en 1959 la flotte de Méditerranée de l'Otan et interdit le stationnement d'armes atomiques américaines en France. De Gaulle qui, doutant de la fiabilité du « parapluie » américain, avait accéléré le programme nucléaire militaire français, retira la France du commandement militaire intégré de l'Otan en 1966.

Brèves

LES ÉPHÉMÉRIDES DE L'ÉLARGISSEMENT

1949

Signature du traité de l'Atlantique Nord par la Belgique, le Canada, le Danemark, les États-Unis, la France, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni. face à la menace soviétique, prévoit une assistance mutuelle en cas d'agression.

1952

Entrée dans l'Otan de la Grèce et de la Turquie.

1955

Entrée de la République fédérale d'Allemagne (RFA).

1966

La France, tout en restant membre de l'Otan, en quitte le commandement intégré.

1982

Entrée de l'Espagne.

1999

Entrée de la Hongrie, de la Pologne et de la République tchèque.

2004

Entrée de la Bulgarie, de l’Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Slovaquie et de la Slovénie.

2008

L’Otan prend l’engagement d’accueillir l’Ukraine et la Géorgie.

2-4 avril 2008

Au sommet de l’Otan, à Bucarest, l’Albanie et la Croatie se voient reconnaître le statut de candidat à l’adhésion à l’Otan.

Août 2008

En raison du conflit en Géorgie, L’Otan et la Russie suspendent leurs relations diplomatiques, qui seront rétablies en mars 2009.

3-4 avril 2009

Au sommet de l'Otan, à Strasbourg et à Kehl (Allemagne), l'organisation célèbre son 60e anniversaire et le retour de la France au sein du commandement militaire intégré. L'Albanie et la Croatie sont admises comme membres.

4 décembre 2009

L'Otan annonce l'envoi de 7000soldats supplémentaires en Afghanistan en 2010, répartis entre 25 pays membres.

17 mai 2010

Nouveau concept stratégique de l'Otan. Renforcement des liens avec la Russie dans les domaines de la défense antimissiles, de la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogue, et de la sécurité maritime.

3 juin 2010

L'Ukraine, dirigée depuis février par Viktor Ianoukovitch, annonce qu'elle renonce à entrer dans l'Otan et affirme son statut d'État « non aligné ».

30 novembre 2010

Le président russe Medvedev évoque le spectre d'une

nouvelle course aux armements si un accord n’est pas trouvé sur un système antimissiles commun à la Russie et à l’Otan.

La Russie est redevenue grande puissance

Sous les présidences de Vladimir Poutine et Dmitri Medvedev, la Russie est sortie de l'état de ruine où elle fut plongée sous Mikhaïl Gorbatchev et Boris Eltsine, après l'effondrement de l'URSS. Elle a engagé une politique d'indépendance et de puissance afin de briser l'encerclement géopolitique que veulent lui imposer les États-Unis.

En 1991, l'espace géopolitique constitué en soixante-dix ans de communisme soviétique n'existait plus. Pour la seconde fois au XXe siècle, l'immense territoire englobé par la Russie s'effondrait et se morcelait. Le pays, avec ses 17,1 millions de km², avait perdu le contrôle de 5,3 mil lions de km² de l'URSS, sans compter la perte de l'Europe orientale. La fin du régime allait faire naître un certain nombre d'États en Europe : cinq en Yougoslavie, deux en Tchécoslovaquie, seize dans l'ex-URSS, Russie comprise. Ainsi, la Fédération de Russie, nouveau nom officiel de la Russie, en perdant nombre de ses façades maritimes, ainsi que toutes les régions patiemment conquises durant deux cents ans pour se désenclaver vers l'ouest et le sud, retrouvait presque ses limites territoriales du début de la dynastie des Romanov, à la fin du XVIIe siècle.

Depuis la fin du système communiste, les États-Unis poursuivent une politique de refoulement de la Russie et d'endigue ment de la Chine, laquelle est devenue la préoccupation centrale de la politique étrangère

américaine. En cela, ils restent fidèles à la pensée des pères fondateurs de leur géopolitique. Pour Mackinder ou Spykman, les puissances maritimes mondiales – hier l'Angleterre, aujourd'hui les États-Unis d'Amérique –, doivent nécessairement empêcher le cœur du monde, le *heartland* (c'est-à-dire l'Eurasie, dont les trois principaux cœurs de puissance d'est en ouest sont les mondes germain, russe et chinois), de s'emparer des rivages (le *rimland*). En conséquence, il convient pour Washington, d'une part, de contenir (d'où la doctrine du *containment* durant la guerre froide) les puissances continentales, et, d'autre part, de les maintenir divisées (en empêchant les rapprochements Allemagne/ Russie, Russie/ Chine).

RENDRE SES RICHESSES AU PEUPLE RUSSE

Mais l'encerclement extérieur de la Russie se double, durant la première décennie post-URSS, d'une situation intérieure catastrophique. Sous Mikhaïl Gorbatchev et Boris Eltsine, les mafias connaissent leur âge d'or et une puissante oligarchie se met en place. Pour une bouchée de pain, grâce aux privatisations de 1992, les hommes qui héritent de positions puissantes acquises à la fin de l'ère soviétique peuvent corrompre les décideurs et racheter les monopoles les plus prometteurs, ceux du pétrole, de l'aluminium, du nickel, du secteur bancaire, etc.

En mai 2000, lorsque Vladimir Poutine accède à la présidence, il trouve une économie accaparée par une quinzaine d'oligarques. Le nouveau tsar va s'employer à

rendre au peuple russe ses richesses et à réduire l'influence de ces boyards dont certains, tel Mikhaïl Khodorkovski (arrêté en 2004 et condamné), n'hésitent pas à chercher des appuis chez l'« ennemi américain ». La politique de redressement de la Russie se met alors en marche. Elle est fondée sur l'utilisation de l'énergie comme levier de puissance. Autour de Poutine, le clan de Saint-Pétersbourg s'emploie à redistribuer les cartes du pétrole et du gaz en Russie, afin de disposer de deux puissants outils, Gazprom pour le gaz, Rosneft pour le pétrole, grâce auxquels l'État russe pourra développer une stratégie énergétique de long terme. Les oligarques qui tentent de résister tombent ; ceux qui, au contraire, comprennent la nouvelle voie nationale conservent leur fortune et obtiennent un rôle de premier plan. La Russie, qui dispose de réserves de gaz considérables (23,7 % des réserves prouvées), mais aussi de pétrole (5,6 % des réserves mondiales prouvées en 2010 selon la *BP Review*, mais sur un immense territoire encore largement inexploré), joue un rôle essentiel sur la scène pétrolière mondiale à côté de l'Opep ; en quelques années, elle revient au même niveau que l'Arabie Saoudite. La vision du président Poutine est simple. La Russie doit être un réservoir énergétique pour le monde : Europe, Japon, Chine, mais aussi États-Unis. Elle ne doit être liée à aucun État en particulier, maintenir l'équilibre entre les grandes puissances et vendre du gaz et du pétrole vers l'ouest comme vers l'est.

UN ACTEUR MAJEUR DE LA MULTIPOLARITÉ

Alors que l'Amérique tente de la priver de son espace d'influence naturel – son« étranger proche »qui s'étend des pays Baltes à l'Asie centrale – en usant du double levier de l'Otan et des révolutions colo rées, Moscou est contraint d'utiliser la dépendance gazière et pétrolière de sa périphérie comme arme de défense. Des tensions se produisent alors, avec l'Ukraine notamment. Après une période de retournement en direction de l'Otan, entre la « révolution orange » de 2004 et l'élection du président prorusse Viktor Ianoukovitch en février 2010, l'Ukraine revient à une orientation plus équilibrée et réaffirme son non-alignement.

En avril 2010, le bail du stationnement de la flotte russe dans le port de Sébastopol (Crimée), qui devait expirer en 2017, a été prolongé de 25 ans. La Russie a donc sauvé une pièce majeure de l'échiquier géopolitique, dont Zbigniew Brzezinski avait fait la cible prioritaire de la politique américaine en Eurasie après 1991.

Confrontée à l'annulation unilatérale par les Américains du traité ABM (qui interdit les défenses antimissiles) dans la foulée du 11septembre 2001, la Russie s'oppose au projet américain de bouclier antimissile. En renforçant la dépendance stratégique des membres de l'Otan qui y participeront, le parapluie américain est regardé à Moscou comme un moyen de diviser Russes et Européens.

Dans le duel contre l'Amérique et ses proches alliés de l'Ouest, Moscou dispose toutefois de nombreux atouts. La

Russie reste une puissance importante, dotée d'une industrie militaire performante, capable de moderniser les équipements de son armée. Ensuite, dans un monde où émergent de nouveaux pôles économiques (Asie, Amérique latine…), ses ressources naturelles constituent un formidable atout ; tout comme l'ouverture sur l'océan Arctique, lequel peut devenir une sorte de nouvelle Méditerranée si les prévisions de fonte des glaces du pôle Nord s'avèrent exactes. La Russie deviendrait alors une sorte de centre du monde entre Europe, Asie et Amérique.

L'équipe formée par Poutine et son successeur Dmitri Medvedev travaille à faire de la Russie un acteur majeur de la multi polarité : par le levier énergétique, par la défense du droit international et des souverainetés étatiques (réponse à l'indépendance du Kosovo par le soutien à l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie), par l'axe Moscou-Erevan-Téhéran opposé à un axe turco-américain dans le Caucase, par le groupe de Shanghai, organisation centre-asiatique de sécurité fondée sur le rapprochement Chine-Russie, par le renforcement des relations avec l'Allemagne pour sortir celle-ci de son héritage atlantiste, par ses bonnes relations héritées de la guerre froide avec l'Inde.

Peu à peu, alors qu'elle avait connu un recul d'influence sans précédent au moment de la réunification de l'Allemagne puis de la chute de l'URSS, la Russie redevient l'un des très grands acteurs de la planète. Déjà, comme la Chine, elle joue de nouveau un rôle en Amérique latine et en Afrique.

LA FAIBLESSE DÉMOGRAPHIQUE

La principale faiblesse de la Russie est démographique. Un recensement d'octobre 2010 donne 141,2 millions d'habitants, alors que la Russie en comptait 145,17 millions au recensement de 2002 et 148,3 en 1991. Ce recul s'explique par l'augmentation de la mortalité, le nombre élevé d'avortements et une natalité déprimée. L'objectif du gouvernement est de faire remonter la population à 145 millions d'habitants en 2025, par une politique volontariste de relance de la natalité (Moscou refusant l'immigration comme alternative à la natalité russe).

Brèves

LE RETOUR DE LA GRANDE POLITIQUE

26 mars 2001

Discours à la nation par Vladimir Poutine, à l'occasion du premier anniversaire de son élection à la présidence de Russie.

11 septembre 2001

Soutien de Moscou à Washington.

10 mars 2003

Le chef de la diplomatie russe, Igor Ivanov, affirme que Moscou mettra son veto au projet de résolution anglo-américain contre l'Irak.

Octobre 2003

Chute de l'oligarque proaméricain Mikhaïl Khodorkovski, l'homme d'affaires le plus riche du pays.

17 février 2008

Moscou, allié de Belgrade, rejette la proclamation

unilatérale d'indépendance du Kosovo.

14 mai 2008

Sur un chantier naval fondé en 1704 par Pierre le Grand, Poutine promet que la Russie redeviendra une grande puissance maritime.

24 mai 2008

Le président Dmitri Medvedev et le président chinois Hu Jintao dénoncent ensemble le projet américain de bouclier antimissile.

21 juillet 2008

La Chine et la Russie signent un accord délimitant définitivement leur frontière commune orientale.

8 août 2008

La Géorgie lance une offensive militaire contre l'Ossétie du Sud. En réponse, Moscou inflige à Tbilissi, allié de Washington, une cuisante défaite.

15 février 2009

Le président bolivien Morales et Dmitri Medvedev signent un accord de coopération militaire et énergétique.

Ils dénoncent l'élargissement de l'Otan et le bouclier antimissile.

16 juin 2009

Premier sommet du BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) à Ekaterinbourg.

22-26 juin 2009

Tournée de Dmitri Medvedev en Afrique, la première d'un chef d'État russe depuis la chute de l'URSS.

10 septembre 2009

Voyage du président vénézuélien Hugo Chávez en Russie pour la coopération militaire et énergétique. Le Venezuela devient le troisième pays, après la Russie et le Nicaragua, à reconnaître l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud.

21 avril 2010

Le président ukrainien Viktor Ianoukovitch et Dmitri Medvedev signent un accord prolongeant de 25 ans au-delà de 2017 les droits de stationnement de la flotte russe en Crimée. En retour, la Russie accepte une remise de 30 % à l'Ukraine sur le prix du gaz naturel.

24 février 2011

La Russie annonce un vaste plan de modernisation de son armée de 474 milliards d'euros d'ici à 2020.

Pôle Nord, Pôle Sud :
La course est lancée

L'océan Glacial arctique suscite toutes les convoitises, en raison de ses réserves supposées en hydrocarbures, ainsi que de la véritable révolution maritime qu'offrira la fonte des glaces. La Russie, le Canada et le Norvège sont en première ligne, les États-Unis en embuscade… Mais une autre révolution se prépare, au pôle Sud cette fois.

En 2030, à la fin de l'été, l'Arctique sera peut-être totalement libre de glace, pensent de nombreux chercheurs. Le record au plus bas de l'étendue de glace dans la région arctique est intervenu à la fin de la saison de fonte de l'été 2007, où la calotte glaciaire n'était plus que de 4,13 millions de km^2. La disparition de la banquise nordique ouvre la voie à une véritable révolution géopolitique : l'ouverture d'une route maritime directe entre l'Asie et l'Europe du Nord d'une part (ce passage raccourcirait de 6400km la route Shanghai-Hambourg par rapport au trajet via le détroit de Malacca et le canal de Suez, et éviterait les pirates du golfe d'Aden, soit un parcours en 20 jours de mer au lieu de 60), la formation d'une nouvelle Méditerranée russo-américaine, un espace maritime commun de circulation et d'échanges d'autre part. Le phénomène viendrait renforcer la position mondiale de la Russie, puissance handicapée depuis toujours par son enclavement et qui deviendrait la puissance de trois océans (Atlantique, Arctique et

Pacifique). En 2010, pour seulement 1,5 % de la population russe, le secteur russe de l'Arctique représente à lui seul 11 % du PNB et 22 % des exportations de la Russie.

D'immenses villes russes pourraient voir le jour tout le long des milliers de kilomètres de côte russe de la façade arctique, faisant face à l'Amérique. Et les immenses réserves d'hydrocarbures du Grand Nord russe deviendraient plus facilement exploitables, ce qui renforcerait la position incontournable de Moscou sur l'échiquier énergétique mondial. Selon l'US Geological Survey, l'Arctique pourrait receler 90 milliards de barils de pétrole et 30 % des réserves supposées de gaz de la planète. Certains chercheurs russes pensent que l'Arctique pourrait concentrer entre 20 à 25 % de tous les hydrocarbures de la planète.

Les États riverains de la région arctique ont donc réaffirmé, ces dernières années, ce qu'ils estiment être leur droit en matière de zone économique exclusive. Dès 2007, une équipe scientifique russe plantait un drapeau à proximité du pôle Nord, tandis que le Canada annonçait qu'il allait construire un port en eaux profondes à la pointe nord de la Terre de Baffin, ainsi qu'une base militaire à Resolute Bay (île Cornwallis), sur le passage du Nord-Ouest. Tous les riverains (sauf les États-Unis qui défendent le principe de liberté des mers et s'inquiètent des extensions de souveraineté) aspirent à une extension de leur zone économique exclusive sur le plateau continental au-delà des 200 milles nautiques. Si l'ONU rend une réponse favorable à la Russie en 2013 (la

reconnaissance de la dorsale de Lomonossov comme limite du plateau continental russe), alors celle-ci gagnera un espace de souveraineté gigantesque de 1,2 million de km^2 ouvert à l'exploration.

Les Danois s'opposent aux Canadiens qui plantent constamment leur drapeau sur les secteurs danois du Groenland. Les Canadiens s'opposent, eux, fortement aux États-Unis en mer de Beaufort. Washington considère que le passage du Nord-Ouest est une voie maritime internationale, alors que le Canada en revendique le contrôle souverain. Les Norvégiens réclament de leur côté près de 175000 km^2 du plateau continental russe de la mer de Barents. Enfin, la Russie et les États-Unis s'opposent sur le partage de la ligne Chevardnadze-Baker dans le nord du Pacifique.

À l'autre pôle de la planète, sur le continent antarctique, la fonte de la calotte d'une épaisseur moyenne de 2000 mètres provoquerait sans doute une révolution géopolitique d'une tout autre nature. À la différence de l'Arctique, ce ne serait pas un nouvel espace de circulation qui y verrait le jour, mais peut-être un nouvel espace de fixation humaine. Une nouvelle Amérique étendue sur plus de 10 millions de km^2, densément peuplée, et fondée par des millions de réfugiés climatiques en lieu et place de l'espace hostile que se partagent aujourd'hui une douzaine de pays et que revendiquent officiellement sept États (Argentine, Australie, Chili, France, Norvège, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni).

GRANDES MANŒUVRES RUSSES ET CANADIENNES

Par un traité de 1959, l'extraction des minéraux utiles est interdite dans l'Antarctique, ce qui n'est pas le cas de l'Arctique. La Russie veut faire appliquer en Arctique la convention des Nations unies sur le droit de la mer de 1982, c'est-à-dire le principe de partage sectoriel. Si elle parvient à faire accepter le fait que la dorsale Lomonossov est un prolongement du plateau continental de la Sibérie, alors les routes maritimes de l'Arctique (et donc une grande partie des hydrocarbures) passeront sous son contrôle. La remilitarisation du Canada en 2010 s'explique elle aussi très largement par cette priorité stratégique, Ottawa entendant cependant moins affirmer ses ambitions par rapport à la Russie que par rapport aux États-Unis, lesquels défendent le principe de liberté des mers dans la zone.

Brèves

L’OR NOIR DEL’ANTARCTIQUE

2008

Les cinq pays riverains de l’océan Glacial arctique (Canada, Danemark, États-Unis, Norvège et Russie) ont signé la déclaration d’Ilulissat (Groenland) confirmant que la Convention de Montego Bay de 1982 est la base de leurs rapports, y compris concernant la délimitation des frontières et le partage du plateau continental.

9 février 2010

La Chine réclame un poste d’observateur permanent au Conseil arctique. Elle a déjà conduit trois expéditions scientifiques dans l’Arctique et en mènera une nouvelle en 2010.

6 février 2010

Une étude publiée à Vancouver affirme que la glace de la banquise arctique fond plus vite que ce qui avait été imaginé dans les scénarios les plus pessimistes.

28 février 2010

Le transporteur maritime Sovkomflot annonce qu’il va

effectuer à l'été 2010 le premier transport d'hydrocarbures depuis le terminal pétrolier de Varandeï, sur la mer de Pechora, jusqu'au Japon via la route maritime du Nord, au moyen de ses nouveaux tankers de classe arctique (qui ont la capacité de naviguer dans une banquise épaisse de 1,5 m sans brise-glace). Désormais la Russie n'est plus dépendante de ses clients européens et nord-américains pour l'exportation de ses hydrocarbures.

29 mars 2010

Le G5 de l'Arctique se tient à Chelsea (Canada). Le G5 est le groupe des cinq États riverains (Canada, Danemark, États-Unis, Norvège et Russie), plus restreint que le Conseil de l'Arctique, fondé en 1996, et qui compte en plus la Finlande, l'Islande, la Suède et, comme observateurs, notamment le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, la Chine.

6 avril 2010

La directive NSPD 66/HSPD 25, dernier acte législatif du président américain George W. Bush défend la « liberté des mers » dans l'Arctique et s'inquiète de la possibilité d'une validation en 2013, par l'ONU, des revendications russes (qui offrirait à la Russie un quasi-contrôle des routes de l'Arctique).

15 juin 2010

La Russie engage sa deuxième expédition scientifique du plateau continental arctique, après celle qui avait conduit une première équipe à planter le drapeau russe en 2007 près du pôle Nord.

29 juin 2010

La Russie et le Canada vont unir leur système d'observation spatiale dans le but de surveiller leurs gisements d'hydrocarbures sur le plateau continental. La Russie et le Canada sont en Arctique les deux acteurs majeurs qui défendent le principe de souveraineté par opposition aux États-Unis qui cherchent à assurer la liberté de navigation.

1er juillet 2010

Le brise-glace et navire scientifique chinois *Xuelong* part pour l'Arctique. Depuis 1999, Pékin n'a installé dans l'Arctique qu'une station de recherche.

15 septembre 2010

La Russie et la Norvège signent un traité entérinant une délimitation de leurs frontières maritimes et formalisent leur coopération dans l'océan Glacial arctique et la mer de Barents.

2010

Les experts militaires notent un accroissement sensible de l'effort de défense canadien (notamment de ses capacités aériennes et navales) qu'ils expliquent par la désignation de l'Arctique comme priorité stratégique.

1er avril 2011

La compagnie pétrolière norvégienne Statoil annonce une découverte de pétrole majeure en mer de Barents.

À quoi sert le Kosovo ?

Démembrer la Yougoslavie, puis arracher à la Serbie sa province historique du Kosovo… Le plan de déstabilisation des Balkans mis en œuvre par les États-Unis et ses alliés européens s'est réalisé au mépris du droit international. La France, qui avait pu compter sur la fidélité et le sacrifice de ses alliés serbes durant les deux guerres mondiales, a participé à l'opération.

Le Kosovo est le cœur historique et religieux de la Serbie. C'est à Pec, au milieu du Kosovo, et non à Belgrade, l'actuelle capitale, que siège depuis 1346 le patriarcat orthodoxe de Serbie (mais l'archevêché y existe depuis 1233). En 1389, lors de la bataille du Champ des Merles, le royaume serbe s'effondre face aux Turcs. Sous la période ottomane, le Kosovo se peuple d'Albanais qui se convertissent à l'islam et obtiennent ainsi des postes importants dans l'administration impériale. Après la Première Guerre mondiale et l'effondrement de l'Empire ottoman, l'État serbe, qui a recouvré son indépendance en 1878, forme la Yougoslavie avec les Croates et les Slovènes ; le Kosovo redevient alors ce qu'il a toujours été, une simple province. Comment expliquer alors que, le 17 février 2008, un deuxième État albanais ait vu le jour dans les Balkans ?

Après la fin de la guerre froide, profitant de l'effondrement soviétique et de la réunification allemande, Américains, Britanniques, Allemands et Italiens

s’entendent pour détruire la Yougoslavie et modifier en profondeur les équilibres en Europe orientale. La France choisira, en Yougoslavie puis en Irak lors de la première guerre du Golfe, d’accompagner la dynamique euro-américaine et d’abandonner ses alliés traditionnels. Viennent alors l’indépendance de la Croatie et de la Slovénie en 1991, puis la création en 1995 d’un nouvel État, la Bosnie-Herzégovine, où les musulmans sont montés en puissance, d’une part grâce aux services pakistanais et saoudiens qui ont favorisé l’arrivée en Bosnie de djihadistes et d’armes, d’autre part grâce à la CIA qui, par l’intermédiaire des grandes compagnies américaines de mercenariat (la DynCorp et la Military Professional Ressources Inc., plus connue sous le nom de MPRI), a structuré les unités islamiques et piloté de nombreux combats.

DJIHADISTES ET CIA AVEC L’UCK ALBANAISE

La même dynamique se met en marche en Serbie même, pour y soutenir les séparatistes albanais du Kosovo et leur organisation, l’UCK, prise en main par l’Amérique et l’islam politique. La MPRI structure les unités de l’UCK dans les camps d’entraînement d’Albanie, en liaison également avec le renseignement allemand (BND) ; les services saoudiens et pakistanais se chargent, eux, d’intégrer parmi les Albanais des djihadistes internationaux, tandis que les camps d’entraînement d’Al-Qaida en Afghanistan déversent au Kosovo

quelques-uns de leurs meilleurs éléments. En 1998, grâce aux mercenaires américains, à l'argent de la drogue (les mafias albanaises de Pristina répandent en Europe occidentale la production afghane), au soutien humain, financier et logistique d'Al-Qaida et des services saoudien et pakistanais, l'UCK est devenue une organisation surpuissante au Kosovo. Elle fait régner la terreur chez les Serbes, mais aussi chez nombre d'Albanais qui refusent le recours au terrorisme.

LES MOTIVATIONS AMÉRICAINES

Le déplacement des troupes américaines stationnées en Europe durant la guerre froide vers les Balkans pour se rapprocher du Moyen-Orient : base de Tuzla en Bosnie-Herzégovine, ouverte en 1995 et, depuis juin 2007, officiellement sous contrôle bosniaque ; base de Szegedin en Hongrie, à la frontière serbe, en mars 1999 ; deux bases en Bulgarie depuis 2001 et une troisième en projet ; quatre bases en Roumanie depuis 2002, dont deux sur le verrou de Constanza (sur le couloir fluvial Rhin/Main/Danube jusqu'à la mer Noire) ; en juin 1999, sur un immense terrain de 550 ha, au sud Kosovo, près de la frontière avec la Macédoine, les Américains commencent la construction du complexe militaire Camp Bondsteel.

La deuxième raison tient à l'énergie. Les Américains soutiennent un projet de pipeline qui transportera du pétrole extrait de la mer Caspienne (port bulgare de Burgas) jusqu'à l'Adriatique (port albanais de Vlora), à

destination ensuite de Rotterdam ou de la côte Est des États-Unis. Une présence militaire au Kosovo permet de sécuriser le projet AMBO qui associe des intérêts albanais, macédoniens, bulgares aux pétroliers américains (ainsi qu'à Halliburton, la fameuse société dans laquelle le vice-président Cheney a des intérêts importants). Il s'intégrera alors dans un réseau d'infrastructures essentielles (oléoducs, gazoducs, voies de chemin de fer, lignes de télécommunications...) reliant Est et Ouest et échappant au contrôle des Serbes et des Russes. Le Kosovo est justement à la croisée de nombreux corridors de circulation des flux économiques : l'axe Burgas (mer Noire)-Dürres (Albanie, Adriatique) comme l'axe Budapest-Salonique (qui relie la Hongrie à la Grèce, *via* Belgrade). Contrôler le Kosovo, c'est donc aussi contrôler une grande partie des flux balkaniques.

La troisième raison tient aux ressources minérales du Kosovo. Cette petite province d'un peu plus de 10000 km² est l'une des plus riches d'Europe en lignite (troisième réserve mondiale), mais aussi en plomb et en zinc ; on y trouve également de l'argent, de l'or, du nickel, du tungstène et du zircon, un minerai rare utilisé dans la fabrication des missiles.

Le grand chambardement des frontières fait partie intégrante de la politique étrangère américaine. Prévenir l'émergence d'un monde multipolaire passe par la déstabilisation des pays qui peuvent prétendre au rôle de pôle d'équilibre. L'objectif des Américains est, d'une part, de donner un signe d'encouragement aux séparatismes qui

menacent leurs principaux adversaires stratégiques, telles la Russie et la Chine, et, d'autre part, de rendre possible un jour la transformation des frontières du Moyen-Orient, telle que la souhaite l'allié israélien.

Une cinquième raison revêt une tournure tragique pour les Européens. Devenu un adversaire militaire des États-Unis, l'islamisme reste un allié politique et une arme de déstabilisation des Européens et des Russes. L'édification d'un État pour les populations musulmanes de Bosnie comme pour celles du Kosovo est dans la droite ligne de la politique menée durant la guerre froide : l'alliance islamo-américaine contre l'Europe et la Russie.

LES ALBANAIS DANS LES BALKANS

Albanie 3 millions d'habitants dont 95 % d'Albanais (70 % de musulmans, 20 % d'orthodoxes, 10 % de catholiques).

Kosovo En 1981, date du dernier recensement fiable, déjà 80 % des habitants du Kosovo étaient albanais ; aujourd'hui, après la guerre menée par l'Otan qui a organisé l'exil des Serbes, les Albanais seraient plus de 90 % des 2 millions d'habitants du territoire.

Macédoine 500000 Albanais sur 2 millions d'habitants. En 2001, les accords d'Ohrid ont mis fin aux affrontements entre Skopje et la branche macédonienne de l'UCK-M et abouti à une extension majeure des droits des Albanais : usage officiel et administrative de la langue

albanaise au niveau national.

Serbie Au nord du Kosovo, dans la vallée de Presevo, 100000 Albanais.

Monténégro 60000 Albanais (dont 30 % de catholiques).

PURIFICATION ANTISERBE AU KOSOVO

• Entre 1999 et 2004, sur les 235 000 Serbes, Tziganes, Goranis et Turcs chassés du Kosovo après les accords de Kumanovo, seuls 12 000 ont pu revenir. À Pristina, il reste moins de 50 Serbes contre 40 000 en 1999.

• 1200 Serbes ont été assassinés, 2 300 kidnappés selon l'OSCE (rapport de 2006).

• Le 13 août 2003, des Albanais assassinent deux adolescents serbes qui se baignent aux abords de Gorazdevac.

• 17 et 18 mars 2004 : pogroms contre la communauté serbe dans toute la province : 22 morts, 900 blessés et plusieurs centaines de maisons et monastères brûlés.

• Plus de 150 églises et monastères détruits, 40 000 maisons brûlées ou détruites à l'explosif.

• Albanisation culturelle : le serbe n'est plus enseigné dans les écoles primaires du Kosovo ni à l'université de Pristina. Les noms des villes et villages serbes ont été albanisés.

LE RAPPORT DICK MARTY

En janvier 2011, le rapporteur pour les droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, le Suisse Dick Marty, publie un rapport révélant l'existence, à la fin des années 1990, d'un important trafic, par les miliciens kosovars, d'organes prélevés sur des prisonniers serbes. Le rapport souligne que les gouvernements occidentaux qui soutenaient l'UCK savaient que des hauts dirigeants de cette organisation étaient impliqués dans ce trafic. Le Premier ministre sortant du Kosovo, Hashim Thaci, figure sur la liste de suspects. Le rapport Marty montre le lien entre une partie de l'élite dirigeante kosovar et les trafics les plus sordides, de la drogue à celui des organes. Contribuera-t-il pour autant à freiner le processus de reconnaissance internationale du jeune État kosovar ? En février 2011, le Kosovo était reconnu par 75 États dans le monde dont 22 des 27 États membres de l'Union européenne. Il ne l'était cependant pas ni par la Russie, ni par l'Espagne, ni par l'Indonésie, pour citer trois États situés dans des aires culturelles différentes.

Le bouclier antimissile américain : un défi stratégique pour la Russie

L'opposition farouche de la Russie à l'installation d'un bouclier antimissile américain à sa porte s'explique : ce sont moins les « États voyous » comme l'Iran ou la Corée du Nord qui sont visés par le Pentagone que la puissance russe elle-même. Du coup, la course aux armements risque d'être dangereusement relancée. D'autant que la Chine est également concernée…

Successivement appelé National Missile Defense, puis Missile Defense, le bouclier antimissile américain est un système de radars et de missiles qui a vocation, selon Washington, à détecter et à détruire des missiles balistiques croisant vers le territoire des États-Unis d'Amérique et de leurs alliés les plus proches (Japon, Israël et pays membres de l'Otan).

Le projet trouve son origine dans les années 1970, chez de jeunes stratèges américains qui refusent la politique du compromis avec l'URSS. Futur secrétaire adjoint à la Défense et président de la Banque mondiale, Paul Wolfowitz fait partie de ce courant. Fils du mathématicien polonais Jacob Wolfowitz et lui-même physicien de formation, il fait sa thèse sur le danger de prolifération nucléaire au Proche-Orient auprès d'Albert Wohlsletter, grand théoricien américain de la stratégie nucléaire, et s'imprègne parallèlement de la philosophie politique de Leo Strauss, référence de ceux que l'on appellera

néoconservateurs à partir de 1976.

LES MOTIVATIONS AMÉRICAINES

En 1972, ces futurs « *neocons* » critiquent les accords SALT-1 qui limitent les armements stratégiques des deux rivaux et l'accord ABM qui interdit aux Américains de développer un bouclier antimissile sur l'ensemble de leur territoire. Le projet IDS (Initiative de défense stratégique), lancé sous Ronald Reagan en 1983 et popularisé sous le surnom de « guerre des étoiles », est directement le fruit de cette réflexion. Un bouclier antimissile dans l'espace doit affaiblir le système de dissuasion russe, empêcher le complexe militaro-soviétique de poursuivre la course à l'innovation technologique et ainsi précipiter la chute d'une Union soviétique déjà moribonde économiquement.

L'effondrement de l'URSS renforce la conviction des néoconservateurs et leur poids au sein du Parti républicain où ils deviennent dominants. Durant l'hiver 1990-1991, un plaidoyer en faveur de l'unipolarité paraît dans *Foreign Affairs*, la revue du CFR (Council on Foreign Relations) : le néoconservateur Charles Krauthammer soutient que l'unipolarité est possible grâce à l'avance considérable que les États-Unis ont acquise sur le reste du monde en matière militaire et technologique. Wolfowitz théorise alors l'unilatéralisme (dont le contenu sera publié le 8 mars 1992 par le *New York Times*, suite à une fuite du Pentagone) : il faut rompre avec le multilatéralisme en tant que moyen d'accélérer la mondialisation, augmenter sensiblement les

crédits de défense, dissuader les alliés allemand et japonais de devenir des puissances nucléaires, faire échec à l'« Europe puissance », et construire un bouclier antimissile qui affaiblira les États dotés de la dissuasion nucléaire et permettra à l'Amérique de poursuivre sa politique d'ingérence mondiale. En 1993, Bill Clinton enterre l'IDS mais, sous son mandat, les néoconservateurs restent actifs dans les milieux stratégiques. Si bien que, le 23 juillet 1999, Clinton signe le National Missile Defense Act. L'objectif du NMD est nettement moins ambitieux que celui de l'IDS, mais l'idée reste la même : affaiblir le potentiel dissuasif des rivaux stratégiques.

C'est alors toute la stratégie américaine qui sort peu à peu de la logique d'équilibre qui avait dominé durant la guerre froide. En 2000, les néoconservateurs William Kristol et Robert Kagan précisent ces changements dans un très important article du *National Interest* (« The Present Danger », hiver 1999-2000) : les États-Unis choisissent l'attaque comme meilleure défense, passant de la doctrine préemptive de la guerre froide (on doit détruire au sol les missiles nucléaires soviétiques si l'on est certain qu'ils vont être lancés) à la doctrine préventive empruntée aux Israéliens (ce sont les régimes dangereux qu'il faut détruire avant d'avoir à affronter leurs missiles). Le NMD est alors clairement pensé sur le plan stratégique comme un outil offensif. Le néoconservateur Lawrence F. Kaplan écrit ainsi dans le *New Republic* du 12 mars 2001 : « La défense antimissile n'est pas faite pour protéger l'Amérique, c'est un instrument de domination mondiale. »

Deux mois après les attentats du 11 septembre 2001, et dans l'indifférence internationale, les États-Unis dénoncent unilatéralement le traité américano-soviétique de 1972, dit ABM, et se lancent dans le développement du NMD. Officiellement, ce sont ceux que les Américains appellent « États-voyous » (Corée du Nord, Iran) qui sont la cible première de ce projet, mais le NMD affaiblit en réalité le potentiel de dissuasion nucléaire de la Chine, car celle-ci possède peu de missiles intercontinentaux (probablement moins d'une cinquantaine). Les Russes sont aussi visés, et c'est la raison pour laquelle ils s'y opposent fermement.

AUX FRONTIÈRES DE LA RUSSIE

Toutefois, aucun système de défense anti -missile n'est efficace si la plupart des missiles offensifs ne sont pas détruits par les missiles défensifs dans leur secteur actif. Le secteur actif est la première étape de la trajectoire de vol d'un missile balistique intercontinental ; cette phase va du départ jusqu'à la mise à feu des propulseurs du dernier étage, à une altitude variant entre 200 et 300 mètres. Aujourd'hui, des missiles russes qui seraient lancés des régions intérieures de la Russie ne pourraient pas être interceptés par des missiles défensifs américains. Pour arriver à les intercepter, les Américains doivent se rapprocher au maximum des frontières de la Russie. C'est la raison pour laquelle ils veulent pouvoir disposer de missiles intercepteurs sur le territoire polonais. Pour

contrer ce rapprochement américain de leurs frontières, les Russes vont dans les années à venir travailler à réduire la durée du secteur actif de la trajectoire (d'environ 3 à 5 minutes aujourd'hui jusqu'à 1 minute seulement, grâce à des missiles à carburant solide) ; ils s'emploieront aussi à améliorer l'ensemble des performances de leurs missiles. Le bouclier antimissile sera donc bien un facteur d'accélération de la course aux armements. Et le raisonnement qui s'applique à la Russie est vrai pour d'autres puissances.

Les Russes soutiennent que les Américains n'ont pas besoin d'un tel projet pour se protéger de l'Iran et de la Corée du Nord puisque ces deux pays ne peuvent pas atteindre le territoire des États-Unis. Accueillie fraîchement par George W. Bush, la proposition faite en 2007 par Vladimir Poutine d'une utilisation conjointe d'une station radar en Azerbaïdjan a d'ailleurs permis de vérifier que les Américains se souciaient moins de surveiller les Iraniens de concert avec les Russes, que de surveiller les Iraniens… et les Russes. Ces derniers, avec les Chinois, multiplient les déclarations communes sur ce sujet, convaincus que c'est d'abord leur potentiel qui est visé. Après l'élargissement de l'Otan, le bouclier signifie en effet l'arrivée d'armes américaines dans l'arrière-cour russe et à l'ouest de la Chine.

Les années 2009 et 2010 ont vu le bras de fer entre l'Otan et la Russie, à propos de la défense antimissile, une succession de tensions et d'accalmies. Malgré ses promesses, l'Otan n'associe pas Moscou à son projet de

défense antimissile. Se sentant trompés, les Russes ont durci leur discours. Vladimir Poutine, en pleine crise libyenne durant le printemps 2011, a ainsi annoncé que la Russie allait renforcer sensiblement ses capacités stratégiques nucléaires dans les années à venir.

*

BIBLIOGRAPHIE

Denise Artaud, *L'Amérique des néoconservateurs : l'Empire a-t-il un avenir ?* (Ellipses, 2004).

Aymeric Chauprade (dir.), « Géopolitique des États-Unis » (*Revue française de géopolitique,* Ellipses, 2005).

Brèves

LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

2004

Début du développement du programme.

2004

Six intercepteurs de missiles à longue portée sont déployés en Alaska.

19 février 2008

Le général russe Solovtsov, commandant des forces de missiles stratégiques, déclare que la Russie se réserve le droit de prendre pour cible les installations tchèques et polonaises.

Mai 2008

La Chine et la Russie réaffirment ensemble leur opposition au projet qui « empêche les efforts internationaux pour le contrôle des armements » et menace la stabilité régionale.

8 juillet 2008

Accord de défense antimissiles Washington-Prague.

15 août 2008

En pleine guerre russo-géorgienne, la Pologne annonce qu'elle accueillera sur son sol les 10 intercepteurs du futur bouclier antimissile américain. Moscou réagit en avertissant que la Pologne se place en situation de cible prioritaire.

20 août 2008

Accord de défense antimissiles Washington-Varsovie.

17 septembre 2009

Barack Obama décide d'abandonner le projet de bouclier antimissile dans un souci d'apaisement avec la Russie.

8 avril 2010

START-3 remplace START-1 et START-2 sur la réduction et la limitation des armements stratégiques offensifs. START-3 sera voté par le Sénat américain fin 2010 et ratifié par la Douma russe fin janvier 2011. Le traité permet aux États-Unis de développer sa défense

antimissile (ABM) et à la Russie d'adapter ses forces nucléaires de façon à ce qu'ABM ne représente pas une menace pour elle.

21 mars 2011

Constatant l'attaque par l'Otan de la Libye, Vladimir Poutine annonce que la Russie doublera sa production de missiles stratégiques en 2013.

Manipulations islamo-américaines au Nord-Caucase

Si les Russes cèdent en Tchétchénie, c'est tout le Caucase qui risque de leur échapper. Et, avec, le contrôle des hydrocarbures de la Caspienne. Aussi Moscou est-il resté intraitable face aux séparatistes tchétchènes. Ceux-ci, soutenus par les Américains et par les islamistes arabes ou pakistanais, ont écrit l'une des pages les plus sanglantes de l'histoire du terrorisme, jusqu'au cœur même de la capitale russe.

Depuis le XVIIIe siècle, la Tchétchénie n'a jamais cessé de poser des problèmes au pouvoir central russe. Entre 1785 et 1791, notamment, le cheikh Mansour a soulevé des bandes tchétchènes contre la colonisation russe et, en 1859, c'est l'imam Chamil qui est maté par les forces tsaristes, dans une province dévastée qui compte moins de 100000 habitants. La découverte du pétrole facilite cependant l'intégration des régions musulmanes du Caucase oriental dans l'Empire, mais l'espoir de l'indépendance tchétchène renaît de nouveau avec la révolution bolchevique qui soutient, à ses débuts du moins, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Dès 1920, l'emprise russe est réaffirmée. En 1936, Staline crée la République autonome de Tchétchénie-Ingouchie, mais lorsqu'éclate la Seconde Guerre mondiale les sympathies pro-allemandes de nombre de populations turco-musulmanes d'Eurasie

conduisent à la déportation massive des Tchétchènes (près de 500000 d'entre eux sont transférés vers la Sibérie et l'Asie centrale au début de l'année 1944, et un tiers des déportés ne survivra pas aux cruelles conditions de cet exode).

Réhabilité à partir de 1956, le peuple tchétchène bénéficie ensuite de la situation géographique de la République de Tchétchénie-Ingouchie, qui est traversée par l'oléoduc nord-caucasien. Cependant, chaque fois que le Russe traverse des difficultés, le Tchétchène relève la tête : en 1991, la fin du système soviétique ouvre une ère d'instabilité dans la petite république caucasienne. Le Tchétchène Djokhar Doudaiev, général de l'Armée rouge, proclame unilatéralement l'indépendance, mais la Russie, qui peut compter sur une opposition tchétchène à Doudaiev, refuse cette sécession. Moscou n'intervient toutefois pas et, durant trois ans, laisse proliférer les logiques mafieuses caucasiennes et russes.

Lorsque les Russes comprennent enfin que, d'une part Grozny (capitale de la Tchétchénie) est en train de s'entendre avec Bakou (capitale de l'Azerbaïdjan) dans le domaine pétrolier, et que d'autre part ce sont les États-Unis qui cherchent à contrôler le Caucase, la réaction est brutale. Les spéculations vont alors bon train quant aux réserves pétrolières et gazières de la mer Caspienne, et Moscou n'entend pas céder le contrôle des oléoducs et des gazoducs aux Occidentaux.

LE FONDAMENTALISME DANS LE CAUCASE

Le 11 décembre 1994, consciente du risque d'extension des séparatismes à plusieurs provinces de la Fédération de Russie, la Russie décide de lancer ses forces à l'assaut de la rébellion tchétchène. C'est le début de la première guerre de Tchétchénie. Au mois de janvier 1995, au prix de pertes terribles dans l'armée russe et parmi les populations civiles, les Russes reprennent le palais présidentiel et contrôlent une ville en ruines. Comme les Afghans dans les années 1980, les Tchétchènes vont alors bénéficier d'un double appui en sous-main : celui des États-Unis et celui du fondamentalisme islamique (arabe et pakistanais), dont l'intrusion dans cet islam caucasien imprégné de traditions soufies va être lourde de conséquences. Après Doudaiev (qui est tué en avril 1996), le nouveau président Jandarbiev entend imposer la charia, marquant ainsi la radicalisation de l'islamo-nationalisme tchétchène.

En août 1996 le général Alexandre Lebed obtient d'Aslan Maskhadov (un ancien colonel soviétique) la suspension des combats et un accord prévoyant un retrait des troupes russes, avec une période transitoire de cinq ans, à l'issue de laquelle un référendum d'autodétermination décidera de l'avenir de la république.

Fort de ce succès, Maskhadov est élu président en janvier 1997. Mais les islamistes (Chamil Bassaiev, ainsi que le Jordanien Emir Khattab) ne veulent pas la paix : ils considèrent en effet que la Tchétchénie et le Daghestan sont un nouvel Afghanistan ou une nouvelle Bosnie, où se

livre une guerre de civilisations entre l'islam et le christianisme orthodoxe. C'est en vain que Maskhadov tente de neutraliser Bassaiev en le nommant Premier ministre (janvier-juillet 1998). Pendant ce temps, Khattab renforce les réseaux d'Al-Qaida en Tchétchénie.

Au début du mois de septembre 1999, les islamistes lancent sur Moscou une vague d'attentats qui fait plus de 300 morts. Le président Poutine n'a pas d'autre choix que de relancer des opérations militaires en Tchétchénie pour y réduire les groupes islamistes. Ces derniers opèrent en particulier depuis les gorges du Pankissi, en Géorgie voisine, où ils bénéficient de l'indifférence du gouvernement géorgien, hostile à la Russie.

Les attentats du 11 septembre 2001 auront une conséquence importante. Le 24 septembre 2001, Vladimir Poutine déclare à la télévision : « Les événements en Tchétchénie ne peuvent être considérés en dehors du contexte de la lutte contre le terrorisme international. » Les Russes vont donc considérer que la guerre qu'ils mènent depuis 1994 s'inscrit dans la guerre mondiale contre l'islamisme ; ils obtiendront des États-Unis, en contrepartie de leur appui, qu'ils cessent de soutenir la rébellion tchétchène. Bassaiev rejoint alors la liste américaine des terroristes internationaux, et des militaires américains sont envoyés en Géorgie en 2002 pour « nettoyer » la vallée frontalière du Pankissi. En perdant leur soutien extérieur, les séparatistes n'ont plus les moyens de lancer de grandes offensives. Le conflit connaît alors une « palestinisation », et l'emploi de kamikazes devient

privilégié. Mais les islamistes tchétchènes sont éliminés les uns après les autres : Khattab en mars 2002, Aslan Maskhadov, surnommé le « loup de Tchétchénie », en mars 2005, Chamil Bassaiev en juillet 2006…

Vladimir Poutine ne se contente cependant pas de ce « nettoyage » militaire. Son intelligence politique le pousse à remettre en place un gouvernement tchétchène légitime aux yeux de la population. Fils d'Akhmad Kadyrov, qui fut grand mufti et président de la Tchétchénie, assassiné en mai 2004, Ramzan Kadyrov dirige le pays depuis avril 2007, fort de 25 000 hommes prêts à réduire toute nouvelle velléité séparatiste.

L'ISLAMO-NATIONALISME TCHÉTCHÈNE

L'alliance de Moscou avec Ramzan Kadyrov a permis au Kremlin de reprendre le contrôle de la Tchétchénie rebelle. Kadyrov a eu carte blanche, avec ses 40000 hommes, pour endiguer la montée des salafistes. La stratégie de Vladimir Poutine a placé les Russes en retrait et ainsi limité les pertes militaires. Mais, écrasée dans son foyer originel, la rébellion s'est déplacée dans les autres républiques voisines, le Daghestan et l'Ingouchie. L'islamo-nationalisme tchétchène a alors muté en un projet d'Émirat islamique du Nord-Caucase, et ses actions se sont étendues dans tout le Caucase et jusqu'à Moscou. En octobre 2010, le ministre russe de l'Intérieur, Rashid Nurgaliev (un musulman), admettait que, durant les neuf premiers mois de 2010, plus de 450 actes terroristes

avaient été commis sur le territoire de la Fédération. Une infime partie de ces actes seulement, les plus spectaculaires et les plus meurtriers, comme ceux qui ont touché en 2010 et 2011 le métro et l'aéroport de Moscou, parvient à la connaissance de l'opinion occidentale.

Le terrorisme du Nord-Caucase ne peut être expliqué par la pauvreté, explication victimaire pourtant répandue en Occident. Il est le résultat d'une guerre très ancienne d'une partie des musulmans qui, depuis la poussée coloniale russe au XVIIIe siècle, n'ont pas accepté la tutelle d'une puissance chrétienne. Sa cause est donc identitaire et elle est l'expression ultime du choc entre l'islam et la civilisation russe.

La manne financière déversée par Moscou pour acheter la paix dans le Nord-Caucase est telle que le revenu moyen par habitant y est supérieur à celui des Russes « ethniques ». Une partie de l'opinion russe s'est d'ailleurs peu à peu convaincue que les inconvénients à conserver le Nord-Caucase étaient supérieurs aux avantages. Le Nord-Caucase coûte cher en vies russes et en argent, et il ne semble apporter que le terrorisme. En 2010, des affrontements entre jeunes ultranationalistes russes et jeunes Caucasiens se sont même produits à Moscou, et le pouvoir actuel tente de refermer le fossé pourtant croissant entre Russes « ethniques » et Nord-Caucasiens. En réalité, ce sont les États-Unis qui ont intérêt à voir les républiques du Caucase russe prendre leur indépendance. Il en résulterait un affaiblissement à la fois stratégique et pétrolier de la puissance russe. Le 27 octobre 2010, le

représentant du président Medvedev dans le Caucase du Nord, Alexandre Khloponine, a d'ailleurs ouvertement accusé les « services secrets occidentaux » (il désignait la CIA et peut-être le MI6 britannique) de s'employer à alimenter les groupuscules salafistes qui sèment la terreur en Tchétchénie, au Daghestan et en Ingouchie. Le Kremlin voit venir les Jeux olympiques à Sotchi, en 2014, et redoute de n'en avoir pas terminé avec l'éradication des foyers islamistes. Malgré les failles qui ont conduit à des attentats-suicides jusque dans la capitale, les services russes ont pourtant limité l'influence des groupes radicaux, dont les effectifs sont faibles, mais qui disposent d'appuis logistiques extérieurs (peut-être encore en Géorgie). La guérilla islamiste du Nord-Caucase est, heureusement pour Moscou, divisée, notamment par la fracture entre la tendance tchétchène, centrée davantage sur le combat indépendantiste, et les combattants ingouches ou daghestanais.

LES ÉTATS-UNIS EN TCHÉTCHÉNIE

En juin 1999, deux mois avant l'éclatement de la deuxième guerre de Tchétchénie, une poignée d'officiers de l'US Marine Corps se rend clandestinement dans la petite république caucasienne. Le but officiel de la visite est de tirer les leçons de la guerre tchétchène en milieu urbain (et de répondre à la question : « Comment les Russes ont-ils pu être mis en échec si longtemps à Grozny ? »).

Les militaires américains écoutent Aslan Maskhadov,

son aide de camp Hussein Iskhanov, le chef du renseignement Saïd Iskhanov, le chef de la logistique Paizoullakh Noutsoulkhanov. Quelques mois plus tard, en février 2000, un ancien conseiller spécial du général Doudaiev, le général Tourpal Ali-Kaimov, se rend aux États-Unis pour des discussions avec des officiers supérieurs américains. Certes, l'étude sur la guerre en milieu urbain n'est pas seulement une façade. Une équipe de l'université de Stanford, associée au groupe de l'US Marine Corps, tente effectivement de comprendre pour quelles raisons les Russes, d'habitude si performants en guerre urbaine (Stalingrad, Berlin, Budapest, Kaboul), ont pu rencontrer autant de difficultés à Grozny. Mais les chefs tchétchènes n'ont évidemment pas livré leurs secrets sans une contrepartie américaine. Ils sont en contact avec des agents de l'Inter Intelligence Service (le renseignement pakistanais) depuis 1994, et, par leur intermédiaire, avec la CIA.

Et ce n'est sans doute pas une coïncidence si la deuxième guerre tchétchéno-russe éclate seulement deux mois après les contacts de 1999 entre militaires américains et chefs tchétchènes.

LA LOI ISLAMIQUE SELON KADYROV

Moscou a confié le pouvoir à Ramzan Kadyrov pour rétablir la stabilité en Tchétchénie, une république de 1,2 million d'habitants. Kadyrov fait la chasse aux rebelles salafistes qui veulent instaurer l'Émirat du Caucase et

rompre avec Moscou, mais, en même temps et en rupture avec la politique de son père (le grand mufti Akhmad Kadyrov, assassiné en 2004), il viole la Constitution russe en instaurant la loi islamique, soutient la polygamie et impose (en janvier 2011) le voile dans les administrations et universités de la petite république caucasienne.

Brèves

LE TERRORISME AU NORD-CAUCASE

Juin 1995

Prise d'un hôpital à Boudennovsk, en Russie, par Chamil Bassaiev : 150 morts.

19 janvier 1996

Un commando tchétchène prend 2000 otages à Kizliar, au Daghestan : plus de 80 morts.

31 août-13 septembre 1999

Une vague d'attentats fait près de 300 morts en Russie.

24 septembre 1999

Poutine jure d'aller « butter les terroristes jusque dans les chiottes ».

23-26 octobre 2002

Un commando prend en otage 800 personnes dans le théâtre Doubrovka de Moscou et menace de faire exploser le bâtiment si l'armée russe ne se retire pas de Tchétchénie : 128 morts parmi les otages, 41 parmi les

terroristes.

5 décembre 2003

Des bombes explosent dans un train à Kislovodsk, station thermale située au nord du Caucase : 42 morts.

6 février 2004

Attentat dans le métro de Moscou : 40 morts.

9 mai 2004

Attentat meurtrier au stade Dynamo de Grozny contre Akhmad Kadyrov, président de la Tchétchénie élu en octobre 2003.

24 août 2004

Explosion quasi simultanée de deux avions en vol : à Rostov-sur-le-Don, un Tupolev 154 de la compagnie Sibir Airlines reliant Moscou à Sotchi (46 morts) et, à Toula, un Tupolev 134 de la compagnie Volga Express à destination de Volgograd (43 morts). Un groupe séparatiste tchétchène lié à Al-Qaida revendique les attentats.

31 août 2004

Attentat à Moscou devant une station de métro : 11

morts.

1er-3 septembre 2004

Un commando tchétchène prend en otage plus de 1000 personnes dans une école à Beslan, en Ossétie du Nord : 331 morts, en majorité des enfants.

13 octobre 2005

Cent trente-cinq personnes tuées dont 92 assaillants dans des attaques contre des bâtiments publics à Naltchik, en Kabardino-Balkarie (une république du Caucase russe proche de la Tchétchénie). L'action est revendiquée par le chef rebelle tchétchène Chamil Bassaiev.

10 juillet 2006

Élimination de Chamil Bassaiev.

29 mars 2010

Un double attentat commis par deux femmes kamikazes du Caucase dans le métro de Moscou fait 40 morts ; il est revendiqué par la guérilla islamiste de l'Émirat du Caucase.

18 octobre 2010

Des rebelles tchétchènes s'attaquent au Parlement

tchétchène, au cœur de Grozny : 7 morts et 17 blessés.

11 décembre 2010

Violents affrontements à Moscou entre nationalistes russes et Caucasiens après la mort d'un jeune Russe après un match.

24 janvier 2011

Attentat-suicide à l'aéroport international de Domodedovo (Moscou) : 37 morts.

28 février 2011

Le président Medvedev reconduit Ramzan Kadyrov à la tête de la Tchétchénie.

Avril 2011

Après avoir échappé à une opération de l'armée russe en Ingouchie, Doukou Oumarov, chef autoproclamé de l'Émirat islamique du Caucase, déclare sur Radio Free Europe (radio américaine) qu'il ne « laissera aucun répit à la Russie ».

Des révolutions colorées pour encercler la Russie

L'argent américain a coulé à flots en Géorgie, en Ukraine et au Kirghizstan pour renverser les régimes en place, détacher ces trois pays de la Russie et les placer dans le giron de l'Otan. Objectif avoué de Washington : contrôler l'Eurasie pour asseoir sa suprématie mondiale.

On appelle « révolutions colorées » les retournements politiques non violents qui ont eu lieu successivement en Géorgie (2003), en Ukraine (2004) et au Kirghizstan (2005). Le phénomène a menacé l'Ouzbékistan en 2005, mais y a échoué. Ces révolutions se sont toutes déroulées suivant le même mécanisme : au moment où le pouvoir en place tentait de se renouveler, les partis d'opposition, soutenus par de puissantes ONG locales, ont contesté le résultat des élections et bloqué le pays par des manifestations pacifiques. Cette dynamique des sociétés civiles a débouché sur la chute du pouvoir et son remplacement par des équipes gouvernementales proaméricaines.

La « révolution des roses » se produit en Géorgie. Le groupe de jeunes activistes du mouvement Kmara (« Assez ! ») et la télévision Roustavi 2 sont les principaux moteurs de la mobilisation de masse qui pousse à la démission Édouard Chevardnadze (23 novembre 2003) et amène à sa place Mikhaïl Saakachvili (4 janvier 2004). En mai 2004, faisant usage des mêmes méthodes, Saakachvili

parvient à renverser Aslan Abachidze, l'homme fort de l'Adjarie, une république musulmane frontalière de la Turquie qui fut intégrée à la Géorgie en 1921 à la suite d'un arbitrage entre Atatürk et Staline et entretient un fort séparatisme vis-à-vis de Tbilissi. C'est le point de départ d'un effort de réduction par la Géorgie des trois séparatismes soutenus par Moscou : l'Adjarie, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud.

La deuxième révolution colorée est la « révolution orange », en Ukraine. Aussi étendue et peuplée que la France, l'Ukraine est fragilisée par sa division en trois parties : l'Est minier et industriel, russophone et orthodoxe, qui regarde vers la Russie et la Biélorussie, le Centre de culture uniate (un rite orthodoxe, mais rattaché à Rome) et l'Ouest catholique plutôt nationaliste et antirusse, qui regarde vers la Pologne et les pays Baltes. En 2004, la succession de Léonid Koutchma est en jeu. Cet ancien communiste d'Ukraine orientale, au pouvoir depuis 1994, réélu en 1999, fait face à des contestations fortes qui l'amènent à se rapprocher de Moscou. Il signe en 2003 un accord visant à créer, après les élections présidentielles de 2004, un espace économique unique Russie-Ukraine-Biélorussie-Kazakhstan. Pour la succession de Koutchma, les Ukrainiens doivent choisir entre la continuité prorusse incarnée par le Premier ministre Viktor Ianoukovitch et la rupture pro-occidentale prônée par Viktor Iouchtchenko. À l'issue du deuxième tour, l'opposition accuse Ianoukovitch d'avoir fraudé et les jeunes activistes du mouvement Pora ! (« Il est temps ! »)

appellent à la désobéissance civile : 100000 manifestants bloquent la place de l'Indépendance à Kiev. Un troisième tour, le 26 décembre 2004, donne finalement une large victoire à Iouchtchenko. Le clan prorusse brandit alors la menace de sécession d'une fédération du Sud-Est avec les régions de Crimée, Lougansk, Donetsk, Dniepropetrovsk, Zaporojie, Mykolaev, Odessa, Kharkov et Soumy, l'ensemble représentant les deux tiers du PIB ukrainien. Cette menace bien réelle va contribuer à modérer les ardeurs occidentales et permettre de maintenir dans la donne politique la composante prorusse, hostile à une intégration de l'Ukraine dans l'Otan. Mais avec l'élection de Viktor Ianoukovitch en février 2010, l'« espoir orange » porté par les Amé ricains s'est éloigné, l'Ukraine revenant au « non-alignement ».

La troisième révolution colorée, la « révolution des tulipes », se produit au Kirghizstan. Son président, Askar Akaiev, un physicien qui préside l'Académie des sciences (il n'est pas secrétaire général du Parti communiste, à la différence de tous ceux qui dirigent les nouveaux États indépendants d'Asie centrale après l'effondrement de l'URSS), est en place depuis 1991 et a été réélu en 1995 et 2000. Comparé aux autres républiques musulmanes de l'ex-URSS, beaucoup plus autocratiques, le Kirghizstan fait figure de « Suisse de l'Asie centrale ». La concentration des pouvoirs ne cesse cependant de s'y accuser et Akaiev perd peu à peu la grande popularité dont il jouissait à son avènement. Dans le Sud (région rurale et très islamique), l'opposition à un président issu du Nord

(région urbanisée et très russophone) s'amplifie. Les élections législatives de 2005 sont l'occasion d'un soulèvement dans le sud du pays. L'opposition est convaincue qu'Akaiev veut profiter d'une nouvelle victoire parlementaire pour faire passer des amendements à la Constitution l'autorisant à briguer un nouveau mandat présidentiel. Le 22 mars 2005, Akaiev dénonce un coup d'État « financé et dirigé de l'étranger » (il vise les États-Unis) et annonce que le pouvoir ne pourra pas rester les bras croisés face à une nouvelle révolution colorée. À Bichkek, malgré l'encadrement de la foule par un groupe de jeunes activistes (Kel-Kel) dont les idées pacifiques sont semblables à Kmara et Pora !, de nombreux lynchages se produisent. Mais Moscou, comprenant que le pouvoir a perdu toute légitimité et qu'il vaut mieux s'entendre avec l'opposition plutôt que de laisser celle-ci entre les seules mains américaines, lâche Akaiev. Le 10 juillet, le tandem d'hommes « pas tout à fait neufs » formé par Kourmanbek Bakiev (ancien Premier ministre d'Akaiev, il sera élu président) et Félix Koulov (qui devient Premier ministre) s'installe au pouvoir.

LES CARACTÉRISTIQUES COMMUNES

Les fraudes commises par des pouvoirs usés sont le facteur déclenchant.

Les foules sont canalisées par des mouvements d'activistes (Kmara, Pora !, Kel-Kel) dont la plupart des leaders ont été formés et financés par les Américains.

Théoricien de la guerre de l'information et des méthodes révolutionnaires non violentes, l'Américain Gene Sharp est leur maître à penser. Plusieurs opposants ont suivi aux États-Unis des séminaires d'assimilation de ses théories. À Belgrade, dans le « Centre pour la révolution non violente » (financé par la Fondation Soros), ont été formés les cadres du mouvement géorgien Kmara.

De nouveaux médias financés par des ONG américaines sont un élément moteur de la mobilisation.

Ces révolutions sont d'abord le résultat de ce que l'on appelle le *soft power* (la puissance d'attraction culturelle) par opposition au *hard power* (la puissance économique et militaire). « Think tanks », sociétés de service et universités américaines ont permis de donner aux élites postsoviétiques une image positive de l'Amérique. Le nouveau président géorgien Saakachvili a fait ses études de droit aux États-Unis ; l'épouse de l'ancien président ukrainien Iouchtchenko est une Ukrainienne émigrée aux États-Unis où elle a obtenu un MBA et travaillé dans des institutions d'État, puis pour une ONG américaine. Dès 1990, de nombreux établissements américains d'enseignement supérieur se sont implantés en Europe centrale et orientale, dans le Caucase et même en Asie centrale. À Bichkek, au moment de la « révolution des tulipes », on ne comptait pas moins de six établissements américains. En Géorgie, durant la décennie 1990, les Américains ont investi environ 1 milliard de dollars pour stabiliser le budget du pays et former les nouvelles générations de cadres.

L'une des dimensions essentielles du *soft power*, outre la formation des élites, est le remodelage de la société civile par les médias. Au Kirghizstan, l'ambassade américaine, soutien explicite de l'opposition, avait créé une imprimerie consacrée à la « presse indépendante ». Pour la seule année 2004, sur les 50,8 millions de dollars d'aide des États-Unis au Kirghizstan (montant important pour un tel pays), 12,2 millions ont été versés aux partis politiques « non partisans » et aux médias « indépendants », et 21,8 millions aux réformes.

LE FINANCEMENT DES RÉVOLUTIONS

Le chef d'orchestre du système de financement américain des révolutions colorées est l'Association Project on Transitional Democraties (« Projet pour les démocraties en transition ») dont le président, Bruce P. Jackson, a été nommé directement par la Maison Blanche et travaille en liaison étroite avec la CIA et les ambassades des pays cibles. Le système repose sur deux sources :

Une source gouvernementale américaine, le programme de coopération USAID. L'USAID alimente directement un levier paraétatique, le National Endowment for Democracy (NED). Émanation du Council for Foreign Relations (CFR), le NED a été créé par Ronald Reagan en 1982, en pleine guerre froide ; son financement est voté par le Congrès et figure dans le chapitre du budget du Département d'État consacré à l'USAID. Le NED est intervenu en Géorgie, en Ukraine et au Kirghizstan. En

Ukraine, il a financé plusieurs ONG locales pro-Iouchtchenko : l'International Center for Policy Studies (fondé par l'Open Society Institute de George Soros), le Western Ukraine Regional Training Center et le Center for Political and Law Reforms. Selon le réseau Voltaire, le NED rémunérait les cadres de Kmara et Pora ! durant les révolutions colorées à hauteur de 3000 dollars par mois. La logistique de crise (tentes, repas gratuits) des manifestants participant à des sit-in aurait aussi été prise en charge par ce programme. Le NED alimente lui-même directement deux leviers : l'un républicain, l'International Republican Institute (IRI) présidé par le sénateur américain John McCain, l'autre démocrate, le National Democrat Institute (NDI) présidé par Madeleine Albright. Leur mission est de soutenir les partis libéraux proaméricains dans les pays « en transition » postsoviétique. Le NDI finance notamment l'European Network of Election Monitoring Organizations, un collectif d'associations d'Europe centrale. L'association ukrainienne Committee of Voters fait partie de ce collectif. Ce sont le NDI et l'IRI, avec Freedom House, qui ont financé les déplacements dans toute l'Ukraine des 1000 membres de cette ONG locale, observateurs durant les élections.

DES SOURCES NON ETATIQUES

La Fondation Soros (du financier américain George Soros). L'un des leviers de la Fondation Soros est l'Open

Society Institute qui a financé la « presse indépendante » et les mouvements Kmara, Pora ! et Kel-Kel. À Kiev, le 17 février 2002, dans le cadre de la Fondation Soros, Madeleine Albright invite les représentants de 280 ONG d'Ukraine à contester le pouvoir en place.

La Freedom House, créée par le président Roosevelt pour préparer l'opinion américaine à l'entrée des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale, soutient l'ensemble des causes américaines (Tchétchénie, Chine, etc.). Dirigée par un ancien directeur de la CIA et très active en Géorgie comme en Ukraine, cette ONG a financé la formation donnée aux cadres de Kmara par Optor, le mouvement d'activistes serbes anti-Milosevic, dans le Centre pour la révolution non violente de Belgrade, lui-même financé par la Fon dation Soros. Freedom House administre également l'Initiative de coopération Pologne-Amérique-Ukraine (PAUCI), laquelle reçoit des millions de dollars de l'USAID.

Dans les trois révolutions colorées, les sondages « sortie des urnes » (Institut Socis et Centre Razumkov pour l'Ukraine ; ISFED et Roustavi 2 pour la Géorgie) ont fourni à l'opposition la base de la contestation ; or, ils étaient intégralement financés par les Américains, par le biais du NED, de Freedom House ou de la Fondation Soros.

POUR CONTRÔLER L'EURASIE

Pourquoi l'Amérique a-t-elle voulu des révolutions politiques dans la périphérie ex-soviétique ? Les réponses

sont géopolitiques. Le contrôle de l'Eurasie et le contrôle du pétrole (voir pages 62-67) en sont les deux principales causes. Selon Zbigniew Brzezinski, « l'Eurasie reste l'échiquier sur lequel se déroule la lutte pour la primauté mondiale [...] qui conque contrôle ce continent, contrôle la planète » (*Le Grand Échiquier*) : le but de l'Amérique, depuis la fin de la guerre froide, est de refouler la Russie et de contenir la Chine. Depuis 1990, les Américains ont ainsi fait « glisser » les frontières de l'Otan à l'est. Les pays d'Europe centrale et les pays Baltes ont été intégrés. L'objectif maintenant est d'intégrer l'Ukraine, la Géorgie, l'Azerbaïdjan et sans doute, plus tard, les États musulmans de l'ex-URSS dans l'Alliance atlantique. Les révolutions colorées sont le préalable nécessaire puisque la condition à l'intégration est que les pays cibles en affichent la volonté.

Le contrôle de l'Ukraine

Sans l'Ukraine, la Russie perd une part conséquente de sa puissance. On peut même affirmer que son statut de puissance mondiale, en plus de son statut de puissance européenne, deviendrait très discutable. Avec un peu moins de 50 millions d'habitants, l'Ukraine représente tout de même le tiers du poids démographique de la Fédération de Russie. C'est le berceau de la Moscovie. Historiquement, Ukraine et Russie sont consubstantielles (les Russes ne parlent jamais du peuple frère polonais mais ils parlent du peuple frère ukrainien). L'Ukraine offre à la Russie un débouché sur la mer Noire, donc sur la

Méditerranée (ouverture sur les mers chaudes).

Contrôler l'Ukraine, c'est aussi contrôler l'isthme baltique qui relie la mer Baltique à la mer Noire. Tout ceci explique que l'Ukraine soit depuis plus de trois siècles sous la tutelle de Moscou et que ce pays est beaucoup plus important pour les Russes que ne le sont le Caucase et l'Asie centrale – qui d'ailleurs s'intéressent d'autant plus à la Russie que celle-ci maintient son attache à l'Europe, laquelle passe par l'Ukraine ! Une Ukraine tournant le dos à Moscou pousserait aussi la Biélorussie à regarder davantage vers la Pologne et les pays Baltes. On voit donc que les conséquences géopolitiques d'une perte de l'Ukraine se feraient sentir pour Moscou de l'Asie centrale jusqu'à la Biélorussie.

L'objectif de Moscou est de constituer une entente politique et économique entre la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan et l'Ukraine, sans laquelle l'ensemble ne peut avoir de cohérence. Moscou dispose d'atouts solides pour maintenir les liens avec Kiev : toute la partie est et sud russophone peut faire sécession et se rattacher à la Russie, rejoignant du même coup les 15 millions d'Ukrainiens qui y vivent. Les deux tiers des échanges commerciaux de l'Ukraine se font avec la Russie. Enfin, plus de 60 % des apports énergétiques de l'Ukraine viennent de Russie ou passent à travers le territoire de celle-ci. Si, aujourd'hui, plus de 80 % des hydrocarbures qu'ils exportent vers l'Union européenne traversent le territoire ukrainien, les Russes pourront contourner celui-ci, *via* la Pologne ou la Biélorussie, ou grâce au nouveau gazoduc nord-européen

qui relie la Russie et l’Allemagne *via* la Baltique ; ils peuvent également utiliser le prix du gaz comme une arme de pression sur l’Ukraine.

Le contrôle du Caucase

Le Caucase, région comprise entre la mer Noire et la mer Caspienne, est une zone stratégique pour la Russie : c’est une zone traditionnelle de projection vers le Moyen-Orient (monde arabe, iranien et turc) ; c’est un couloir de circulation entre deux espaces eux-mêmes stratégiques, l’Ukraine et l’Asie centrale ; il existe un lien entre la géopolitique des États du Caucase occidental et celle des peuples caucasiens de la Fédération de Russie ; le Caucase s’insère dans la problématique de l’arc islamique eurasiatique qui s’étend de l’Asie centrale jusqu’aux Balkans ; enfin, le Caucase fait partie intégrante de la problématique des routes d’évacuation des hydrocarbures russes, caspiens et d’Asie centrale. En tentant de contrôler la Géorgie et de l’intégrer à l’Otan, les Américains cherchent à développer ainsi un axe stratégique Est-Ouest (Turquie/Géorgie/ Azerbaïdjan) s’opposant à l’axe Nord-Sud (Russie/ Arménie/Iran).

Le contrôle de l’Asie centrale

Hormis la question énergétique, le contrôle de l’Asie centrale est utile aux Américains dans leur stratégie antichinoise comme dans leur stratégie antirusse. Quant

aux Russes, ils y poursuivent trois grands objectifs géopolitiques : contrôler le Kazakhstan, immense territoire tampon face à l'Asie centrale et à la Chine ; empêcher l'Asie centrale de constituer une alter native énergétique à la Russie pour les Européens et les Américains ; tenter de conserver des positions sur les anciennes frontières de l'URSS (Tadjikistan, Kirghizstan).

DES TULIPES À L'ODEUR DE PÉTROLE

Après le 11 septembre 2001, les Américains décident d'attaquer l'Afghanistan. Ils obtiennent la possibilité en 2002, avec l'accord du président Poutine, d'établir au Kirghizstan (à Manas) une base aérienne (1000 hommes en 2008). Mais, sous le président Akaiev, la petite république musulmane indépendante est, avec le Kazakhstan et la Biélorussie, l'un des pays les plus disciplinés de la Communauté des États indépendants. Moscou en assure la sécurité en y maintenant des gardes frontières et soutient Bichkek contre les revendications de Tachkent (Ouzbékistan) qui lorgne sur des enclaves peuplées majoritairement d'Ouzbeks. Le pays a retrouvé son nom russe (Kirghizie) et envisage de reconnaître la double nationalité des Russes du pays.

En février 2005, Akaiev refuse aux Américains le stationnement d'avions Awacs de surveillance.

Assortis d'avions ravitailleurs et d'Awacs, les F-16 américains pourraient alors faire bien plus que la chasse aux terroristes d'Asie centrale : ils pourraient constituer

une menace réelle aussi bien pour la Chine (à 200 km seulement de Manas) que pour la Russie (la Sibérie occidentale n’est qu’à 1000 !km, ce qui est peu pour un F-16) ou l’Iran (1200 !km environ). La « révolution des tulipes » éclate un mois après.

L’UKRAINE, UNE VOIE VERS LA MÉDITERRANÉE

Moscou a reconnu la souveraineté ukrainienne sur toute la Crimée y compris Sébastopol, un port important, en échange de la location à la Russie de 80 % de sa base navale : les baies de Sevastopolskaya et Yghnaya en totalité, celle de Karantinnaya en mouillage commun. En 1997, Moscou et Kiev ont conclu un accord pour vingt ans. Mais l’objectif des Américains est de « sortir » les Russes et d’« otaniser » ainsi complètement la mer Noire. Aussi soutiennent-ils par exemple le particularisme des Tatars de Crimée (peuple d’origine turque, déporté par Staline en 1944) pour faire pression contre la présence russe à Sébastopol, ou bien essaient-ils d’organiser des manœuvres navales en mer Noire associant les Ukrainiens à des flottes de l’Otan. En mai 2008, le président Iouchtchenko a signé un décret demandant au gouvernement de préparer une loi sur la « cessation dès 2017 des accords internationaux qui font de Sébastopol le port d’attache de la marine russe en mer Noire ». La Russie a réagi en déclarant qu’elle resterait au-delà de 2017… En 2010, peu après son élection, le président Ianoukovitch a prolongé le bail de 25 ans : les Russes resteront à

Sébastopol.

RÉVOLUTION AVORTÉE EN OUZBÉKISTAN

L'Ouzbékistan est contrôlé depuis son indépendance en 1991 par Islam Karimov, ancien secrétaire général du Parti communiste, réélu deux fois (2000 et 2007) sans opposant significatif et avec extension de mandat à chaque fois. Dans la décennie 1990, l'Ouzbékistan ambitionne de devenir le géant de l'Asie centrale (c'est le pays le plus peuplé avec 24 millions d'habitants) et tente de jouer la carte américaine pour contrebalancer le poids des Russes dans la région. Dans les années 2002-2004, les néoconservateurs américains saluent même les évolutions démocratiques (pourtant inexistantes) du régime autocratique ; avec le feu vert de Washington, la BERD et le FMI aident alors le pays. Mais l'Ouzbékistan a rejoint le Groupe de Shanghai (la collaboration sino-russe en Asie centrale) dès juin 2001, et un tournant décisif est pris le 17 juin 2004 lorsque le sommet du Groupe de Shanghai se tient à Tachkent. Russes et Ouzbeks y concluent un traité de sécurité militaire et de coopération en matière énergétique. L'année 2005 va confirmer le retour de l'Ouzbékistan vers le « grand frère » russe. En mars, Karimov, échaudé par les révolutions de Géorgie et d'Ukraine, assiste inquiet à la « révolution des tulipes » chez le voisin kirghize. Réalisant le danger pour son régime, il réagit avec vigueur. Le 13 mai 2005, à Andijan, dans la vallée de la Ferghana (où les islamistes sont puissants, mais aussi les ONG

américaines), les forces de l'ordre tirent à la mitrailleuse sur la foule, faisant plus de 500 morts. Tachkent dénonce une collusion entre islamistes et intérêts américains. La révolution colorée avorte. Tachkent expulse les ONG américaines, sœurs de celles implantées au Kirghizstan. Le 5 juillet 2005, au sommet du Groupe de Shanghai qui se tient à Astana (Kazakhstan), les gouvernements ouzbek, kirghize et tadjik, soutenus par Vladimir Poutine, demandent la fermeture des bases militaires américaines se trouvant sur leur territoire. En promettant de payer plus cher leur location, les Américains parviennent à dissuader les gouvernements kirghize et tadjik, mais Tachkent ne cède pas. La base de Karchi Khanad, utile pour les opérations d'Afghanistan, est fermée le 1er août 2005 (mais les Allemands restent en Ouzbékistan). Islam Karimov signe alors un traité d'alliance militaire avec la Russie en bonne et due forme.

Brèves

ENTRE L'OTAN ET LA RUSSIE

4 janvier 2004

Mikhaïl Saakachvili, pro-occidental, meneur de la « révolution des roses » de novembre 2003, est élu président de la Géorgie.

Novembre 2004

« Révolution orange » en Ukraine.

22-23 mai 2006

À Kiev (Ukraine), le sommet Géorgie-Ukraine-Azerbaïdjan-Moldavie institutionnalise l'Organisation pour la démocratie et le développement économique (GUAM) et annonce la création d'une zone de libre-échange.

3 avril 2008

Sommet de l'Otan à Bucarest : malgré les souhaits des États-Unis, l'Ukraine et la Géorgie devront attendre pour poser leur candidature officielle à l'organisation, la France et l'Allemagne s'étant opposées à une candidature

immédiate. Mais les dirigeants de l'Otan prennent l'engagement de les accueillir à plus long terme.

16 mai 2008

Soutenue fortement par les États-Unis, l'Ukraine devient le 152e membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), avant la Russie donc.

Août 2008

L'Ukraine tente d'interdire aux navires russes de la flotte de la mer Noire engagés contre la Géorgie de revenir à Sébastopol.

Février 2010

Élection de Viktor Ianoukovitch à la présidence de l'Ukraine. Fin de l'« atlantisme » ukrainien.

Les dessous de la guerre russo-géorgienne

La guerre éclair russo-géorgienne d'août 2008 n'a pas éclaté par hasard. Elle est, d'une part, le résultat d'une situation héritée de l'explosion de l'Union soviétique en 1991 et, d'autre part, l'aboutissement d'une montée croissante de la tension entre Ossètes et Géorgiens. Elle a mis l'Occident devant une évidence : la Russie ne restera plus les bras croisés devant les tentatives de déstabilisation de son empire.

En juillet 2008, la Géorgie et la Russie s'accusent mutuellement d'agression et de survols militaires. Le 10 juillet, la Géorgie menace de prendre des mesures unilatérales pour forcer les soldats de la paix russes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud à se retirer. Le 1er août, des tirs géorgiens font sept morts en Ossétie du Sud. Dès le 3 août, la Russie avertit qu'elle sera contrainte à une réaction de grande envergure si Tbilissi ne cesse pas ses violences contre la population civile ossète et si Washington ne raisonne pas les Géorgiens. Cette menace est clairement répétée le 5 août. Mais à ce moment, les Occidentaux ne semblent absolument pas se préoccuper des provocations géorgiennes, ni prendre la mesure des représailles russes que celles-ci peuvent entraîner. Peut-être feignent-ils d'ailleurs de ne pas voir pour mieux accuser ensuite…

Le 7 août s'achèvent sur le territoire géorgien des manœuvres militaires communes États-Unis/Géorgie,

baptisées « Immediate response », manœuvres auxquelles participent des instructeurs et mille soldats américains venus des bases de Vicenza (Italie) et de Kaiserslauten (Allemagne). Dans la nuit même du 7 au 8 août, fort d'un budget militaire en très forte augmentation depuis 2004 et de l'appui américain, le président Saakachvili lance son armée sur Tskhinvali (capitale d'Ossétie du Sud) et y déclenche une vaste opération d'épuration ethnique contre les Ossètes. Face aux pertes ossètes (sans doute de l'ordre de 2 000 morts et ceci en seulement trois jours) et même russes (47 soldats de la force de paix russe tués), la Russie n'a alors pas d'autre choix que de contre-attaquer. Ses avertissements à Tbilissi ainsi qu'à Washington et Bruxelles n'ont servi à rien. L'empire russe peut-il laisser sans protection les Ossètes, ce qui serait interprété comme un signal de faiblesse par tous les peuples non russes de la Fédération ?

D'ailleurs, les fondements historiques du conflit rappellent que les Russes sont les protecteurs et non les agresseurs. Dès la disparition de l'URSS, les Ossètes du Sud comme les Abkhazes n'ont eu de cesse de vouloir recouvrer leur indépendance et de rompre mariage forcé dans lequel le Géorgien Staline les avait enfermés. À ces fondements historiques, qui, étrange ment, font de Washington et de ses alliés les défenseurs de l'héritage géopolitique de Staline (des frontières de républiques volontairement artificielles de manière à casser les réalités nationales), il faut ajouter les enjeux géopolitiques post -soviétiques. Depuis 1990, les États-Unis ont œuvré au

déplacement des frontières orientales de l'Otan jusqu'à la Russie et ils rêvent même de le faire jusqu'aux confins de l'Asie centrale ex-soviétique, à l'ouest de la Chine (tentative de révolution au Kirghizstan en 2005).

En avril 2008, trois mois avant l'éclatement de la guerre russo-géorgienne, la France et l'Allemagne ont refusé d'accorder le statut de candidat officiel à l'adhésion à l'Otan que réclamaient Tbilissi et Kiev, mais ils ont toutefois laissé l'organisation prendre l'engagement d'accueillir les deux pays à plus long terme. Conscient des réticences de certains pays européens face à l'élargissement de l'Otan, le président géorgien a sans doute tenté, avec l'appui des Amé -ricains, un coup de poker : reprendre le contrôle des régions séparatistes de manière à proposer à l'Otan un territoire complètement « réunifié ».

La guerre radicalise d'ailleurs la position de Berlin qui s'aligne alors complètement sur Washington et déclare le 17 août 2008 que la Géorgie sera membre de l'Otan, quoi qu'il advienne. La France, qui préside à ce moment l'Union européenne, se montre cependant plus prudente et soucieuse de ménager la Russie.

La guerre révèle également le caractère hautement stratégique des positions navales russes en Ukraine ; grâce à sa présence dans les ports de Crimée, non seulement la Russie peut se projeter en Méditerranée, mais elle peut bombarder le Caucase occidental. Les navires russes ont en effet pu instaurer un blocus maritime de la Géorgie afin de

bloquer d'éventuels approvisionnements maritimes américains. Cependant, le 10 août 2008, Tbilissi, soutenu par Washington, menace d'interdire aux navires de la flotte russe l'accès à Sébastopol, leur port d'attache.

Les hydrocarbures entrent aussi en ligne de compte. La construction de l'oléoduc BTC (*cf.* encadré, page 101) a permis aux Américains de développer des voies de contournement aux « pipes » russes, mais la guerre russo-géorgienne d'août 2008 a prouvé que les Russes tenaient à ne pas déstabiliser le marché mondial du pétrole. Contrairement aux accusations lancées par la Géorgie (d'ailleurs démenties par British Petroleum, ce qu'aucun média occidental, là encore, n'a souligné), ils n'ont jamais bombardé le BTC. Celui-ci était interrompu au moment du conflit à la suite d'une attaque des séparatistes kurdes dans l'est de la Turquie. En revanche, dès le 9 août, les Géorgiens ont réduit de 30 % le volume des livraisons à l'Arménie de gaz russe transitant par son territoire. Là encore, quasiment aucun média occidental n'a eu l'objectivité de reconnaître que le chantage gazier n'avait pas été utilisé par Moscou, mais bien par le camp américano-géorgien.

LA BOÎTE DE PANDORE DES SÉPARATISMES

La guerre russo-géorgienne est aussi la conséquence directe de l'indépendance du Kosovo, proclamée unilatéralement le 17 février 2008. En acceptant de remettre en cause des frontières reconnues par les Nations

unies, les Occidentaux ont ouvert la boîte de Pandore des séparatismes, d'autant que les Ossètes et les Abkhazes (qui, par référendum, avaient voté à plusieurs reprises massivement pour leur indépendance) ont plus de légitimité à vouloir faire de leur territoire historique un État indépendant que n'en avaient les immigrés albanais du Kosovo à s'arroger le droit de transformer le berceau historique de la Serbie en un deuxième État albanais. Et le 26 août 2008, la Russie a reconnu l'indépendance des deux nouveaux États.

Moscou sort non seulement vainqueur militairement du conflit, mais aussi politiquement. Depuis août 2008, le monde sait désormais que la Russie ne cédera plus d'un pouce à l'Amérique dans le grand jeu eurasiatique.

En septembre 2009, la Russie signe avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud des accords lui permettant de maintenir pendant quarante-neuf ans des bases militaires dans ces deux pays qu'elle a réconnus préalable ment reconnus. Un an plus tard, Rosneft, le premier groupe pétrolier russe, annonce qu'il va explorer le plateau continental en Abkhazie.

La guerre du pétrole et du gaz a commencé

Afin de retrouver son statut de grande puissance capable de faire contrepoids aux États-Unis, la Russie joue la carte du pétrole et du gaz. Les réserves dont regorge son sous-sol lui permettent en effet d'offrir aux nouveaux géants asiatiques, mais aussi à l'Europe, la possibilité d'échapper à la dépendance d'un Moyen-Orient verrouillé par les Américains. Ces derniers n'ont évidemment pas manqué de s'en apercevoir…

LE CŒUR ÉNERGÉTIQUE DE L'EURASIE

La Russie, qui a été premier producteur mondial de pétrole dans les années 1980, avait vu sa production s'effondrer en 1990. Mais depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au Kremlin, elle a largement redressé sa production et est aujourd'hui le deuxième producteur derrière l'Arabie saoudite. Elle possède environ 6 % des réserves prouvées de pétrole, mais son territoire a été peu prospecté et son potentiel est sans doute bien plus considérable. Ses réserves prouvées de gaz sont les premières du monde (30 %), ce qui la rend dès lors incontournable sur ce marché. Sans oublier que ses réserves de charbon restent également très importantes : un quart des réserves mondiales, ce qui, en équivalent énergétique, égale 85 % des réserves mondiales de pétrole !

La Russie est donc bien le cœur énergétique de l'Eurasie ; elle est le contrepoids le plus important à la toute-puissance du Moyen-Orient islamique (Arabie Saoudite, Irak, Iran, émirats du Golfe) qui, à lui seul, concentre les deux tiers des réserves mondiales de pétrole et plus du tiers des réserves de gaz (comme la Russie).

Qui a besoin de l'énergie russe ? L'Union européenne d'abord, laquelle achète à la Russie la moitié de son gaz et 20 % de son pétrole. Les Asiatiques ensuite : Japonais, Chinois, Indiens, Coréens du Sud qui, par les routes terrestres du pétrole et du gaz (oléoducs et gazoducs), consomment chaque année davantage d'hydrocarbures tirés du sous-sol russe. En 2020, la Russie aura très certainement réorienté une large partie de ses exportations de gaz et de pétrole vers l'Asie-Pacifique.

L'énergie est le levier du redressement de la puissance russe. Vladimir Poutine a mûrement réfléchi à sa stratégie énergétique lorsqu'il terminait un doctorat sur ce thème à Saint-Pétersbourg. La rente que constitue l'exportation des hydrocarbures doit permettre à l'État de reconstruire la puissance économique, diplomatique et militaire de la « Sainte Russie ». Les États clients, à l'ouest, au sud et à l'est, seront d'autant plus dépendants de cette énergie que celle-ci leur permettra de desserrer la double étreinte de la dépendance islamique et américaine ; car, non seulement les Américains, depuis la guerre d'Irak, ont renforcé leur contrôle des hydrocarbures du Moyen-Orient, mais en plus, grâce à leur formidable flotte de guerre, ils dominent les routes océaniques et donc l'acheminement des barils de

brut vers l'Europe, le Japon, la Chine et l'Inde. Si l'Amérique veut affaiblir la Russie en l'encerclant, c'est parce qu'en étendant sur toute l'Eurasie des routes terrestres du pétrole et du gaz, la Russie contribue elle-même à affaiblir l'hégémonie de la thalassocratie américaine sur le monde. Ainsi, parce qu'elle se montrera capable, dans les décennies à venir, de rester indispensable à de nombreuses nations, la Russie pourra conserver son statut de puissance mondiale. Tel est le calcul de l'équipe de Poutine et Medvedev.

Afin de développer la dynamique rente/dépendance, le Kremlin a d'abord agi à l'intérieur de la Russie, de façon à restructurer son secteur énergétique. Il a commencé par briser les oligarques qui s'étaient emparés des ressources pour une « bouchée de pain », à la faveur de l'effondrement soviétique. La chute de Mikhaïl Khodorkovski et, donc, le démantèlement de Ioukos, a favorisé l'émergence de deux champions nationaux : Gazprom (gaz) et Rosneft (pétrole). Parallèlement, le Kremlin est parti à la reconquête de concessions pétrolières bradées à l'étranger, du temps de l'ultralibéralisme eltsinien. Ce nationalisme pétrolier a obtenu des résultats spectaculaires, sans pour autant altérer les mécanismes fondamentaux du marché ni ramener la Russie à l'ère soviétique.

DIVERSIFICATION DES ROUTES DE L'ÉNERGIE

À l'extérieur, l'action a été menée dans plusieurs

directions. La guerre du gaz avec la Biélorussie et l'Ukraine a forcé les « frères slaves » à admettre qu'ils devaient payer le gaz russe à un prix plus proche du marché (ils bénéficiaient jusqu'alors du prix soviétique). Par voie de conséquence, les menaces de fermeture du robinet gazier ont rappelé aux Européens de l'Ouest qu'ils devaient manœuvrer avec précaution avec Moscou, surtout à propos de l'Ukraine (voir page 90).

Dès le début des années 1990, la Russie a été confrontée à un problème : les Occidentaux, Américains en tête, cherchaient à tracer des routes pour évacuer les hydrocarbures de l'Asie centrale et de la Caspienne qui n'emprunteraient plus les vieux tuyaux soviétiques. Les Européens, avec Nabucco, et les Anglo-Américains, avec le Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC, voir encadré), menacent la stratégie qui consiste à faire de la Russie le cœur des dispositifs énergétiques et leur voie de passage incontournable. Par ailleurs, les pays d'Asie centrale, riches de leur gaz (comme le Turkménistan) ou de leur pétrole (comme le Kazakhstan), ont développé des routes, vers l'ouest pour vendre à l'Occident, vers l'est pour vendre à la Chine. Tout en restant politiquement, voire stratégiquement (dans le cas du Kazakhstan), tournés vers Moscou, et craignant l'Amérique et les révolutions colorées que celle-ci favorise, les nouveaux États indépendants d'Asie centrale n'entendent pas être soumis à la politique énergétique russe. Ils s'emploient à diversifier leurs clients et les routes empruntées par l'énergie qu'ils exportent.

La « guerre » du pétrole et du gaz est donc bien l'une des

dimensions de l'affrontement entre Moscou et Washington. Dans ce cadre, Russes et Chinois se rapprochent de plus en plus, les seconds apparaissant comme les clients naturels des premiers. Quant aux Européens, leur tentation de l'ingérence « démocratique » devrait être modérée par une réalité : ils ont davantage besoin de l'énergie russe que les Russes n'ont besoin d'eux. La gigantesque Asie (Chine, Inde, Japon, Corées, etc.), elle, ne rêve que de tuyaux russes…

L'ALLIANCE ITALO-RUSSE QUI DÉRANGE WASHINGTON

Long de 3600 km, le gazoduc South Stream doit alimenter en gaz russe toute l'Europe occidentale, notamment la Grèce et l'Italie. Concurrent du projet Nabucco (que l'on dit européen en ce sens qu'il contournerait la Russie mais qui est soutenu par les États-Unis) qui doit entrer en service autour de 2015, South Stream est né d'une alliance entre le géant russe Gazprom et l'italien ENI. Il associe la Slovénie, la Croatie, la Serbie, la Bulgarie, la Hongrie et l'Autriche.

Certains analystes italiens analysent les ennuis de Silvio Berlusconi, ennuis à répétition à partir de l'automne 2009, comme la sanction américaine aux efforts que le *Cavaliere* a déployés durant l'été 2009 pour convaincre la Turquie de laisser passer le gazoduc sous ses eaux territoriales, en mer Noire. Car Washington compte fermement sur les Turcs pour faire obstacle au projet italo-russe. Las d'attendre,

Poutine a annoncé en avril 2011 qu'il était prêt à faire liquéfier le gaz naturel (le transformer en GNL) afin de contourner le problème turc.

LE BTC QUI CONTOURNE LA RUSSIE

Le 25 mai 2005, les présidents de la Turquie, de la Géorgie, de l'Azerbaïdjan et du Kazakhstan, ainsi que le secrétaire américain à l'énergie et le commissaire européen à l'énergie, ont conjointement inauguré l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) lequel, sur 1765 km, va de la mer Caspienne (Bakou) jusqu'à la Méditerranée (Ceyhan, en Turquie). Le projet, achevé le 13 juillet 2006, fut lancé en 1994 par un consortium piloté par British Petroleum et financé par la Banque mondiale, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd) et les États-Unis. Le 16 juin 2006, le Kazakhs tan a signé un accord de participation au BTC : des supertankers emporteront le brut extrait du gisement géant de Kashagan jusqu'à Bakou, où le pétrole empruntera alors le tuyau. À l'avenir, le Kazakhstan (qui exporte déjà vers la Russie et la Chine) pourrait construire un oléoduc enfoui sous la Caspienne pour se raccorder directement au BTC ; mais la Russie et l'Iran, riverains de la Caspienne, ont tout intérêt à objecter des raisons écologiques pour s'y opposer.

Brèves

LE RECOUVREMENT DES RESSOURCES NATIONALS

9 octobre 2006

Gazprom annonce qu'il exploitera seul le gisement géant de Chtokman (mer de Barents), sans y associer les majors occidentales (dont Total), contrairement à ce qui avait été prévu avant l'ère Poutine. Alors que le projet initial destinait le gaz aux Américains (acheminé sous forme liquéfiée par méthaniers), les Russes décident de le réorienter vers l'Union européenne. Dans ce but, Gazprom annoncera le 12 juillet 2007 que Total sera réintégré au consortium.

21 décembre 2006

Gazprom annonce une prise de participation majoritaire dans le projet Sakhaline-2 (gaz et pétrole dans l'Extrême-Orient russe). Le pétrolier Shell (jusqu'alors actionnaire à 55 %) ainsi que les japonais Mitsui et Mitsubishi diminuent leurs parts de moitié. Moscou invoque le non-respect de l'environnement pour justifier la récupération d'une partie de ses ressources.

L’axe Moscou Téhéran du chaud au froid

La Russie et l’Iran ont toujours eu des intérêts géopolitiques communs, même si ceux-ci ont été mis en sommeil après la Seconde Guerre mondiale. Mais Vladimir Poutine a su renouer avec Téhéran des relations privilégiées. Ce qui a permis à Moscou de jouer un rôle modérateur dans le conflit qui oppose l’Iran islamique à l’Occident. En 2010, Dmitri Medvedev a toutefois affiché ses distances.

Avant la révolution islamique chiite de 1979, l’Iran est allié aux États-Unis et donc éloigné de Moscou. L’ayatollah Khomeiny adopte, lui, une position médiane : « Ni à l’est, ni à l’ouest ». La fin de la guerre Irak-Iran en 1988 et, un an plus tard, le retrait soviétique d’Afghanistan et la disparition de Khomeiny (suivie de l’élection à la présidence du pragmatique Hachemi Rafsandjani) sont les trois causes essentielles de l’accélération du rapprochement russo-iranien. Pour les Russes, l’effondrement de l’URSS et la redistribution des cartes en Asie centrale et dans le Caucase imposent de considérer l’Iran comme un pôle de contrepoids au fondamentalisme sunnite. Mais, sous la présidence de Boris Eltsine, les Russes ne veulent pas heurter les Américains. En juin 1995, le Premier ministre russe Viktor Tchernomyrdine et le vice-président américain Al Gore signent un accord selon lequel la Russie s’engage à ne pas vendre d’armes et à

ne plus fournir d'assistance technique à l'Iran pour les cinq ans à venir. Israël, qui fustige l'aide à Téhéran dans le domaine nucléaire (en 1995, Tel-Aviv soutient que cette aide fera de l'Iran une puissance nucléaire militaire dès 1998), joue un rôle déterminant dans cet accord.

En 2000, l'arrivée de Vladimir Poutine remet en cause cet accord et relance les ventes d'armes à l'Iran (avions, chars, défense antiaérienne, missiles). L'engagement que Moscou avait pris en février 1995 d'achever la construction de la centrale nucléaire de Bouchehr (un chantier lancé par le shah d'Iran au début des années 1970 avec l'Allemand Siemens, mais stoppé par la Révolution islamique en 1979 et très dégradé entre 1984 et 1988 par des bombardements irakiens) est réactivé. En décembre 2001, la vente de missiles par Moscou à Téhéran est vue comme la volonté des Iraniens de protéger leurs sites stratégiques, dont la centrale de Bouchehr.

Mais, dans un contexte de pression occidentale sur l'Iran à propos de son programme nucléaire (qui vise officiellement des fins civiles), la Russie ne semble pas pressée de terminer les travaux. Son intérêt est de maintenir la coopération avec l'Iran, pour éviter que la Chine ou la Corée du Nord ne prennent sa place, sans pour autant trop heurter les Américains. Tant que la centrale de Bouchehr n'est pas achevée, la Russie peut jouer un rôle de modérateur de l'Iran et de médiateur entre celui-ci et l'Occident. En décembre 2005, Moscou propose ainsi à l'Iran de convertir sur son sol l'uranium nécessaire au fonctionnement de ses centrales nucléaires. Téhéran

refuse, au nom de son « indépendance énergétique ». La Russie rêve de devenir, pour les pays désireux de développer un programme nucléaire civil, aussi incontournable dans le domaine de l'énergie nucléaire qu'elle l'est dans le domaine des hydrocarbures (surtout du gaz). Le 14 février 2006, le chef de la diplomatie iranienne annonce la fin de la construction de la centrale et l'attente du combustible nucléaire que la Russie doit fournir. Quelques jours plus tard, les Russes déclarent que le premier réacteur ne fonctionne toujours pas.

Dans le domaine des hydrocarbures, une alliance Moscou-Téhéran pèserait 17,6 % des réserves prouvées de pétrole et 40,9 % des réserves de gaz. Le 13 juillet 2008, bénéficiant du retrait des pétroliers européens (dont Total), le russe Gazprom a conclu avec l'Iran un accord de coopération pour le développement des champs gaziers et pétroliers de l'Iran.

DE NOMBREUX INTÉRÊTS COMMUNS

Les deux pays sont encerclés stratégiquement par les États-Unis. La Russie a vu l'Otan progresser jusqu'à ses frontières en intégrant les pays Baltes et en menaçant d'intégrer l'Ukraine et la Géorgie. En Asie centrale, les Américains sont en Afghanistan et au Kirghizstan. Quant à l'Iran, l'encerclement est encore plus grave : Turquie, Irak, Afghanistan, Azerbaïdjan, pays arabes du Golfe (Koweït, Bahreïn, Arabie Saoudite).

Les deux pays ont les mêmes intérêts caspiens. Ils se

trouvent du même côté dans le débat sur le statut juridique de la Caspienne et s'opposent aux nouveaux États riverains.

Téhéran et Moscou sont tous deux menacés par le fondamentalisme sunnite. Les séparatistes tchétchènes n'ont pas pu compter sur les Iraniens dans leur conflit avec les Russes. Dans le conflit qui a déchiré le Tadjikistan au début des années 1990, l'Iran a joué un rôle modérateur face aux tendances religieuses radicales qui s'opposaient à Moscou.

L'Arménie est un trait d'union entre la Russie et l'Iran, et l'on peut parler d'un axe Moscou/Erevan/Téhéran. Pour désenclaver la province azérie du Nakhitchevan et la « recoller » au territoire de l'Azerbaïdjan, les Américains aimeraient découper une bande de 30 km de large le long de la frontière entre l'Arménie et l'Iran. Mais cette modification des frontières couperait l'axe Moscou/Erevan/Téhéran : Russes et Iraniens ont donc une vision commune de la question arménienne (y compris sur le Haut-Karabakh).

LA CASPIENNE : UNE MER OU UN LAC ?

La Russie et l'Iran soutiennent le statut de lac pour la Caspienne et s'appuient sur trois traités signés entre les deux pays : celui du 21 février 1828 qui définit la Caspienne comme un lac non délimité territorialement et soutient la liberté de navigation pour les deux contractants (la Russie et la Perse étaient, à l'époque, les seuls États bordant cet

espace maritime) ; le traité d'amitié soviéto-perse du 26 février 1921 et le traité de commerce et de navigation entre l'URSS et l'Iran du 25 mars 1940. En affirmant la liberté de navigation, ces traités écartent *de facto* toute division de la Caspienne. Mais les trois nouveaux riverains de la Caspienne (Azerbaïdjan, Turkménistan et Kazakhstan) plaident, eux, pour la caducité des traités russo-iraniens et veulent faire reconnaître la Caspienne comme une mer, ce qui entraînerait l'application du droit de la mer de 1982 et donc la délimitation de zones territoriales. Or, une telle délimitation léserait la Russie et l'Iran dont le littoral est peu étendu et qui verraient leur accès aux richesses pétrolières et gazières du « lac caspien » se réduire.

Brèves

DES LIENS QUI RESTENT FORTS

18 mars 2010

Vladimir Poutine annonce que la centrale nucléaire de Bouchehr entrera en fonctionnement à l'été 2010.

Septembre 2010

Dmitri Medvedev annule la vente du système de missiles antiaériens sophistiqué S-300 (mais aussi l'exportation de blindés, de navires, d'avions et d'hélicoptères de combat) à l'Iran en invoquant l'application de la résolution 1929 du Conseil de sécurité de l'ONU (9 juin 2010). Plusieurs observateurs voient dans la décision de Moscou la volonté de « punir » son partenaire iranien de son rapprochement avec la Turquie. Moscou semble aussi utiliser la carte iranienne comme une carte de négociation auprès de Washington, notamment à propos de la défense antimissiles.

Novembre 2010

La Russie serait passée par l'intermédiation du Venezuela et de la Biélorussie pour transférer des équipements radars à l'Iran. L'axe traditionnel

Moscou-Téhéran ne semble donc pas complètement éteint.

17 janvier 2011

La Russie réaffirme son amitié pour l'Iran. Les projets restent cependant au point mort.

26 février 2011

L'Iran annonce l'arrêt de sa centrale de Bouchehr.

En 2011, derrière les apparences, les liens entre Moscou et Téhéran restent forts et susceptibles d'être affichés à tout moment en cas de tension entre les Américains et les Russes. La Russie restera aussi sans doute jalouse de son influence face à la Chine, très intéressée par les hydrocarbures iraniens.

3

Amérique versus Chine

Introduction

La Chine, c'est aujourd'hui près d'un milliard et demi d'habitants et une croissance économique impressionnante. C'est aussi une puissance militaire et industrielle qui sait montrer sa force et qui envoie des astronautes dans l'espace. C'est enfin, et surtout, une très vieille civilisation qui, après les humiliations coloniales et une ère maoïste chaotique, entend retrouver son statut impérial en Asie et jouer un rôle de premier plan dans le reste du monde. Aussi la Chine sera-t-elle intraitable face aux séparatismes ouïgour ou tibétain et continuera de travailler au retour de Taïwan dans le giron de la mère patrie. Son poids politique, diplomatique et économique est évidemment une source d'inquiétude pour les États-Unis, qui font tout pour contrecarrer le rapprochement de Pékin et de Moscou. Mais la Chine doit jouer très finement, car ses ressources énergétiques sont limitées.

Une Civilisation qui entre Unie dans la mondialisation

Forte de son unité ethnique et civilisationnelle, la Chine est en train de devenir un acteur majeur de la mondialisation des échanges, avant d'en devenir peut-être le moteur. Et de ravir le premier rôle à l'Amérique.

L'identité chinoise est à la fois ethnique et civilisationnelle. Elle est ethnique parce que la Chine est d'abord le pays des Han, immense masse asiatique, fruit d'une dynamique d'unification de multiples groupes ethnolinguistiques caractérisés chacun par la spécificité du dialecte oral utilisé d'une province à une autre. Mais c'est aussi une civilisation parce que, depuis plus de deux mille ans, une langue écrite commune, la langue idéographique, domaine des mandarins et base même de l'État, est l'expression fondamentale des constructions impériales chinoises qui se sont succédé.

L'ABSORPTION DES DYNASTIES ÉTRANGÈRES

Or, en Chine, il y a un rapport original entre ethnie et civilisation. Car c'est précisément le fait que la langue écrite soit le pouvoir d'une minorité et la colonne vertébrale de l'État impérial qui a préservé la spécificité identitaire des provinces – et donc, globalement, l'unité ethnique du peuple chinois. En effet, unis politiquement par leur civilisation, les Chinois se sont très peu mélangés

entre groupes ethnolinguistiques, conservant ainsi la structure identitaire originelle des vieilles provinces. Chaque fois que l'empire s'est effondré ou s'est morcelé, il a pu se reconstituer pratiquement à l'identique, refaisant l'unité entre ses morceaux élémentaires et irréductibles. Pour cette raison également, les envahisseurs étrangers, Huns, Mongols et Mandchous, n'ont pu modifier sensiblement la masse identitaire des Han. Les Chinois, paysans sédentaires (issus de ces « Mésopotamies » formées par autant de grands fleuves fertiles en alluvions) plutôt que guerriers nomades, ont régulièrement abandonné le pouvoir à l'envahisseur, digérant ceux qu'ils sinisaient (les élites le plus souvent) pour mieux rejeter les autres. Toutes les dynasties étrangères, et notamment les deux dernières, mongols Yuan (1271-1368) et mandchous Qing (1644-1911), furent absorbées. Démographiquement, ces apports ne furent jamais assez importants pour modifier le socle ethnique de l'empire.

C'est donc forte de son unité ethnique et civilisationnelle que la Chine est en train de devenir un acteur majeur de la mondialisation des échanges, peut-être le moteur qui va remplacer l'Amérique.

À LA CONQUÊTE DE LA PLANÈTE MARS

La politique spatiale de Pékin est un véritable défi au leadership américain. La Chine a envoyé son premier homme dans l'espace en 2003. En 2008, trois taïkonautes (astronautes chinois), à bord de Shenzhou VII, ont pu

accomplir une sortie dans l'espace. Le 1er octobre 2010, Pékin a lancé sa deuxième sonde lunaire et, à l'automne 2011, Chinois et Russes envoient la première sonde chinoise vers la planète Mars. En février 2011, le Pentagone s'est ouvertement alarmé des armes spatiales chinoises, capables d'abattre des satellites et de brouiller des signaux.

10 % DU PIB MONDIAL DANS DIX ANS

La croissance de l'économie chinoise a presque toujours été à deux chiffres depuis le début des réformes (en 2007, elle était de 11,7 %). Le PIB a plus que décuplé en vingt-cinq ans. La Chine, qui a intégré l'OMC en 2001, s'est alors hissée au quatrième rang des économies mondiales derrière les États-Unis, le Japon et l'Allemagne. Elle représente 5 % du produit intérieur brut mondial et 25 % de celui de l'Asie. En 2020, l'ensemble Chine/Hong Kong/Taïwan devrait peser 10 % du PIB mondial. Dans dix ans, la moitié de la population de la Chine (soit 700 millions d'habitants), atteindrait un niveau de développement socio-économique comparable à celui de l'Occident. Sauf bouleversement géopolitique majeur (une guerre macrorégionale ou mondiale), la fin de l'ère de la triade États-Unis/Europe/Japon est annoncée. En février 2011, la Chine est devenue la deuxième économie du monde, devant le Japon. Elle avait déjà supplanté l'Allemagne au premier rang des exportateurs mondiaux en 2009.

Brèves

DES PAS DE GÉANT

20 mai 2006

Achèvement des travaux de génie civil du barrage des Trois-Gorges. Commencé en 1993 et situé sur le Yangzi dans la province du Hubei (centre), il doit produire 85 milliards de kWh par an et réguler les eaux du plus long fleuve du pays (6 360 km).

1er juillet 2006

Inauguration de la ligne de chemin de fer Pékin-Lhassa, longue de 4 561 km.

1er octobre 2009

Un défilé militaire grandiose est organisé à Pékin, à l'occasion du 60e anniversaire de la République populaire de Chine.

19 octobre 2009

La Chine entreprend de déplacer 330 000 personnes vivant dans les provinces du Henan et du Hubei pour construire un grand canal central devant acheminer les

eaux d'un affluent du Yangzi vers Pékin. En 2008, la capitale de la République populaire de Chine a consommé 3,5 milliards de m^3 d'eau.

4 mars 2011

Le budget de défense de la Chine repart fortement à la hausse, les Chinois tentant de rattraper leur retard technologique sur Washington et Moscou. Malgré une augmentation de plus de 12 % en 2011, l'effort militaire chinois ne pèse que 10 % de celui des Américains.

28 mars 2011

La Chine s'est hissée au deuxième rang mondial des publications scientifiques après les États-Unis. La France est désormais au sixième rang derrière l'Allemagne, le Royaume-Uni et le Japon.

14 avril 2011

Les réserves de change de la Chine sont les plus importantes au monde et dépassent les 3 000 milliards de dollars. Elles révèlent un déséquilibre des échanges colossal avec l'Occident.

La Chine consolide les marches de son empire

Le Tibet et le Xinjiang sont deux régions de la Chine hautement stratégiques. C'est pourquoi la main de l'étranger n'est pas innocente dans les revendications séparatistes dont elles sont le théâtre. C'est aussi pourquoi Pékin y conduit une politique de colonisation systématique.

Cet empire-milieu du monde, à la fois ethnie et civilisation, est une dynamique de peuplement, celle des Han, sur des territoires sans cesse extensibles, au moins jusqu'aux frontières d'autres civilisations sédentaires. Dans son *Histoire de la Chine*, René Grousset comparait la construction territoriale de la Chine à celle du Canada et des États-Unis en ce qu'elle était aussi l'histoire de la conquête d'immenses territoires vierges « par un peuple de laboureurs qui ne trouvèrent devant eux que de pauvres populations semi-nomades ». Commencé aux confins du lœss et de la Grande Plaine aux alentours du IIe millénaire avant J.-C., le processus colonial se poursuit encore aujourd'hui dans les marches de la Chine : au Tibet, dans les déserts du Turkestan chinois (Xinjiang), dans l'Extrême-Orient russe (la sinisation venant ici pallier l'effondrement de la dynamique coloniale russe) et jusque dans les terres « barbares » par l'établissement de colonies de peuplement en Europe, en Amérique, en Afrique subsaharienne. Telle la colonisation romaine, l'avancée

chinoise procède, au Xinjiang comme au Tibet, par l'établissement de paysans soldats, cultivant les terres conquises et prenant femme sur place. Les coûts d'occupation sont ainsi réduits, la zone conquise assurée par un maillage redoutable de soldats pionniers, les autochtones remplacés par captation de leurs reproductrices. Ailleurs, ce sont des colonies marchandes qui s'établissent et s'accroissent à une vitesse vertigineuse.

Entouré des plus hautes montagnes du monde, le plateau tibétain (situé entre 4000 et 5 000m d'altitude et sur plus d'un million de km² pour la seule région autonome du Tibet) est le château d'eau de la Chine ; il est la source de deux grands fleuves nourriciers, le fleuve Jaune et le Yangzi. Poste d'observation idéal de la Chine et de l'Inde, il offre un avantage stratégique à ceux qui le contrôlent.

Le Tibet a rarement été souverain dans son histoire. Ce n'est qu'entre les VIIe et IXe siècles qu'il pose problème à l'Empire chinois, lorsque ses guerriers fondent sur l'ouest (Pamir), sur l'est (Yunnan), sur le nord (Tarim). S'il n'a été qu'épisodiquement souverain, c'est parce que les Tibétains (dont la langue, l'écriture et le modèle théocratique sont hérités de l'Inde) ont toujours été divisés et que la théocratie des moines les a affaiblis. Installé à Lhassa, le dalaï-lama, souverain politico-religieux, ne contrôlait ni les franges musulmanes de l'ouest du Tibet, ni le sud dominé par des rajahs indiens. Cette faiblesse du système politique intérieur explique que les Tibétains aient régulièrement cherché protection auprès des Chinois et que l'aristocratie tibétaine ait tissé des liens avec les dynasties impériales

chinoises.

À la fin du XVIIIe siècle, la Chine des Qing avait atteint une influence maximale, en protégeant notamment le Tibet du Népal. Jusqu'à ce que les Britanniques fassent irruption dans la région, les Chinois se sont contentés de leur suzeraineté sur le Tibet, laquelle découlait naturellement de la demande de protection de leurs vassaux. Après leur contrôle du Sikkim, les Britanniques reconnurent cependant cette suzeraineté (convention tibéto-birmane de 1886). Mais, intéressés par le commerce tibétain, les Britanniques contribuèrent (en sous-main et depuis l'Inde) à renforcer le nationalisme tibétain. En 1947, à la fin de l'Empire britannique des Indes et au début de la guerre froide, les Américains prirent le relais des Britanniques. Le Tibet devint alors un enjeu stratégique majeur dans la compétition entre la République populaire de Chine (créée en 1949), l'Inde et les États-Unis. Dès 1951 (au moment de la guerre de Corée), la CIA mène des opérations au Tibet et entraîne les séparatistes tibétains à la lutte armée contre les autorités chinoises. C'est l'ingérence américaine qui devait alors conduire Pékin à passer d'une logique d'administration indirecte (suzeraineté traditionnelle) à une logique plus directe et répressive. Le soutien américain ne cessera jamais : arracher le Tibet à la Chine constitue l'un des objectifs de la politique asiatique des États-Unis. Mais, pour Pékin, un Tibet indépendant, allié des États-Unis, et où seraient déployés missiles et radars américains, est évidemment inacceptable.

En 2003, l'Inde reconnaît la souveraineté de la Chine sur le Tibet (en échange de la reconnaissance de sa souveraineté sur le Sikkim). Cette perte de la « carte indienne » force les séparatistes tibétains à négocier avec Pékin. À partir de septembre 2004, des négociations sont ouvertes entre les émissaires du dalaï-lama et le gouvernement central chinois. Mais, en 2008, de nouveaux troubles agitent la capitale Lhassa. Une campagne médiatique antichinoise se développe dans le monde occidental qui coïncide avec l'approche des Jeux olympiques de Pékin. Depuis, la situation est sous contrôle.

EN DIRECTION DE L'ASIE CENTRALE

Les Han sont aujourd'hui majoritaires sur le plateau tibétain (8 millions contre 5 à 6 millions de Tibétains) et l'ouverture de la voie ferrée reliant Pékin à Lhassa en deux jours (inaugurée le 1er juillet 2006) devrait accélérer l'intégration de cette province hautement stratégique pour Pékin et y amener une quinzaine de millions de Chinois Han d'ici 2020. Par ailleurs, le trafic aérien connaît une explosion, conduisant Pékin à ouvrir un cinquième aéroport au Tibet en novembre 2010 et à annoncer la construction d'un sixième.

Le problème que la Chine affronte au Xinjiang est paradoxalement le résultat de la grande tolérance dont l'Empire chinois a fait preuve durant des siècles face aux périphéries sur lesquelles il affirmait sa suzeraineté. Entre la fin du XVIIIe siècle et la fondation de la République

populaire en 1949, le pouvoir central ne chercha pas à intégrer culturellement les peuples turcophones (en majorité ouïgours) et musulmans du Xinjiang. En créant, en septembre 1955, une « région autonome ouïgoure du Xinjiang », Pékin donna des frontières potentielles à un projet séparatiste. En réalité, durant toute son histoire, la civilisation chinoise se projeta en direction de l'Asie centrale. Elle chercha donc à contrôler son « Turkestan », mais les turcophones musulmans lui opposèrent des rébellions permanentes, et, au XIXe siècle, Pékin fut en concurrence avec Moscou et Londres pour le contrôle de l'Asie centrale. Les problèmes contemporains du Xinjiang sont donc à inscrire dans le temps long de l'histoire : la Chine a toujours été présente sur cet immense territoire, mais les Han qu'elle y envoyait n'ont cessé d'y rencontrer des difficultés.

Au début des années 1980, les marches musulmanes de la Chine subirent les effets de la guerre d'Afghanistan. Galvanisés par l'islamisme radical en lutte contre les Soviétiques, des séparatistes ouïgours, aidés de combattants wahhabites, relancèrent le combat contre l'administration chinoise, rêvant de rattacher le Xinjiang à un vaste califat islamique d'Asie centrale. Durant les années 1990, la combinaison du wahhabisme saoudien, de l'influence des talibans et de leurs alliés pakistanais fut un moteur puissant de l'activisme ouïgour et du terrorisme qui frappa la province autonome à de nombreuses reprises.

S'ajoutait à cela un soutien plus ancien de la Turquie, favorable au panturquisme (une logique de solidarité de

tous les Turcs autour de la mère patrie), qui alla jusqu'à accueillir sur le territoire turc des camps d'entraînement ouïgours. Ce soutien cessa officiellement en 2003 lorsque la Turquie décida de reconnaître la souveraineté de la Chine sur le Xinjiang. Ankara révisait sa position pour deux raisons : d'abord, depuis le 11 septembre 2001, le soutien à toute logique contaminée par le fondamentalisme islamiste était devenu intenable (les Américains ont pris également de la distance avec le séparatisme tchétchène) ; ensuite, depuis l'effondrement du régime baasiste en Irak, en 2003, une autonomie kurde s'affirmait en Irak, menaçant l'unité turque. Mieux valait alors qu'Ankara et Pékin consolidassent mutuellement leurs frontières plutôt que de jouer avec le feu séparatiste.

En juillet 2009, des pogroms anti-Han organisés par des Ouïgours, à Urumqi, ont fait au total (répression comprise) plus de 200 morts et 1600 blessés. Pékin doit continuer à surveiller le séparatisme ouïgour, ainsi que ses connections avec le Kirghizstan, où se trouve une importante minorité ouïgour, et avec les talibans du Pakistan : en octobre 2009, Al Qaïda a appelé les Ouïgours au jihad contre le pouvoir chinois.

LE XINJIANG : UNE RÉGION REPEUPLÉE

• Un territoire de 1 600 000 km² (2,5 fois celui de la France), soit un sixième du territoire de la République populaire de Chine.

• Huit pays frontaliers (5 400 km de frontières) :

Mongolie, Russie, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Afghanistan, Pakistan et Inde.

• En 1950, le Turkestan chinois est peuplé à 90 % de musulmans (essentiellement des Ouïgours et, secondairement, des Kazakhs, Kirghizes, Tadjiks).

• Aujourd’hui, les musulmans sont encore 60 %, mais leur proportion diminue relativement aux Han : 7 millions de Chinois Han contre 8 millions d’Ouïgours, 1 million de Kazakhs, 1 million de Tadjiks et Kirghizes et quelques centaines de milliers d’Huis (Chinois islamisés depuis très longtemps et bien assimilés, que l’on trouve aussi dans des provinces intérieures), de Mongols et de Tibétains.

UNE RÉGION STRATÉGIQUE

• Un sous-sol d’une grande richesse : pétrole, gaz, charbon, plomb, zinc, fer…

• Le quart des ressources énergétiques de la Chine (surtout pétrole et gaz).

• Les nouvelles routes du pétrole et du gaz qui succèdent aux fameuses routes de la soie : contrôler le Xinjiang, c’est communiquer avec l’Asie centrale et donc le Caucase et l’Europe. Un gazoduc géant relie les gisements du Tarim à Pékin et Shanghai. Le pétrole du Kazakhstan et le gaz du Turkménistan font jonction avec les réseaux chinois près du Tian Chan.

• Depuis le début des années 1960, les essais nucléaires

chinois se font dans le Lob Nor, à l’ouest du Xinjiang.

• En mai 2010, la Chine a annoncé investir autour de 20 milliards de dollars dans les infrastructures routières afin de moderniser la province et de la lier davantage au reste de l’Asie centrale.

Pékin-Washington : duel dans le Pacifique

Pour Pékin, le chemin de la puissance maritime mondiale passe d'abord par l'élimination de cette formidable canonnière américaine pointée sur le continent que constitue l'île de Taïwan, de l'autre côté du détroit de Formose. C'est pourquoi la réunification avec Taïwan demeure bien la première priorité géopolitique de la Chine.

N'est-il pas étonnant de constater qu'un pays disposant de milliers de kilomètres de côtes n'a pratiquement à s'enorgueillir, dans sa longue histoire, que de la politique navale d'un empereur Ming, lequel entendait assurer à la Chine la suprématie de son pavillon sur les mers de la Sonde et l'océan Indien ? L'une des constantes géopolitiques de la Chine est qu'elle a toujours privilégié la terre au détriment de la mer, ceci parce qu'elle est une civilisation de paysans accouplée à la force de conquérants nomades bien plus qu'un peuple de marins. Les mandarins de l'État impérial, tout occupés qu'ils étaient à l'administration des fleuves nourriciers (une hydro-politique comparable à celle des États mésopotamien ou égyptien), se sont toujours méfiés des aventures maritimes. Au XVIe siècle, au moment même où les Européens ouvrent les grandes routes océaniques, ils vont jusqu'à condamner à mort ceux qui osent construire des bâtiments à plusieurs mâts.

Depuis les années 1970 cependant, alors que la

stabilisation territoriale est en cours (traités sur les frontières avec la Russie, l'Inde et les pays d'Indochine), les ambitions maritimes chinoises se réveillent. Pour Pékin, la première priorité géopolitique est la récupération de Taïwan. La seconde, le renforcement de l'influence en mer de Chine, notamment par le contrôle de l'archipel des Paracel et des îlots Spratley. L'enjeu est le maintien à terme de l'unité continentale elle-même entre Chine du Nord, Chine du Centre et Chine méridionale, les trois blocs qui se sont régulièrement détachés. Une Chine méridionale de plus en plus liée économiquement et culturellement à une île taïwanaise indépendante représenterait un danger pour l'unité de l'empire. Si les Chinois « vont à la mer », c'est donc parce qu'ils recherchent la consolidation de la terre et non l'empire maritime mondial. De même, au-delà de la mer de Chine et en direction de l'océan Indien, les nouvelles ambitions maritimes chinoises s'expliquent par la recherche de la sécurité des approvisionnements énergétiques en provenance du Moyen-Orient. Là encore, il s'agit d'ajouter une ceinture de sécurité maritime à la construction continentale. Tel est le sens des facilités d'accès naval demandées par Pékin au Pakistan, au Bangladesh et à la Birmanie.

« Quel eût été le destin de l'Asie si, en abordant aux Indes et en Malaisie, les navigateurs européens y avaient trouvé établie une thalassocratie chinoise ? », se demande René Grousset. La question retrouve son actualité au moment où les ambitions maritimes chinoises croisent le développement d'une puissante diaspora dans les pays de

l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN). Face aux États-Unis, après avoir affirmé sa puissance dans une première chaîne d'îles, limitée par le Japon, Taïwan, les Philippines et la Malaisie, une volonté de plus long terme pourrait être de contester la suprématie américaine sur une deuxième chaîne d'îles, des Kouriles jusqu'aux Mariannes et aux Carolines.

TENSIONS DANS LE DÉTROIT DE FORMOSE

En 1997, les Anglais rendent Hong Kong à la Chine. Deux ans plus tard, c'est au tour des Portugais de rétrocéder Macao. Pour Pékin, la logique de réunification est en marche et Taïwan est la prochaine étape. L'appartenance historique de l'île à la Chine est difficilement contestable (le rattachement date de 1683) ; le peuplement est presque totalement chinois (90 % de la population, des Chinois originaires de la province du Fujian). L'île a été arrachée à la Chine continentale par le Japon (traité de Shimonoseki de 1895). Le retrait brutal des Japonais en 1945 a ensuite établi entre la Chine continentale et Formose (le nom occidental de Taïwan employé à l'époque) un partage entre communistes et nationalistes chinois, semblable à celui existant entre Corée du Sud et Corée du Nord.

Mais, à ses yeux, la Chine n'aura jamais récupéré sa souveraineté complète sans une réunification. Elle peut tolérer deux systèmes politiques, mais au sein d'un seul pays. C'est pourquoi l'Armée populaire de libération se

tient prête à la guerre. Les années de pouvoir du parti séparatiste taïwanais (entre 2000 et 2008) ont d'ailleurs entraîné des tensions importantes dans le détroit de Formose, et le gouvernement central de Pékin a fait voter en 2005 la fameuse loi dite « anti-sécession » qui prévoit l'usage de moyens « non pacifiques » en cas de déclaration d'indépendance.

Taïwan est le bastion avancé de l'Amérique en Asie orientale. Washington en a fait une véritable forteresse militaire, dotée d'une armée impressionnante par rapport à la taille du territoire et de sa population (23 millions). Toutefois, en cas de conflit, la flotte américaine du Pacifique interviendrait sous deux conditions : que la République populaire de Chine ait déclaré les hostilités la première et que Taïwan n'ait pas proclamé son indépendance. Washington reconnaît le caractère exclusivement chinois de Taïwan en droit international, mais s'appuie dans le même temps sur le Taïwan Relations Act voté en 1979 par le Congrès pour favoriser l'autonomie (sans aller trop loin cependant : ainsi les Américains ont-ils refusé, en 2001, de vendre à Taïwan des systèmes de défense antimissiles très sophistiqués).

VERS L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE

Si les Américains ont toujours su modérer les ardeurs indépendantistes de Taïwan, ils devront à l'avenir prévenir une éventuelle réconciliation entre les héritiers du Guomindang revenus au pouvoir en 2008 et le pouvoir

central de Pékin. L'île et le continent sont de plus en plus intégrés économiquement, surtout l'accord de libre-échange historique du 29 juin 2010. Plus d'1,5 million de Taïwanais travaillent sur le continent et beaucoup d'industries de l'île ont délocalisé leurs sites de production de l'autre côté du détroit. Désormais, les Taïwanais sont associés aux accords de libre-échange reliant la Chine continentale, d'une part, à la Corée du Sud et, d'autre part, à l'Asie du Sud-Est. Pékin a rassuré les Taïwanais en s'appuyant sur les exemples de Hong Kong et Macao, où le capitalisme n'a pas été mis en danger.

L'ASCENSION MARITIME DE LA CHINE

La Chine poursuit au moins trois objectifs en matière de puissance maritime.

• Premièrement disposer de porte-avions capable de rivaliser avec la flotte américaine en cas de conflit dans le détroit de Taïwan. La crise de 1995-1996 avait provoqué un débat à Pékin entre partisans et opposants des porte-avions. Le choix est fait. Le premier porte-avions chinois sera admis au service actif en 2012 : un bâtiment russe de la classe Kiev rénové. Viendront d'ici 2022, trois nouveaux bâtiments. Rappelons que les Américains disposent eux de douze porte-avions nucléaires.

• Deuxièmement la Chine veut se doter d'une flotte marchande capable de répondre à ses besoins de commerce et d'approvisionnement en matières premières. 90 % du commerce chinois emprunte la voie maritime.

Déjà les Chinois ont la quatrième flotte marchande au monde et la troisième industrie navale.

• Troisièmement, les ambitions de la Chine en matière de souveraineté maritime sont immenses. En comptant les îles disputées en mer de Chine du Sud (Spratleys et Paracel) ou avec le Japon et la Corée du Sud, ce sont plus de 3 millions de km² de zones économiques exclusives et d'extension du plateau continental qui sont revendiqués. La stratégie du fait accompli est souvent celle retenue : février 2010, douze monuments destinés à « marquer de manière perpétuelle » la frontière maritime de la Chine sont construits en mer de Chine orientale. Mais les Chinois savent aussi jouer l'apaisement : le 31 mai 2010, Pékin et Tokyo créent une ligne directe afin de prévenir les incidents en mer entre les deux flottes rivales. La compétition actuelle entre Pékin et Washington dans le Pacifique préfigure-t-elle ce qui fut le duel États-Unis-Japon avant l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale ?

LE GUOMINDANG

Fondé par Sun Yat-sen en 1912, le Guomindang (ou Kuomintang) fut dirigé par le maréchal Tchang Kaï-chek pendant la guerre sino-japonaise, puis pendant la guerre civile qui l'opposa aux communistes. Après la victoire de Mao Tsé-toung en 1949, Tchang Kaï-chek et le Guomindang se replièrent sur l'île de Taïwan (ou Formose), où le vieux parti nationaliste de Sun Yat-sen

exerça un pouvoir quasi absolu jusqu'en 1980. Aujourd'hui, le Guomindang se tient sur une ligne médiane : s'il rejette toute idée d'indépendance de l'île et s'il prône une politique de rapprochement avec Pékin, il n'envisage pas de réunification immédiate, bien que celle-ci constitue son objectif historique.

Brèves

LE RETOUR DU GUOMINDANG À TAÏWAN

18 mars 2000

Élection à la présidence de Taïwan de Chen Shui-bian, candidat du parti indépendantiste Minjindang.

1er décembre 2001

Victoire du Minjindang aux élections législatives.

20 mars 2004

Réélection de Chen Shui-bian. Le résultat est contesté par le Guomindang, l'écart avec son candidat n'étant que de 0,22 % des voix.

14 mars 2005

À Pékin, l'Assemblée nationale populaire de Chine vote une loi prévoyant l'utilisation de moyens « non pacifiques » au cas où Taïwan déclarerait son indépendance.

16 avril 2006

Le président du Guomindang signe à Pékin des accords

symboliques prévoyant le retour de Taïwan à la Chine, dans le cadre d'une large autonomie.

12 janvier 2008

Victoire du Guomindang aux élections législatives.

22 mars 2008

Large victoire de Ma Ying-jeou, candidat du Guomindang, à l'élection présidentielle.

8 mars 2009

Le navire de renseignement américain *USNS Impeccable* est contraint par cinq bâtiments chinois de quitter les environs de l'île de Hainan, en mer de Chine méridionale. Washington condamne l'incident tandis que Pékin affirme que cette région ne fait pas partie des eaux internationales, mais qu'elle appartient sa zone économique exclusive.

La Chine en quête d'énergie

Soucieuse de sécuriser ses sources d'approvisionnement énergétique et de maintenir sa formidable croissance économique, la Chine multiplie les partenariats dans le monde. La politique qu'elle a engagée en Afrique subsaharienne est à cet égard exemplaire. D'autant qu'elle est exempte du colonialisme idéologique et moral que les Africains reprochent généralement à l'Occident. Cette projection se fait aussi en Asie centrale et en Amérique latine.

Toute l'histoire de la Chine est ponctuée, en plus des catastrophes naturelles (inondations, séismes…) de famines dramatiques. On peut même affirmer que l'enjeu alimentaire est, avec la gestion de l'eau, la raison d'être essentielle d'une bureaucratie forte et de collectivisations agraires récurrentes sous les empereurs comme sous le régime communisme.

Cette constante s'exprime aujourd'hui sous la forme d'un besoin de plus en plus grand en énergie et en matières premières, résultant d'une croissance économique forte. En s'installant au Moyen-Orient, réservoir pétrolier de la planète, les États-Unis sont en train de contrôler la dépendance énergétique de la Chine. Pékin doit donc diversifier ses approvisionnements.

C'est le sens des rapprochements que les Chinois tentent avec la Russie (en concurrence avec le Japon), l'Iran, l'Arabie Saoudite, le Venezuela ou des pays africains du

golfe de Guinée. De même vont-ils chercher dans le partenariat avec le Brésil une coopération nucléaire, ou, dans celui avec le Chili, le cuivre indispensable à leur industrie électronique.

L'Afrique est devenue une direction essentielle dans la projection mondiale de la Chine. Les Chinois, au moins depuis le début des années 2000, développent des partenariats économiques et politiques avec de nombreux États d'Afrique noire. La Chine est le troisième partenaire commercial de l'Afrique derrière les États-Unis et la France. C'est non seulement l'or noir qui intéresse les Chinois (au Nigeria, en Angola, en Guinée Équatoriale, au Congo-Brazzaville, au Gabon, au Soudan), mais aussi la construction, l'exploitation des minerais, du bois précieux, les terres agricoles, les réseaux de télécommunications…

En novembre 2006, puis en novembre 2009, à l'occasion de sommets de grande ampleur, les dirigeants de quarante-huit, puis quarante-neuf pays africains se sont rendus à Pékin et à Charm El-Cheikh. La Chine est en train de prendre en main le développement de l'Afrique subsaharienne, dans une logique qui présente parfois des traits similaires à la colonisation (l'envoi en masse d'ingénieurs, de contremaîtres), mais qui se distingue en même temps fortement d'un néocolonialisme « donneur de leçons » propre à l'Occident et que ne supportent plus ni les Chinois ni les Africains.

INSTITUTS CONFUCIUS EN AFRIQUE

À la différence des aides américaine ou française, l'aide chinoise au développement n'est pas conditionnée politiquement (à la démocratie et au respect des droits de l'homme) ; la seule exigence de Pékin auprès des Africains est de ne pas reconnaître Taïwan en tant qu'État souverain. En Afrique, la Chine déploie sa vision des relations internationales fondée sur le respect des souverainetés étatiques et le refus de l'ingérence. Son objectif est de constituer à l'ONU un puissant groupe de pays lui étant favorables, au sein duquel se trouveraient de nombreux pays africains, ainsi que quelques pays d'Amérique latine. Pour les Chinois, le continent africain est à la fois un réservoir pétrolier, une zone d'influence (les instituts Confucius vont faire du chinois une langue répandue parmi les élites africaines), un réservoir de soutiens politiques pour l'ONU, un débouché pour les produits chinois… Les investissements directs chinois en Afrique sont passés de 491 millions de dollars en 2003 à 7,8 milliards fin 2008. Les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ont été multipliés par 10 entre 2000 et 2008 (106,8 milliards de dollars).

DÉPENDANCE PÉTROLIÈRE

Chaque année, depuis le début des années 2000, la croissance de la consommation de pétrole brut de la Chine dépasse les 10 % (chiffre proche de sa croissance économique). Si l'Amérique absorbe le quart du pétrole

consommé mondialement, la Chine en consommait 10 % en 2010. La Chine est devenue importatrice de pétrole en 1993. Ses importations représentent plus de 35 % de ses besoins, cette proportion ne faisant qu'augmenter : en 2030, la Chine devrait importer 60 % de son pétrole, dont plus des 2/3 viendront du Moyen-Orient : elle devra donc avoir accès à l'Arabie Saoudite, à l'Iran, à l'Irak… C'est pourquoi la politique américaine de contrôle des grandes zones pétrolifères l'inquiète au plus haut point. C'est aussi pourquoi la Russie reste une alternative de premier plan.

Brèves

OLÉODUCS, GAZODUCS ET COOPÉRATION

12 décembre 2005

La Chine publie un Livre blanc sur sa politique d'aide au développement. Il indique que la Chine aide plus de 110 pays ou organisations régionales pour plus de 2000 projets et qu'elle a réduit ou annulé 198 dettes en faveur de 44 pays.

14 décembre 2005

Inauguration du deuxième tronçon de l'oléoduc reliant le Kazakhstan à la Chine. Ces 1000 km d'oléoducs entre Atasu (centre du Kazakhstan) et Alashankou (dans le Xinjiang, à l'ouest de la Chine) font partie d'un projet pharaonique de 3000 km au total, qui, depuis 2011, permet à Pékin d'accéder directement au pétrole de la mer Caspienne.

21 au 21 mars 2006

Vladimir Poutine en Chine. D'ici 2011, la Russie fournira près de 80 milliards de m^3 de gaz au marché chinois.

4 avril 2006

Accord sur l'énergie entre la Chine et le Turkménistan : dès 2009, celui-ci livrera 30 milliards de m^3 de gaz par an à la Chine.

22 au 22 avril 2006

En visite en Arabie Saoudite, le président Hu Jintao signe des accords de coopération stratégique pour l'alimentation d'une réserve de pétrole dans le sud-est de la Chine.

3- 5 novembre 2006

Sommet du Forum sur la coopération Chine-Afrique à Pékin : 48 chefs d'État ou de gouvernement africains sont présents.

Octobre 2009

La Russie et la Chine annoncent qu'elles vont exploiter ensemble plusieurs gisements de matières premières de la Sibérie et de l'Extrême-Orient russe.

Décembre 2009

Inauguration d'un gazoduc de 1800 km qui désenclave le Turkménistan pour aboutir dans le nord-ouest chinois.

L’ouvrage livrera plus de 40 milliards de m^3 de gaz turkmène, soit plus de la moitié de la consommation chinoise, avec des compléments de 10 à 20 milliards de m^3 de gaz kazakh et ouzbek.

22 avril 2011

L’Ouzbékistan se détourne de l’Union européenne et choisit la Chine : « Nous avons besoin d’un marché fiable pour nos matières premières où personne ne fera de remarques politiques désobligeantes et qui paiera aux prix mondiaux du marché (…) L’Union européenne doit comprendre que l’époque du professeur et de l’élève est révolue », déclare un vice-Premier ministre ouzbek.

8 février 2011

La Chine annonce qu’elle va construire un réseau ferroviaire de plus de 5300 km en Iran.

22 mars 2011

De nouveaux accords viennent consacrer la Chine comme allié stratégique majeur de la puissance pétrolière vénézuélienne. Entre 1999 et 2009, le commerce entre les deux pays a augmenté de 5000 % pour atteindre 8 milliards de dollars.

L’Empire du Milieu se réveille

Il y a la Chine au milieu du monde et, tout autour, un vaste cercle de vassaux représentant la totalité de l’espace civilisationnel asiatique… Cette vision géopolitique est profondément ancrée dans la tradition impériale chinoise. Elle est toujours d’actualité.

Ce ne sont pas seulement son identité (ethnie et civilisation), son mouvement (colonisation), son orientation (terrestre plus que maritime) et ses besoins (la recherche de l’autosuffisance) qui caractérisent la géopolitique chinoise. C’est aussi la perception de l’étranger, organisée en cercles concentriques. Au milieu du monde, il y a le cœur han : la Chine. Autour, le premier cercle, les marches coloniales où les pionniers chinois submergent des ethnies moins nombreuses. Puis vient le deuxième cercle, celui des vassaux, lesquels doivent demeurer soumis et loyaux à l’empire. Les peuples considérés comme naturellement vassaux sont les Coréens, les Japonais, les Indochinois (Vietnamiens, Khmers, Thaïs), cet espace de civilisation asiatique imprégné par la civilisation chinoise. Au-delà des vassaux, en Europe, dans les islams arabe, turc et perse, en Amérique, on est dans le cercle des Barbares.

Avec les vassaux, des relations institutionnelles s’imposent, mais le mélange n’est pas possible. Avec les Barbares, sauf à devoir subir leur irruption brutale mais provisoire (des Huns jusqu’aux Européens), le contact est à

éviter. Aux XVIIe et XVIIIe siècles, les ambassades européennes venues chercher l'ouverture de relations avec un monde nouveau sont interprétées à la cour de l'empereur de Chine comme des gestes de vassalité. Pour les Chinois, le rapport de force commande les traités, par définition inégaux c'est-à-dire provisoires. Le traité protège de la puissance de l'autre, mais il ne doit jamais limiter sa propre puissance ; cependant, les reconquêtes ne seront tentées qu'en situation de supériorité évidente. Ce que le juridisme européen (particulièrement français) regarde comme frontière intangible n'est en Chine que ligne de cessez-le-feu.

Sans doute n'y a-t-il pas de mondialisme chinois comparable au mondialisme américain (la recherche de l'Amérique-monde) ; pour autant, la Chine n'est pas bornée : son espace potentiel englobe le monde des vassaux, c'est-à-dire l'intégralité de l'espace civilisationnel asiatique.

Au XVIIIe siècle, les royaumes périphériques de Corée, de Birmanie, du Siam ou du Népal furent vassalisés. Régulièrement, Vietnam et Corée firent l'objet de tentatives de remise au pas. Quand, en 1979, Pékin a lancé une opération militaire contre le Vietnam, elle l'a clairement présentée comme une « punition ». C'est bien cette idée de vassalité, dans un contexte de montée en puissance de la Chine qui fait peur, de Tokyo jusqu'à Moscou (la Russie a aussi une partie asiatique), en passant par Séoul ou Hanoï. Mais, pour l'heure, la reconstitution de la prééminence sur les vassaux ne se traduit qu'à travers la

dimension économique (voir encadré). Seul le Japon, toujours redouté de Pékin, possède la capacité de concurrencer la Chine dans sa volonté de prééminence sur les vassaux. Ce sont les revers face au Japon, à partir de la fin du XIXe siècle, qui ont entamé la légitimité de l'« Empire céleste » et causé la montée des forces révolutionnaires. Aussi, aujourd'hui, les Chinois ne veulent-ils pas d'un retour politique et militaire du Japon ; ils refusent la perspective d'un siège permanent japonais au Conseil de sécurité de l'ONU comme celle de l'accès au nucléaire militaire. Mais Tokyo, de son côté, accepte mal l'idée d'une perte de son statut de première puissance asiatique au profit de la Chine… Début 2011, pourtant, la Chine est devenue la deuxième économie du monde devant le Japon.

UNE SPHÈRE CHINOISE DE COPROSPÉRITÉ ?

En 2004, les dix pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), à savoir la Birmanie, Brunei, le Cambodge, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam, se sont réunis avec la Chine, la Corée du Sud, le Japon, l'Inde, la Nouvelle-Zélande et l'Australie ont décidé de créer, la plus vaste zone de libre-échange du monde, soit plus de 3 milliards d'êtres humains. La Chine et l'Inde seront sans doute un jour les deux grands moteurs de cette zone de libre-échange, entrée en vigueur le 1er janvier 2010.

Les Nouveaux Barbares aux portes de la Chine

Pour Pékin, les Nouveaux Barbares sont essentiellement les Américains, dont la politique d'encerclement de la Chine peut s'appuyer sur un puissant réseau d'alliances militaires. Mais, pour desserrer l'étreinte, les Chinois ont su créer un contrepoids, notamment en se rapprochant de la Russie.

Jusqu'au XIXe siècle, les Barbares, méprisés mais craints par les Chinois, venaient essentiellement d'Asie centrale : leurs vagues successives inspirèrent la construction de la Grande Muraille. Et, de la muraille nucléaire à la conquête spatiale, les plus grands efforts de dépassement du peuple chinois résultent aujourd'hui de sa résistance à la puissance matérielle des Nouveaux Barbares, souvent supérieure à celle des Chinois, malgré – pensent-ils – une « infériorité civilisationnelle ».

On ne soulignera jamais assez le traumatisme qu'a constitué, dans la mentalité chinoise, le dépeçage de leur pays par les Européens (Russie, Angleterre, France, Allemagne), résultat des « traités inégaux » du XIXe siècle. L'emploi de l'opium par les Anglais comme arme de guerre reste un souvenir humiliant, de même que la volonté des Soviétiques, durant la guerre froide, de diriger le communisme chinois, cause essentielle de la rupture sino-russe.

Pour les Chinois du XXIe siècle, les Nouveaux Barbares sont essentiellement les Américains. Les États-Unis cherchent en effet à contenir la montée en puissance de la Chine en encerclant celle-ci d'ouest en est, de l'Asie centrale jusqu'à la Corée du Sud, en passant par Taïwan. Mais Pékin refuse de dépendre de Washington pour son approvisionnement énergétique, comme il refuse un ordre international dominé par le mondialisme américain. Tant pis s'il faut se rapprocher de vassaux potentiels (Russes et Indiens) ou d'autres Barbares (Français, Iraniens ou Vénézuéliens). L'important pour les stratèges chinois est de constituer un axe de contrepoids permettant de faire échec à l'unipolarité voulue par Washington et de favoriser au contraire l'équilibre multipolaire, en attendant de disposer des moyens suffisants pour restaurer l'unipolarité chinoise dans le cercle des vassaux.

UNE STRATÉGIE D'ENDIGUEMENT

L'Empire du Milieu a toujours été fragile face aux idéologies étrangères venues du deuxième cercle (bouddhisme) comme du cercle des Barbares (christianismes nestorien et catholique, évangélisme protestant, mondialisme « droits-de-l'hommiste », islamisme), qui forment autant de défis pour la mentalité confucéenne. Ces idéologies peuvent se coaliser avec les forces centrifuges (séparatisme tibétain, taïwanais ou ouïgour) et venir remettre en cause l'unité du vieil empire. Pour Pékin, face aux Barbares, l'enjeu est une fois encore

de se moderniser pour devenir puissant ; il faut donc s'ouvrir à la modernité technique et économique de l'Occident, mais refuser son métissage.

Le 11 septembre 2001 a permis aux Américains de se redéployer dans le monde et, ce faisant, de renforcer leur encerclement diplomatique et stratégique de la Chine. L'Amérique est présente en Asie centrale, à l'ouest de la Chine, en Afghanistan et au Kirghizstan. Elle maintient son alliance avec le Pakistan, malgré la pression croissante de l'islamisme radical. Elle cherche à faire de l'Inde, puissance nucléaire et navale, un allié face à la Chine. Elle se rapproche du Vietnam, qui s'oppose depuis toujours à l'influence chinoise dans la péninsule indochinoise. (Mais la Chine se désenclave vers l'océan Indien grâce à son allié birman.) Washington peut compter aussi sur ses alliés taïwanais, japonais et sud-coréens. La guerre mondiale contre le terrorisme menée par les Américains est donc en l'occurrence le « masque » d'une stratégie d'endiguement de l'adversaire chinois, comparable à celle qui fut déployée contre l'URSS durant la guerre froide.

Mais la Chine dispose de nombreux atouts pour desserrer cette étreinte. L'axe sino-russe est le principal contrepoids à la toute-puissance américaine dans le monde. Les Chinois ont besoin du pétrole et du gaz russe, et ils ne peuvent accéder au Turkestan russe (les anciennes républiques musulmanes de l'URSS) qu'en construisant des partenariats avec les Russes.

CONVERGENCES ENTRE LA CHINE ET LA RUSSIE

Certes, la Russie peut craindre une sinisation de sa périphérie orientale ; l'immense Russie est un nain démographique, si on la compare à sa voisine chinoise, et sa faible densité de population en Sibérie et plus à l'est encore doit être opposée au trop-plein démographique chinois. Cependant, Moscou et Pékin partagent une même volonté de bâtir un monde multipolaire et de faire échec au projet global des États-Unis (en mai 2008, les présidents chinois et russe ont affirmé ensemble leur opposition au projet américain de bouclier antimissile). Et ils sont attachés au droit international, donc au respect des souverainetés et des frontières.

La Russie et la Chine ont réglé ces dernières années tous leurs différends frontaliers : Pékin reconnaît la souveraineté russe sur la Tchétchénie et Moscou reconnaît l'appartenance du Tibet à la Chine. *A contrario*, les Russes ont toujours un différend avec le Japon à propos des îles Kouriles. Les Chinois et les Russes ont aussi le même intérêt à contenir le fondamentalisme islamique en Asie centrale. Ces convergences ont amené Pékin et Moscou, en 2001, à constituer avec le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan (sa frontière, au niveau du Pamir oriental, reste contestée par Pékin) et le Kirghizstan, l'Organisation de la coopération de Shanghai (dit Groupe de Shanghai). Ces pays ont admis comme observateurs la Mongolie (2004) puis, un an plus tard, l'Inde, l'Iran et le Pakistan, mais ils ont refusé ce statut aux États-Unis. Face à Washington, il s'agit d'un ensemble (pays membres et observateurs) de

2,8 milliards d’êtres humains.

Brèves

LA DIPLOMATIE DE LA MULTIPOLARITÉ

1er-4 novembre 2002

Sommet des pays asiatiques (ASEAN, Chine, Corée du Sud, Japon et Inde) à Phnom Penh. Tous les participants se démarquent des États-Unis dans la crise irakienne.

23-28 juin 2003

À l'occasion de la première visite d'un Premier ministre indien en Chine depuis dix ans, les deux dirigeants indien et chinois signent un document qui reconnaît la souveraineté de la Chine sur le Tibet et celle de l'Inde sur le Sikkim.

14-15 septembre 2004

Premier forum de coopération sino-arabe au Caire.

11 avril 2005

Accord entre la Chine et l'Inde en vue du règlement de leur différend frontalier.

5 juillet 2005

Au 5e Sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), les chefs d'État membres demandent le retrait des contingents américains et internationaux établis en Asie centrale depuis l'intervention en Afghanistan en 2001. L'Inde, l'Iran et le Pakistan deviennent observateurs.

18-25 août 2005

Premières manœuvres militaires conjointes russo-chinoises.

15 juin 2006

Le 6e Sommet de l'OCS est marqué par la présence du chef d'État iranien, Mahmoud Ahmadinejad.

22-24 mai 2008

La première visite d'État du nouveau président russe Dmitri Medvedev est pour le Kazakhstan et la Chine. C'est l'occasion d'affirmer un partenariat stratégique entre Moscou et Pékin.

21 juillet 2008

La Chine et la Russie signent un accord délimitant définitivement leur frontière commune orientale. La

Russie rétrocède à la Chine 174 km2 d'îles fluviales.

11 juillet 2008

Au Conseil de sécurité de l'ONU, la Chine et la Russie opposent leur veto à des sanctions contre le Zimbabwe.

12-14 octobre 2009

Visite de Vladimir Poutine en Chine. Signature de 12 accords, notamment sur les exportations russes de gaz naturel en Chine, le train à grande vitesse et la notification mutuelle des missiles balistiques.

23 mars 2011

La presse officielle chinoise se déchaîne contre les frappes de l'OTAN sur la Libye. La France est particulièrement critiquée.

Les vrais enjeux du nucléaire nord-coréen

La Chine plaide pour la dénucléarisation de la Corée du Nord. Les États-Unis aussi. Avec cette différence majeure que Washington menace Pyongyang d'une action militaire et que son objectif est de réunifier les deux Corées sous son égide… et à son avantage.

Le régime de la Corée du Nord (République populaire démocratique de Corée) tire son origine d'une concurrence géopolitique entre Moscou et Pékin. Ainsi, l'armée chinoise demeura-t-elle en Corée du Nord jusqu'en 1958, tandis que les continuelles tentatives de déstabilisation soviétique permirent de consolider l'alliance entre les Chinois et les Nord-Coréens ; il n'y eut guère que durant la révolution culturelle que Pyongyang prit ses distances avec Pékin. Mais lorsque les États-Unis opérèrent un rapprochement avec la Chine, la Corée du Nord se tourna vers l'Union soviétique, avec laquelle elle engagea une coopération militaire très active, ainsi qu'avec l'Allemagne de l'Est, puis avec d'autres pays comme la Syrie. À partir des années 1970, Pyongyang, appuyé sur un système de type marxiste-léniniste, a développé un formidable appareil militaire moderne qui en fait le premier pays du monde pour les dépenses militaires par habitant. La Corée du Nord s'est ainsi dotée de capacités balistiques importantes, l'Iran finançant en partie la recherche et permettant à Pyongyang de constituer un foyer mondial de la

prolifération en matière de technologies balistique et nucléaire.

Prenant acte de la disparition des alliés soviétique et est-allemand et de la transformation du régime chinois, la Corée du Nord a tenté plusieurs expériences de zones capitalistiques, mais qui restent anecdotiques. La situation sociale et économique du pays est dramatique : pour le régime, la terreur et la faim constituent des armes de contrôle des populations.

La disparition du bloc soviétique a posé deux problèmes au régime nord-coréen : un problème énergétique, car l'URSS vendait des hydrocarbures à très bas prix, et un problème de sécurité, car l'isolement du régime s'est accru. Le lancement d'un programme nucléaire civil et militaire, dès 1989 (les Japonais ont identifié en février 1990 un site de construction d'une centrale nucléaire), est la réponse à ce double problème : diminuer sa dépendance énergétique et sanctuariser le pays grâce à l'arme atomique.

En 1993, Pyongyang annonce son retrait du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), lequel proclame le droit à l'accès au nucléaire civil, mais bannit le développement du nucléaire militaire ; en juin 1994, le président américain Bill Clinton est prêt à déclencher une guerre contre la Corée du Nord. Sous la pression, les Nord-Coréens acceptent d'abandonner leur programme en échange de la fourniture par les Américains de centrales à eau légère (accord-cadre de Genève de 1994) et de revenir dans le TNP. Mais, pour les néoconservateurs qui

encadrent la présidence de George W. Bush à partir de 2000, on ne discute pas avec le « Mal » et l'idée de détente est rejetée.

En 2002, les Américains rompent leurs engagements en accusant la Corée du Nord de poursuivre un programme clandestin d'enrichissement de l'uranium. Pyongyang ne nie pas mener un programme d'enrichissement à base de plutonium (à Yongbyon), mais rejette l'accusation concernant l'uranium (l'audition par le Congrès américain du responsable de la CIA en Corée du Nord, en février 2007, confirmera qu'il n'y avait effectivement pas d'enrichissement de l'uranium). La Corée du Nord expulse les inspecteurs de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) en décembre 2002 et se retire à nouveau du TNP en janvier 2003. Accusant les États-Unis de déployer des armes nucléaires en Corée du Sud (Washington a toujours refusé que les inspecteurs de l'AIEA viennent contrôler ses bases), les Nord-Coréens justifient leur droit d'accès au nucléaire militaire pour se garantir d'une éventuelle attaque américaine. En revanche, ils proposent de l'abandonner en échange du retrait des troupes américaines de Corée du Sud.

L'OPTION MILITAIRE RESTE SUR LA TABLE

Plusieurs cycles de négociations à six (Corée du Nord, Corée du Sud, États-Unis, Chine, Japon, Russie) s'ouvrent alors. En septembre 2005, la Corée du Nord accepte de renoncer à la bombe si elle peut accéder au nucléaire civil

et disposer de garanties de sécurité face aux États-Unis. Toute la difficulté des négociations tient dans l’absence de convergence sur l’objectif recherché. La Chine, la Russie, la Corée du Sud et le Japon ont pour objectif de dissuader la Corée du Nord de chercher à acquérir l’arme suprême. Mais si les Américains proclament officiellement le même objectif, tout semble indiquer qu’ils recherchent plus que cela : le changement du régime, un changement que craignent à la fois les Sud-Coréens (une réunification serait coûteuse économiquement et sans doute aussi politiquement, dans un contexte de concurrence exacerbée avec la Chine) et les Japonais (qui n’ont pas intérêt à voir naître un géant coréen allié des États-Unis).

En mai 2005, la conférence de révision du TNP (sur le problème nord-coréen, mais aussi celui de l’Iran) échoue. L’ancien président américain Jimmy Carter accuse alors Washington d’être le principal responsable de cet échec, car comment demander à des États de signer le TNP tout en se déclarant prêt à utiliser le premier des armes nucléaires contre des États non nucléaires ? La pression sur Pyongyang augmente encore d’un cran à la fin de l’année 2005 lorsque les Américains décident de prendre des sanctions financières. Ce qui n’empêche pas, le 9 octobre 2006, les Nord-Coréens annoncent un essai nucléaire de faible puissance, réalisé à 100 km de la frontière chinoise. Les discussions reprennent malgré tout (à Pékin) et aboutissent à la suspension temporaire des activités des installations nucléaires en échange d’une aide économique et énergétique. Un dialogue bilatéral se met

aussi en place entre Nord-Coréens et Japonais.

Durant l'année 2007, des progrès importants sont réalisés : les inspecteurs de l'AIEA reviennent en Corée du Nord en juin, le complexe de Yongbyon est fermé en juillet, le démantèlement complet du programme est promis par Pyongyang en septembre, et des experts américains arrivent ce même mois pour y travailler.

Mais, un an plus tard, des tensions surgissent à nouveau, les Nord-Coréens affirmant en juillet 2008 qu'ils ont démantelé 80 % de leur potentiel et que les Américains n'ont réalisé que 40 % de leurs promesses. Le 2 juillet 2008, le président Bush déclare que l'option militaire reste sur la table pour résoudre la crise…

À partir de 2008, les deux pays frères campent à nouveau sur des positions dures : élection en 2008 d'un nouveau président sud-coréen, Lee Myung-bak, qui prône la fermeté ; en avril 2009, arrêt par Pyongyang des discussions sur son programme atomique avec le groupe des six (les deux Corées, la Russie, le Japon, les États-Unis et la Chine). Plusieurs tirs balistiques sont effectués en 2009 par les Nord-Coréens, provoquant des condamnations fermes du Conseil de sécurité de l'ONU. En 2010, deux incidents graves éclatent : le torpillage d'une corvette sud-coréenne et le bombardement d'une île du Sud par le Nord, faisant une cinquantaine de morts. Le refroidissement entre les deux Corées profite à la Chine : entre 2009 et 2010, le commerce entre la Corée du Nord et la Chine a augmenté d'un tiers. En 2011, Moscou joue un

rôle de médiation pour ramener les Nord-Coréens à la table des négociations. Ces derniers n'excluaient pas, en mars 2011, de reprendre les discussions avec le groupe des six.

LA MENACE BALISTIQUE NORD-CORÉENNE

La Corée du Nord dispose surtout de missiles de courte portée : 600 missiles Scud d'une portée de 300 à 500 km et 100 missiles Rodong I d'une portée de 1300 km. Elle développe aussi ses capacités en missiles balistiques intercontinentaux.

Le 5 juillet 2006, elle tire sept missiles dont un de type Taepodong-2 d'une portée variant entre 3500 et 6700 km, susceptible de toucher Hawaii ou l'Alaska. Les missiles s'abîment en mer du Japon. On ignore s'ils ont été détruits par les Nord-Coréens eux-mêmes ou s'il s'agit d'un échec. Le Taepodong-2 serait en voie de perfectionnement (portée de 10000 km) afin de pouvoir toucher la côte Ouest des États-Unis.

Brèves

LA CRISE CORÉENNE

12 décembre 2002

La Corée du Nord annonce la reprise de son programme nucléaire.

10 janvier 2003

La Corée du Nord annonce son retrait du TNP.

19 septembre 2005

La Corée du Nord s'engage à renoncer à son arsenal nucléaire militaire en échange de la possibilité d'utiliser le nucléaire à des fins civiles.

9 octobre 2006

La Corée du Nord annonce un essai nucléaire souterrain.

3 octobre 2007

Accord à Pékin sur le processus de démantèlement des installations nucléaires de la Corée du Nord.

2 novembre 2008

La Corée du Nord décide de fermer sa frontière avec la Corée du Sud. Elle accuse le nouveau président Lee Myung-bak de lui être hostile.

5 avril 2009

LaCorée du Nord procède au tir d'une fusée de longue portée. Le 13 avril, elle est condamnée par le Conseil de sécurité.

25 mai 2009

Pyongyang procède à un deuxième essai nucléaire souterrain ainsi qu'à trois tirs de missiles de courte portée. Nouvelle condamnation de l'ONU.

15 juin 2009

Le Conseil de sécurité décide alors d'instaurer un régime renforcé d'inspection des cargaisons aériennes, maritimes et terrestres à destination ou en provenance de Corée du Nord et durcit l'embargo sur les armes.

8 novembre 2009

Un affrontement naval éclate entre les deux Corées sur

l’île sud-coréenne de Daechong.

Mars 2011

La Corée du Nord envisage une reprise des pourparlers sur le nucléaire avec le groupe des six.

4

Islam versus Judaïsme

Introduction

Entre les Israéliens, qui se sont toujours sentis à l'étroit dans les frontières que leur ont attribuées les Nations unies, et les Palestiniens privés d'État, le conflit a régulièrement dégénéré en embrasement général au Proche-Orient. D'autant que les revendications arabes, longtemps soutenues par les idéologies nationalistes et laïques, ont été radicalisées par l'ascension de partis islamistes tels que le Hamas, qui a pris le dessus sur le vieux Fatah de Yasser Arafat en Palestine, ou, au Liban, le Hezbollah. Du coup, le conflit politique a pris une dimension culturelle et religieuse : les militants du Hamas sont prêts au sacrifice suprême pour libérer la Palestine et venger l'« affront » fait à l'islam par les colons juifs, tandis que ceux du Hezbollah rêvent d'« islamiser » un Liban où la cohabitation entre chrétiens et musulmans se révèle de plus en plus problématique.

L'expansion territoriale d'Israël

Les frontières d'Israël, telles qu'elles ont été reconnues par les Nations unies, n'ont cessé d'être repoussées, au gré des conquêtes militaires et d'une politique constante de colonisation. Les Palestiniens, quant à eux, n'ont jamais accepté le principe d'un État juif qui interdirait le « droit au retour » des exilés. Réfugiés dans les pays arabes voisins ou confinés dans des territoires réduits à la peau de chagrin, ils voient leur horizon s'obscurcir. Leur désespoir fait le lit du terrorisme.

En 1948, lorsque l'État d'Israël est proclamé, son territoire est de 14000 km². Les frontières du jeune État correspondent au peuplement juif du XIXe siècle (principalement sur la côte méditerranéenne), mais elles ne recouvrent pas le territoire sacré de l'Israël biblique : la Judée et Samarie (la Cisjordanie pour les Palestiniens). Elles excluent Jérusalem, lieu saint des trois grandes religions monothéistes.

Le bilan de la guerre menée contre les pays arabes en 1948-1949 est le suivant :

1. Israël gagne 6000 km² au prix d'une « épuration ethnique » à l'intérieur de ses frontières reconnues, comme dans les zones conquises.

2. Exode massif de 900000 Palestiniens, soit les 4/5 des Arabes habitant le territoire du premier Israël.

3. Moins de 180000 Arabes restent ; leurs descendants

sont les Arabes israéliens.

4. Les descendants des réfugiés palestiniens forment l'essentiel des millions de Palestiniens éparpillés dans le monde.

5. 39 % de ces réfugiés vont en Cisjordanie. Aujourd'hui, la moitié des Palestiniens (soit 1,4 million) de Cisjordanie sont des descendants des réfugiés de 1948.

6. 26 % vont à Gaza. Actuellement, au moins 90 % des 900000 Palestiniens de Gaza sont des descendants des réfugiés de 1948.

7. 14 % vont au Liban, 10 % en Syrie, 10 % en Transjordanie, 1 % en Égypte.

À l'issue de cette première guerre israélo-arabe s'ouvre la question des réfugiés. Le nouveau territoire d'Israël s'étend sur 20000 km² (soit un gain de plus de 40 %). La deuxième guerre israélo-arabe de 1967 ajoute à Israël ce que l'on appelle les « territoires occupés » : le Sinaï (qui sera rendu en 1978 à l'Égypte et définitivement évacué en 1982), le Golan syrien, la Cisjordanie, Gaza et la partie arabe de Jérusalem qui, ensemble, représentent 7500 km² (soit une nouvelle extension de 37 % par rapport au territoire israélien de 1949). Cette deuxième guerre aggrave la question des réfugiés : 450000 Palestiniens ont fui la bande de Gaza et la Cisjordanie.

L'INTIFADA ÉCLATE

Au milieu des années 1980, Israël est en position de force. L'État hébreu a gagné les guerres contre les États arabes et contre les Palestiniens au Liban ; il a annexé le Golan (1981) et la Jérusalem arabe (Jérusalem-Est). Les Israéliens contrôlent l'eau qui leur permet d'implanter des colonies. De 1985 à 1995, le nombre de colons juifs établis en Cisjordanie et à Gaza va tripler, passant de 50000 à 150 000.

Toutefois, l'éclatement en 1987 de la guerre palestinienne dans les territoires occupés (l'Intifada ou « guerre des pierres »), dynamisée par une forte pression démographique (+75 % depuis 1967) et la fin de la guerre froide (donc la diminution temporaire de la valeur stratégique d'Israël) contraignent Tel-Aviv à ouvrir des négociations avec les Palestiniens. En déclarant qu'il rompt avec le terrorisme et reconnaît Israël, Yasser Arafat parvient à faire accepter l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) par les Américains. Les Israéliens doivent discuter avec lui, mais ils refusent (Yitzhak Shamir en 1989) l'idée de souveraineté palestinienne au profit d'une autonomie. La première guerre du Golfe en 1990-1991 remet Israël en position de force et affaiblit l'OLP (soutenue par l'Irak).

Au début des années 1990, la colonisation juive sur le territoire de la Palestine mandataire est très avancée. Outre leur territoire de 1949, qui compte déjà près de 6 millions d'habitants, les Israéliens contrôlent environ 55 %

des terres de Cisjordanie, 45 % des ressources en eau et 12 % du territoire de Gaza. 150000 colons juifs vivent dans les 120 implantations juives de Cisjordanie et la douzaine d'implantations à Gaza ; sur les rives du Jourdain occupées par Israël, les colons contrôlent plus de 40 % des terres irriguées. Si les Palestiniens perdent du terrain, leur population ne cesse cependant de s'accroître (avec pour conséquence une explosion de la densité de population). La fécondité moyenne des Palestiniens est la plus haute de tout le monde arabe, avec 6,5 enfants par femme.

En 1991, les Américains ouvrent des négociations diplomatiques avec l'OLP. Les Israéliens sont contraints de négocier, mais ils veulent éviter à tout prix un État palestinien et l'arrêt de la colonisation. La conférence de paix de Madrid qui s'ouvre le 30 octobre 1991 marque le début de ce que l'on appelle le « processus de paix ». En 1992, Yitzhak Rabin décide toutefois ce que tout dirigeant sioniste s'était refusé à faire jusqu'alors : il gèle officiellement la colonisation, ce qui débouche sur le processus d'Oslo en septembre 1993. Arafat s'installe à Gaza le 1er juillet 1994 après le retrait israélien de la bande autonome. L'hiver 1995, l'armée israélienne évacue les agglomérations cisjordaniennes, sauf Hébron (colonie juive religieuse), qui devient un sujet de confrontation. Dans les faits, cependant, la colonisation en Cisjordanie n'a pas cessé, et Rabin, sans doute le seul dirigeant israélien à accepter l'idée de l'État palestinien et à disposer de la légitimité pour faire avancer le processus de paix, est assassiné le 4 novembre 1995 par un de ses compatriotes à

l'issue d'une violente campagne de presse.

Après la mort de Rabin, une vague d'attentats suicides contribue à ramener au pouvoir le Likoud de Benyamin Netanyahou (1996-1999). En juin 1998, le gouvernement israélien entérine la création du « Grand Jérusalem » (que dénonce le Conseil de sécurité de l'ONU), dont le but est de rassembler l'ensemble des colonies juives de Cisjordanie et la Ville sainte. L'échec à stopper le terrorisme palestinien porte Ehoud Barak au pouvoir (1999-2000). Il est élu sur un programme de séparation totale des deux peuples.

Pour les partisans d'Israël, l'échec des négociations organisées par Bill Clinton à Camp David, en juillet 2000, est à attribuer à Yasser Arafat, lequel refuse la proposition de Barak de rétrocéder 90 % de la Cisjordanie. Pour les autres, il est au contraire le fait des Israéliens qui ont bloqué toute perspective de partage de souveraineté sur Jérusalem et de retour des réfugiés.

LA SECONDE INTIFADA

Le 28 septembre 2000, Ariel Sharon, chef du Likoud, se rend sur l'esplanade des Mosquées de Jérusalem. La seconde Intifada éclate alors. Le déchaînement du terrorisme des branches armées du Hamas comme du Fatah (qui sont dans une logique de surenchère meurtrière) tue et blesse des centaines de civils israéliens. Le 6 février 2001, Ariel Sharon, élu triomphalement à plus de 60 %, forme un gouvernement d'union nationale. Il dispose d'une très grande marge de manœuvre militaire

contre les Palestiniens, compte tenu de la vague de terrorisme qui frappe Israël. Mais la brutalité de Tsahal (l'armée israélienne) dégrade l'image internationale d'Israël. Lors de la troisième Conférence internationale contre le racisme organisée par les Nations unies à Durban, le 2 septembre 2001, deux mille ONG accusent Israël de « génocide » dans une déclaration commune. Bien que disposant de puissants relais dans les médias occidentaux, Israël est en passe de perdre la guerre de l'information. Les images des victimes israéliennes d'attentats suicides abondamment diffusées sur les écrans occidentaux ne parviennent plus à masquer les souffrances d'un peuple humilié qui oppose ses enfants à des blindés.

C'est dans ce contexte que les attentats du 11 septembre 2001 vont constituer un tournant majeur du conflit israélo-palestinien. Désormais, pour une bonne partie des Occidentaux, le Palestinien rejoint le combattant d'Al-Qaida dans la galaxie complexe du terrorisme islamiste.

En décembre 2001 puis au mois de mars 2002, les Israéliens lancent deux offensives de grande ampleur visant à détruire purement et simplement l'Autorité palestinienne, accusée d'être le noyau du terrorisme palestinien. Pourtant, les trois principaux attentats qui servent de justification sont le fait d'organisations terroristes palestiniennes concurrentes du Fatah d'Arafat :

1. L'assassinat, le 17 octobre 2001, du ministre du tourisme Rehavam Zeevi par un commando du FPLP sert

de prétexte au lancement de l'opération « Mur de protection » pour occuper les villes autonomes de Cisjordanie.

2. L'attentat très meurtrier du 27 mars 2002, au soir de la Pâque juive, permet à Ariel Sharon de rejeter d'un revers de main le plan de paix proposé par le prince héritier Abdallah d'Arabie Saoudite, adopté au sommet arabe de Beyrouth, et de relancer son armée à la conquête de la principale ville de Cisjordanie.

3. L'attentat également très meurtrier, perpétré au sud de Tel-Aviv, le 7 mai 2002, au moment même où le chef du gouvernement israélien, « convoqué » à Washington, s'entretenait avec le président George W. Bush, lequel plaidait pour le plan de ses amis saoudiens.

ARAFAT ASSIÉGÉ

Il est évident que le Hamas et la droite dure israélienne ont alors un intérêt commun. Les attentats poussent Israël à détruire l'Autorité palestinienne, c'est-à-dire l'idée même d'État palestinien dont ne veulent ni les islamistes (dont l'objectif est la disparition d'Israël) ni Ariel Sharon et son gouvernement. Pendant ce temps, la colonisation peut continuer, et le désespoir des Palestiniens fait le lit du Hamas…

Le 1er avril 2002, après un week-end encore marqué par de sanglants attentats suicides, l'armée israélienne mène de nouvelles offensives dans les territoires occupés et

renforce le siège de Ramallah (où Yasser Arafat est enfermé). Usant d'une rhétorique semblable à celle de George W. Bush à l'égard d'Oussama Ben Laden, le chef du gouvernement israélien parle d'Arafat comme d'un « ennemi du monde libre ». Le 2 avril, envahie par 200 combattants palestiniens, l'église de la Nativité de Bethléem est encerclée par Tsahal. Dégradée à l'intérieur par les combattants musulmans et à l'extérieur par les tirs de l'armée israélienne, l'église martyrisée, qui ne sera libérée qu'au bout de trente-huit jours, nous rappelle qu'en Terre sainte les chrétiens sont les otages d'une guerre islamo-sioniste. Le 10 avril 2002, les Israéliens pénètrent dans le camp de Jénine où ils commettent des exactions contre les civils. Les bulldozers israéliens rasent des maisons, parfois habitées ; des prisonniers sont rassemblés nus devant leurs femmes et leurs enfants. Le monde musulman dénonce une humiliation volontaire, mais le vacarme de la guerre mondiale contre le terrorisme couvre le cri des enfants palestiniens. Israël franchit alors un nouveau pas dans sa politique de séparation physique entre les deux peuples : le 16 juin 2002 débute la construction de la barrière de sécurité (le « mur de l'apartheid » selon les Palestiniens). Contrairement à ce que ses détracteurs affirmeront, le mur se révélera efficace dans la protection d'Israël contre le terrorisme palestinien. Mais sa fonction n'est pas uniquement sécuritaire ; pénétrant profondément à l'intérieur même de la Cisjordanie, il permet de protéger les plus grandes colonies, d'annexer de nouveaux morceaux de territoire, et de rendre illusoire toute communication à l'intérieur d'un

éventuel État palestinien.

Yasser Arafat, le vieux chef palestinien, n’est pas encore mort. Il a résisté à la terrible année 2002 et au siège de Ramallah. Le Hamas, pour sa part, est très puissant, mais n’est pas encore au pouvoir. Ariel Sharon décide de porter le coup de grâce.

La bande autonome de Gaza ne fait pas partie de l’Israël historique. Certes, quelques milliers de colons y sont implantés, parmi plus d’un million de Palestiniens, mais le territoire n’est pas stratégique pour Israël et il n’est pas au cœur (contrairement à la Cisjordanie et à Jérusalem) des objectifs sionistes. En novembre 2003, Sharon annonce le retrait unilatéral de Gaza (retrait qui avait déjà été proposé dix ans plus tôt au moment de la négociation des accords d’Oslo). Arafat n’a rien négocié, donc rien obtenu. Il apparaît comme de plus en plus inutile. Et sa mort à Paris, le 11 novembre 2004, annonce la fin du nationalisme palestinien dans sa dimension laïcisante (et sa filiation nationaliste arabe) au profit de l’islamo-nationalisme radical du Hamas.

Entre le 14 août et le 13 septembre 2005, Sharon met en œuvre le retrait de Gaza. Les colons sont évacués par l’armée et l’opinion publique internationale y voit l’effet de la bonne volonté d’Israël, alors que l’État hébreu est tout simplement en train de céder une carte mineure qui lui coûte beaucoup trop cher (la sécurisation de quelques milliers de colons nécessite un effort militaire disproportionné), et ce dans le but de mieux se renforcer

en Cisjordanie et à Jérusalem.

Victime d’une attaque cérébrale en 2006, Ariel Sharon sort du jeu. Il était de plus en plus contesté au Likoud pour avoir voulu céder Gaza et surtout pour avoir voulu toucher à quelques colonies de Cisjordanie.

Victorieux dans des élections parfaitement démocratiques (11 listes représentant tout l’éventail de la politique palestinienne et pas d’irrégularités sérieuses constatées), le Hamas arrive au pouvoir en « Palestine » le 25 janvier 2006. Mais les dissensions entre le parti islamiste et le Fatah conduiront à une séparation de fait, le Hamas prenant le dessus à Gaza l’été 2007. Le monde occidental s’est étonné de cette victoire de l’extrémisme, pourtant logique si l’on veut bien prendre en compte le sentiment de désespoir des Palestiniens.

En 2008, Israël fête les cinquante ans de sa création. En un demi-siècle, l’expansion coloniale de l’État hébreu aura été continue, et les Palestiniens n’auront pas réussi à éliminer leur ennemi (ligne radicale) ou à créer un État souverain à côté de lui (ligne officielle de l’OLP depuis 1991) sur 20 % de la Palestine historique.

LA COLONISATION CONTINUE

Dans les territoires occupés, la surface confisquée par la colonisation est estimée à 40 % ; près de 450000 colons israéliens sont désormais établis en Cisjordanie et dans la Jérusalem arabe. La Cisjordanie a été découpée en trois

cantons étanches autour de Naplouse, Ramallah et Hébron, séparés par des colonies et des routes de contournement interdites aux Palestiniens.

Harcelé tout au long de l'année 2008 par le Hamas, à partir de la bande de Gaza, Israël lance le 27 décembre 2008 l'opération « Plomb durci ». La première phase est une attaque aérienne massive suivie, le 3 janvier, d'une offensive terrestre à l'intérieur de la bande de Gaza. En trois semaines, la guerre en milieu urbain réduit considérablement les combattants et l'armement du Hamas, et touche sévèrement la population civile. On compte 1330 morts chez les Palestiniens dont plus de 430 enfants, et 5450 blessés (selon les services médicaux palestiniens). Les Israéliens perdent dix militaires et trois civils. Publié en septembre 2009, le rapport du juge Richard Goldstone, commandé par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, accuse à la fois Israël et des groupes armés palestiniens de « crimes de guerre », voire de « crimes contre l'humanité ». Début avril 2011, Goldstone revient cependant en partie sur ses conclusions : il affirme que de nouveaux éléments apparus après la publication du rapport fin 2009 prouvent qu'Israël « n'avait pas visé de manière intentionnelle des civils ». Les Israéliens réclament depuis l'annulation du rapport.

Sur le terrain de la guerre de l'information, l'État d'Israël accuse un nouveau recul le 31 mai 2010 avec l'affaire de la flottille de Gaza. Neuf personnes sont tuées dans l'abordage par un commando israélien (hors des eaux territoriales israéliennes) d'une flottille internationale (des

militants pro-palestiniens turcs qui acheminaient, semble-t-il, de l'aide humanitaire à Gaza, alors sous blocus israélien). L'affaire contribue à dégrader les relations entre Israël et la Turquie gouvernée par les islamistes de l'AKP.

Le processus de paix semble durablement enterré. D'une part la colonisation israélienne continue fortement : 1600 logements (9 mars 2010) puis 1300 (8 novembre 2010) dans la partie arabe de Jérusalem. D'autre part le Hamas semble reconstituer ses forces à Gaza en prévision d'une nouvelle confrontation et peut-être avec l'espoir d'un nouveau pouvoir complaisant après le printemps égyptien de 2011.

En 2011, Israël apparaît davantage isolé diplomatiquement qu'il ne l'était par le passé. Il ne semble pas parvenir à faire accepter aux Arabes le principe d'un État juif, ce qui annulerait le droit au retour des réfugiés palestiniens des pays arabes voisins, et laisse le processus de colonisation se poursuivre en attendant d'en faire une carte de négociation réelle. Le terrorisme (assassinats de familles entières de colons dans les blocs d'implantations avancées) continue de le frapper, pendant que les Palestiniens (ceux de Gaza bien davantage que ceux de Cisjordanie) endurent des privations importantes. Tel-Aviv s'inquiète aussi des transformations en cours dans le monde arabe qui pourraient porter au pouvoir des régimes islamistes sunnites, de l'Égypte au Golfe en passant par la Syrie, et par la Syrie, et réveiller la dynamique de soutien aux Palestiniens.

TYPES DE COLONIES ET POPULATION COLONIALE

• Les colonies dites de « sécurité », le long de la vallée du Jourdain : elles servent à justifier une présence militaire stratégique (contrôle du bassin du Jourdain au détriment de la Cisjordanie intérieure et de la Jordanie).

• Les colonies de peuplement situées le long de la « ligne verte », à proximité d'Israël, et qui attirent pour des raisons matérielles (coût des terrains plus faible, incitation financière de l'État) des Israéliens modestes (par exemple les nouveaux immigrants).

• Les colonies à vocation religieuse, comme celles de Goush Emounim (mouvement religieux radical), à Hébron (tombeau des Patriarches), ville comptant 120000 Arabes et 700 colons dans la vieille ville (mais8000 dans les deux colonies de la périphérie).

• Nombre de colons en Cisjordanie et à Jérusalem-Est : environ 500000 en 2008. Pourcentage des terres contrôlées par Israël en Cisjordanie en 2008 : 8,5 % (les plus fertiles, ressources en eau).

• Avant 2005, 10000 colons israéliens occupaient à Gaza (340 km²) 40 % du territoire, tandis que 900000 Palestiniens y occupaient les 60 % restant.

LE MYTHE DES DEUX ÉTATS

• La résolution 1397 du Conseil de sécurité (12 mars

2002), qui fait référence aux résolutions 242 (de 1967) et 338 (1973), affirme avec force « sa vision de deux États, Israël et Palestine, vivant côte à côte à l'intérieur de frontières sûres et reconnues ».

• La « feuille de route » conçue par le Quartet (États-Unis, ONU, Union européenne et Russie) reprend en septembre 2002 la perspective de deux États vivant côte à côte et réaffirme le principe d'échange de « la terre contre la paix ». Dès 2003, les bases d'un État palestinien doté d'une nouvelle Constitutionet de frontières provisoires devront être posées.

• Le 30 avril 2003, publication de la « feuille de route » annonçant un État palestinien pour 2005.

• Décembre 2008 à Septembre 2010 : interruption des pourparlers de paix.

• Après la reconnaissance de l'État palestinien par le Venezuela en 2005, vague de reconnaissance 1967 à partir de décembre 2009 en Amérique Latine : Brésil, Argentine, Équateur, Bolivie, Guyana, Chili et Pérou, puis Paraguay, Uruguay et Surinam en 2011. Les diasporas arabes et en particulier palestiniennes d'Amérique latine ne sont pas étrangères au phénomène.

LE BILAN DES ACCORDS D'OSLO

OSLO I

• Déclaration de principe de Washington (13 septembre 1993) : Arafat reconnaît le droit d'Israël à vivre en paix et abroge les articles de la Charte palestinienne niant l'existence de l'État d'Israël. Il demande l'arrêt de l'Intifada dans les territoires occupés. Yitzhak Rabin reconnaît l'OLP comme représentant du peuple palestinien et confirme sa volonté de négocier la paix.

• L'accord du Caire du 4 mai 1994 définit les modalités d'une autonomie palestinienne à Gaza et Jéricho.

OSLO II

• L'accord du 28 septembre 1995 ratifié à Washington étend l'autonomie palestinienne à la Cisjordanie. Ces accords excluent cependant l'autonomie de la partie arabe de Jérusalem qui reste un contentieux majeur entre Palestiniens et Israéliens. Les Palestiniens sont censés contrôler : a. La bande autonome de Gaza. b. La ville autonome de Jéricho en Cisjordanie. c. Des morceaux de Cisjordanie (qui elle-même constitue seulement 22 % de la Palestine historique), à un degré de contrôle spécifique selon la zone considérée (A, B ou C).

• La zone A est constituée par 3 % de la Cisjordanie et 20 % de sa population. Elle comprend notamment les sept grandes villes palestiniennes : Jénine, Qalqily, Tulharm, Naplouse, Ramallah, Bethléem et une partie d'Hébron. Jérusalem Est n'est pas comprise dans cette zone, où l'Autorité palestinienne doit détenir les pouvoirs civils et de police, sauf à Hébron où les soldats israéliens sont

toujours responsables du contrôle des colons juifs.

• La zone B comprend la quasi-totalité des 450 villages palestiniens et représente 25 % de la superficie de la Cisjordanie. Les Palestiniens y détiennent les pouvoirs civils et une partie seulement des pouvoirs de police, tandis que l'armée israélienne conserve le contrôle de la sécurité et un droit permanent et unilatéral d'intervention.

• La zone C représente les 72 % restante de la Cisjordanie ; elle reste, avec les colonies juives, sous contrôle exclusif de l'État d'Israël.

Bilan

Si les accords d'Oslo avaient été respectés par Israël, l'« autogouvernement » palestinien (ces accords ne parlent pas de « souveraineté ») se serait étendu à Gaza et Jéricho (Oslo I) et à la zone A de la Cisjordanie (Oslo II).

COMME EN AFGHANISTAN ?

« Les accords d'Oslo ne sont pas la solution au problème. Ils sont le problème. Les Palestiniens ont lancé cette Intifada parce que, après Oslo, ils se sont sentis plus forts. Il faut donc, comme en Afghanistan, détruire les infrastructures de la Terreur. Je ne parle pas seulement du Hamas et du Djihad, mais des talibans locaux qui les protègent : le tanzim, la garde rapprochée d'Arafat, toute l'Autorité à travers ses ministères et ses activités. »

(Déclaration d'Ouzi Landau, ministre israélien de la Sécurité intérieure, *Le Monde*, 14 décembre 2001.)

Brèves

LES QUATRE DATES CLÉS DU CONFLIT

15 mai 1948

Début de la première guerre israélo-arabe. Elle se conclura en 1949 par le démembrement du territoire de la Palestine, tel qu'il a été prévu en 1947 par l'ONU. Une partie est annexée par Israël, une autre rattachée à la Jordanie, une troisième placée sous administration égyptienne.

2 juin 1964

Fondation à Jérusalem de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

10 juin 1967

Fin de la guerre dite des « Six Jours ». Les Israéliens occupent la Cisjordanie, la bande de Gaza, le Sinaï égyptien, le Golan syrien et la partie arabe de Jérusalem (Jérusalem-Est). Jérusalem est proclamée capitale d'Israël (non reconnue par l'ONU).

14 mai 1974

L'Assemblée générale des Nations unies reconnaît l'OLP

comme représentant du peuple palestinien.

Jérusalem, point nodal du choc des civilisations

Jérusalem est la ville « trois fois sainte ». Elle l'est en effet pour les juifs, pour les chrétiens et pour les musulmans. Salomon y bâtit le Temple, le Christ y fut crucifié, et les musulmans, qui l'ont conquise en 638, croient qu'elle sera le théâtre du Jugement dernier. Disputée depuis des siècles, Jérusalem reste le lieu symbolique des affrontements qui ensanglantent le début du troisième millénaire.

Le point de vue juif

• Jérusalem est considérée comme historiquement juive. Elle est donc l'un des objectifs premiers des sionismes politique et religieux.

• La population de l'ouest de la ville est majoritairement juive depuis le milieu du XIXe siècle.

• Les deux autres grandes religions monothéistes disposent de lieux saints d'importance équivalente : Rome pour les catholiques, LaMecque pour les musulmans.

• Dans le plan de partage de la Palestine (alors sous mandat britannique) adopté par les Nations unies en 1947, Jérusalem n'est pas comprise dans les frontières du premier État israélien (capitale Tel-Aviv).

• Israël occupe la partie ouest de Jérusalem en 1948.

• La Knesset (Parlement israélien) et le gouvernement s'y installent dès 1950.

• Israël occupe la partie est de Jérusalem à partir de 1967. La conquête déclenche un exode arabe de la ville, relativement faible comparativement au reste de la Cisjordanie. Dans la partie ouest, la construction israélienne s'accélère et nombre d'Israéliens viennent y habiter.

• La Knesset déclare Jérusalem unifiée et capitale éternelle en 1980.

Le point de vue chrétien

• Jérusalem est tout aussi chrétienne que juive ou musulmane. Elle n'a été conquise par les Hébreux qu'au XIe siècle av. J.-C., soit mille ans après sa création. Elle est par ailleurs liée au christianisme depuis la Passion du Christ.

• Ce point de vue rejoint celui de l'ONU qui lui a donné le statut de ville internationale en 1947.

• La communauté internationale ne reconnaît que Tel-Aviv comme capitale de l'État d'Israël, conformément au plan de partage voté par l'ONU. Seuls les États-Unis, par un vote du Sénat de 1995, ont décidé le transfert de leur ambassade à Jérusalem-Ouest ; décision non suivie d'effet par les différents gouvernements américains.

Le point de vue arabo-musulman

• Jérusalem fut, depuis sa reconquête sur les croisés en 1187, le principal centre d'échanges de la Palestine et la plus grande ville sur la route de Damas au Caire.

• Le Dôme du Rocher, mosquée construite à l'emplacement du Temple en 690, est le troisième lieu saint de l'islam, après LaMecque et Médine.

• Le point de vue des Palestiniens favorables à un compromis est que Jérusalem-Ouest peut être la capitale d'Israël si Jérusalem-Est devient celle d'un État palestinien indépendant.

• Le point de vue des islamistes du Hamas est qu'Al Quds (Jérusalem) doit être entièrement reconquise.

Israël sous le parrainage des États-Unis

L'alliance américaine est indispensable à Israël. Mais elle l'est aussi aux États-Unis, surtout depuis que l'Iran est soupçonné de chercher à se doter de l'arme atomique, ce qui enlèverait aux Israéliens l'exclusivité du feu nucléaire dans la région. Si le dossier palestinien a souvent compliqué les relations entre Washington et Tel-Aviv, il ne les a jamais réellement détériorées.

En mai 1942, David Ben Gourion rencontre des dirigeants sionistes américains et britanniques dans un hôtel new-yorkais. Le visionnaire sioniste sait que l'État juif ne pourra survivre seul dans un monde arabo-musulman qui lui est fondamentalement hostile. Alors que certains travaillistes regardent vers l'URSS, c'est l'alliance avec les États-Unis qui paraît naturelle à Ben Gourion. De fait, le président américain Harry Truman adopte dès 1945 une ligne favorable au sionisme, si bien que le 14 mai 1948, lorsque Ben Gourion proclame l'État d'Israël, Washington le reconnaît dans la demi-heure (contre une journée pour la France).

Israël devient officiellement l'allié des États-Unis au début de la guerre de Corée, en 1950. Très vite, cependant, les Israéliens doivent faire face à un problème : ils voudraient se hisser au rang d'allié dans le cadre d'un accord de défense mutuelle, mais les Américains ne leur offrent que le principe contraignant de « garantie-règlement », c'est-à-dire une garantie offerte en

échange d'efforts dans le dossier palestinien. D'autre part, les Américains ne veulent pas montrer aux Arabes qu'ils soutiennent Israël, afin de ne pas fragiliser leur alliance pétrolière (notamment avec l'Arabie Saoudite) et leur dispositif stratégique antisoviétique.

GARANTIE-RÈGLEMENT

En 1956, l'affaire de Suez donne l'illusion d'une entente entre Israël et les puissances coloniales française et britannique. Mais si Tel Aviv, cédant aux pressions américaines, doit mettre fin à son offensive contre l'Égypte, les Israéliens obtiennent en contrepartie des avantages déterminants : l'autorisation occulte de détourner de l'uranium enrichi de l'usine Apollo de Pennsylvanie pour leur programme nucléaire préparé avec la France, ainsi qu'un droit de passage dans le golfe d'Akaba pour leurs navires. Et, dès la fin des années 1950, Israël est intégré secrètement dans une alliance géopolitique proaméricaine comprenant la Turquie, l'Iran et l'Éthiopie.

La guerre israélo-arabe de 1967 rapproche davantage encore Tel-Aviv et Washington. Occupés au Vietnam, les États-Unis s'accommodent des coups portés par Israël à Nasser, tout en apparaissant aux yeux des Arabes comme des modérateurs.

Après 1967, les Américains peuvent légitimement considérer Israël comme un atout de grande qualité dans la guerre froide. Le petit État juif est devenu une véritable puissance régionale qui, de surcroît, a montré sa capacité à

frapper deux alliés de Moscou (Égypte et Syrie) et à fermer la route du canal de Suez, bloquant l'approvisionnement soviétique de Hanoi. Pour autant, les tenants du principe de « garantie-règlement » restent forts au sein de l'administration américaine. « On ne peut affaiblir les Soviétiques au Moyen-Orient que si l'on reste capable, aux yeux des Arabes, d'obtenir des concessions de la part d'Israël sur la question palestinienne », pense ainsi un William Rogers, secrétaire d'État du président Nixon (qui donne son nom au plan refusé en 1969 par les Israéliens). *A contrario*, pour Henry Kissinger, le conseiller pour la Sécurité nationale, il faut aller vers l'alliance ouverte et abandonner l'idée des pressions sur Israël.

C'est la ligne Kissinger qui triomphe. Entre 1970 et 1971, après la visite de Golda Meir à Washington, les crédits militaires américains à Israël passent de 30 millions de dollars à 545 millions. Alors qu'en 1973 les Israéliens, pour la première fois, et sous l'effet de la surprise, essuient un échec stratégique (ils perdent plus de 70 avions et de 400 chars), on décide à Washington, plutôt que de faire pression sur Tel-Aviv pour qu'il se retire des territoires occupés en 1967, de l'aider massivement à se redresser militairement. Washington, en effet, ne veut en aucun cas que l'un de ses alliés au Moyen-Orient connaisse une défaite face à un allié de Moscou.

Mais l'Amérique, attentive à sa politique arabe, maintient sa logique de « garantie-règlement ». Le président Jimmy Carter, à partir de 1977, propose à Israël une alliance formelle, sous la forme d'une garantie qui

jouerait non seulement face à l'URSS, mais aussi face aux puissances arabes hostiles, ceci en échange d'un retrait des territoires. Cette garantie n'intéresse toutefois pas les Israéliens, qui disposent désormais des moyens de se défendre seuls. Mais les accords de Camp David de 1978 (entre l'Égyptien Anouar El-Sadate et l'Israélien Menahem Begin, sous l'égide du président américain Jimmy Carter) poussent les Américains à essayer d'arracher aux Israéliens des concessions sur la question palestinienne. La position d'Israël se trouve quelque peu affaiblie maintenant que les Palestiniens, ce géant démographique arabe, jouent la carte américaine.

Toutefois, en 1979, la Révolution islamique qui éclate en Iran profite à Israël : Tel-Aviv est alors d'autant plus à l'abri des pressions de Washington sur le dossier palestinien que l'Amérique doit désormais faire face à de nouvelles menaces dans la région – l'URSS et l'Égypte hier, l'URSS et l'Iran aujourd'hui. L'arrivée de Ronald Reagan à la Maison Blanche ouvre aux États-Unis l'ère de la cohabitation entre un courant néoconservateur très pro-israélien et hostile à toute pression (Alexander Haig, le secrétaire d'État, en fait partie) et un courant républicain traditionnel possédant des intérêts pétroliers dans le Golfe et donc attentif aux Arabes.

Ariel Sharon, ministre israélien de la Défense en 1981, pense que le moment est venu de donner à Israël une paix pour trente ans en intervenant au Liban ; l'idée est d'y détruire l'OLP, d'en chasser l'armée syrienne, et d'y installer un pouvoir libanais allié. Soutenu par Haig,

Sharon met en application son plan. Mais en 1982, le poids du lobby pétrolier (dont fait partie le vice-président George Bush) s'avère déterminant. Les Israéliens se voient empêchés d'achever le transfert des Palestiniens de Cisjordanie vers la Jordanie pour y fonder un État palestinien. Le lobby juif américain préserve certes Israël des foudres de Washington, mais il démontre qu'il n'a pas la capacité de rendre le déterminant israélien supérieur au déterminant énergétique.

Voilà donc Israël enfermé avec les Palestiniens dans une géopolitique infernale, avec la seule assurance de ne pas subir trop de pressions américaines lorsqu'il porte des coups. Yitzhak Shamir fait échouer le plan Baker en 1990, à la sortie de la guerre froide, sans susciter de réaction de la part des Américains ; ceux-ci favorisent d'ailleurs l'émigration vers Israël d'un million d'immigrants juifs d'ex-URSS en fermant à ceux-ci les portes de l'Amérique, et condamnent plus encore la possibilité d'un État palestinien en Cisjordanie.

À partir du 11 septembre 2001, la lutte contre l'islamisme international vient remplacer l'opposition à l'URSS et le communisme international, conservant de fait à Israël le rôle d'allié stratégique fiable des États-Unis, ceci d'autant plus que le Hamas a pris le pas sur l'OLP. Israël peut distribuer ses représailles sans subir trop de pressions américaines et continuer à empêcher l'établissement d'un petit État palestinien qui, s'il voyait le jour, digérerait l'État juif en moins de trente ans pour des raisons démographiques. Mais, finalement bridé par l'alliance

américaine, Israël peut-il plus que cela ? Tant que l'Amérique ne change pas les frontières du Moyen-Orient, en Irak, en Jordanie, en Arabie Saoudite, au Liban, en Syrie, Israéliens et Palestiniens restent prisonniers du problème qui les divise. Et les transformations dont le monde arabe a été le théâtre en 2011 ont laissé ouverte la question de savoir si ces transformations favoriseraient un règlement du conflit ou si elles déboucheraient au contraire sur un isolement croissant d'Israël.

DEUX PRÉOCCUPATIONS VITALES

L'État juif, par ses moyens propres et grâce à l'alliance américaine, aura su régler la question israélo-arabe grâce à sa capacité nucléaire (Tel Aviv disposerait de 170 ogives atomiques) et en réduisant progressivement tous les rivaux stratégiques (Égypte, Syrie, Irak). Cependant, du fait que les grandes puissances (y compris les États-Unis) ont des intérêts spécifiques dans le monde arabe, Israël n'aura pu remodeler le Moyen-Orient pour régler à sa façon la question israélo-palestinienne. Mais la perspective d'un Iran nucléaire ramène plus que jamais Israël à ses deux préoccupations vitales dès l'origine : maintenir l'émigration juive malgré l'insécurité (la peur du nucléaire iranien ne va-t-elle pas décourager les candidats au « retour » en Israël ?) et maintenir sa suprématie au Moyen-Orient (jusqu'à présent, Israël est le seul État nucléaire de la région).

Kamikazes palestiniens et représailles israéliennes

L'apparition des kamikazes sur la scène du Moyen-Orient a frappé l'Occident de stupeur. Le fait de commettre des attentats contre des civils demeure à ses yeux non seulement inacceptable, mais encore incompréhensible. L'explication se trouve en réalité dans une tradition très ancienne, dont participent les Israéliens eux-mêmes : la dette de sang collective. Resté très marqué en Afghanistan, en Irak et au Pakistan, ce phénomène a toutefois quasiment disparu chez les Palestiniens.

La tradition islamique accorde de manière générale beaucoup d'importance au *shahid* (« témoin de la foi » ou « martyr »), comme en attestent des commentaires coraniques et des hadiths. La mort volontaire et violente du kamikaze fait office de purification et lui assure une arrivée immédiate au Paradis d'Allah. Dès lors, le *shahid* est délivré de tout péché par son rite sacrificiel et n'a pas besoin de l'intercession de Mahomet. Dans les traditions aussi bien orientales qu'occidentales, le guerrier (le héros) et l'ascète sont les deux types fondamentaux de l'archétype masculin, autant que l'amante et la mère le sont pour l'archétype féminin. Il y a deux héroïsmes, l'un actif, masculin, l'autre passif, féminin. L'héroïsme de l'affirmation absolue et l'héroïsme du dévouement absolu. L'islam tente de conserver cette bipartition et l'islamisme vise à la maintenir, quitte à en accentuer les traits face à

l'assaut de la modernité occidentale, laquelle pousse au contraire les hommes à révéler une part de féminité et les femmes une part de virilité.

À cet égard, certains commentateurs font une interprétation erronée du phénomène des femmes kamikazes dans les rangs du Hamas ou du Hezbollah. Ils croient y voir le signe d'une progression vers l'égalité des sexes dans la société islamique, ce qui est un contresens total. Les femmes kamikazes du Levant présentent toutes un trait commun : leur action sacrificielle s'inscrit chaque fois dans le prolongement du sacrifice guerrier d'un mari, d'un frère ou d'un enfant. Nous sommes donc dans l'héroïsme féminin du dévouement absolu, et non dans l'héroïsme de l'affirmation. Le cas de la femme kamikaze palestinienne ou tchétchène est en cela semblable à celui de l'épouse indienne jetant sa vie dans les flammes du bûcher funéraire aryen pour suivre dans l'au-delà l'homme auquel elle s'était donnée, ou à celui de la mère aztèque qu'une mort en cours d'accouchement amenait à l'immortalité céleste, privilège réservé habituellement au seul guerrier mort au champ d'honneur.

Si l'acte sacrificiel de la mort volontaire est plus traditionnel, au sens universel du terme, que spécifiquement islamique, en revanche, ce qui est typiquement oriental dans l'acte de l'attentat suicide, est l'idée que le rachat du sang des siens puisse se faire avec le sang de n'importe qui dans le clan adverse. Dans les sociétés sémites, qu'elles soient arabe ou juive, la dette de sang est collective. Elle n'est pas personnelle comme dans

la tradition primordiale européenne, laquelle a sans doute été portée à sa quintessence par l'idéal médiéval de la chevalerie. L'attentat suicide s'inscrit dans la continuité des actes génocidaires déjà abondamment décrits dans l'Ancien Testament. Dans un Orient de vengeance, où les acteurs principaux se battent en versant, pour l'essentiel, le sang de leurs enfants, de leurs femmes, de leurs parents, la notion de victime innocente – notion très occidentale – est anachronique : le sang et le clan font le coupable. Les kamikazes tuent des enfants juifs pour frapper le gouvernement d'Israël et le sionisme. Israël rase la maison des kamikazes en s'attaquant à leur famille. Quand un chef du Hamas est visé, c'est sa voiture et sa maison, donc sa famille qui, indistinctement, sont ciblées.

Brèves

LES KAMIKAZES DEPUIS LE II SEPTEMBRE

22 janvier 2002

Wafa Idris, 28 ans, trouve la mort en se faisant sauter à Jérusalem, faisant plusieurs blessés. C'est la première femme kamikaze.

22 février 2002

9 morts et 50 blessés dans un attentat suicide contre un autobus, à Jérusalem.

18 juin 2002

20 morts et 50 blessés dans un attentat suicide contre un autobus, à Jérusalem.

29 janvier 2004

10 morts et 60 blessés dans un attentat-suicide contre un autobus, à Jérusalem.

17 avril 2006

9 morts et 40 blessés dans un attentat suicide à

Tel-Aviv, le jour de la Pâque juive.

6 janvier 2007

3 morts dans un attentat suicide dans une boulangerie d'Eilat.

4 février 2008

1 mort et 11 blessés dans un attentat suicide à Dimona.

19 janvier 2010

Assassinat à Dubaï d'un chef militaire du Hamas. Les États arabes s'insurgent contre les actions du Mossad.

17 avril 2011

Selon un sondage du Jerusalem Media and Communication Centre, le soutien des Palestiniens aux attentats suicides a chuté de 55,4 % en 2009 à 37,3 % en 2011. De fait, le phénomène est quasiment éteint et remplacé par des tirs de roquettes depuis la bande de Gaza.

Liste non exhaustive.

La montée en puissance du Hamas

Pour diviser les Palestiniens, les Israéliens ont favorisé l'émergence du Hamas, mouvement islamiste dont la popularité est inversement proportionnelle au déclin du vieux nationalisme arabe représenté par le Fatah du président Mahmoud Abbas. Un jeu risqué certes, le Hamas ne reconnaissant pas Israël et employant contre lui l'arme de la terreur, mais payant à court terme : jamais les Palestiniens n'ont été aussi affaiblis face aux Israéliens.

En janvier 2006, le Hamas remporte les élections législatives palestiniennes. En mars 2007, le Hamas forme un gouvernement d'union nationale avec le Fatah. Mais d'où vient ce parti avec lequel le monde occidental ne veut pas dialoguer ? Quelle est son idéologie, quels sont les facteurs qui ont favorisé son arrivée au pouvoir ?

La mouvance des Frères musulmans est née en Égypte en 1928 sous l'impulsion d'Hassan Al-Banna et comprend des branches nationales en Syrie, en Jordanie, en Palestine. Elle prône un islam politique fortement teinté de préoccupations sociales. Alors qu'éclate la première Intifada, les Frères musulmans palestiniens estiment qu'ils ne peuvent plus laisser la lutte armée contre Israël aux composantes de l'OLP (le Fatah bien sûr, mais surtout le Djihad islamique né en 1982 d'une scission avec les Frères musulmans). Le 14 décembre 1987, ils créent le Hamas, acronyme de Harakat al-Mukawama al-Islamiya, soit Mouvement de la résistance islamique.

Si l’on remonte plus en arrière, on voit que le Hamas descend de l’Al-Moujamma al-Islami, un groupe qui existait depuis 1967, date d’invasion de la Cisjordanie et de Gaza par Israël, et que le cheikh Ahmed Yassine, son leader, enregistra légalement auprès de l’administration militaire israélienne en 1978. Ce groupe proposant de se concentrer sur l’islam plutôt que sur la lutte nationaliste est longtemps financé par l’État hébreu, lequel cherche à contrer l’OLP. La logique d’Israël durant les années 1980 est la même que celle des Américains : le fondamentalisme islamique doit être encouragé comme antidote au nationalisme arabe et à l’Union soviétique.

Datée du 18 août 1988, la charte du Hamas prône la libération de la Palestine historique et la création d’un État islamique, le refus de toute présence occidentale, de toute sécularisation ou occidentalisation du monde arabo-musulman.

Après la guerre du Golfe de 1991, où l’OLP de Yasser Arafat a apporté son soutien à l’Irak de Saddam Hussein, l’Arabie Saoudite décide de rediriger son financement vers le Hamas (qui reçoit alors près de 30 millions de dollars par an). Dès 1993, le Hamas dispose également d’un bureau à Téhéran, l’Iran apportant un financement complémentaire (environ 10 millions de dollars). Le but de l’Iran est de soutenir un mouvement puissant d’opposition au processus de paix engagé à Oslo. À partir de ce moment, le Hamas, en concurrence avec le Djihad islamique, commet et revendique de très nombreux attentats suicides dans le but, d’une part de radicaliser l’opinion publique

israélienne et de faire revenir au pouvoir le Likoud opposé à un État palestinien, d'autre part de « couler » l'OLP d'Arafat (dont plusieurs composantes participent aussi à la surenchère terroriste pour ne pas paraître inactives). Le naufrage du processus d'Oslo est scellé par l'échec des négociations de Camp David en juillet 2000.

Convaincu en 2004 qu'il est devenu le mouvement le plus puissant parmi les Palestiniens, le Hamas décide de suspendre ses actions terroristes. En janvier 2006, il balaie le Fatah aux élections législatives. Sa victoire électorale ouvre une partie à trois : Israël, Mahmoud Abbas (président de l'Autorité palestinienne et chef du Fatah, bénéficiant de l'appui des États-Unis et de l'Union européenne), le tout-puissant Hamas enfin.

Dès l'été 2006, les Israéliens lancent une grande offensive contre les territoires palestiniens. Un commando palestinien s'est en effet emparé d'un soldat israélien le 25 juin 2006 et exige en échange la libération de mille prisonniers arabes. Des roquettes ne cessent de s'abattre sur Israël. Tsahal arrête en Cisjordanie de nombreux responsables du Hamas dont 8 ministres et 26 députés, tous accusés de terrorisme contre l'État hébreu. Une offensive terrestre et aérienne détruit de nombreuses infrastructures, surtout celles qui sont tenues par le mouvement islamiste.

En août, c'est au tour du président du Parlement palestinien et du vice-Premier ministre, tous deux membres du Hamas, d'être arrêtés par l'armée israélienne.

Au début de l’automne, la répression contre le Hamas a fait près de 300 morts parmi les Palestiniens.

Mahmoud Abbas, toujours appuyé par les Américains et les Européens, tente alors de se « débarrasser » du Hamas : il annonce le 16 décembre 2006 des élections anticipées après l’échec du dialogue avec le mouvement islamiste pour former un gouvernement d’union nationale.

Une guerre éclate à Gaza entre les combattants du Fatah, qui soutiennent Abbas, et ceux du Hamas, qui soutiennent le Premier ministre Ismaïl Haniyeh. Les hommes du Hamas tirent sur la présidence à Gaza et, le 6 janvier 2007, Abbas déclare « hors la loi » le groupe paramilitaire de 5000 hommes créé par le ministère de l’Intérieur (Hamas).

Les affrontements entre Palestiniens font des dizaines de morts, essentiellement dans la bande de Gaza, mais aussi en Cisjordanie. Une trêve s’installe lorsqu’un gouvernement d’union nationale dirigé par Haniyeh est installé le 17 mars 2007, mais elle ne dure pas. Le Hamas décide un coup de force début juin 2007 et évince le Fatah (donc la présidence) de Gaza. L’opération fait plus de 100 morts.

Dès lors, la Palestine est divisée en deux entités : la bande de Gaza est contrôlée par le Hamas et la Cisjordanie reste fidèle au Fatah, l’ancien parti de Yasser Arafat. Cette division des Palestiniens est évidemment très favorable aux Israéliens. Elle avait sans doute été prévue et souhaitée par Ariel Sharon lorsqu’il avait pris la décision unilatérale

(en 2003) d'évacuer Gaza, offrant ainsi une victoire au Hamas et affaiblissant d'autant le vieux chef palestinien (Arafat).

À la fin novembre 2007, Mahmoud Abbas négocie avec les Israéliens (à Annapolis, aux États-Unis) les conditions d'un traité de paix. À Gaza, le Hamas conspue le « traître à la cause palestinienne ». En juillet 2008, un attentat à Gaza coûte la vie à cinq activistes du Hamas et à une fillette palestinienne. Le Hamas accuse le Fatah et arrête des dizaines de membres. Cet acte accélère le repli du Fatah sur la Cisjordanie et la mainmise totale du Hamas sur Gaza. Afin de répondre à de nombreuses attaques à la roquette, l'État hébreu lance contre Gaza l'opération Plomb durci, le 27 décembre 2008 ; elle fera plus de 1300 tués chez les Palestiniens et contribuera à la reprise des relations inter-palestiniennes en février 2009.

Le Hamas continue cependant de refuser de participer, en mai 2009, à un nouveau gouvernement palestinien. Sa finalité est en réalité radicalement différente de celle du Fatah de Mahmoud Abbas, dont l'action s'inscrit dans la lignée de la reconnaissance d'Israël par Arafat en 1993. Le 14 décembre 2010, célébrant le 22e anniversaire de sa fondation, le Hamas, par la voix du chef du gouvernement de Gaza, Ismaïl Haniyeh, appelle à « libérer la Palestine, de la mer Méditerranée au fleuve Jourdain », et réaffirme que le Hamas ne reconnaîtra jamais Israël. L'affaire de la flottille internationale en mai 2010 (les forces israéliennes tuent neuf personnes en abordant un « bateau humanitaire » qui tente de forcer le blocus de Gaza)

contribue à renforcer les relations du Hamas avec plusieurs pays musulmans (Turquie, Iran), tandis que la chute de Moubarak au Caire (mars 2011) donne au Hamas l'espoir que le mur entre l'Égypte et Gaza finira enfin par céder.

Pendant que Mahmoud Abbas travaille à une reconnaissance de l'État palestinien par l'ONU (plusieurs pays, notamment en Amérique Latine, ont reconnu cet État en 2010 et 2011) et Israël à celle de l'État juif par les Palestiniens (demande du Premier ministre Benyamin Nétanyahou, le 18 avril 2011), le Hamas prépare plus que jamais la prochaine bataille contre Israël.

LES ÉLIMINATIONS CIBLÉES D'ISRAËL

Face au terrorisme aveugle, les Israéliens vont développer une politique d'élimination ciblée de dirigeants des mouvements palestiniens, politique couplée à des actions militaires, parfois d'envergure, contre les villes palestiniennes. Ces éliminations ciblées feront cependant des victimes « collatérales », à savoir les civils se trouvant à proximité des voitures visées par des missiles ou des roquettes israéliennes, ou les membres des familles de ces dirigeants (des enfants, des femmes). Il faut garder à l'esprit que la densité de population de Gaza est l'une des plus élevées du monde. Toute action militaire qui y est tentée entraîne nécessairement des effets collatéraux. Il convient donc de considérer avec prudence le terme d'« élimination ciblée » diffusé dans les médias

occidentaux. Parmi les personnalités les plus importantes qui furent « ciblées » par Tsahal figurent Ali Abu Mustapha (remplaçant de Georges Habache), assassiné le 27 août 2001 à Ramallah, le cheikh Yassine tué par plusieurs roquettes tirées sur sa voiture le 22 mars 2004 (raid personnellement supervisé par Ariel Sharon à la suite d'un double attentat suicide le 16mars en Israël), et, moins d'un mois après, son successeur Abdelaziz Al-Rantissi, tué le 17 avril 2004. Outre ces trois personnalités, entre 2002 et 2005, une dizaine de dirigeants du Hamas ou du Djihad islamique seront ainsi éliminés par des raids d'hélicoptères ou de chasseurs F-16 tirant missiles ou roquettes sur des voitures palestiniennes. Les maisons des responsables d'actes terroristes seront systématiquement détruites par Tsahal. Ces opérations feront souvent des victimes civiles, au-delà des familles des « cibles ». C'est le cas lors du raid du 8 avril 2003 (chasseurs F-16 et hélicoptères Apache) qui tue un responsable du Hamas mais également 6 autres personnes, et en blesse 47 ; c'est encore le cas avec l'assassinat du cheikh Yassine qui tue 7 autres personnes, dont deux fils du cheikh.

Selon la chaîne Al-Arabiya et les autorités soudanaises elles-mêmes, le 5 avril 2011, un chef du Hamas qui venait de négocier l'acquisition d'une cargaison d'armes chimiques auprès des insurgés libyens de Benghazi a été éliminé dans sa voiture, près de l'aéroport de Port-Soudan, par deux hélicoptères israéliens Apache qui ont franchi la mer Rouge pour tirer plusieurs missiles Hellfire.

Brèves

LES BRIGADES DE LA TERREUR

Durant les années 2000, le Hamas, mais aussi le Fatah et d'autres mouvements membres de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), vont développer des « brigades » armées spécialisées dans l'organisation d'« attaques martyres » qui feront des centaines de morts et des milliers de blessés dans la population civile israélienne. Dans toutes ces organisations terroristes, on retrouve le même goût de la symbolique religieuse, des vidéos de candidats au martyre, des sites Web. Ce sont :

• Les Brigades des martyrs d'al-Aqsa (BMA) pour le Fatah (membre de l'OLP).

• Les Brigades Izzedine al-Qassam (BIZQ) pour le Hamas.

• Saraya al-Quds (SQ) pour le Mouvement du Djihad islamique en Palestine.

• Les Brigades Abu Ali Mustapha (BAM) pour le FPLP (Front populaire de libération de la Palestine).

• Les Brigades de la résistance nationale palestinienne (BRNP) pour le FDLP (Front démocratique de libération de la Palestine).

L'Arabie Saoudite et l'Iran

Créé par la France après la Première Guerre mondiale, le Liban n'a cessé d'être soumis aux convoitises de ses voisins, à la sollicitude appuyée des grandes puissances, mais aussi à ses rivalités intérieures. Le pays du Cèdre, en qui l'on espérait voir un modèle d'État multiconfessionnel, demeure hanté par le spectre de la guerre civile et de l'invasion étrangère.

En 1918, au moment de l'effondrement de l'Empire ottoman, les provinces autonomes de Syrie et du Mont-Liban furent placées sous l'autorité de la France mandataire. Trois possibilités s'offraient alors à Paris : créer une Grande Syrie, créer un Petit Liban correspondant au Mont-Liban maronite, ou enfin créer un Grand Liban qui empiéterait sur le territoire de la Syrie en intégrant la vallée de la Bekaa et des régions non maronites. C'est la dernière solution qui fut retenue, inspirée de l'époque glorieuse de l'émir libanais Fakhr El-Din (XVIe siècle). Mais les frontières du Grand Liban engendrèrent alors une double fracture : Damas n'accepta jamais la partition, tandis que musulmans et chrétiens orthodoxes contestèrent sans cesse la place centrale des chrétiens maronites.

La fragile construction libanaise ne résista pas à l'irruption du conflit israélo-arabe à l'intérieur de son territoire. La « cause palestinienne » fut, en 1975, l'occasion pour les composantes arabistes, nassériennes ou

prosyriennes de briser l'« ordre maronite » dominant et de plonger le pays dans une guerre civile durant laquelle les acteurs extérieurs (Israël, Syrie, puissances internationales) purent instrumentaliser, au gré de leurs intérêts, les oppositions intérieures.

La géopolitique intérieure du Liban reste fragile. Le système repose toujours sur un ordre confessionnel : le Pacte de 1943 (président de la République chrétien maronite, Premier ministre musulman sunnite, président du Parlement chiite) a été modifié par les accords de Taëf de 1989 (voulus par la Syrie) qui renforcent les pouvoirs des sunnites.

Ainsi, le Liban moderne n'a jamais profité d'une souveraineté pleine et entière. Avant 1990, les présidents libanais ont toujours été cooptés par des puissances régionales ou internationales, qu'il s'agisse d'Israël, de la Syrie, de l'Égypte, de la France, de la Grande-Bretagne ou des États-Unis. Depuis 1990 et l'échec de la « guerre de libération » lancée par les troupes du général chrétien Michel Aoun, la souveraineté effective du Liban a été limitée essentiellement par Damas qui a justifié sa présence, jusqu'en 2005, en jouant un rôle stabilisateur face au risque permanent de guerre civile.

L'occupation israélienne des zones chiites a été le point de départ, à partir de 1980, d'une montée en puissance de la communauté chiite sur la scène libanaise, soutenue par l'Iran. Le Hezbollah est aujour d'hui le seul parti politique officiellement armé au Liban. Ne pouvant se permettre un

duel direct d'État à État, Damas et Beyrouth ont laissé le Hezbollah s'arroger un quasi-monopole de la résistance nationale et islamique face à Israël, dans le double combat pour la « cause palestinienne » et pour la « cause libanaise » (les territoires occupés du Sud jusqu'à 2000).

Château d'eau pour ses voisins syrien et israélien, façade littorale élargie pour la Syrie, réservoir en potentialités économiques offrant de l'emploi à près d'un million de travailleurs syriens et palestiniens, le Liban reste aujourd'hui vulnérable sur le plan politique. L'Arabie Saoudite et l'Iran s'y livrent une guerre par délégation aux partis libanais, tandis que la Syrie tente de rester l'acteur dominant.

DÉSÉQUILIBRES CONFESSIONNELS

Aujourd'hui, on estime que sur quatre Libanais, deux sont chiites, un est sunnite ou druze, et un est chrétien.

Non seulement la réalité confessionnelle du Liban est massivement musulmane mais, en plus, la communauté chiite a dépassé en nombre la communauté qui fut longtemps la plus nombreuse : les maronites. Par ailleurs, les réfugiés palestiniens au Liban constituent un véritable État dans l'État et déterminent largement le rapport du Liban à Israël. En effet, sur environ 3,5 millions d'habitants (non compris la population de travailleurs syriens), le pays du Cèdre compte quelque 500 000 Palestiniens (soit près de 15 % de la population).

Brèves

LE LIBAN DÉCHIRÉ

2 septembre 2004

Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 1559 appelant au respect de la souveraineté du Liban et au retrait de toutes les troupes étrangères de son sol (la Syrie étant implicitement visée).

14 février 2005

Assassinat de l'ex-Premier ministre Rafic Hariri à Beyrouth. La Syrie est mise en cause par l'opposition.

5 mars 2005

Le président syrien Bachar El-Assad annonce ce retrait en deux étapes dont la première s'effectue à partir du 8 mars alors que 400000 personnes manifestent à Beyrouth leur soutien à la Syrie, à l'appel des partis chiites Hezbollah et Amal.

26 avril 2005

Fin de la présence militaire syrienne au Liban.

Mai-juin 2005

« Révolution du Cèdre » : victoire de l'opposition antisyrienne aux élections législatives.

23 janvier 2007

Grève générale déclenchée par l'opposition (prosyrienne) menée par le Hezbollah. Elle dégénère en affrontements violents entre chiites et sunnites dans les quartiers musulmans de la capitale.

30 mai 2007

Le Conseil de Sécurité de l'ONU adopte la résolution 1757 imposant la création d'un Tribunal international pour juger les auteurs de l'attentat qui a tué Rafic Hariri.

23 novembre 2007

Fin du mandat d'Émile Lahoud.

25 mai 2008

Le général Michel Sleimane est élu président du Liban après dix-huit mois de crise politique.

Mai 2008

À la suite du limogeage du chef de la sécurité de l'aéroport de Beyrouth, un chiite prosyrien, et de la mise hors la loi du réseau de télécommunications du Hezbollah, les chiites appellent à la désobéissance civile. Violents combats à Beyrouth (plus de 60 morts). Une médiation de la Ligue arabe et du Qatar aboutit à un accord prévoyant l'élection du président de la République et la formation d'un gouvernement d'union nationale.

11 juillet 2008

Entrée massive du Hezbollah au gouvernement.

15 octobre 2008

Le Liban rétablit ses relations diplomatiques avec la Syrie.

19-20 novembre 2009

Visite historique de Saad Hariri (qui a réussi à former un gouvernement d'union nationale le 9 novembre) à Damas. Le Premier ministre rencontre Bachar El-Assad qu'il avait accusé d'avoir fait assassiner son père.

Octobre 2010

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad est accueilli triomphalement dans le sud du Liban.

Janvier 2011

Le Hezbollah quitte le gouvernement d'union nationale qui s'effondre. Le pays reste enlisé dans la crise provoquée par l'enquête sur la mort de Rafic Hariri.

Mars 2011

Le camp Hariri, soutenu par l'Arabie Saoudite, se mobilise contre l'« arsenal » du Hezbollah (dernière milice officiellement armée).

Le djihad du Hezbollah contre Israël

Soutenu par la Syrie et surtout l'Iran, le Hezbollah est devenu le parti le plus puissant du Liban, où il s'est imposé comme le seul capable d'affronter militairement Israël. Fer de lance du fondamentalisme chiite, mais allié au Hamas sunnite, il fait désormais de l'ombre à Al-Qaida…

Mouvement fondamentaliste chiite, le Hezbollah (« Parti de Dieu ») naît en 1983 au Liban avec comme objectif de créer un État islamique sur le modèle iranien. Les accords de Taëf (1989) et le jeu de la Syrie lui donneront une place prépondérante tant sur la scène politique libanaise que sur la scène militaire. Doté de structures régionales dans les provinces de la Bekaa, du Sud-Liban et de la périphérie de Beyrouth (à l'ouest et au sud de la capitale), le Hezbollah est très lié, par son organe de renseignement et d'actions spéciales, l'ASS (Appareil de sécurité spéciale), aux services iraniens (la Vevak).

Le Parti de Dieu connaît une victoire politique majeure avec le retrait de l'armée israélienne du sud du Liban en 2000. Mais, prenant prétexte du maintien des Israéliens sur le secteur contesté (Liban, Syrie) des fermes de Sheeba, les miliciens chiites continuent le combat contre l'« entité sioniste ». Leur dirigeant, le cheikh Hassan Nasrallah, arrache une deuxième victoire symbolique le 29 janvier 2004 lorsque, après des mois de négociations, Israël libère plus de 400 prisonniers palestiniens et libanais contre un Israélien détenu depuis 2000 et les dépouilles de trois

soldats. Le Hezbollah apparaît alors comme le fer de lance de la lutte contre l'État d'Israël, au-delà de la résistance libanaise. Certains analystes pensent même que la radicalisation du djihad sunnite par Al-Qaida trouve en partie son origine dans une logique de concurrence aux succès du djihad chiite. Le 12 juillet 2006, le Hezbollah tue huit soldats israéliens et en capture deux autres à la frontière israélo-libanaise. Israël refuse cette fois-ci un échange de prisonniers et lance « Chan gement de cap », une offensive militaire de grande envergure visant à éliminer le mouvement chiite.

Tel-Aviv comme Téhéran jugent sans doute cette guerre nécessaire. Les Iraniens entendent pour leur part montrer aux Américains qu'une attaque de l'Iran signifierait un embrasement incontrôlable duMoyen-Orient ; pour les Israéliens, négocier en position de force avec l'Iran impose de réduire d'abord son allié libanais.

L'OFFENSIVE MILITAIRE DE 2006

Accusant le gouvernement libanais de ne rien faire pour empêcher les miliciens du Hezbollah de tirer de façon incessante des roquettes sur Israël, Tsahal bombarde sans ménagement le Liban. La destruction des routes, des ponts, des centrales électriques et d'immeubles de la banlieue chiite de Beyrouth fait de nombreuses victimes civiles.

Le 30 juillet 2006, ce sont ainsi plus de 50 civils, en majorité des enfants, qui périssent à Cana, village martyre

où déjà, dix ans auparavant, plus de 100 civils avaient été tués dans le bombardement d'un abri de l'ONU par l'aviation israélienne. Plus de 800 000 Libanais fuient les combats et refluent vers la capitale et le nord du pays. Le 1er août, après vingt jours de bombardements intenses, l'armée israélienne élargit son offensive terrestre dans le sud du Liban dans le but d'établir une zone de sécurité de 6 à 8 km au nord de sa frontière. Les roquettes du Hezbollah continuent cependant à pleuvoir sur Israël.

Le 14 août 2006 enfin, au bout d'un mois d'affrontements, un cessez-le-feu entre en vigueur, en application de la résolution 1701 du Conseil de sécurité. Le bilan des tués est lourd : plus de 2000 civils libanais, 157 Israéliens (118 soldats et 39 civils), tandis que les dégâts causés au Liban sont estimés à plus de 12 milliards de dollars. Le 17 août 2006, l'armée libanaise se déploie dans le sud du pays d'où Tsahal se retire, laissant place à la Finul (Force intérimaire des Nations unies au Liban), qui atteint les 15000 hommes.

Très vite, pour les opinions publiques occidentales, la guerre de l'été 2006 apparaît comme un échec cuisant pour Israël. Le 30 avril 2007, un rapport de la commission d'enquête gouvernementale israélienne met en cause la responsabilité du Premier ministre Ehoud Olmert. Les Israéliens, malgré l'engagement de l'équivalent de l'armée de terre et de l'armée de l'air françaises, ont échoué à vaincre quelques milliers d'hommes retranchés dans un rectangle de 45 km sur 25. Ils ont englouti la somme colossale de 6 milliards de dollars, soit presque 10 millions

de dollars par milicien éliminé si l'estimation de 600 miliciens tués est exacte. Pourtant, la polémique est à nuancer : Israël était en train d'affaiblir considérablement le Hezbollah lorsqu'il a été contraint, par des pressions internationales de plus en plus fortes, à un cessez-le-feu.

FORMATION MILITAIRE EN CORÉE DU NORD

Le chef du Hezbollah libanais est devenu un véritable héros dans le monde musulman, le 24 mai 2000, lorsque les Israéliens se sont retirés du Sud-Liban qu'ils occupaient depuis 1978. Se disant descendant de Mahomet (le port du turban noir en est la caractéristique), Nasrallah a suivi des études à Nadjaf, en Irak, dans la deuxième moitié des années 1970. Il y a côtoyé Mohammed Sadiq Al-Sadr (père de Moqtada Al-Sadr, l'actuel chef chiite qui résiste aux Américains en Irak), l'ayatollah Khomeiny et l'ayatollah Ali al-Sistani (l'actuel chef chiite légaliste en Irak). Nasrallah quitte le mouvement Amal en 1982 pour créer un groupe chiite islamique, embryon du Hezbollah. Formé militairement en Corée du Nord à la toute fin de la guerre froide, il gardera des liens étroits avec ce pays, comme la guerre de l'été 2006 l'a montré (ce sont en effet des conseillers nord-coréens qui ont préparé les miliciens chiites à la guerre souterraine).

La réussite de Nasrallah est à la fois politique et militaire. Politiquement, le leader chiite rapproche le Hezbollah des mouvements sunnites palestiniens (le Hamas et le Djihad islamique) et fait entrer le Parti de Dieu

au Parlement libanais ainsi qu'au gouvernement. Pragmatique, il prend soin de rejeter Al-Qaida et de condamner les attentats du 11 septembre 2001. Militairement, le mouvement sera, avec l'appui de la Syrie, la seule milice non désarmée au Liban et deviendra à partir de l'année 2000 un exemple militaire à suivre dans la galaxie islamiste. Le programme du mouvement, financé par l'Iran (10 à 20 millions de dollars chaque mois) est clair : rayer Israël de la carte du monde.

Le 12 février 2008, le monde occidental apprend la mort d'Imad Moughnieh, tué dans un attentat à la voiture piégée à Damas. Lors des obsèques de l'activiste, Hassan Nasrallah, chef du Hezbollah, déclare une guerre totale à Israël. Mais Israël dément être l'auteur de l'assassinat de celui que l'on surnomme le « Renard », tandis que les États-Unis déclarent que « le monde se portera mieux sans cet homme ». Qui est cet inconnu pour le grand public ? Un homme recherché activement par tous les services occidentaux (y compris la DGSE française), un terroriste au potentiel sans doute plus élevé que celui de Ben Laden. On sait peu de chose de lui. Sa nationalité libanaise n'est pas certaine pour les services occidentaux, lesquels estiment qu'elle a pu être fabriquée dans les années 1970 lorsque les services iraniens, par son intermédiaire, infiltraient les Palestiniens. Sa carrière, connue ou supposée connue, est bien remplie : Force 17 du Fatah (protection d'Arafat), planification des premières grandes attaques-suicides (dont les deux qui, le même jour, coûtèrent la vie à 58 parachutistes français et 241 soldats

américains à Beyrouth, le 23 octobre 1983), rapt d'Occidentaux au Liban, détournement du vol TWA 847 Rome-Athènes en 1985 (un marin américain y est violemment frappé puis assassiné), attentats à Paris des années 1985-1986, supervision de l'aide du Hezbollah aux mouvements Hamas et Djihad islamique lors de la première Intifada (1987), attentats contre des Israéliens en Argentine (1992), rencontre avec Oussama Ben Laden au Soudan en 1993 et prise en main de la formation des militants d'Al-Qaida aux attentats-suicides dans un camp de la Bekaa (Liban), attentats en Arabie saoudite contre les Américains (1995-1996), accueil de talibans fugitifs en Iran en 2001, assistance à Moqtada Al-Sadr (chef de l'armée chiite du Mahdi en Irak).

CELUI DONT ON NE CONNAÎT PLUS LE VISAGE

Sa présence est encore signalée autour du président iranien Mahmoud Ahmadinejad, en janvier 2006, lors d'un voyage à Damas où se tient une réunion avec plusieurs mouvements palestiniens radicaux, ou bien en Cisjordanie (coopération entre le Hezbollah, le Hamas et le Djihad islamique). Les Israéliens l'accusent d'être le véritable cerveau de l'enlèvement des soldats israéliens, prélude à la guerre de l'été 2006 contre le Hezbollah. Très certainement membre depuis l'origine des services iraniens (« détaché » dans les mouvements de résistance à Israël), le « Renard » dispose de cellules dormantes fidèles dans le monde entier (Proche-Orient, Afrique, Suisse,

Espagne, Canada, États-Unis, Amérique Latine, Asie), qu'il lui suffit d'activer si Téhéran lui en donne l'ordre, en cas de guerre avec l'Occident par exemple. Celui dont on ne connaît plus le visage (il a subi plusieurs interventions de chirurgie esthétique) est-il vraiment mort ou, tel l'imam caché dans la tradition chiite, s'est-il « occulté » pour mieux resurgir lorsque ses maîtres le lui demanderont ?

LE HEZBOLLAH MET LE LIBAN AU CŒUR DES CONFLITS DU MOYEN-ORIENT

La stabilité au Liban repose aujourd'hui largement sur les conclusions de l'enquête internationale de l'ONU relative à l'assassinat de Rafic Hariri. La désignation explicite des responsables est un enjeu pour tous les acteurs du Moyen-Orient : le Hezbollah ou la Syrie d'abord, en tant que coupables potentiels, mais aussi l'Arabie Saoudite, l'Iran et la Turquie qui savent que leurs intérêts propres sont aussi liés au fragile équilibre libanais.

L'Iran soutient le Hezbollah comme un outil d'escalade dans son conflit, relatif au nucléaire, avec les États-Unis et Israël.

Il suffit à Téhéran d'activer le Hezbollah, et c'est de nouveau la guerre avec Israël, comme en 2006, mais avec cette fois, sans doute, l'implication à Gaza du Hamas (qui a réarmé depuis l'opération Plomb durci fin 2008). Mais l'Iran utilise aussi le Hezbollah dans sa confrontation avec l'Arabie Saoudite (guerre chiites/sunnites). Téhéran peut, par exemple, modérer le Hezbollah face aux sunnites

libanais du clan Hariri, afin d'obtenir en échange que Ryad modère les oppositions sunnites à la domination chiite en Irak.

La Syrie (dominée par les Alaouites) considère, comme l'Iran, que le Hezbollah est un allié face aux sunnites libanais et saoudiens. Mais la Syrie retient davantage le bras du Hezbollah que ne le fait Téhéran car, si elle entend demeurer l'acteur dominant du Liban, elle ne peut accepter la domination totale du Hezbollah sur son voisin.

La Turquie enfin, sunnite et ancienne puissance de tutelle de ce Proche-Orient arabe, place ses pions aussi bien du côté des Palestiniens du Hamas que des sunnites libanais. Le prestige du modèle islamique turc est important dans le monde arabe, et Ankara peut jouer un rôle de médiation dans l'affrontement entre l'Arabie Saoudite et l'Iran. Dans ce jeu complexe entre les puissances régionales musulmanes d'une part (Iran, Syrie, Arabie Saoudite, Turquie) et Israël et les États-Unis d'autre part, le Liban, à cause de cet « État dans l'État » qu'est le Hezbollah, reste ce qu'il a toujours été en tant qu'État multicommunautaire : la caisse de résonance des conflits du Moyen-Orient.

5

Islam versus Islam

Introduction

Le choc des civilisations se produit au sein même d'un monde musulman qui est loin d'être homogène. La rivalité séculaire qui oppose les sunnites aux chiites a éclaté au grand jour en Irak, en 2003, après la destruction par les Américains de l'État baasiste de Saddam Hussein, mais aussi, en 2011, à Bahreïn et en Arabie Saoudite. Mais à cette fracture religieuse, qui n'est d'ailleurs pas la seule, s'ajoutent des fractures ethniques et civilisationnelles tout aussi profondes : Kurdes contre Arabes, Turcs contre Kurdes, Arabes contre Perses, etc. Quant à l'islamisme sunnite, non réductible à Al-Qaida, il constitue un défi redoutable pour les États musulmans eux-mêmes : tous sont confrontés, à des degrés divers, au terrorisme, du Pakistan au Maroc et de l'Asie centrale à la Corne de l'Afrique.

Le poids du chiisme dans le monde musulman

Le chiisme trouve son origine dans la succession du prophète Mahomet, laquelle donna lieu à un sanglant conflit de légitimité. Ce conflit entre le sunnisme et le chiisme n'a jamais été résolu, et la guerre civile entre musulmans est toujours prête à reprendre. Si le tombeau d'Ali, le fondateur du chiisme, est en Irak, c'est en Iran que la religion a son épicentre.

Les adeptes du chiisme inscrivent leur foi dans la succession de ceux qui refusèrent d'admettre la légitimité des califes issus des dynasties omeyyades et abbassides, et qui réservèrent la direction de la communauté musulmane à Ali (cousin et gendre de Mahomet) et à ses descendants, les Alides, que l'on appellera plus tard chiites. L'origine du chiisme est donc politique avant d'être théologique. C'est après la fracture politique qu'apparurent :

• une différenciation théologique par rapport au sunnisme.

• une différenciation à l'intérieur du chiisme en trois branches : le chiisme duodécimain (la branche la plus importante), le zaydisme (au Yémen) et l'ismaélisme (dont font partie les druzes du Liban).

Sur les quelque 1,2 milliard de musulmans que compte la planète – et ils seront près de 2 milliards vers 2020 –, à peu près 15 % sont chiites, ce qui représente environ 180

millions de chiites dans le monde. Les chiites, duodécimains dans leur immense majorité, sont essentiellement localisés en Iran, dans le sud du Liban, au Pakistan, au Tadjikistan, en Irak et dans les émirats. Le fait géopolitique chiite majeur se situe en Iran et autour du golfe Arabo-Persique : 70 % des populations des deux rives du Golfe sont chiites :

• Le sud de l'Irak compte 15 millions de chiites, représentant 60 % de la population.

• En Arabie Saoudite, les chiites peuplent la région du Hasa où se concentrent les ressources pétrolières ; le chiisme saoudien représente 2,5 % de la population totale du pays, soit 500000 adeptes.

• Bahreïn compte 560000 chiites, ce qui représente 70 % de la population.

• Les Émirats arabes unis comptent 350000 chiites.

• Le Qatar compte 50000 chiites.

L'IRAN, PÔLE DU MONDE CHIITE

L'Iran fut longtemps dominé par le sunnisme. Le chiisme y était minoritaire, mais plusieurs éléments rendirent son développement possible. Certains historiens soutiennent ainsi que Hussein, fils d'Ali, aurait épousé la fille du dernier roi sassanide, faite prisonnière au cours de la conquête de la Perse. Les imams alides disposeraient alors de l'hérédité prophétique et du principe de filiation

royale de droit divin. Dès les premières générations, après la conquête arabe, les Alides trouvèrent de larges soutiens en Iran, et des bastions du chiisme se formèrent sur le territoire de l'Iran conquis.

En 818, Ali Rêza, qui avait été proclamé huitième imam deux ans auparavant, à Merv, fut martyrisé. Sa mort consolida l'association du chiisme et de l'Iran. Au Xe siècle, la dynastie chiite des Bouyides, qui avait émergé sur le plateau central iranien, s'empara de Bagdad. Aux XIe et XIIe siècles, alors que dominaient les Turcs seldjoukides, le chiisme duodécimain était déjà solidement établi en Iran. Il fallut cependant attendre le XVIe siècle pour que la majorité de la population devienne chiite sous l'impulsion de la dynastie des Séfévides, qui fit du chiisme duodécimain la religion officielle de l'Iran. À partir de cette époque, le chiisme devint indissociable du sentiment national iranien.

Depuis 1979, la République islamique d'Iran essaie de renforcer ses positions au Moyen-Orient en mobilisant les communautés chiites arabes.

L'IMAM CACHÉ

Dans un discours en date du 5 mai 2008, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a affirmé que le retour de l'imam caché (qui est également appelé le Mahdi) était imminent : « L'imam caché dirige les affaires de l'Iran et des autres pays du monde [...] et empêche les Etats-Unis de piller le pétrole irakien. » Cette déclaration prophétique

se réfère à la tradition du chiisme duodécimain, selon laquelle le douzième imam chiite, Muhammad Al-Mahdi (né en 869 en Irak), aurait été « occulté » pour échapper aux persécutions des Abbassides (sunnites) et réapparaîtrait un jour pour rétablir la paix et la justice.

Le nouvel Irak chiite

Le régime baasiste avait maintenu d'une main de fer l'unité de l'Irak, malgré les rivalités ancestrales entre la majorité chiite et la minorité sunnite. En faisant tomber Saddam Hussein, les Américains ont ouvert la boîte de Pandore : entre les deux communautés musulmanes rivales, le cycle de la violence s'est déchaîné.

Les chiites d'Irak, qui constituent 60 % de la population du pays, avaient toujours été dominés par les Arabes sunnites (20 % de la population), et ceci des Abbassides (VIIIe siècle) jusqu'à l'invasion américaine de 2003, en passant par les empires ottoman et britannique, puis par la période autoritaire baasiste (sous Saddam Hussein).

En 2003, l'effondrement du parti Baas leur ouvre la voie. En mai 2003, l'ayatollah Mohammad Al-Baqr Al-Hakim, jusqu'alors exilé en Iran, revient triomphalement en Irak. Mais les Arabes sunnites qui résistent aux Américains, qu'ils soient nationalistes ou islamistes, n'entendent pas laisser l'Irak aux « hérétiques ». Quelques mois plus tard, le 29 août 2003, Mohammad Al-Baqr Al-Hakim, devenu chef de l'Assemblée suprême islamique en Irak, est tué par l'explosion d'une voiture piégée devant le fameux mausolée d'Ali, dans la ville sainte chiite de Nadjaf. C'est le point de départ d'une guerre entre chiites et sunnites.

En mars 2004, les lieux saints du chiisme à Bagdad et à Kerbala sont frappés par des attentats-suicides, au

moment où des milliers de pèlerins irakiens et iraniens célèbrent le deuil de l’Achoura. Qui a intérêt à rallumer la vieille guerre entre les deux islams ? Pour l’Occident, pas de doute, Al-Qaida est présente en Irak et s’en prend aux « hérétiques » de l’islam. Pour le monde arabo-musulman, au contraire, la main des Israéliens et des Américains (par le biais de sociétés de mercenaires dont le jeu en Irak est parfois trouble) souffle sur les braises du feu chiito-sunnite. Pourquoi ? Parce qu’une entente entre chiites et sunnites ressouderait le nationalisme irakien contre les Américains. En revanche, divisées, les communautés sont affaiblies face à l’occupant. Le 28 février 2005, à Hillah, ville à majorité chiite, un attentat-suicide, le plus meurtrier depuis la chute de Saddam, fait 118 morts. Le groupe d’Abou Moussab Al-Zarqaoui (Al-Qaida), qui a déclaré la « guerre totale » aux chiites, le revendique. Le problème, ici comme dans le reste du monde, est que l’on ne sait pas très bien ce qu’est Al-Qaida…

À QUI PROFITE LE CHAOS IRAKIEN ?

Tout au long de l’année 2005, des attentats et des crimes, tous plus horribles les uns que les autres, se succèdent, avec leurs cortèges de représailles. Uniquement entre le 22 et le 28 février 2006, après le dynamitage d’un lieu saint chiite dans la ville sunnite de Samarra, plus de 380 personnes sont tuées et 460 blessées lors de représailles contre des mosquées sunnites. Par rapport à la

situation palestinienne, l'Irak est incomparablement plus meurtrier : sur le seul mois de mai 2006, on compte 1055 civils irakiens tués et 1423 blessés. En janvier 2007, l'ONU annonce que, durant l'année 2006, plus de 34000 civils irakiens sont morts, dont près de la moitié à Bagdad, victimes d'attentats, de règlements de compte, ou sous les balles américaines.

Les voisins de l'Irak n'ont pas véritablement intérêt à voir la guerre entre chiites et sunnites se calmer. Une pacification de l'Irak signifierait une consolidation des Américains dans la région. Pour Téhéran, encerclé par les Américains (Afghanistan, Irak, Koweït, Bahreïn…), le chaos irakien est la meilleure garantie contre une attaque américaine. Par ailleurs, si les Iraniens soutiennent les chiites irakiens (surtout la frange radicale de Moqtada Al-Sadr qui résiste aux Américains), ils se méfient du clergé traditionnel irakien (resté hostile aux dogmes révolutionnaires de l'ayatollah Khomeiny) et donc d'un État chiite concurrent, allié des Américains et contrôlant les lieux saints du chiisme (Nadjaf, Kerbala). Quant à l'Arabie Saoudite, centre d'un fondamentalisme sunnite (wahhabisme) très hostile au chiisme, elle appuie certainement en sous-main des groupuscules sunnites radicaux pour empêcher les chiites de contrôler l'Irak. Sa province du Hasa, majoritairement chiite et voisine de l'Irak, fournit l'essentiel de son pétrole. Peut-elle prendre le risque de la voir satellisée par l'Irak ? Par ailleurs, un Irak pacifié pourrait accroître considérablement sa capacité de production pétrolière. En 2010, l'Irak

représente 8,6 % des réserves prouvées de pétrole (quatrième rang derrière l'Arabie Saoudite, le Venezuela et l'Iran) et a attribué des concessions à plusieurs compagnies étrangères. L'Arabie Saoudite craint évidemment un retour de l'Irak sur la scène pétrolière.

Pour peser sur l'Irak et sur l'alliance entre chiites et Kurdes mise en place par les Américains, les Iraniens disposent d'une carte radicale : Moqtada Al-Sadr et son Armée du Mahdi. Défait à Bassorah et dans les quartiers chiites de Bagdad au printemps 2008, le leader chiite s'est d'abord réfugié en Iran, puis, début 2011, il est rentré en Irak. Son retour ne s'est pas fait sans l'accord des chiites de gouvernement, et donc sans un accord entre Bagdad et Téhéran. L'Irak et l'Iran seraient-ils en train de réaliser l'alliance chiite que redoute tant l'Arabie Saoudite ? Comme nous l'avons montré dans un chapitre précédent, les Américains ne quittent l'Irak qu'en apparence. Ils ont délégué la protection de leurs intérêts et de leurs affidés irakiens à des sociétés militaires privées. Celles-ci ont intérêt, afin de légitimer leur rôle, de laisser persister un terrorisme de basse intensité (suffisant pour justifier le maintien de leur fonction sécuritaire, mais insuffisant à gêner le développement économique). Les services israéliens veillent aussi à l'évolution de la situation, notamment grâce à leur solide implantation au Kurdistan.

Dans les années à venir, la gestion des rapports chiites-sunnites (compliqués par les querelles internes aux deux « camps ») restera l'enjeu premier de la stabilité et de la reconstruction de l'Irak. L'équilibre intérieur irakien est

fortement lié au rapport de force entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, et les forces qui agissent sur l'échiquier irakien (principalement États-Unis, Iran, Arabie Saoudite, Israël, Turquie et Syrie) n'ont aucun intérêt à voir émerger un nouveau baasisme visant à refermer les fractures chiites/sunnites et Arabes/non-Arabes (Kurdes). Avec le recul, il est désormais possible de comprendre pourquoi les Américains optèrent pour la « débaasification » de l'Irak : ils ont ainsi éliminé toutes les personnalités irakiennes qui avaient une vision nationaliste, et non communautariste, de l'Irak – au prix, certes, d'années de terrorisme, mais de manière à garantir l'accélération de la privatisation de guerre et la libanisation du pays.

Les Américains ont l'art de faire croire aux Européens qu'ils cumulent maladresses et erreurs (erreurs de la CIA, du Pentagone ou du département d'État), leur seul but étant en réalité de masquer ce que l'on appelle, dans le langage militaire français l'« effet final recherché ».

LES ACTEURS QUI S'AFFRONTENT EN IRAK

•L'armée américaine alliée aux forces gouvernementales et à de puissantes compagnies anglo-saxonnes de mercenaires.

• L'Armée du Mahdi de Moqtada Al-Sadr se rebelle régulièrement contre les forces gouvernementales et les Américains. En 2004, elle défie le gouvernement central en tentant de contrôler Kerbala, lieu saint du chiisme. De mars à mai 2008, l'Armée du Mahdi tente de contrôler

Bassorah et les quartiers chiites de Bagdad. Elle échoue face aux troupes gouvernementales soutenues par les Américains. Le leader chiite annonce alors l'arrêt des opérations de sa milice fin août et part pour l'Iran. Début 2011, il rentre à Bagdad, ce qui reflète la volonté de Téhéran d'augmenter son influence en Irak.

• Divers groupes sunnites, nationalistes ou islamistes (rassemblés sous le vocable d'Al-Qaida) commettent de nombreux attentats contre les Américains ou contre la population chiite.

• Les affrontements intertribaux et les règlements de compte familiaux sont aussi responsables de morts violentes.

QUAND L'ISLAM TUE SES PROPRES ENFANTS

Le 13 juillet 2005, à Bagdad, 32 enfants et adolescents sont tués par un kamikaze qui fait exploser sa voiture piégée alors que des soldats américains distribuaient du chocolat et des bonbons.

À ce crime horrible s'ajoutent les milliers d'enfants tués indistinctement lors de vengeances, d'attentats contre les foules, d'attaques d'écoles…

LES SOLDATS DU CIEL DÉCIMÉS

Le 28 janvier 2007, l'armée américaine donne l'assaut à la secte chiite Al-Mahdaouiya, retranchée dans la

palmeraie de Zarka (près de Nadjaf) sous l'autorité d'un jeune imam qui prétend être la réincarnation du Mahdi (l'imam caché qui doit revenir).

La secte s'apprêtait, avec ses « soldats du ciel » (700 fidèles dont des femmes et des enfants), à investir la ville de Nadjaf, au moment de l'Achoura, pour y massacrer les « collaborateurs chiites ». Attaquée par des avions et des hélicoptères américains, la secte est décimée. Soupçonnés d'avoir financé et armé Al-Mahdaouiya, les Iraniens auraient coopéré avec le gouvernement irakien dans le but de supprimer l'une de leurs créations devenue incontrôlable.

L'EXÉCUTION DE SADDAM HUSSEIN

Le 30 décembre 2006, après une parodie de procès, Saddam Hussein est exécuté à l'aube de la fête musulmane de l'Aïd el-Kébir, alors que les violences entre chiites et sunnites se déchaînent. Avant de mourir, l'ancien président, digne et imperturbable, exhorte la nation irakienne à ne pas se diviser face à l'envahisseur. Les images de la pendaison sont vécues par de nombreux musulmans sunnites comme une humiliation, tandis que beaucoup de chiites se réjouissent de la mort de celui qui écrasa impitoyablement leurs rébellions.

Brèves

GUERRE CIVILE ENTRE CHIITES ET SUNNITES

29 août 2003

Plus de 80 morts à Nadjaf dans un attentat visant l'ayatollah Mohammad Al-Baqr Al-Hakim. Cet attentat antichiite peut être considéré comme le début de la guerre civile.

2004-2007

De très nombreux attentats (certains dépassant les 200 morts) frappent en majorité des foules chiites et font plusieurs milliers de morts et de blessés. Les lieux saints chiites, Kerbala et Nadjaf, ainsi que des quartiers de Bagdad, sont pris pour cible, les attentats étant attribués à Al-Qaida.

9 juillet 2006

57 sunnites (dont des femmes et des enfants) sont assassinés à Bagdad par l'Armée du Mahdi après avoir été arrêtés à un barrage.

1er juillet 2007

73 chiites tués à Hillah dans un attentat chimique au gaz

chloré, un mode opératoire qui tend à se répandre.

14 août 2007

Quatre attentats perpétrés dans deux villages de la communauté pré-islamique des Yézidis font plus de 400 victimes.

Mars-mai 2008

Combats à Bassorah et Sadr City (quartier chiite de Bagdad) entre l'Armée du Mahdi et l'armée régulière irakienne : plus de 1000 morts.

Mars-avril 2009

Nouvelle vague d'attentats et de violences qui font plus de 700 morts.

9 décembre 2009

L'Irak accuse la Syrie et l'Arabie Saoudite de financer les attentats.

Février 2010

Nouveaux attentats à la veille des élections (plus de 350 morts).

Jours de colère chiite à Bahreïn

Majoritaires, les chiites du petit royaume de Bahreïn, dans le golfe Persique, ont voulu profiter du « printemps arabe » de 2011 pour exiger des libertés démocratiques. Résultat, une répression brutale, appuyée par l'armée saoudienne. Face aux chiites, les monarchies sunnites du Golfe se serrent les coudes…

L'archipel de Bahreïn (35 îles), relié à l'Arabie Saoudite depuis 1986 par un pont-digue de 22 km, est une sorte de poste avancé du Golfe arabe sunnite face à l'Iran. Gouverné par une dynastie sunnite, les Al-Khalifa, l'ancien protectorat britannique (1871-1971) a deux problèmes intérieurs : il compte une nette majorité de nationaux chiites (de 60 à 70 % selon les sources) et une majorité (de l'ordre de 55 %) de non-nationaux (principalement des Asiatiques) susceptibles de grossir les velléités chiites de révolution. Le Koweït et l'Arabie Saoudite ont aussi des chiites, mais leur proportion est bien plus faible (de l'ordre de 10 %) ; en revanche, le problème des non-nationaux représente un risque d'explosion sociale dans tous les pays du Golfe.

Contrairement au Koweït et à l'Irak, dont le pétrole pèse tant qu'il a pu constituer, par le passé, un facteur d'attraction pour des puissances étrangères (les deux guerres du Golfe), Bahreïn, lui, n'exporte pas de brut, mais uniquement des produits raffinés. Ce pays fut le premier à produire du pétrole en 1932, mais ses réserves sont

aujourd'hui taries (il exploite tout de même cependant, en commun avec l'Arabie Saoudite, un champ produisant 300000 barils par jour). En revanche, l'archipel occupe une situation stratégique dans la compétition entre, d'un côté, l'Arabie Saoudite et les États-Unis, et, de l'autre, l'Iran. Depuis 1948, Bahreïn est le port d'attache de la Ve flotte américaine dont la mission est de sécuriser le trafic des tankers (40 % du brut transporté par voie maritime dans le monde) entre les terminaux pétroliers et le détroit d'Ormuz. Ces dernières années, l'Iran a développé des missiles terre-mer de portée suffisante pour menacer les tankers géants, et sa marine peut constituer une capacité de nuisance forte pour les intérêts américano-saoudiens.

Le 14 février 2011 – « Jour de colère » –, en pleine dynamique de révolutions arabes (Tunisie, Égypte, Yémen…), une forte contestation chiite éclate au centre de Manama, la capitale de Bahreïn. Une partie de l'opposition chiite réclame le passage de la monarchie absolue à la monarchie constitutionnelle (l'élection du Premier Ministre donnerait sans doute aux chiites le pouvoir), tandis qu'une frange plus radicale prône le renversement de la dynastie sunnite et l'établissement d'une république démocratique (mais qui déboucherait, comme dans le cas irakien, sur la domination des chiites au détriment des sunnites). Après une première répression sévère (plusieurs morts), Bahreïn fait jouer ses accords de défense avec le Conseil de coopération du Golfe (Arabie Saoudite, Émirats arabes unis, Koweït, Qatar, Oman). Le 16 février, un millier de soldats saoudiens franchissent le pont qui relie

l'archipel au royaume saoudien. 500 policiers émiratis arrivent en renfort. La répression est sévère : elle fait des dizaines de morts et des centaines d'arrestations. Le Premier Ministre irakien (chiite) la condamne fortement, comme l'Iran qui en appelle au Conseil de sécurité. Des manifestations de solidarité ont lieu en Irak, dans la province chiite de l'Arabie Saoudite (qui est aussi la principale province pétrolière, d'où l'inquiétude de Ryad), au Koweït et au Liban (où les chiites forment la communauté la plus nombreuse). Les Occidentaux, qui pourtant ont choisi l'ingérence dans les cas égyptien et surtout libyen, restent muets, afin de ne pas gêner ces monarchies absolues sunnites auxquelles ils achètent le pétrole et vendent leurs armes, et parce qu'ils savent que l'Iran profite du printemps arabe pour activer sa carte chiite.

Un mois plus tard, après une dispersion à l'aide de blindés et de tirs à balles réelles, la place centrale de la capitale est dégagée. Le monument de la Perle, symbole de la « revendication démocratique », est détruit sur ordre du roi. Bahreïn offre un nouvel exemple de cette loi de la géopolitique : dans un État multiethnique ou multicommunautaire (comme Bahreïn, le Yémen ou la Libye), une révolution est aussi une guerre civile. Nous ne sommes pas dans la situation d'États-nations comme la Tunisie ou l'Égypte.

MONARCHIE SUNNITE ET OPPOSITION CHIITE

Avant la dissolution des partis chiites décidée le 14 avril 2011 par le gouvernement bahreïni, on distinguait deux tendances :

• Une tendance modérée (le parti Al-Wefaq) qui demandait le passage à la monarchie constitutionnelle et participait aux élections législatives depuis 2006. Il avait obtenu 18 sièges sur 40 aux élections d'octobre 2010.

• Une tendance plus radicale, favorable à la chute de la monarchie et incarnée par le chiite Hassan Mushaima, lequel était rentré de son exil à Londres début février, juste avant le début de la contestation. Soutenu par Téhéran, il avait déclaré dans un journal libanais proche du Hezbollah que si les Saoudiens intervenaient à Bahreïn, les Iraniens devaient le faire également…

Brèves

GUERRE CIVILE ENTRE CHIITES ET SUNNITES

14 février 2011

Début des manifestations sur la place de la Perle. Première répression.

18 février 2011

Le Conseil de coopération du Golfe apporte son soutien sans réserve à la monarchie bahreïnie et affirme que « sa sécurité est une responsabilité collective » et qu'il refusera « l'ingérence étrangère » (l'Iran est visé).

14 mars 2011

Intervention de l'armée saoudienne et de la police des Émirats arabes unis. Washington n'a même pas été averti. Tension entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite. Les Américains sont partagés entre leur « exigence démocratique » et leurs intérêts stratégiques.

15 mars 2011

L'état d'urgence est déclaré.

16 mars 2011

Nombreuses manifestations de soutien chez les chiites : Iran, Irak, Liban, Koweït, Arabie Saoudite…

18 mars 2011

La place de la Perle est vidée et son monument central abattu par les forces de l'ordre.

Les Kurdes d'Irak face aux Arabes et aux Turcs

Jouissant d'une large autonomie et bénéficiant du soutien des Américains, les Kurdes irakiens caressent le rêve d'une indépendance complète. Ce dont ne veulent ni Bagdad ni Ankara. Les Irakiens sont peu soucieux de voir leur échapper une part importante de leurs gisements pétroliers, tandis que les Turcs ne veulent à aucun prix qu'un Kurdistan irakien indépendant serve de base arrière aux séparatistes du PKK.

Depuis la fin de l'Empire ottoman, les 5 millions de Kurdes (20 % de la population irakienne), en majorité sunnites, qui peuplent les montagnes du nord-est de l'Irak et les zones pétrolifères de Mossoul et Kirkouk, réclament leur indépendance, tout comme ceux de Turquie (15 millions). Sous Saddam Hussein, les Kurdes ont bénéficié d'une plus grande autonomie que leurs frères de Turquie, mais ils ont subi des répressions cruelles lorsqu'ils ont cherché à transformer cette autonomie en indépendance. Durant les années 1980, plusieurs dizaines de milliers de Kurdes ont ainsi été exterminés en Irak. Saddam Hussein est accusé notamment du massacre d'Halabja perpétré en mars 1988, dans lequel plus de 4000 personnes (dont un grand nombre de femmes et d'enfants) ont été assassinées par des armes chimiques, mais il a toujours affirmé que les Iraniens avaient commis ce crime pour soulever les Kurdes contre lui.

Plus encore que les chiites, les Kurdes ont bénéficié de la chute du pouvoir baasiste et de l'invasion américaine. Leur position d'alliés inconditionnels des Américains leur a donné une place centrale dans le nouvel édifice politique. La Constitution de 2005 accentue le statut d'autonomie dont ils bénéficiaient déjà depuis 2001 sous Saddam Hussein : un Parlement autonome et le Kurde Jalal Talabani à la présidence de la République d'Irak.

Mais le Kurdistan irakien reste confronté à trois problèmes géopolitiques :

• Le gouvernement autonome s'oppose au gouvernement fédéral sur la passation de contrats pétroliers et gaziers avec les compagnies étrangères ; or, le Kurdistan irakien possède sur son sol un tiers des réserves prouvées de pétrole irakien.

• La délimitation territoriale n'est pas claire : au-delà des provinces de Dhouk, d'Erbil et de Souleymanieh, qui font partie de la zone kurde autonome, se pose la question de Kirkouk. Un référendum doit être organisé, qui portera sur la Constitution kurde adoptée par le Parlement autonome. Constitution qui prévoit le rattachement au Kurdistan de la région de Kirkouk (riche en pétrole). En juillet 2010, ce référendum a toutefois été reporté.

• Ankara redoute que ce Kurdistan irakien autonome ne constitue un exemple pour les 15 millions de Kurdes de Turquie. La pression turque aux frontières de l'Irak est donc forte.

LES TURCS EN IRAK

Depuis longtemps, les combattants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), ennemis jurés de l’armée turque, trouvent refuge dans le Kurdistan irakien. Soucieuse de faire comprendre aux Américains qu’Ankara ne laissera jamais cette région devenir la base arrière des séparatistes kurdes de Turquie, l’armée turque a accru sa pression sur la frontière irakienne à partir de l’automne 2007. En février 2008, elle a mis ses menaces à exécution et a lancé une offensive importante dans le nord de l’Irak.

Brèves

LES KURDES VICTIMES DU TERRORISME

1er février 2004

Un double attentat-suicide frappe Erbil et fait 105 morts.

16 juillet 2007

Attentat-suicide à Kirkouk : 84 morts et 185 blessés.

14 août 2007

Quatre camions piégés tuent plus de 400 Kurdes yézidis (province de Ninive).

La Turquie islamiste dans le monde arabe

Les islamistes au pouvoir à Ankara vont-ils ressusciter l'Empire ottoman ? L'influence que reprend la Turquie dans le monde arabe relève indéniablement d'un « néo-ottomanisme ». Mais ses offensives diplomatiques n'excluent pas pour autant ses liens avec l'Otan et sa volonté d'adhérer à l'Union européenne. Objectif : être un sas incontournable entre l'Orient et l'Occident.

Les islamistes au pouvoir en Turquie sont en train de refermer une parenthèse qui apparaîtra sans doute un jour bien courte dans la longue durée turque : celle de l'État-nation kémaliste. Convaincu que l'islam avait été un frein pour la puissance turque, Mustafa Kemal Atatürk (1881-1938) engagea un processus radical de centralisation jacobine, d'uniformisation identitaire (turcisation forcée des Kurdes, choix du sunnisme hanafite au détriment des Alévis), de subordination de l'islam au politique, et, plus largement, d'importation du rationalisme européen. Au début de la guerre froide cependant, l'islam était déjà redevenu un levier politique pour le pouvoir. Pour autant, l'ancrage au monde occidental resta une constante de la Turquie post-Seconde Guerre mondiale. En échange de la perspective de devenir membre de l'Otan (admission effective en 1952), la Turquie fut le premier pays musulman à reconnaître Israël en 1949.

Au début des années 1990, la géopolitique américaine

lui alloua un rôle encore plus important : devenir la puissance tutélaire d'un Grand Moyen-Orient américain et continuer à soutenir Israël contre le nationalisme arabe, empêcher la formation d'une Europe puissance indépendante en intégrant l'Union européenne, contenir l'influence de la Russie dans le Caucase et en Asie centrale turcophones, soutenir le séparatisme des Ouïghours dans le Turkestan chinois et enfin aider Washington – au détriment de Moscou – à contrôler les routes de désenclavement du pétrole et du gaz de la Caspienne et de l'Asie centrale. Mais au milieu des années 1990 apparurent les premiers signes précurseurs d'une Turquie islamiste qui ne se laisserait pas enfermer dans le rôle d'allié géopolitique des États-Unis.

Ahmet Davutoglu, le brillant ministre des Affaires étrangères de Recep Tayyip Erdogan (Premier ministre depuis 2003, suite à la victoire de son parti, l'AKP, aux législatives de 2002), est aujourd'hui le défenseur le plus emblématique de la nouvelle approche turque fondée sur le « choc des civilisations ». En rompant avec la politique de l'État-nation et en renouant avec l'Empire, Davutoglu veut restaurer la splendeur ottomane. La politique néo-ottomane passe d'abord par le règlement de la question identitaire intérieure.

La turcisation forcée a échoué. Les kémalistes n'ont pas réussi à fondre dans une seule et même identité nationale 15 à 20 millions de Kurdes, peut-être 20 millions d'Alévis, ainsi que des millions de Turcs originaires de l'ancien espace ottoman (Tcherkesses, Bosniaques, Albanais,

Abkhazes, Arabes circassiens…). L’AKP a une solution : le ciment commun doit être l’islam, comme du temps de l’Empire ottoman. Le règlement du problème kurde réside ainsi dans la solidarité islamique, car les islamistes kurdes ont montré qu’ils votaient AKP pour en finir tant avec l’ennemi turc kémaliste qu’avec les Kurdes marxistes du PKK. C’est cette même solidarité islamique que Davutoglu veut utiliser également à l’extérieur, afin de restaurer ce prestige ottoman sur les populations musulmanes non-turques de l’ancien Empire.

ERDOGAN ATTAQUE ISRAËL

Ceci passe par le sacrifice, au moins en apparence, de la relation avec Israël. L’armée turque avait développé, à partir de 1996, des liens bilatéraux forts avec Israël. La coopération passait par de nombreux contrats d’armements pour les entreprises israéliennes, par des accords réciproques de défense en cas d’attaque de la part d’un pays arabe (Syrie) et par des exercices militaires communs. À propos d’Israël, un découplage est aujourd’hui en train de se produire entre des hauts gradés turcs, qui tentent de sauver le lien avec Israël, et le gouvernement AKP qui, lui, dégrade la relation avec l’État juif. Les attaques verbales répétées d’Erdogan contre Israël peuvent se résumer de la manière suivante : le Hamas palestinien est un parti de résistants tandis qu’Israël pratique le terrorisme d’État.

Alors que leurs prédécesseurs avaient formé, dans les

années 1990, avec l'aide du bras armé américain, une sorte de sphère d'influence néo-ottomane dans les Balkans (création de deux États balkaniques musulmans, la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo), les islamistes turcs sont désormais en train de reconstituer, en usant de la politique anti-israélienne, un ascendant néo-ottoman dans le monde arabe. La Turquie s'active à se poser en médiateur incontournable, d'une part au sein même du monde musulman, d'autre part entre le monde musulman et l'Occident : rapprochement avec Damas et tentative de médiation entre la Syrie et Israël en 2008 ; tentatives de médiation dans les grandes conférences sur l'Afghanistan en 2009 (bien qu'elle appartienne à l'Otan, la Turquie se garde bien de participer militairement à la coalition contre les talibans) ou entre Afghanistan et Pakistan ; dialogue stratégique de haut niveau avec l'Irak à propos du Kurdistan irakien et des rebelles kurdes de Turquie ; accord entre Ankara, Brasilia et Téhéran sur le nucléaire iranien, en 2010.

LA TURQUIE CONCURRENCE L'IRAN

En réalité, cette politique islamique n'inquiète pas que les Américains. Elle commence en revanche à susciter des craintes dans le monde islamique, où la concurrence entre pôles islamiques est une donnée forte de la géopolitique. Dans le monde sunnite, en Arabie Saoudite, en Égypte, mais aussi au Maroc, on commence à prendre ombrage de la popularité des Turcs dans les opinions arabes. Mais

l'inquiétude est plus vive encore en Iran. Certes Téhéran peut, grâce à la Turquie, signifier à la Russie qu'elle n'est plus son recours unique dans le dossier nucléaire (un contournement de Moscou qui a cependant coûté aux Iraniens un vote russe de soutien aux sanctions américaines en juin 2010), mais le prix à payer pour l'Iran est élevé. Le prestige de Téhéran en Palestine est désormais fortement concurrencé par celui de la Turquie. Or, l'Iran a investi beaucoup d'argent, ces dernières années, tant dans le soutien au Hezbollah libanais que dans celui au Hamas palestinien.

La nouvelle politique islamique de la Turquie n'efface pas pour autant la *realpolitik*. La Turquie entend conserver son rôle important dans l'Otan, au côté de la géopolitique américaine, et elle continue de demander à intégrer l'Union européenne (dont viennent 90 % des investissements étrangers), au sein de laquelle elle pourrait d'ailleurs jouer le rôle d'un pôle islamique fédérant tous les musulmans de l'Union. Elle mène par ailleurs ce que Ahmet Davutoglu appelle la « politique du zéro problème », laquelle vise, en atténuant les tensions à ses frontières avec les ennemis héréditaires (Arménie et Grèce), à se concentrer sur la « politique multidimensionnelle », selon le mot du ministre des Affaires étrangères turc (cf. article d'Ahmet Davutoglu dans *Foreign Policy* du 20 mai 2010 intitulé « Turkey's Zero-Problems Foreign Policy »). Cette politique multidimensionnelle, que l'on pourrait aussi appeler multipolaire, et qui vient compléter la grande politique

islamique, a conduit récemment à l'ouverture d'une quinzaine de nouvelles ambassades en Afrique et en Amérique Latine, et à un rapprochement avec la Russie dans le but de montrer à Washington que la Turquie dispose de plusieurs cartes dans son jeu. Ainsi, alors même que la Turquie était jusqu'alors une pièce clé des dispositifs pétroliers et gaziers américains, Ankara a autorisé en mai 2010 le passage sur son territoire du gazoduc italo-russe South Stream, ainsi que la construction par les Russes de la première centrale nucléaire turque.

Membre du G20, la Turquie, qui est passée en vingt ans du 28e au 17e rang économique dans le classement du FMI, est en train de devenir un acteur géopolitique majeur de la multipolarité. Elle le fait en se posant en carrefour incontournable de la relation entre Occident et Orient, et en revenant pas à pas à son identité islamique, tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur.

Brèves

TURQUIE-ISRAËL : LA DÉGRADATION

1949

Reconnaissance d'Israël par la Turquie.

1996

Importants accords bilatéraux de défense entre la Turquie et Israël.

2006

Victoire électorale du Parti de la justice et du développement (AKP). Ankara déclenche la colère d'Israël en accueillant le dirigeant du Hamas Khaled Mechaal.

Décembre 2008

Ankara affirme que l'offensive israélienne sur Gaza rend impossible la médiation turque dans les négociations entre la Syrie et Israël.

30 janvier 2009

À Davos (Suisse), le Premier ministre turc Recep Tayyip

Erdogan interpelle violemment le président israélien Shimon Peres à propos de Gaza.

11 janvier 2010

L'ambassadeur de Turquie à Tel Aviv est convoqué à la suite de la diffusion sur une chaîne de télévision turque d'une série très populaire jugée antisémite par Israël. Le 13 janvier, cependant, Israël est contraint de présenter des excuses pour le traitement infligé à l'ambassadeur turc. Excuses que le ministère des Affaires étrangères israélien n'a jamais faites dans des cas d'humiliations bien plus graves infligées à des diplomates français…

8 avril 2010

Recep Tayyip Erdogan parle d'Israël comme de la « principale menace pour la paix au Proche-Orient ».

17 mai 2010

Accord sur le nucléaire signé par l'Iran, la Turquie et le Brésil. Il est violemment rejeté par Israël.

31 mai 2010

La Turquie condamne fermement le raid israélien contre un navire turc, qui faisait partie d'une flottille « humanitaire » visant à rompre l'embargo sur Gaza – raid

qui a fait plusieurs victimes turques. Ankara rappelle son ambassadeur et prévient Tel Aviv de conséquences irréparables dans la relation entre les deux pays.

Le printemps des révolutions arabes

Les révolutions dont le monde arabe a été le théâtre, en 2011, pourraient avoir des conséquences géopolitiques très importantes. Certains États n'y survivront pas alors que d'autres, politiquement mieux structurés, sauront peut-être négocier le tournant. Avec un modèle pour tous : la Turquie…

Le monde arabe est entré dans une phase de transition politique. La plupart des régimes arabes sont en fin de course, après parfois trente à quarante années de durée de vie. Deux (Égypte, Tunisie) sont déjà tombés ; trois sont en guerre civile (Yémen, Libye, Syrie), l'un est menacé fortement (Bahreïn), tandis que la plupart des autres (Jordanie, Arabie Saoudite, Algérie et même Maroc) redoutent des révoltes.

Pour comprendre ce « printemps arabe », il convient de distinguer deux types de pays.

1. Les États que l'on peut considérer comme des États-nations, car leur unité nationale est assez forte pour affronter un changement de régime.

2. Les pays qui ne sont pas des États-nations et dont l'unité est liée à la nature même de leur régime politique, à son idéologie et à son *raïs* (un chef autoritaire), comme l'Irak baasiste de Saddam Hussein, aujourd'hui fragmenté.

La Tunisie et l'Égypte sont des États-nations. Leur transition sera longue mais elle débouchera sur un

nouveau régime stable. Le régime algérien est usé, mais le peuple algérien vit dans la mémoire des 200000 morts de la guerre civile de 1991, à la suite de la victoire interdite du FIS (islamistes). Cette crainte freine sans doute l'aspiration au changement, malgré un rejet de plus en plus fort du clan des généraux algériens, riche (l'Algérie est la première puissance pétrolière d'Afrique du Nord) et corrompu, qui freine tout changement.

La Libye est entrée dans une guerre civile et un processus de partition accéléré par l'intervention de l'OTAN. Le régime syrien est d'abord un régime alaouite, une variété du chiisme, qui s'impose à la majorité sunnite du pays. L'idéologie du baasisme syrien est proche de ce qu'avait été le baasisme irakien. Au départ l'idée était de transcender les clivages communautaires ; mais avec le temps, en Syrie comme en Irak, la logique des clans s'est imposée, créant une frustration croissante dans les communautés non représentées.

Bahreïn ne doit pas être regardé comme un État-nation. Une petite minorité de riches sunnites y dirige une majorité chiite (60 % à 70 %). Le Yémen aussi est un État à l'unité fragile. Il a été divisé à plusieurs reprises en deux entités indépendantes (Nord et Sud) et sa fracture entre sunnites et zaydites (le zaydisme est une forme particulière du chiisme) est profonde. L'épuisement du régime yéménite d'Ali Abdallah Saleh ne se résume pas à une fatigue du pouvoir. Il est le réveil des fractures identitaires profondes.

Au moins trois leçons peuvent être tirées des crises de 2011 dans le monde arabe.

1. Les États disposant d'une unité nationale forte sont les mieux placés pour inventer de nouvelles formes politiques, plus proches de peuples qui rejettent la corruption et le mépris des puissants, et aspirent au développement.

2. La radicalisation islamique est une donnée incontournable du nouveau monde arabe. Si les islamistes n'ont pas nécessairement la capacité d'arriver au pouvoir, ils constitueront partout (Égypte, Tunisie, Algérie, Maroc, Jordanie, Yémen…) une composante très forte (de 20 à 40 % des suffrages) de la vie politique représentée au pouvoir. Par exemple, en Égypte, le pouvoir reposera peut-être sur une alliance entre l'oligarchie militaire actuelle et les Frères musulmans (cas de la Turquie, où, à contrecœur, les militaires « laïques et autoritaires » ont accepté un gouvernement islamiste démocratiquement élu). En Tunisie, la démocratisation verra, comme c'est déjà le cas au Maroc (Parti Justice et Développement), émerger un parti islamiste proche de l'AKP turc.

3. La Turquie islamiste est le nouveau modèle des Arabes sunnites, du Maroc jusqu'à la Jordanie en passant par l'Égypte ou la Tunisie. Ce pôle de référence islamiste turc va s'opposer de plus en plus au pôle de référence des chiites, l'Iran.

LA JEUNESSE DES PEUPLES ARABES

• En 2011, l'âge médian d'un Français est de 39,4 ans ; celui d'un Algérien, d'un Égyptien ou d'un Marocain tourne autour de 25 ans ; celui d'un Mauritanien ou d'un Yéménite autour de 18 ans.

• Ce géant démographique qu'est l'Égypte, avec près de 83 millions d'habitants, ajoute 1,5 million à sa population chaque année.

• Un pays comme le Yémen a un indice de fécondité proche de celui de l'Afghanistan : entre 5 à 6 enfants par femme. Avec 23 millions d'habitants, dont une immense majorité sous le seuil de pauvreté, le Yémen doublera sa population pour passer à plus de 40 millions dans les 20 ans qui viennent.

• Face à une Europe vieillissante, qui refuse l'identité et la puissance au profit des seuls idéaux universalistes, ce nouveau monde arabe, qui est en train de se débarrasser de vieux dirigeants corrompus et regardés comme soumis à l'Occident (Ben Ali, Moubarak…), entre dans la multipolarité avec sa jeunesse et son affirmation identitaire.

MANIPULATIONS AMÉRICAINES ?

Les nouvelles technologies de communication (Facebook, Twitter, vidéos prises de téléphone portable…) jouent un rôle important de catalyseur dans les révolutions arabes. Certains experts ont aussi noté la proximité des

modes opératoires des manifestants avec les révolutions colorées de la périphérie ex-soviétique (2003-2005). L'*International Herald Tribune* du 14 avril 2011 titrait ! : « Des groupes américains ont formé les leaders clés des révoltes arabes ». Les États-Unis joueraient-ils la reconfiguration complète du monde arabe, au risque parfois de fragiliser leurs intérêts stratégiques immédiats (Égypte) !et de mettre en difficulté leur allié israélien ! ?

Brèves

DE LA TUNISIE AU YÉMEN

14 janvier 2011

Le président tunisien Zine El-Abidine Ben Ali, fuit son pays sous la pression de la rue, après vingt-trois ans de pouvoir.

1er février 2011

Le roi Abdallah II de Jordanie, confronté à la pression de la rue et de son opposition islamiste, limoge son Premier ministre.

11 février 2011

Après un mois de manifestations durement réprimées, le président égyptien Hosni Moubarak quitte le pouvoir. Le 15 février, les Frères musulmans, officiellement interdits mais tolérés, annoncent qu'ils vont créer un parti politique.

18 février 2011

Les forces gouvernementales bahreïnies tirent sur la foule rassemblée dans le centre de la capitale Manama.

19 février 2011

Malgré l'interdiction de tout rassemblement, une petite manifestation demandant la chute du régime du président Abdelaziz Bouteflika a lieu à Alger.

20 février 2011

La Libye est entrée dans la guerre civile. Le 23, la Cyrénaïque n'est plus sous contrôle des forces gouvernementales.

26 février 2011

Des appels à manifester le 11 mars en Arabie Saoudite et le 16 mars au Qatar se développent sur Facebook.

20 février 2011

Des manifestations de plus en plus importantes réclament le départ d'Ali Abdallah Saleh, président du Yémen, au pouvoir depuis trente-deux ans.

15 mars 2011

Des manifestations et des heurts éclatent en Syrie qui ne feront que s'aggraver. Le pouvoir opte pour une répression dure qui atteint le millier de morts à la mi-avril.

La Syrie est la clé de voûte du Moyen-Orient

En comparaison avec tous les autres troubles révolutionnaires qui ont éclaté en 2011 dans le monde arabe, de la Libye à Bahreïn, en passant par la Tunisie, l'Égypte et le Yémen, la déstabilisation de la Syrie est peut-être la plus importante en termes de conséquences géopolitiques régionales et même mondiales : l'effondrement du régime de Bachar El-Assad pourrait conduire à un conflit ouvert avec l'Iran.

Au XIXe siècle, le terme de Syrie désignait une région qui s'étendait des montagnes du Taurus en Turquie, au nord, au désert d'Arabie, au sud, et de la Méditerranée, à l'ouest, à la Mésopotamie, à l'est. Aujourd'hui, cette région englobe la Syrie moderne, le Liban, la Jordanie, Israël, l'ouest de l'Irak et le nord de la Turquie. Ce simple rappel historique montre à quel point l'avenir de tout le Moyen-Orient est lié à l'unité de la Syrie actuelle.

Née du mandat français comme le Liban, son ancienne province, la Syrie est multicommunautaire : des Arabes sunnites dans le corridor central Damas-Homs-Hama ; une variété minoritaire du chiisme, les Alaouites issus des montagnes du nord-ouest ; des Druzes dans le sud, qui entretiennent des liens tribaux en Jordanie ; des Kurdes, des Arabes chrétiens, des Arméniens et des Circassiens, à Alep notamment. Dans sa version baasiste, le panarabisme, idéologie fondée sur le dépassement des

appartenances, est apparu, en Syrie et en Irak, comme une solution unitaire face aux clivages communautaires, mais aussi comme un moyen de surmonter les contradictions internes par la lutte contre Israël. De fait, le régime autoritaire baasiste a permis le maintien de la stabilité de la Syrie durant quarante ans. Il convient de se souvenir qu'avant son établissement, entre 1947 et 1954, le pays avait été appelé à trois élections nationales dont les résultats avaient, à chaque fois, épousé les lignes de clivage communautaire. Entre 1947 et 1970, année où l'officier de l'Armée de l'air Hafez El-Assad prenait le pouvoir par un coup d'État, la Syrie avait connu pas moins de vingt et un changements de gouvernement !

Issu de la minorité alaouite, Hafez El-Assad a instauré une dictature implacable qui a offert à la Syrie trente années de paix intérieure, si l'on excepte la sanglante parenthèse de la répression du soulèvement des Frères musulmans à Hama en 1982 (20000 morts et une ville entière bombardée). Son fils Bachar El-Assad a poursuivi la même ligne, sans grande marge de manœuvre entre les intérêts économiques d'une élite militaire corrompue et la ligne dure des éléments clés du renseignement, hostiles à toute réforme.

Le soulèvement de 2011 n'est pas le fait d'un seul groupe ou d'une seule idéologie. Comme la plupart des autres soulèvements arabes, il unit des aspirations démocratiques inspirées par l'Occident à des logiques ethniques et sectaires. Une partie importante de la population arabe sunnite, augmentée d'opposants kurdes dans le nord-est

du pays et druzes dans le sud-ouest, ne veut plus d'un régime largement accaparé par la minorité alaouite. Même des bastions alaouites comme Lattaquié connaissent des manifestations violentes. La réponse du pouvoir mêle répression et inflexion dans le mode de gouvernement. La Cour spéciale de sécurité nationale a été dissoute, les gouverneurs de Banias et Daraa, où l'armée avait violemment réprimé, ont été démis, l'état d'urgence en vigueur a été levé. Le cabinet du président a été dissous et un nouveau Premier ministre a été nommé. Des droits de citoyenneté ont été promis aux dizaines de milliers de Kurdes et une nouvelle Constitution, si elle est adoptée, devrait mettre fin au monopole du parti Baas.

Le régime a la capacité de tenir car il sait que si l'Occident prenait l'initiative d'intervenir, ce serait, par ricochet, le début d'un conflit ouvert avec l'Iran et, en même temps, l'explosion du fait identitaire dans toute la région. Fin juin 2011, aucune figure clé du régime n'avait fait défection et l'armée restait loyale au pouvoir. Dans les trois principales villes du pays, Damas, Alep et Hama, les manifestants d'opposants sont numériquement équilibrées par les manifestations de partisans du régime.

Le renversement de la minorité alaouite par la majorité sunnite, dominée par les Frères musulmans, ouvrirait la voie à une vaste recomposition du Moyen-Orient. Les chiites du Liban et d'Irak feraient corps contre l'émergence d'un axe arabe sunnite acquis à l'islamisme et soutenu par Ryad et les Américains. Les Kurdes de Syrie, encouragés par l'exemple du Kurdistan irakien, seraient tentés de

revendiquer leur autonomie, mais alors la Turquie y verrait un danger mortel pour son unité.

En réalité la guerre entre l'Arabie Saoudite, qui soutient les Frères musulmans, et l'Iran, qui soutient l'axe chiite (Hezbollah, minorité alaouite de Syrie, radicaux chiites d'Irak), a déjà commencé. Les États-Unis ont clairement choisi leur camp, même si certains milieux militaires américains (à la différence de la CIA, beaucoup plus révolutionnaire dans son approche géopolitique) craignent une évolution incontrôlable. Israël est partagé : certains courants de la frange dure du Likoud n'hésitent pas à affirmer qu'ils préfèrent le maintien d'un axe Hezbollah/ Damas/ Téhéran au triomphe d'un islamisme sunnite aux apparences démocratiques (donc à même d'« endormir » la vigilance des Européens et des Américains) et résolument pro-palestinien.

Brèves

2011 : LA CRISE DE L’’ÉTAT SYRIEN

15 mars 2011

Rassemblement à Damas, suite à l’appel d’une page Facebook qui prône une « Syrie sans tyrannie, sans loi sur l’état d’urgence, ni tribunaux d’exception ».

18 mars 2011

Première répression à Damas, Deraa (Sud) et Banias (Nord-Ouest). Premiers morts.

23 mars 2011

Une centaine de morts à Deraa, foyer principal (Frères musulmans) de la contestation. Le gouverneur est limogé.

Avril 2011

L’armée entre en action dans plusieurs villes du pays dans le but de mater « une rébellion armée de groupes salafistes ». Les morts se comptent par centaines, mais le soulèvement reste pourtant limité en nombre de manifestants.

Mai 2011

Washington, Londres et Paris dénoncent la répression. Des sanctions de l'Union européenne sont mises en place contre une dizaine de responsables du régime.

Fin juin 2011

Plus de 1340 morts, dont une trentaine d'enfants, 343 policiers et soldats tués, et plus de 10000 arrestations ou personnes portées disparues depuis le début du mouvement, selon l'Observatoire syrien pour les droits de l'homme.

28 juin 2011

Le premier ministre irakien Nouri Al-Maliki déclare que « la stabilité de la région dans son ensemble est liée à la stabilité et la sécurité de la Syrie » et annonce qu'il va renforcer ses liens économiques avec son pays frère.

Le jeu trouble des services secrets pakistanais

Né du divorce avec l'Inde hindouiste, le Pakistan musulman a joué au début des années 1980 la carte de l'islamisme pour contrer les communistes en Afghanistan, les chiites en Iran et les hindouistes au Cachemire indien… Mais cette politique machiavélique a engendré des « monstres » qui lui échappent aujourd'hui. Un rappel historique est nécessaire.

En 1947, l'identité islamique détermine la création du Pakistan (aujourd'hui environ 155 millions d'habitants) : les Indiens musulmans divorcent d'avec les Indiens hindouistes. Plus tard, en 1971, c'est au contraire la logique ethnique qui s'impose dans la partition entre le Pakistan et le Bangladesh, tous les deux musulmans.

La construction politique pakistanaise repose sur l'hégémonie des Pendjabis, qui contrôlent les régions et les ethnies de la périphérie : Baloutches jadis poussés au séparatisme par Moscou, Sindis qui bénéficieraient, selon Islamabad, du sou tien de l'Inde, Pachtounes vivant dans les confins afghans. À ces poussées de nationalités parfois séparatistes, se sont ajoutées les questions du Cachemire et des tensions dans le sud du pays entre les Mojahiris, qui sont des musulmans venus d'Inde au moment de la partition, et les populations indigènes. Des tensions existent enfin entre les minorités chiites (15 à 20 % du Pakistan, ce qui représente 23 à 31 mil lions d'habitants,

soit tout de même le tiers du poids démographique de l'Iran chiite) et la majorité sunnite (116 à 120 millions d'habitants).

Le Bangladesh correspond à l'ancien Pakistan oriental qui s'était formé au moment de la partition de l'Inde entre hindous et musulmans. La religion musulmane formait le seul trait d'union entre un Pakistan occidental et un Pakistan oriental ; éloignée de plus de 2500 km, la partie orientale était contrôlée par les fonctionnaires pendjabis du Pakistan occidental qui mirent le pays en coupe réglée et rognèrent progressivement l'identité culturelle bengalie au profit de la culture ourdoue du Pendjab. Cette situation aboutit à la révolte antipakistanaise de 1971 : les populations bengalaises reçurent l'appui de New Delhi et de Moscou dans leur lutte contre le Pakistan, soutenu quant à lui par Pékin et par Washington.

Du point de vue religieux, le Pakistan sunnite a deux ennemis principaux : l'Inde hindouiste et l'Iran chiite. Ce sont ces deux ennemis qui ont poussé l'État pakistanais, par le biais de ses services secrets, à créer et instrumentaliser des groupes d'islamistes radicaux violemment anti-chiites et anti-hindouistes.

ISLAMISME D'ÉTAT ET ISLAMISME RADICAL

En 1941, Abu Al-Maududi (1903-1979) fonde le Jamiat-e Islami, un mouvement comparable aux Frères musulmans dans le monde arabe. À la différence du fondamentalisme classique (lequel se concentre sur la conformité de la

société au droit islamique), l'islamisme (ou « islam politique ») est un projet politique qui va bien au-delà de la seule conduite du musulman au regard de la norme juridique : il englobe toutes les dimensions de la vie sociale et propose une troisième voie entre le capitalisme et le socialisme.

Dès la fondation du Pakistan, en 1947, les idées et les hommes du Jamiat-e Islami infiltrent les structures de l'État et des services secrets pakistanais (ISI). Parallèlement au courant du Jamiat-e Islami, les réseaux de l'école fondamentaliste des déobandis (un courant fondé en 1867 dans la madrasa de Deoband, près de Delhi) se développent, jusqu'à fonder, en 1945, un parti politique appelé le Jamiat-e Ulama-e Islam. Au début des années 1980, l'ISI, véritable ossature du pouvoir, encourage la radicalisation violente des courants islamistes et fondamentalistes, en particulier celle des déobandis. L'État pakistanais poursuit en effet trois objectifs :

• La lutte contre les chiites dans le but de contrer, à partir de 1979, l'influence de la révolution islamique iranienne.

• Le djihad en Afghanistan contre les communistes.

• Le djihad au Cachemire contre les Indiens.

Cette radicalisation est alors « couverte » par les Américains et les Saoudiens à cause de l'invasion soviétique de l'Afghanistan. En résumé, plusieurs groupes radicaux vont se consacrer, à l'intérieur du Pakistan, à la persécution des chiites, tandis que d'autres groupes, dans

le Cachemire, en Afghanistan et en Inde, se voueront à la lutte contre les « infidèles » afghans et indiens. Mais le créateur a perdu la maîtrise des « monstres » qu'il a fabriqués, d'où la guerre que se livrent aujourd'hui le pouvoir central islamique et les groupes d'islamistes radicaux.

QUAND WASHINGTON ACCUSE SES ALLIÉS…

Bien qu'ayant eux-mêmes, avec les services pakistanais (ISI) et saoudiens, contribué à la création de groupes fondamentalistes radicaux, les Américains accusent aujourd'hui ouvertement l'ISI d'être lié aux Talibans. Le 20 avril 2011, en visite au Pakistan, le plus haut gradé américain, l'amiral Mike Mullen, a accusé les services pakistanais de liens avec les terroristes. Quelques jours après cette déclaration, le 26 avril, le site Wikileaks révélait que les Américains avaient placé l'ISI (donc les services secrets eux-mêmes !) sur une liste secrète établie en 2007 et contenant 70 organisations considérées comme « terroristes ou soutenant des entités terroristes ». La même semaine, Washington annonçait la vente de drones à l'armée pakistanaise dans le but de frapper les talibans (afghans et pakistanais) dans les zones tribales du nord-ouest du Pakistan. Difficile de comprendre qui fait la guerre à qui…

Le djihad à l’assaut de l’Asie centrale

Livrées plus ou moins à elles-mêmes après l’effondrement du communisme, les anciennes républiques soviétiques d’Asie centrale ont été l’objet d’une puissante offensive de l’islamisme, sous des formes d’ailleurs parfois concurrentes. Situées dans le dangereux voisinage de l’Afghanistan et du Pakistan, elles sont aujourd’hui étroitement surveillées par les États-Unis et la Russie.

Les confréries musulmanes traditionnelles, marquées par le soufisme, avaient toujours joué un rôle central dans la résistance à la colonisation russe. Le reflux soviétique de l’Afghanistan voisin et l’effondrement du régime communiste, à la fin des années 1980, ont donc offert à l’islam une place centrale dans la construction des identités nationales des nouveaux États souverains de la région.

Dans le même temps, plusieurs grandes puissances musulmanes comme la Turquie, l’Arabie Saoudite, le Pakistan ou l’Iran, ont cherché à augmenter leur influence sur ces nouveaux États (dont certains disposent de richesses pétrolières et gazières importantes) en instrumenta lisant l’islamisme. Islam traditionnel, sunnite de tendance hanafite et soufie, et islam importé, souvent wahhabite, sont entrés en rivalité dans la lutte commune pour le reflux de l’influence russe.

Après le 11 septembre 2001, les États-Unis ont pu profiter de cette situation pour accroître leur présence en

Ouzbékistan et au Kirghizstan, au motif de la guerre contre les talibans en Afghanistan, principale base arrière des mouvements islamistes actifs en Asie centrale. Tandis que les pouvoirs postsoviétiques justifiaient le maintien de leur autoritarisme par la lutte contre le terrorisme, Russes et Américains faisaient une priorité de la stabilité dans une région voisine de l'Iran et de l'Afghanis tan.

Les mouvements islamistes les plus violents, tel le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (voir encadré), sont aujourd'hui très affaiblis par la conjugaison de la répression politique et des frappes militaires américaines. Mais leur faiblesse conjoncturelle ne peut masquer la dynamique de réislamisation radicale, hanafite (par les confréries) ou néo-hanbalite (par le wahhabisme), des sociétés musulmanes. La crainte de la radicalisation est telle qu'un État comme le Turkménistan a décidé récemment de fermer son territoire à toute influence islamique extérieure et de former ses imams exclusivement sur le sol national.

UN GRAND CALIFAT D'ASIE CENTRALE ?

Dans la seconde moitié des années 1990, l'Ouzbékistan a été fortement menacé par un mouvement islamiste radical, le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO), dont la base militante se trouvait dans la vallée de la Ferghana et qui a mené des opérations terroristes (1999-2000) depuis le territoire kirghize. Longtemps dirigé par un Ouzbek, vétéran d'Afghanistan sous l'uniforme soviétique, Juma

Namangani (qui se radicalisa lors d'un séjour prolongé en Arabie Saoudite en 1996), le mouvement s'est rapproché sans cesse davantage des talibans et d'Al-Qaida, et ses priorités ont évolué d'un Ouzbékistan réislamisé à la reconstitution d'un grand califat d'Asie centrale : au printemps 2001, l'organisation terroriste a d'ailleurs pris l'appellation de Mouvement islamique du Turkestan. Depuis que son chef a été tué en novembre 2001 sous les bombes américaines, ce mouvement semble toutefois en perte de vitesse au profit d'un courant complexe, le Hizb ul-Tahrir (issu en 1996 d'un parti portant le même nom et établi à Londres), dont le chef spirituel est le cheikh Abdel Qadir Zalum, un Palestinien de Beyrouth. Ce mouvement est accusé d'avoir perpétré plusieurs attentats suicides à Boukhara et Tachkent, entre le 28 mars et le 1er avril 2004.

Brèves

LES DÉPLOIEMENTS RUSSE ET AMÉRICAIN

14-15 juin 2001

L’islamisme et le terrorisme en Asie centrale et dans l’ouest de la Chine sont au cœur du sommet des chefs d’État des cinq pays membres du Groupe de Shanghai (Chine, Russie, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan).

7 octobre 2001

Les États-Unis prennent pied en Asie centrale « grâce » à la menace terroriste : un accord antiterroriste est signé entre Washington et Tachkent. L’armée américaine pourra utiliser les bases militaires et l’espace aérien ouzbek.

5 décembre 2002

Face à la poussée américaine, les Russes renforcent leurs liens dans la région. Ils signent un accord militaire avec le Kirghizstan dans le but de lutter contre le terrorisme.

23 octobre 2003

Vladimir Poutine inaugure une base aérienne de soutien

au Kirghizstan (Kant), à quelques kilomètres de la base que les Américains ont créée en 2001 pour lutter contre les talibans.

2005

Après la répression d'Andijan et les critiques américaines qu'ils essuient, les Ouzbeks demandent aux Américains de quitter leur territoire.

2010

Avec l'accord des Russes qui ont repris pied dans le jeu kirghize grâce au renversement du président Bakiev, le Kirghizstan renouvelle l'autorisation pour les Américains d'utiliser la base de Manas (35 000 soldats transitent entre Manas et l'Afghanistan chaque mois).

Attaques islamistes en Égypte et au Maghreb

Capables, lorsqu'ils disposent d'une façade légale, de réaliser des percées électorales significatives en Égypte et même spectaculaires en Algérie, les islamistes maintiennent une pression terroriste forte en Afrique du Nord, de la mer Rouge à l'Atlantique. Malgré une répression qui les a considérablement affaiblis.

En Afrique du Nord, l'islamisme s'est structuré autour de deux tendances constituant la matrice intellectuelle d'une multiplicité de groupes politiques et armés : d'une part le traditionalisme sunnite du salafisme (qui consiste à suivre la voie des ancêtres, les salafis), sur lequel l'influence du wahhabisme d'origine saoudienne est particulièrement forte ; d'autre part l'islam social et révolutionnaire des Frères musulmans (né à une époque où le marxisme était puissant partout dans le monde), radicalisé par les écrits de Sayyed Qotb (on parle parfois de qotbistes pour les adeptes de cette tendance).

Dans les années 1970, l'influence des Frères musulmans s'étend de l'Égypte au reste du Maghreb, puis elle croise celle du wahhabisme saoudien et celle de la politique américaine menée en Afghanistan pour soutenir la résistance à l'invasion soviétique. L'émergence du problème islamiste en Afrique du Nord correspond politiquement, dans les années 1980, à la stratégie américaine d'alliance avec toutes les forces

anticommunistes, et militairement, au début des années 1990, au retour des « vétérans » islamistes d'Afghanistan dans leur pays d'origine.

En Égypte, la mouvance des Frères musulmans, qui a fait plus d'un millier de victimes depuis le milieu des années 1970 – époque où elle était privée de rôle politique légal et confinée au terrain social –, entretient des liens avec le Comité du Djihad, ce réseau international initié par Ben Laden en Afghanistan. Elle arrive toutefois en force dans le jeu politique dès la légalisation d'une tendance islamiste : en 2005, les Frères musulmans ont emporté un tiers des sièges du Parlement.

En Tunisie, le principal mouvement islamiste né de la mouvance des Frères musulmans, très affaibli à la fois par la répression du pouvoir et par les succès économiques du régime, se trouve aussi entraîné dans la dérive du terrorisme international.

En Algérie, la dynamique du début des années 1990, qui a conduit à la victoire électorale du Front islamique du salut (FIS) en 1991 – et donc au retour de la guerre civile –, est née de la rencontre de deux courants idéologiques puissants : le salafisme, de tendance transnationaliste, et le djazaïrisme, de tendance islamo-nationaliste. Mais le pouvoir a barré la route aux islamistes, et les Groupes islamiques armés (GIA), qui comptaient près de 30 000 combattants en 1994, sont passés à moins d'une centaine aujourd'hui. Toutefois le GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat), qui opère dans le sud de l'Algérie

jusqu'à la frontière malienne, entretient l'instabilité aux confins des pays sahariens. Ses membres font le lien entre le réseau international (Al-Qaida) et les rébellions locales en mal d'armes, d'argent et d'idéologie.

Au Maroc, si les autorités combattent l'islam politique armé (répression forte après les attentats de mai 2003 à Casablanca), elles en tolèrent, dans le champ légal, une version limitée à la critique de l'importation de la modernité occidentale. Les succès économiques du Maroc freinent l'essor de l'islamisme, mais les couches les plus pauvres et les moins alphabétisées de la population restent un terreau favorable au recrutement.

L'ISLAMISME SE SUBSTITUE AU MARXISME

Dans l'ensemble du monde musulman (Eurasie, Asie, Afrique), les « mouvements de libération nationale » ou les groupes séparatistes, souvent produits de la guerre froide soviéto-américaine, sont récupérés par l'islamisme radical. L'internationalisme marxiste n'ayant plus de bailleur de fonds (l'URSS), il est remplacé par l'islamisme dont les sources de financement sont d'autant plus motivées qu'elles sont en concurrence (Iran, Arabie Saoudite, Pakistan, mécènes privés…).

Le phénomène est avéré en Tchétchénie, aux Philippines (Front Moros) ou en Palestine ; on peut s'attendre à une évolution semblable dans le Sahara avec le Polisario, création artificielle de la Libye et de l'Algérie visant à déstabiliser le Maroc, un allié de l'Occident durant la

guerre froide. Certains mouvements touaregs ne sont pas non plus à l'abri de cette « contamination islamiste ».

Brèves

DE CHARM EL-CHEIKH À MARRAKECH

11 avril 2002

Attentat en Tunisie contre une synagogue, à Djerba : 16 Européens et 5 Tunisiens tués.

23 juillet 2005

Des attentats simultanés frappent la station balnéaire de Charm El-Cheikh, en Égypte, et font 88 morts et plus de 200 blessés. Ils sont revendiqués par un groupe lié à Al-Qaida.

24-26 avril 2006

Le 24 avril, dans la station balnéaire égyptienne de Dahab, au sud-est du Sinaï, trois attentats-suicides font 18 morts, dont six touristes étrangers, et plusieurs dizaines de blessés. Le 26, près d'Al-Gora, dans le nord du Sinaï, deux autres attentats suicides ne tuent cette fois que les kamikazes.

Mars-avril 2007

Plusieurs attaques de kamikazes font des blessés à

Casablanca.

11 avril 2007

Trente morts et plus de 200 blessés à Alger dans trois attentats à la voiture piégée, visant le siège du gouvernement algérien, un poste de police dans la banlieue et un poste de gendarmerie. Les attentats sont revendiqués par l'ex-Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), devenu Al-Qaida pour le Maghreb islamique en janvier 2007.

19 août 2008

Attaque contre une école de gendarmerie en Algérie, aux Issers, à 60 km d'Alger : 43 morts et une quarantaine de blessés. Le lendemain, double attentat à la voiture piégée à Bouira (11 morts).

28 avril 2011

Attentat à Marrakech dans un café célèbre de la place Jamaa El-Fna : 16 morts, dont 8 Français.

L’islam à la conquête de l’Afrique noire

Longtemps soumise à l’influence religieuse du colonisateur européen, l’Afrique noire est devenue une terre de mission pour l’islam. Ce qui ne va pas sans entraîner de sanglants conflits, non seulement avec les autres religions, mais entre les différentes tendances de l’islam lui-même. Avec pour conséquence une radicalisation des plus extrémistes. Le cas du Nigeria ou de la Somalie est particulièrement significatif, et inquiétant pour la stabilité du continent.

L’islam a pénétré l’Afrique occidentale et centrale sous la poussée transsaharienne des populations berbères arabisées du Maghreb, et s’est diffusé en Afrique orientale par le commerce des navigateurs arabes, perses et indiens de l’océan Indien. Depuis, l’Afrique noire n’a jamais cessé d’être le réceptacle d’influences venues du Maghreb (Maroc, Libye), d’Égypte ou du Soudan, d’Arabie Saoudite ou d’Iran, toutes concourant à l’islamisation du continent bien que rivales.

Alors que la colonisation européenne avait été, dans la seconde moitié du XIXe siècle, un frein au développement de l’islam, une christianisation des populations s’effectuant alors selon le profil du colonisateur (catholicisme pour la France, anglicanisme ou luthéranisme pour les autres), le reflux colonial de la seconde moitié du XXe siècle a logiquement entraîné un regain de la prédication islamique, laquelle se heurte toutefois, depuis la fin de la

guerre froide, au développement d'un évangélisme radical accompagnant l'entrée en scène des États-Unis dans la région.

Pour plusieurs États africains se situant entre les latitudes 10° et 20° Nord, à l'opposition raciale entre des populations arabo-berbères du Nord et des populations noires du Sud s'ajoute la fracture des religions. Le choc des civilisations y est favorisé par deux facteurs : premièrement, la progression démographique générale de l'islam et l'affaiblissement des minorités chrétiennes dans les États à majorité musulmane ; deuxièmement, la dérive de l'islam vers l'islamisme. Toutes les grandes sources de radicalisme islamique sont aujourd'hui représentées : aussi bien le fondamentalisme chiite soutenu par l'Iran et certains milieux chiites libanais proches du Hezbollah que, chez les sunnites, les Frères musulmans d'origine arabe, les wahhabites (d'origine saoudienne), la tendance indienne de l'islamisme ou la tendance soudanaise (le mahdisme). Tan tôt l'islamisme se heurte violemment à l'islam traditionnel des confréries, tantôt il parvient, par l'argent déversé, à infiltrer celles-ci et à les utiliser comme vecteur de diffusion. Partout, comme au Nigeria ou au Soudan, la guerre fait rage autant entre tendances opposées de l'islam qu'entre chrétiens et musulmans.

FEMMES LAPIDÉES POUR ADULTÈRE

Dans les pays africains très majoritairement musulmans, une tendance s'affirme nettement depuis au

moins dix ans : le basculement progressif vers des régimes de nature islamique. En Gambie, le président a promis le passage prochain à un régime de république islamique appliquant la charia. Au Sénégal, lors du référendum constitutionnel de février 2001, des groupes de pression sénégalais puissants ont élevé la voix pour demander la suppression de la laïcité et l'instauration de la charia. Le rayonnement des instituts islamiques arabes est également croissant. Le grand État fédéral du Nigeria (135 millions d'habitants), au-delà des manifestations favorables à Oussama Ben Laden à Kano en octobre 2001 ou des condamnations de femmes à la lapidation pour adultère, est en train de basculer, État après État, dans la charia. En 2002, sur les trente-six États de la Constitution de 1999, onze étaient devenus islamiques. Les réformes démocratiques qui sont approfondies à chaque aménagement constitutionnel profitent en fait à l'islamisme, et ceci du fait de la démographie musulmane. Si les islamistes sont en faveur de la démocratisation du système, c'est que la démocratie leur est mathématiquement favorable.

LE CHAOS SOMALIEN

Quant à la question de la Corne de l'Afrique et des Somalies (voir encadré), elle est liée au contrôle stratégique du détroit du Bab el-Mandeb et du golfe d'Aden. En 2006, les islamistes se sont emparés du pouvoir en Somalie. Le cheikh Hassan Dahir Aweys, qui

fut, jusqu'en 2005, l'un des principaux dirigeants d'Al-Itihaad al-Islaami, mouvement djihadiste jugé comme proche d'Al-Qaida et considéré comme terroriste par les États-Unis, a été nommé à la tête des tribunaux islamiques. L'installation en Somalie d'un foyer islamiste pouvait avoir des répercussions majeures sur toute l'Afrique de l'Est (Éthiopie, Djibouti, Kenya, Tanzanie) et jusqu'au Yémen et en Arabie Saoudite, sans oublier les archipels de l'océan Indien, comme les Comores où le traditionalisme islamique est très puissant. Ce foyer pouvait être une menace pour la sécurité des routes commerciales de l'océan Indien. Chassés du pouvoir en janvier 2007 par des forces « légalistes » soutenues militairement par l'Éthiopie et les États-Unis, les islamistes ne s'avouent cependant pas vaincus. Armés par l'Érythrée, ils disposent d'armes lourdes et peuvent à tout moment reprendre le pouvoir, établir un nouvel État islamiste radical, chasser les musulmans modérés et relancer le djihad contre leur vieil ennemi, l'Éthiopie chrétienne.

LE NIGERIA, UN « PAKISTAN » AFRICAIN ?

La communauté musulmane du Nigeria est caractérisée principalement par le clivage ethnique entre les Peuls et les Haoussas, héritiers des deux empires islamiques précoloniaux, le califat de Sokoto et l'empire de Borno, et les Yorubas, islamisés plus tard sous l'influence de la confrérie Ahmadiyya et d'une autre confrérie plus

autochtone, la Mahdiyyat (fondée en 1941 en pays yoruba par Muhammad Jumat Imam qui se proclame tout à la fois Mahdi des musulmans et Messie des chrétiens). Au-delà de ces lignes de fracture ethniques et confrériques traversant l'islam nigérian, la tendance wahhabite saoudienne est représentée au Nigeria par le phénomène Izalat. L'Izalat est la « Société pour l'éradication des innovations maléfiques et le rétablissement de l'orthodoxie », fondée en 1978 par cheikh Abubakar Gumi. Depuis la fondation de l'Izalat, des heurts violents opposent régulièrement les militants wahhabites aux partisans des confréries traditionnelles, notamment dans l'État de Kaduna. Cette opposition illustre une constante de l'histoire islamique en Afrique noire : l'islam arabo-musulman tente, depuis des siècles, et à travers divers mouvements, de mater les tendances africanistes et soufies des confréries locales.

LES SOMALIES

L'actuel État de Djibouti correspond à l'ancienne Somalie française. Le Somaliland, qui s'est proclamé État indépendant, est l'ancienne Somalie britannique. Quant à la Somalie en guerre civile, il s'agit de l'ex-Somalie italienne dont la capitale est Mogadiscio. Mais ici, comme dans la plupart des États africains, les frontières actuelles de ces États issus de la décolonisation, ne correspondent pas aux réalités ethniques et claniques.

6

Islam versus Asie

Introduction

Les religions traditionnelles de l'Asie se heurtent aussi à un islam conquérant. La partie la plus dangereuse se joue incontestablement au pied de l'Himalaya, où deux puissances dotées de l'arme atomique se disputent le Cachemire : le Pakistan musulman et l'Inde majoritairement hindouiste (autrefois réunis dans l'Empire des Indes britannique). Le conflit entre les deux pays est d'autant plus aigu que la population de l'Inde elle-même comprend quelque 150 millions de musulmans, sur un total de près de 1,2 milliard d'habitants. Toutefois, la pression islamique ne s'exerce pas seulement sur le sous-continent. Elle se manifeste aussi dans l'Asie du Sud-Est, notamment en Thaïlande où la civilisation bouddhiste est confrontée à l'offensive violente d'une minorité musulmane.

L'Inde et le Pakistan :
deux puissances nucléaires face à face

Si les hindouistes représentent près de 80 % de sa population, l'Inde n'en constitue pas moins le deuxième pays musulman du monde après l'Indonésie. Depuis la création de l'Union indienne et du Pakistan en 1947, le Cachemire indien, majoritairement musulman, est le foyer de tensions permanentes entre les deux États. Deux États dotés de l'arme atomique et dont l'un, l'Inde, possède la supériorité démographique, tandis que l'autre, le Pakistan, joue la carte terroriste.

LE RÉVEIL DU NATIONALISME HINDOU

La construction territoriale de l'Inde est issue d'un double processus : la colonisation anglaise qui, en deux cents ans, a aggloméré une poussière d'États et de principautés, peuplés de populations de religions différentes (hindouisme, bouddhisme, islam, christianisme, sikhisme), et la partition de l'Empire des Indes entre l'Union indienne et le Pakistan lors de l'indépendance (1947).

L'islam est l'un des grands facteurs de dissociation de l'Union indienne. L'Inde est en effet le deuxième pays musulman du monde avec plus de 100 millions de croyants (200 selon les islamistes), majoritairement sunnites, et vivant principalement dans le nord du pays, dans les

régions héritières de la civilisation indo-musulmane. Cette présence musulmane est aujourd'hui contestée par le nationalisme hindou.

Pour les nationalistes hindous en effet, le fondement de l'« indianité » ne saurait être autre que l'hindouisme. Les intégristes hindous exaltent l'âge d'or des Aryens qui, au XVI[e] siècle av. J.-C., envahirent le nord de l'Inde à l'époque védique. Dans le contexte d'une Inde de plus en plus soumise à la pression de l'islam et des sikhs, leurs idées connaissent une indéniable progression : en 1998, pour la première fois dans l'histoire de l'Union indienne, le parti nationaliste hindou, le BJP (Bharatiya Janata Party) accède au pouvoir, mais dans un gouvernement de coalition, ce qui le pousse à modérer ses objectifs. En 2004, le parti du Congrès retrouve la majorité au Parle ment. En 2009, cette majorité est confirmée, mais l'échiquier politique reste coupé en trois forces significatives : le Congrès (37 %), le BJP (25 %) et le Troisième Front (21 %).

Si l'on veut découper schématiquement l'Inde selon les zones d'implantation des grandes tendances politiques indiennes, on attribue le nord de l'Union aux nationalistes hindous, le centre au parti du Congrès (favorable à la conception laïque et multiethnique de l'Inde) et le sud à l'opposition violente à l'hindouisme. Le sud de l'Inde est formé des régions tamoules ou dravidiennes hindouisées mais ethniquement non « aryennes » ; les nationalistes hindouistes n'accordent pas la qualité d'Indiens à ces populations dont le passé est extérieur à l'« aryanité ».

UNE GUERRE NUCLÉAIRE POUR LE CACHEMIRE ?

Le Pakistan est le grand rival de l'Inde. Contre son voisin, l'état indien a mené trois guerres : deux pour le Cachemire en 1948 et 1965, et une pour le Pakistan oriental au cours de laquelle New Delhi soutint militairement la naissance du Bangladesh. Islamabad et New Delhi s'accusent mutuellement de soutenir des sécessions dans leur pays. Cette configuration a survécu à la fin de l'époque soviétique, à l'intérieur d'un dispositif où New Delhi continue, sur le plan géopolitique, d'être proche de Moscou et aussi de Téhéran, malgré la présence économique importante des États-Unis.

Le choc Inde-Pakistan est d'autant plus sérieux qu'il se fait entre deux puissances nucléaires. À la suite des essais nucléaires de 1998, le Pakistan sort de l'ombre pour s'affirmer huitième puissance nucléaire du monde. Le 30 décembre 2002, le général Pervez Musharraf, président du Pakistan, déclare ainsi : « J'ai personnellement transmis des messages au Premier ministre [indien] Valpayee par l'intermédiaire de tous les dirigeants internationaux qui sont venus au Pakistan, stipulant que si des troupes indiennes faisaient un seul pas au-delà de la frontière internationale ou de la ligne de contrôle, elles ne devraient pas s'attendre à une guerre conventionnelle de la part du Pakistan. » Le fort déséquilibre démographique du Pakistan par rapport à l'Inde a conduit en effet Islamabad à adopter une doctrine nucléaire dite « de première

attaque ». Si l'Inde déclenche contre le Pakistan une attaque conventionnelle, celui-ci répondra par l'arme atomique. [Le 7 octobre 2010, l'Inde a annoncé la commande à la Russie de 250 à 300 avions de combat, soit un effort gigantesque de 30 milliards de dollars.]

Le Cachemire est la pomme de discorde entre les deux États. Ce pays majoritairement musulman s'est en effet retrouvé en 1947, de par la volonté de son prince hindou, dans l'Union indienne. Au terme de la guerre entre l'Inde et le Pakistan, en 1949, une ligne de contrôle (ligne de cessez-le feu) partage deux zones : la zone indienne (le Jammu-et-Cachemire) et la zone pakistanaise (Azad Cachemire et territoires du Nord). Une troisième zone, à l'est, fait l'objet d'un contentieux entre Pékin et New Delhi (guerre de 1962).

La province indienne du Jammu-et-Cachemire s'étend sur 101387 km², soit la moitié du Cachemire géographique et 70 % de sa population. Son cœur historique est la vallée de Srinagar, cependant peuplée à 90 % de musulmans sunnites sous contrôle de l'armée indienne. Laquelle est harcelée par les islamistes qui l'accusent d'humilier la population musulmane (notamment les femmes).

Le Pakistan contrôle (annexion de 1949) la partie occidentale qui se partage entre l'Azad Cachemire (Cachemire « libre »), soit 13 000 km², et les territoires du Nord (65 000 km²), moins denses en population et majoritairement peuplés de chiites. Le djihad sunnite se fait donc aussi bien au Cachemire indien contre l'armée

indienne que dans les territoires du Nord contre des musulmans chiites.

À partir de 1989, la pression islamiste, soutenue par Islamabad, s'est amplifiée dans l'ouest du Cachemire indien. En 1999, la tension entre le Pakistan et l'Inde (guerre de Kargil), alors à son comble, amène le général Pervez Musharraf au pouvoir. L'Occident peut craindre une guerre nucléaire ; les présidents américain et chinois font pression et parviennent à convaincre les Pakistanais de respecter la ligne de partage du Cachemire.

L'un des mouvements djihadistes très actifs dans le Cachemire indien est le Lashkar-e Taiba (l'« Armée des purs de Médine »), branche politique armée du courant Dawat wal Irshad (« Centre de prédication et d'orientation »). Créé en 1990 et influencé par le wahhabisme, le Lashkar-e Taiba (voir encadré) s'est imposé avec l'appui de l'ISI (voir encadré) sur des mouvances pakistanaises plus nationalistes et moins fondamentalistes, dont il dépasse largement les ambitions : le Cachemire n'est que la porte de l'Inde, dans laquelle vivraient « prisonniers » 200 millions de musulmans (en réalité 100 millions, comme nous l'avons vu). Ses opérations sont très audacieuses : il s'est fait ainsi connaître de l'Occident par l'attaque contre des touristes occidentaux à l'aéroport de Srinagar en 1999 et contre le Fort Rouge (symbole de la reconquête de l'Empire moghol occupé par les hindous), à New Delhi, en 2000. Ses premiers moudjahidin se sont aguerris durant la guerre d'Afghanistan contre les Soviétiques et, réciproquement, il

accueille dans ses rangs des Afghans. Dans l'un de ses camps d'entraînement du Azad Cachemire (soit le Cachemire sous contrôle pakistanais), jusqu'à 500 combattants sont formés par mois. Après la guerre indopakistanaise de 1999, on y a développé l'apprentissage des opérations suicides ; dans cette école de la mort, on enseigne qu'il faut décapiter et éviscérer femmes et bébés (ce qui est malheureusement mis en pratique) de façon à frapper de terreur des générations d'hindous.

Les services secrets pakistanais qui ont participé à la création de ce mouvement n'ont jamais cessé de l'infiltrer et de le soutenir, au moins jusqu'aux attentats du 11 septembre 2001, après quoi ils lui ont demandé d'adopter, au moins temporairement, un profil bas. Mais le Lashkar ne l'entend pas ainsi : depuis octobre 2001, en concurrence d'ailleurs avec un autre groupe radical (le Jaish-e Mohammad), il a multiplié les opérations contre militaires et civils hindous, jusqu'à aller frapper le Parlement indien à New Delhi, le 13 décembre 2001 (14 morts).

LES SIKHS ENTRE ISLAM ET HINDOUISME

Issus d'une réforme syncrétiste qui, au XVIe siècle, tenta de réunir l'hindouisme et l'islam, les sikhs du Pendjab furent un auxiliaire important de la colonisation britannique. Mais, lors de la partition, leur spécificité ne fut pas reconnue par le Pakistan, et plusieurs millions d'entre eux se réfugièrent en Inde pour fuir les persécutions. Les sikhs sont quelque 20 millions dans le

monde, dont 9 millions au Pendjab indien.

À partir des années 1980, le mouvement pour l'indépendance du Kalistan, la « patrie des sikhs », se radicalisa. La violence fut à la fois interne à la communauté sikh, en même temps qu'elle opposait ses membres aux forces de l'ordre indiennes et aux hindous. Cette revendication identitaire bénéficia du soutien du Pakistan qui y vit le moyen d'affaiblir son rival indien…

L'ISI AUX CÔTÉS DES TALIBANS

C'est avec le soutien de l'ISI (« Inter-Services Intelligence »), les services secrets militaires pakistanais, qu'est créé le Lashkar-e Taiba. C'est encore avec le soutien de ce service qu'est lancé le concurrent du Lashkar, le Jaish-e Mohammad, dans le but de favoriser la surenchère terroriste.

Au Cachemire, l'ISI a clairement joué l'affaiblissement des mouvements nationalistes locaux au profit des internationalistes. En Afghanistan, après avoir soutenu, face aux Soviétiques, le Hizb-e Islami de Gulbuddin Hekmatyar, l'ISI appuie dans les années 1990 les talibans qui n'arriveront au pouvoir que grâce à la logistique de l'ISI (avec la bénédiction des États-Unis, l'un des rares pays qui reconnut à l'époque le régime taliban). Le général Naseerullah Babar, alors ministre de l'Intérieur pakistanais, ira personnellement, en octobre 1994, s'assurer de leur bonne organisation. De puissants généraux pakistanais à la retraite (Hamid Gul, Aslam

Beg…), autant que le courant déobandi implanté notamment à la Mosquée rouge d'Islamabad, œuvreront sans cesse, à la tête de l'État, au maintien de l'appui aux talibans. En novembre 2001, deux mois après les attentats du 11 septembre, le Pakistan envoie des avions récupérer ses officiers bloqués aux côtés des talibans et d'Al-Qaida par l'offensive de l'Alliance du Nord, à Kunduz. En 2010 et 2011, les Américains ont commencé à condamner ces liens.

LE DAWAT WAL IRSHAD : UN COURANT SALAFISTE

Selon certaines sources, outre de riches hommes d'affaires pakistanais ayant réussi en Europe (au Royaume-Uni et aux Pays-Bas) et au Moyen-Orient, c'est Oussama Ben Laden lui-même qui aurait financé l'essor de ce centre de prédication dont l'objectif – purifier l'islam asiatique de ses influences hindoues – emprunte deux voies : le *dawat* (la prédication) et le *djihad* (la guerre sainte). Les références de ce mouvement sont Ibn Taimiya (1263-1328), qui s'était attaqué aux Moghols à cause de l'« impureté de leur islam », Ibn Abd al-Wahhab (1703-1791), allié de la tribu Saoud et réformateur rigoriste de l'islam (le père du système religieux saoudien), et le wahhabite Ismaïl Shaheed, qui lança un djihad contre les sikhs dans les années 1820 et fonda l'émirat de Peshawar.

CHOC SUR UN TOIT DU MONDE

Dans l'extrême nord du Jammu-et-Cachemire, à 6300

mètres d’altitude, sur le glacier du Siachen (tenu par l’Inde), des milliers de soldats indiens et pakistanais se sont affrontés.

Sur le plus haut champ de bataille du monde, le froid a tué plus d’hommes encore que les tirs d’artillerie. Depuis 1998, les deux pays étant dotés de l’arme nucléaire, le contrôle du glacier est moins stratégique.

À partir de 2006, l’Inde et le Pakistan ont engagé des négociations sur sa démilitarisation.

Brèves

10 ANS DE DJIHAD ANTI-HINDOU EN INDE

27 février-2 mars 2002

Violences intercommunautaires dans l'État du Gujarat, à l'ouest de l'Inde. Les affrontements entre musulmans et hindous font 544 morts en quelques jours.

29 octobre 2005

Attentats terroristes à New Delhi (62 morts et 210 blessés), revendiqués par un groupe islamiste opérant au Cachemire.

7 mars 2006

Triple attentat à la bombe à Bénarès, haut lieu sacré de l'hindouisme, revendiqué par un groupe islamiste : 23 morts et 68 blessés.

8 septembre 2006

Attentats à la bombe dans l'État du Maharashtra. Le gouvernement de New Delhi ordonne le couvre-feu et l'envoi de troupes dans une région où la tension islamo-hindoue est très forte.

25 août 2007

Trois attentats sont perpétrés à Hyderabad, capitale de l'État d'Andhra Pradesh (sud de l'Inde), faisant 42 morts et plus de 50 blessés. La ville compte plus de 38 % de musulmans, et les violences entre les communautés hindoue et musulmane y sont fréquentes.

13 mai 2008

Attentats revendiqués par un groupe islamiste (les « Moudjahidin indiens ») à Jaipur, capitale de l'État du Rajasthan : 80 morts et 216 blessés.

26 novembre 2008

Attaques terroristes de Bombay : 166 morts. C'est « le 11 septembre indien ».

LE DUEL NUCLÉAIRE INDE PAKISTAN

24 janvier 2002

Test par l'Inde d'un missile de longue portée pouvant embarquer une tête nucléaire : tension avec le Pakistan.

4 février 2004

Abdul Qadeer Khan, islamiste notoire et « père » de la

bombe atomique pakistanaise, reconnaît qu'il est le responsable du transfert de technologies nucléaires vers l'Iran, la Libye et la Corée du Nord.

11 août 2005

Test par le Pakistan du missile de croisière Babur, capable d'échapper à la détection radar et d'une portée de 500 km. Il peut être équipé de têtes nucléaires ou conventionnelles.

Mai 2010

Test par l'Inde d'un missile Agni II capable de transporter une charge nucléaire à 2500 km. L'objectif du programme balistique indien de longue portée est de 5000 km, permettant de toucher l'Asie et l'Europe.

Un État islamiste pour l'Asie du Sud-Est ?

C'est le rêve de la Jemaah Islamiyya indonésienne, c'est aussi celui que nourrissent les séparatistes musulmans du sud de la Thaïlande. Où le choc entre l'islam et le bouddhisme est frontal. Depuis 2004, la guérilla islamiste a fait plus de 2 000 victimes, dans des circonstances souvent atroces.

Extrémité orientale de la projection historique de l'islam, l'Asie du Sud-Est n'échappe pas à la flambée islamiste dont la principale cause est l'alliance nouée entre l'internationale islamique de Ben Laden et la Jemaah Islamiyya indonésienne, qui entend créer un vaste État islamique du Sud-Est asiatique réunissant le sultanat de Brunei, le Cambodge, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. Sur ses 64 millions d'habitants, la Thaïlande compte près de 8 % de musulmans sunnites, en grande partie d'origine malaise, qui peuplent cinq provinces du sud du pays (Songkhla, Satun, Yala, Pattani et Narathiwat), à la frontière avec la Malaisie, le reste de la population thaïlandaise étant bouddhiste, plus 1 % de chrétiens. Ces provinces ont vu émerger des mouvements séparatistes musulmans dès leur annexion par la Thaïlande en 1902.

LA MALAISIE, FOYER DE L'ISLAMISME RADICAL

Depuis 2001, une nouvelle génération de musulmans thaïlandais radicalisés et formés sur le plan religieux dans des madrasas pakistanaises, mais aussi parfois militairement dans les camps d'entraînement d'Afghanistan ou au Pakistan, s'est levée pour mettre le feu au sud du pays, et cela à partir de bases arrières établies en Malaisie. Tous les partis séparatistes musulmans de Thaïlande ont en effet (souvent de manière très officielle) leur quartier général en Malaisie. On peut même affirmer que la Malaisie est à l'Asie du Sud-Est ce que le Pakistan est à l'Asie centrale : le foyer de diffusion principal de l'islamisme radical, tant en direction de la Thaïlande que vers l'Indonésie ou les Philippines. La violence s'est particulièrement déchaînée à partir de janvier 2004. En avril 2011, elle avait fait 4500 morts dans cette région, malaise avant le XXe siècle et aujourd'hui sous souveraineté thaïlandaise. Les islamistes s'attaquent non seulement aux représentants de l'État thaïlandais (policiers, soldats), mais aussi aux moines bouddhistes, que l'on retrouve égorgés ou décapités, et ils assassinent même des enfants (des petites écolières bouddhistes ont été décapitées en 2005). Le gouvernement, qui a tout essayé (répression et négociations), a été contraint d'établir l'état d'urgence dans les provinces concernées (à partir de juillet 2005).

En février 2007, alors que Bangkok cherchait à rouvrir des négociations avec les islamistes, la Thaïlande a essuyé une nouvelle vague d'attentats, les éléments les plus

radicaux tentant de faire échouer toute tentative de cessez-le-feu. Les violences ont repris en 2011.

LA JEMAAH ISLAMIYYA

Fondée en 1993 par deux fondamentalistes indonésiens, Abu Bakar Bashir et Abdullah Sungkar, et héritière du mouvement islamiste indonésien Darul Islam (fondé en 1942), la Jemaah Islamiyya (« Communauté islamique ») a trouvé abri en Malaisie pour échapper à la répression engagée contre elle par le gouvernement indonésien du général Suharto. Formée à l'origine d'« anciens » de l'Afghanistan, dont Bashir et Sungkar eux-mêmes, l'organisation a établi des liens avec Al-Qaida et d'autres réseaux radicaux du monde musulman. Son rayon d'action se limite toutefois à l'Asie du Sud-Est. Classée comme organisation terroriste par l'ONU en 2002, la Jemaah Islamiyya est reconnue comme responsable de nombreux attentats, notamment à Bali (en 2003 et 2005) et à Jakarta même (2003 et 2004).

LE TRAITÉ DE BANGKOK

Le traité de Bangkok, signé en 1909 entre la Grande-Bretagne et le Siam (l'ancien nom de la Thaïlande), entérinait l'annexion par le Siam de sultanats musulmans du nord de la Malaisie. Cette annexion devait être la source de conflits endémiques entre le pouvoir central et les mouvements séparatistes, notamment dans la

province de Pattani où a été fondé en 1995 le Pattani Islamic Mujahidin Group par des vétérans de l'Afghanistan. L'abrogation du traité de Bangkok est l'un des principaux objectifs de ces mouvements.

7

Asie versus Asie

Introduction

L'archipel nippon qui, naguère, rêvait de dominer l'Asie se trouve aujourd'hui dans une situation des plus difficiles. Frappé en 2011 par un terrible tsunami suivi d'un accident nucléaire, dépourvu de matières premières, touché par une crise démographique, le Japon doit faire face à l'ascension de la Chine et de l'Inde, les deux géants démographiques de l'Asie. Leur rivalité ancienne avec la Chine amènera-t-elle les Japonais à renforcer leur alliance avec les Américains et à développer leurs liens avec les Indiens ou bien, au contraire, opteront-ils pour la solidarité asiatique face à l'Occident ? Des tendances existent, qui vont dans les deux directions opposées, et qui soulèvent des interrogations fondamentales pour l'avenir. Le sort des équilibres mondiaux de demain résultera largement, en effet, de ces duels triangulaires pour la domination de l'Asie.

Le Japon entre l'alliance américaine et la tentation chinoise

Face à la montée en puissance de la Chine, le Japon reste solidement ancré dans l'alliance avec les États-Unis. Et les sujets de discorde ne manquent pas entre Pékin et Tokyo. Pourtant, un retournement n'est pas théoriquement à exclure. Solidarité asiatique et nécessité économique aidant, le Japon pourrait être tenté, sinon contraint, d'entrer un jour dans l'orbite du géant chinois et de fonder avec lui un espace géopolitique de coprospérité. Mais la catastrophe nucléaire du 11 mars 2011 a profondément bouleversé la donne.

Solide allié des États-Unis depuis sa mise sous tutelle en 1945, le Japon est confronté à un nouveau contexte global : la Chine dispose des atouts suffisants (cohésion identitaire, poids démographique, développement économique, pragmatisme de son système politique) pour devenir la première puissance asiatique et même mondiale, et ceci avant le milieu du XXIe siècle (peut-être dès 2030). Dès lors se pose une question fondamentale pour le Japon : dans les décennies à venir, faut-il faire le choix de la civilisation ou celui de la nation ? En d'autres termes, faut-il choisir le triomphe du monde jaune sur le monde blanc, en acceptant la primauté de la Chine sur le pôle asiatique, ou, au contraire, faut-il tenter, avec l'aide des États-Unis et en s'attirant d'autres alliances asiatiques, de faire obstacle à l'hégémonie chinoise en Asie ?

Le Japon n'est plus installé au rang de première puissance asiatique – et pour longtemps. Certes, sa puissance économique reste redoutable, mais ses faiblesses géopolitiques sont énormes :

Des tremblements de terre cataclysmiques peuvent le ravager en un instant. C'est ce qui s'est passé en mars 2011 lorsqu'un tsunami a ravagé le littoral japonais, anéanti des dizaines de milliers de vies et provoqué, à Fukushima, une catastrophe nucléaire.

Son insularité est devenue presque inutile face aux armes aériennes de longue portée (avions et missiles) des concurrents asiatiques. En effet, une forte densité démographique, concentrée sur un petit territoire, fait du Japon un pays exposé au risque de disparition complète en cas de conflit avec la Chine.

Une dépendance alimentaire et énergétique extrême vis-à-vis de l'étranger (à lui seul, le Japon représente plus de 15 % du fret maritime mondial). Dépendance qui peut donner à l'ennemi la tentation de l'asphyxier en bloquant la longue route séparant l'archipel nippon du Moyen-Orient (océan Indien, détroits de Malacca et de Taïwan). Et la catastrophe de Fukushima va rendre plus difficile le développement du nucléaire et, par conséquent, le renforcement de l'indépendance énergétique. On oublie souvent que, pour le Japon, les États-Unis sont avant tout une garantie de sécurité des routes maritimes. Dans trente ans, malgré les efforts entrepris (notamment dans le domaine des sous-marins capables de percer un blocus

naval), il est difficile d'imaginer une marine japonaise capable de rivaliser seule avec l'une des trois grandes marines du Pacifique : la chinoise, l'indienne et, bien sûr, l'américaine. Ce seul facteur de la dépendance exclut la perspective d'une politique d'indépendance nationale et fait pencher pour un cadre d'alliance bilatérale forte (maintien de l'alliance pro-américaine ou basculement prochinois).

Un problème nord-coréen qui ne pourra se régler demain qu'en évoluant en un problème coréen plus grave encore : la formation d'une super-Corée unifiée hostile au Japon et choisissant, suivant que le tropisme du nord ou du sud l'emporte, la Chine ou les États-Unis comme partenaire privilégié.

Le rétrécissement de la population alors que tous les concurrents resteront stables (à des niveaux élevés) ou continueront d'augmenter lentement. En 1950, le Japon avait la cinquième population mondiale, après la Chine, l'Inde, les États-Unis et l'URSS. En 2050, la population japonaise n'atteindrait plus que 105 millions d'habitants (au lieu des 127 millions actuels), soit le dix-septième rang mondial.

Tous ces facteurs, de la vulnérabilité du territoire à celle des approvisionnements, en passant par celle de la démographie, inclinent fortement à penser qu'à l'avenir, à l'instar de l'Inde, de la Chine ou de la Russie, il sera difficile au Japon d'opter pour une politique d'indépendance nationale ; qu'il devra, au contraire, rester dans un cadre

d’alliance serré, la question étant de savoir avec qui.

Aujourd’hui, le Japon entretient des relations étroites avec les États-Unis. Washington considère Tokyo comme l’un de ses plus solides alliés, et le place encore au rang d’Israël, de la Grande-Bretagne ou de Taïwan. Convaincus que leur modèle politique (la démocratie libérale) est la voie d’une sorte de « fin de l’histoire » universelle, les Américains ne doutent pas de la pérennité de la démocratie japonaise et n’envisagent guère que Tokyo puisse sortir de leur orbite. À court terme, ils ont d’ailleurs peu de raisons de douter de la fidélité du Japon. Inquiets pour leur territoire, non seulement à cause des tirs balistiques nord-coréens visant à les intimider, mais aussi, à plus long terme, à cause de la poussée chinoise, les Japonais sont acquis au principe de la défense antimissile. Cela signifie donc au moins qu’à l’horizon de deux à trois décennies, le Japon choisira de s’abriter sous le parapluie antimissile américain. Ce choix n’est d’ailleurs pas contradictoire avec la tentation croissante des Japonais d’officialiser eux-mêmes leur propre capacité nucléaire, fondée sur l’idée de frappes préventives (ce qui est logique, compte tenu de l’exiguïté de leur territoire). Un fait atteste en profondeur la foi qu’ont les Américains en l’alliance américano-japonaise : leur position sur la réforme du Conseil de sécurité de l’ONU. Washington aura fait échouer, de concert avec la Chine, le projet dit du G4 (un siège permanent pour l’Allemagne, l’Inde, le Brésil et le Japon) soutenu par Paris et Londres, car il ne voulait aucun autre nouvel entrant que le Japon.

L’option du renversement d’alliance à plus long terme n’est cependant pas à exclure. Et ce qui oppose actuellement le Japon et la Chine pourrait bien se transformer un jour en facteur de rapprochement. Il y a au moins trois raisons à cela.

Premièrement, l’identité. Les Chinois savent qu’ils vont dépasser le Japon et que la fierté nationale nippone en sortira abîmée. Leur volonté d’arracher aux Japonais une repentance pour les exactions commises en Chine en 1937-1945 doit être interprétée comme le souhait d’obtenir l’allégeance du Japon à l’Empire du Milieu. Forte d’une puissance recouvrée, la Chine veut de nouveau faire ployer le « pays de nains » et le rendre tributaire. En réalité, le jour où le Japon aura con sommé sa repentance, il aura accompli le geste symbolique du vassal payant tribut à son suzerain. Cela, les conservateurs japonais, qui voient leur nation en perte de vitesse, ne l’acceptent pas. Mais entre deux humiliations, celle infligée au Japon par la race blanche et celle infligée par des frères confucéens, fussent-ils ennemis séculaires, laquelle pèsera le plus dans vingt ans ? Nous sommes en Asie, une région où les peuples ne se sont pas métissés, et où aucune des « maladies » importées de l’Occident (individualisme, hédonisme, vieillissement démo graphique…) n’a altéré la cohésion ethnique des groupes humains.

Deuxièmement, le besoin commun d’accès à l’énergie est aussi, pour l’heure, une cause de fâcherie. En 2025, l’Asie consommera la moitié de la production mondiale de pétrole. Or, plus la Chine se développe et consomme, plus

elle risque de mettre en péril les approvisionnements d’un Japon qui reste marqué par l’embargo pétrolier américain de 1941. Pékin et Tokyo cherchent donc à peser sur les tracés d’évacuation du pétrole et du gaz russes vers l’est, vers Daqing (Chine) ou vers Nakhodka (Japon). Ils se disputent également, en mer de Chine, les îles Diaoyutai/Senkaku qui pourraient receler des réserves de pétrole importantes. Mais on peut retourner le problème et considérer que sur les questions d’énergie, et sur un plus long terme, les Chinois et les Japonais auront intérêt à s’entendre. Ils ont déjà le même intérêt vis-à-vis de l’Iran dont ils dépendent en partie : les deux pays sont par conséquent hostiles à une guerre américano-israélienne contre les « Perses ». En 2030, lorsque l’Asie (c’est-à-dire pour l’essentiel la Chine, le Japon et l’Inde) absorbera 80 % des hydrocarbures tirés du Moyen-Orient, n’aura-t-elle pas la tentation de s’unir pour organiser elle-même la sécurisation de ses approvisionnements ?

Troisièmement, la question de Taïwan. Pour les Chinois, Taïwan n’est qu’un appendice insulaire de l’Empire ; pour les Japonais, l’île appartient à la projection japonaise dans le Pacifique (Taïwanais et Japonais ont d’ailleurs un accord de libre-échange depuis 2005). Mais comme ni les Japonais ni les Chinois ne sont assez fous pour risquer, à cause de Taïwan, un anéantissement mutuel sous le feu nucléaire, l’île pourrait très bien, à l’avenir, faire l’objet d’une sorte de partage d’influence tacite.

INTERDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

Trois puissants facteurs de discorde peuvent donc, à plus longue échéance, se révéler des facteurs de rapprochement. Ajoutons à cela la réalité économique, qui peut renforcer l'hypothèse d'un basculement japonais vers la Chine. Les deux pays n'ont jamais été aussi interdépendants économiquement. La Chine est le premier partenaire commercial du Japon (elle représente plus de 20 % de son commerce) et le Japon est le premier fournisseur de la Chine (15 % des importations). Le Japon délocalise en Chine et, déjà, plus de neuf millions de Chinois travaillent pour le capital japonais.

Cette intégration économique du Japon et de la Chine se fait de manière plus large dans le cadre du plus grand marché économique en formation dans le monde, le marché dit de l'ASEAN+3 (Chine, Japon, Inde), qui est devenu une réalité le 1er janvier 2010. Plus les années vont passer, plus la réalité économique du Japon va diverger de celle des États-Unis au profit de cette sphère de coprospérité asiatique. Les Japonais pourraient-ils rester à l'écart des rapprochements entre la Chine et l'Inde, d'une part, la Chine et l'ASEAN, d'autre part ? La question du triangle Chine/ Japon/États-Unis se transforme alors immanquablement en celle du quadrilatère Chine/ Inde/États-Unis/Japon.

Dans la seconde partie du XIXe siècle et la première partie du XXe, plusieurs civilisations non occidentales, dont le Japon et l'islam (avec les expériences du kémalisme

en Turquie, de la sortie du chiisme sous les Pahlavi en Iran, du nationalisme arabe…), ont fait le choix de l'occidentalisation comme voie de modernisation. Toutes avaient le même but : rattraper l'Occident, puis le vaincre en prenant ainsi une revanche sur les humiliations subies. Cette obsession de l'inversion du rapport de force avec l'Occident pourrait dès lors conduire, en Asie orientale, à de surprenants retournements de l'histoire dans les prochaines décennies.

VERS UNE COPROSPÉRITÉ SINO-JAPONAISE ?

Malgré l'alliance stratégique nippo-américaine et les tensions récurrentes liées à la mémoire de la Seconde Guerre mondiale, la Chine et le Japon offrent de plus en plus de signes de rapprochement. En octobre 2006 puis en mai 2008, les visites respectives du Premier ministre Shinzo Abe en Chine et du président Hu Jintao au Japon (lequel fut reçu par l'empereur Akihito), marquèrent une volonté commune de réconciliation, de dénucléarisation de la péninsule coréenne, de coopération énergétique (gaz). Et la Chine a envoyé au Japon des équipes de sauveteurs et de l'aide après le tsunami et l'accident nucléaire de mars 2011.

ALLIANCE AMÉRICAINE ET FRACTURE SINO-JAPONAISE

Ces dernières années, le Japon a réaffirmé clairement son alliance stratégique avec Washington.

Son livre blanc sur la défense et sa loi de programmation (2005-2009), rendus publics le 10 décembre 2004, prônent le renforcement de l'alliance nippo-américaine et la participation au programme américain antimissiles.

Le 1er mai 2006, un accord sur le redéploiement des forces américaines au Japon à l'horizon 2014 a été signé entre les deux pays : 8000 Marines, actuellement stationnés à Okinawa, seront déplacés à Guam, mais les bases militaires américaines du Japon seront réaménagées et un centre de commandement intégré des forces américaines sera installé près de Tokyo (Zama).

En avril 2011, après la catastrophe du 11 mars (tremblement de terre, tsunami dévastateur et accident nucléaire de Fukushima), le ministre de la Défense japonais a déclaré que le Japon allait renforcer son alliance avec les États-Unis et la Corée du Sud face à la montée de la puissance chinoise. Il semblerait donc que, se sentant affaibli et vulnérable, le Japon opte pour le maintien de la protection américaine au détriment d'un « retour à l'Asie Parallèlement à cette confirmation du lien nippo-américain, la méfiance reste profonde entre Tokyo et Pékin. En 2005, l'affaire des manuels d'histoire japonais (qui minimisaient les atrocités commises par les troupes japonaises en Chine, en 1937-1945) a scandalisé les Chinois et les Coréens (du Sud), et ravivé les tensions. Le 12 avril 2005, le Premier ministre chinois Wen Jiabao déclara même que le Japon n'aurait jamais de siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU s'il ne reconnaissait pas ses crimes. Des manifestations antijaponaises se déchaînèrent

en Chine durant des mois. À l'été 2006, la visite officielle du Premier ministre japonais Junichiro Koizumi au Yasukuni, le sanctuaire shintoïste où sont honorées les âmes des soldats morts pour la patrie, dont des criminels de guerre, envenima de nouveau les relations avec la Chine et la Corée du Sud. En septembre 2010, une grave crise diplomatique a éclaté entre la Chine et le Japon à la suite d'une collision entre un chalutier chinois et des patrouilleurs des garde-côtes japonais, à proximité d'îlots sous administration japonaise mais revendiqués par Pékin. Cette crise a abouti au gel des relations durant plusieurs semaines. Depuis, les relations ont repris.

UNE BOMBE ATOMIQUE JAPONAISE ?

Bien que lié militairement à Washington, Le Japon affirme chaque année un peu plus sa capacité à définir par lui-même sa politique de défense : Tokyo a ainsi transformé en décembre 2006 l'Agence de défense japonaise en un véritable ministère de la Défense, doté d'une autonomie de décision. Et en 2007, un premier accord de défense avec un pays autre que les États-Unis a été signé (accord nippo-australien du 13 mars 2007). Toutefois, un certain flou est entretenu quant à l'hypothèse selon laquelle le Japon pourrait se doter d'un armement nucléaire. Officiellement, certes, la diplomatie japonaise s'en tient aux trois principes adoptés en 1967, en vertu desquels le Japon s'abstient de produire, d'acquérir ou de stocker sur son territoire des armes nucléaires. Mais, outre

le fait que le troisième principe est violé lorsque des navires américains, porteurs de telles armes, mouillent dans les ports japonais, la Constitution du Japon ne lui interdit pas de renoncer au premier principe si sa défense l'exige. Or, de nombreux experts, notamment à l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique), estiment que quelques mois (seulement trois selon certains) suffiraient aux Japonais pour produire des bombes atomiques, et qu'ils disposent du vecteur balistique capable de les emporter. Une perspective admise explicitement en mars 2003 par le vice-président américain Dick Cheney. Mais, en 2011, la question est de savoir si le nucléaire militaire japonais est encore possible après Fukushima…

Brèves

TURBULENCES ET APAISEMENT

15 octobre 2001

À Séoul, le Premier ministre japonais Junichiro Koizumi présente ses excuses pour les crimes commis par les Japonais en Corée, de 1910 à 1945.

28 mars 2003

Mise sur orbite des deux premiers satellites militaires japonais par une fusée H 2A.

22 avril 2004

Au sommet euro-asiatique de Jakarta (Indonésie), Junichiro Koizumi présente ses excuses pour le passé impérialiste du Japon en Asie.

12 novembre 2004

Incident naval dans les eaux territoriales japonaises : un sous-marin d'attaque nucléaire chinois de classe Han est contraint par la marine japonaise de faire surface et de regagner les eaux internationales.

Avril 2005

Vague de manifestations dans les grandes villes de Chine pour protester contre la parution d'un manuel d'histoire japonais minimisant les atrocités commises en Chine par l'armée impériale, de 1937 à 1945.

15 août 2006

Junichiro Koizumi déclenche une tempête de protestations en Chine et en Corée du Sud en se rendant au Yasukuni, le temple où sont honorées les âmes des soldats japonais, dont plusieurs criminels de guerre.

13 février 2008

L'ambassadeur des États-Unis à Tokyo et le commandant en chef des forces américaines au Japon se rendent à Okinawa pour tenter d'apaiser la population, révoltée par le viol d'une adolescente japonaise de 14 ans par un soldat américain.

6-10 mai 2008

Visite officielle de Hu Jintao à Tokyo, la première visite officielle d'un président chinois depuis dix ans.

18 juin 2008

La Chine et le Japon signent un accord sur l'exploitation d'un gisement gazier situé dans une zone disputée de la mer de Chine orientale.

14 juillet 2008

Regain de tension entre Séoul et Tokyo à propos du différend les opposant sur des îles dont ils se disputent la souveraineté (Dokto pour les Coréens, Takeshima pour les Japonais).

11 octobre 2008

Les États-Unis retirent la Corée du Nord de la liste des pays soutenant le terrorisme. Le Japon exprime son inquiétude.

30 août 2009

Le Parti démocrate du Japon remporte les élections législatives. Pour la première fois depuis 1955, le Parti libéral démocrate est battu. Yukio Hayotama est le nouveau Premier ministre du pays.

1er janvier 2010

Entrée en vigueur de la zone de libre-échange entre l'ASEAN et la Chine. Avec presque 2 milliards d'habitants, cette ZLE est la plus peuplée, loin devant l'ALENA et

l'Union européenne.

2010

La Chine supplante le Japon au deuxième rang des économies mondiales, place que les Japonais occupaient depuis 1968.

Septembre 2010

Grave crise diplomatique entre la Chine et le Japon à la suite de la collision entre un chalutier chinois et des patrouilleurs japonais à proximité d'îlots administrés par le Japon mais revendiqués par Pékin.

21 février 2011

Un télégramme diplomatique révélé par Wikileaks affirme que le Japon est en train de créer son premier service de renseignement extérieur, sur le modèle de la CIA ou du MI6 britannique. L'objectif de ces services secrets japonais serait de surveiller les activités de la Chine et de la Corée du Nord, et de prévenir le risque terroriste.

11 mars 2011

Le Japon est frappé par un terrible tremblement de terre, puis par un tsunami qui fait plus de 30 000 morts et provoque un accident nucléaire dans la centrale de

Fukushima. L’impact de l’accident sur les hommes et l’environnement sera durable.

Le déclin du Japon est-il irrémédiable ?

Exposé aux pires catastrophes naturelles et confronté à une démographie déclinante, le Japon est sorti très fragilisé du grave accident nucléaire de Fukushima, le 11mars 2011, accident provoqué par un tsunami lui-même dévastateur et meurtrier. La question est de savoir si le Japon peut rester une grande puissance en renonçant au nucléaire…

Le déclin du Japon est d'abord démographique. Pour une population de 127,6 millions d'habitants en 2010, la décroissance annuelle est d'environ 65000 personnes. L'âge médian est de 44,2 ans (39,4 ans pour la France et autour de 20 ans pour les pays arabes). Plus d'1/5 déjà de la population dépasse les 65 ans. En 2050, la population pourrait passer sous les 90 millions, ce qui représenterait une perte de 40 millions. La conséquence économique est évidente : effondrement de la population en âge de travailler et donc de la production (car aucune hausse de la productivité ne pourra couvrir une telle baisse de la force de travail).

Une relance de la natalité paraît d'autant plus improbable dans les années qui viennent que la peur des conséquences de la catastrophe nucléaire de Fukushima va sans doute dissuader nombre de couples de croire en l'avenir. Le pays n'est pas à l'abri d'une catastrophe nucléaire car le problème de Fukushima sera durable.

L'agglomération de Kanto, dont l'un des centres est Tokyo, compte plus de 30 millions d'habitants et ne se situe qu'à 230 km de la centrale, donc à portée d'éventuels nuages radioactifs. Il serait quasiment impossible d'évacuer ces 30 millions de personnes tant le territoire du Japon est densément peuplé (338 habitants/km² soit trois fois plus que la France). Des nuées radioactives qui iraient vers le Sud, au-dessus du Tokaido (axe routier reliant Tokyo et Kyoto), menaceraient jusqu'à 50 millions d'habitants et provoqueraient l'arrêt de plus de 50 % de la production du pays.

La démographie et l'épée de Damoclès nucléaire suspendue au-dessus de la tête des Japonais (puisqu'un nouveau tremblement de terre majeur suivi de tsunamis anéantirait sans doute les efforts entrepris pour circonscrire la crise de Fukushima) sont deux menaces majeures pour l'avenir du pays du Soleil Levant. Fortement endetté (200 % du PIB), l'État japonais semble ne plus avoir la capacité d'affronter de nouveaux coups.

Néanmoins, l'histoire ne doit jamais être appréhendée à l'aune des seules courbes mathématiques ou du seul déterminisme démographique. Les Japonais disposent en effet d'un atout décisif, qui n'a rien de quantifiable, mais dont ils ont fait montre au moment du terrible drame de mars 2011 : leur culture, produit des influences bouddhiste, shintoïste et confucéenne, qui leur donne une capacité exceptionnelle à endurer les chocs et à se relever. N'oublions jamais 1945.

LA PLUS GRANDE CATASTROPHE DEPUIS 1945

Le 11 mars 2011, plusieurs secousses majeures, dont la plus importante atteint 8,9 sur l'échelle de Richter, frappent la région de Sendei au nord de Tokyo. Le tremblement de terre provoque un tsunami dévastateur qui déferle sur 300 km de littoral, ravage en particulier la région de Tohoku (au nord de l'île d'Honshu) et fait au moins 25 000 morts. Les dommages sont immenses : plusieurs villes sont rayées de la carte, des infrastructures portuaires, routières et ferroviaires complètement anéanties, des industries stratégiques réduites à néant. Onze réacteurs nucléaires sont arrêtés, mais ceux de la centrale de Fukushima n'ont pu résister à l'inondation résultant du tsunami. Le Japon a besoin de l'énergie nucléaire : pourra-t-il pour autant continuer à s'appuyer sur celle-ci, compte tenu de sa situation à la fois sismique et archipélagique ?

La guerre de l’eau aura-t-elle lieu entre l’Inde et la Chine ?

Si bien des intérêts communs rapprochent la Chine et l’Inde, les sources de conflit entre les deux géants asiatiques ne manquent pas. Outre une course engagée pour l’approvisionnement en matières premières, la Chine et l’Inde sont confrontées à une crise alimentaire potentielle très grave, susceptible de déclencher une guerre pour l’accès à l’eau.

L’un des grands risques de guerre des décennies à venir tient au duel sino-indien. Certes, l’Inde et la Chine ne manquent pas de sujets de rapprochement. Les deux pays partagent une même vision des relations internationales, fondée sur la multipolarité. Les échanges économiques sino-indiens ne cessent d’augmenter, avec un commerce bilatéral de 60 milliards de dollars en 2010 et un travail commun à l’édification du plus grand marché économique mondial, l’A-SEAN+3 (Chine, Japon, Inde). Les deux géants nucléaires mènent des manœuvres militaires conjointes depuis 2005. Des progrès ont été accomplis dans le domaine des reconnaissances mutuelles des frontières. En 2003, New Delhi a reconnu la souveraineté chinoise sur le Tibet et Pékin la souveraineté indienne sur le Sikkim.

Des problèmes sérieux demeurent néanmoins. L’Inde continue de dénoncer ce qu’elle considère comme l’occupation chinoise de 38000 km² de son territoire du

Cachemire, tandis que Pékin revendique une partie des 90000 km² de l'État indien de l'Arunachal Pradesh (au nord-est de l'Inde en bordure du Tibet). Fin 2009, la visite du dalaï-lama puis celle du Premier ministre indien dans cette province ont attisé la tension entre Pékin et New Delhi.

Deux luttes primordiales sous-tendent la relation sino-indienne : la suprématie et les ressources. L'Inde dépassera la Chine, au rang du pays le plus peuplé du monde, avant 2030. On estime qu'en 2033, la population de la Chine sera de l'ordre de 1,472 milliard d'habitants contre 1,511milliard pour l'Inde. Or, la Chine entend bien devenir la première puissance économique et géopolitique mondiale et rayonner sur toute l'Asie.

RESSOURCES VITALES DANS L'HIMALAYA

Cette lutte pour la suprématie peut s'avérer d'autant plus dramatique qu'elle s'inscrit dans un contexte de raréfaction des ressources fondamentales (pétrole, gaz, eau, nourriture). La Chine (à plus de 60 %) et l'Inde (à 80 %) dépendent du reste du monde pour leurs approvisionnements pétroliers. Chinois et Indiens vont donc se trouver de plus en plus en concurrence pour l'accès à la ressource, au Moyen-Orient, en Afrique, en Amérique latine même.

La Chine et l'Inde vont devoir nourrir environ 20 % de la population mondiale avec respectivement 11 % et 3,6 % de la superficie agricole mondiale (soit environ 5 milliards

d’hectares au total, l’Inde cultivant 180 millions d’hectares et la Chine 554 millions). Notons que pour ces deux pays, la superficie agricole représente aujourd’hui entre 55 % et 60 % de la totalité du territoire national. C’est donc l’eau, surtout en Chine, qui risque de faire défaut. En effet, délaissées par les rivières s’écoulant du plateau tibétain vers l’est ou le sud du territoire chinois, les provinces très peuplées du Hebei et du Shandong souffrent déjà de pénuries sévères, menant à l’épuisement des aquifères de la région. Malgré les dérivations du Yangzi, la consommation du pays devrait atteindre le maximum des ressources utilisables à partir de 2030. Les Chinois risquent donc d’aller chercher la ressource vitale dans les fleuves de l’Himalaya, provoquant de fait la diminution du débit des fleuves dans les États situés en aval (Asie du Sud et du Sud-Est). De son côté, l’Inde va également voir ses besoins en eau augmenter sensiblement dans les vingt ans à venir. Le nord et l’ouest du pays, à cause de la déforestation et de la surexploitation des pâtures, connaissent une forte désertification (plus de 25 % du territoire est désertique). En 2030, l’Inde, en raison de la demande en blé, sucre et riz, aura doublé ses besoins en eau.

Dans le même temps, des scientifiques se demandent si les glaciers de l’Himalaya ne sont pas en train de fondre ; or, ces glaciers alimentent les plus grandes rivières d’Asie en Chine, en Inde, au Pakistan et en Birmanie. La raréfaction de la ressource en eau risque donc d’amener l’Inde et la Chine à durcir leurs revendications en matière

de territoire et de contrôle du débit des fleuves.

Brèves

RELATIONS EN DENTS DE SCIE

1er décembre 2009

L'Inde bloque 25 millions de téléphones portables chinois, après avoir constaté que ceux-ci ne disposent d'aucun numéro d'identifiant permettant la traçabilité des appels. L'Inde soupçonne en réalité la Chine d'installer en Inde des dispositifs de cyberattaques.

30 novembre 2010

L'Inde et la Chine, mais aussi le Brésil et l'Afrique du Sud, s'accordent à demander aux pays industrialisés de réduire de 40 % leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020. Une réponse « du berger à la bergère » de la part des émergents aux pays industrialisés.

2009-2011

ONGC, la grande compagnie pétrolière indienne, a acquis plusieurs blocs pétroliers et gaziers au Vietnam, en Russie, en Syrie, au Soudan, au Venezuela, au Brésil et en Colombie. Dans le même temps, les opérateurs chinois ont pris aussi de très nombreuses positions, de l'Irak jusqu'à l'Afrique.

7 octobre 2010

L'Inde annonce la commande à la Russie de 250 à 300 avions de combat, un accord record pouvant s'élever à 30 milliards de dollars. L'effort militaire indien est tourné à la fois contre le Pakistan et la Chine.

8

Fanatismes versus christianisme

Introduction

Il ne fait pas bon aujourd'hui être chrétien dans certaines parties du monde… Il n'est en effet pratiquement pas de jour où, dans les pays musulmans, des chrétiens ne soient persécutés. L'antichristianisme traditionnel de l'islam s'est trouvé avivé par l'assimilation faite par beaucoup de musulmans entre la religion chrétienne et une politique occidentale souvent pe rçue comme une nouvelle croisade antimusulmane. Dans les pays où demeurent encore d'importantes communautés chrétiennes, comme l'Égypte, la Palestine et bien sûr le Liban, leur survie est devenue réellement problématique. Et les maronites libanais ou les Coptes égyptiens peuvent évoquer avec angoisse le sort tragique réservé à leurs frères d'Irak, sommés de choisir entre la valise et le cercueil. Toutefois, l'antichristianisme n'est pas l'apanage de l'islam : les persécutions antichrétiennes ne se sont pas éteintes dans la Chine communiste ou l'Inde hindouiste.

La disparition programmée des chrétiens du Moyen-Orient

Dans un Moyen-Orient largement islamisé, le christianisme est une religion de plus en plus minoritaire. Elle recule sous la double pression des États musulmans et des mouvements islamistes. De Téhéran à Jérusalem et de Bagdad à Ankara, les chrétiens, persécutés ou menacés, résisteront-ils longtemps à la tentation de l'exil ?

Les chrétiens du monde arabe (12 mil lions sur plus de 300 millions d'Arabes) connaissent un phénomène d'érosion constant depuis le début du XXe siècle. En 1998, les patriarches, chefs et responsables des Églises des quatre familles chrétiennes (catholique, orthodoxe, orthodoxe orientale, évangélique) publièrent une lettre pastorale à Chypre mettant en garde les fidèles contre la tentation de l'exil vers l'Occident. Pour l'Église catholique en particulier, l'enjeu est de conserver les quelques morceaux de chrétienté que les missions latines avaient pu « récupérer » durant les siècles passés. Il s'agit en effet de sauver les restes du christianisme nestorien rallié à Rome au XVIe siècle sous l'action missionnaire des dominicains et franciscains, et qui forment aujourd'hui les assyro-chaldéens d'Irak. Autre enjeu : le sort des descendants des orthodoxes qui s'étaient placés sous l'autorité du pape au XVIIe siècle, ces Arabes melkites du Liban, de Syrie, de Palestine, d'Irak, qui ont tant contribué au XIXe siècle au mouvement arabe de la Nadha

(« renaissance »), à la formation d'un sentiment d'arabité distinct de l'islam. On peut s'interroger encore sur l'avenir de chrétiens jacobites, coptes et arméniens qui s'étaient séparés de Byzance au Ve siècle (après le concile de Chalcédoine) et que les missions latines firent rentrer dans l'Église au XVIIe siècle. Sauver enfin les quelque 700 000 maronites libanais, unis depuis toujours à Rome, et désormais confrontés au défi démographique du chiisme et à la radicalisation d'une partie des sunnites.

Alors que les régimes baasistes irakien et syrien offraient un rempart aux chrétiens (1,2 million en Syrie, moins de 500 000 aujourd'hui en Irak, plus de 250000 ayant émigré vers l'Occident depuis 1991), de quelle protection ceux-ci pourraient-ils disposer dans un nouveau Moyen-Orient « démocratique » qui les ferait disparaître sous les marées sunnites ou chiites ? Quant aux assyro-chaldéens syriaques de Turquie, ils ont quasiment disparu ; il en reste environ 25 000 alors qu'ils étaient plusieurs centaines de milliers au début du XXe siècle. L'État turc, prétendument laïque, leur ferme les portes de l'administration, les empêche de conserver leurs écoles, de restaurer et, *a fortiori*, de construire des églises ; lente extinction dans l'indifférence générale de l'Union européenne. Enfin le cas de Jérusalem, de la Palestine et d'Israël n'est-il pas au fond le plus représentatif du drame que vivent les catholiques et uniates du Proche-Orient, de leur situation d'otages du conflit atroce entre nationalisme arabe et nationalisme juif ? Souvenons-nous de l'église de la Nativité de Bethléem, prise sous le feu de l'armée

israélienne en 2002, événement qui masque une réalité plus profonde encore : d'une part, l'israélisation de Jérusalem, qui se traduit aussi par sa déchristianisation progressive, et, d'autre part, une radicalisation du combat nationaliste dans l'islamisme (avec l'ascension du Hamas), qui entraîne l'érosion du christianisme palestinien.

L'ÉPURATION DES CATHOLIQUES

Selon Mgr Giovanni Lajolo, secrétaire du Saint-Siège pour les relations avec les États, « la proportion des catholiques a été divisée par dix en Iran depuis 1973 et ne représente plus que 0,01 % de la population totale. Sur la même période, elle a été réduite de deux tiers en Irak, passant de 2,6 % à 1 %. En Syrie, les catholiques ne constituent plus que 1,9 % de la population contre 2,8 % en 1973. Enfin, en Israël et en Palestine, elle a presque été divisée par deux, passant de 1,9 % à 1 % » (AFP, 17 mai 2006).

LE MARTYRE DES CHRÉTIENS D'IRAK

Jusqu'à la chute de Saddam Hussein, les chrétiens, qui constituaient environ 3 % des 26millions d'Irakiens, étaient protégés par l'idéologie laïcisante du parti Baas. Mais depuis, leur situation est devenue dramatique. 10 % à 30 % d'entre eux ont fui le pays pour émigrer vers la Jordanie, la Syrie ou le Liban, en l'attente d'un visa pour l'Occident, ou vers le Nord-Kurdistan. De 2003 à 2011, leur

nombre est passé de 800000 à 500000 pour l'Irak, et de 450000 à 150000 à Bagdad (où il ne reste que 14 paroisses chaldéennes, contre 28 en 2003) Les martyrs chrétiens, accusés par les islamistes d'être les « suppôts des croisés », se comptent par centaines chaque année, victimes d'assassinats, d'attentats (en 2004 et 2005 contre les églises de Bagdad, comme Notre-Dame de la Délivrance) ou d'enlèvements. Le nombre de morts est difficile à connaître, car le nouveau pouvoir s'en préoccupe très peu et ne tient pas à ce que l'Occident en sache trop. En octobre 2004, une fillette chaldéenne de Bagdad fut assassinée parce que ses parents étaient trop pauvres pour payer une rançon. Comme toujours dans les pays musulmans, le tribut payé par les femmes est lourd : des vexations et insultes quotidiennes infligées à ces femmes non voilées (phénomène qui se développe dans les banlieues islamisées en France), jusqu'à ces étudiantes de l'université battues ou violées pour leur religion. En octobre 2005, l'islam est devenu source unique du droit dans la nouvelle Constitution irakienne soutenue par Washington. Illustration de ce que le patriarche de l'Église chaldéenne, Mgr Delly, assurait en mai 2005 lors d'un voyage en France : « La liberté religieuse n'existe pas dans les pays musulmans, sauf au Liban. » Empêché de participer à une réunion religieuse à Venise, en juin 2007, Mgr Louis Sako, archevêque chaldéen de Kirkouk, parlait d'une véritable « épuration religieuse » en cours en Irak. En mars 2008, Mgr Farraj Rahho, archevêque chaldéen de Mossoul, était enlevé et assassiné. Le 31 octobre 2010, la cathédrale syriaque catholique de Bagdad était attaquée par un

commando islamique qui a assassiné 53 personnes (en majorité des femmes et des enfants, et leurs prêtres) et blessé plusieurs centaines d’autres.

En Égypte, les Coptes sont désignés à la vindicte des musulmans

Les Coptes, dont la langue liturgique descend de l'ancien égyptien, constituent une minorité chrétienne importante. Mais leurs droits sont de plus en plus ouvertement bafoués par une intolérance islamique qui n'hésite plus à susciter assassinats et destructions pour les marginaliser. L'État égyptien ne s'en préoccupe pas outre mesure et, depuis la chute du régime de Moubarak en 2011, la situation semble s'être aggravée.

En Égypte, la population chrétienne autochtone (les Coptes orthodoxes, ultra-majoritaires, mais aussi des catholiques) représente 10 % de la population totale, mais pèse peu dans les rouages de l'État. Au Parlement, seuls deux députés sur 444 sont coptes… L'article 2 de la Constitution de 1971, modifiée en 1980, fait de l'islam « la religion de l'État dont la langue officielle est l'arabe, les principes de la charia constituant la source principale de la législation ».

En plus des vexations quotidiennes pour beaucoup d'entre eux et un quasi-statut de *dhimmis* (voir encadré), les Coptes doivent affronter depuis quelques années une radicalisation violente d'une partie de la population musulmane à leur encontre. Durant le mois d'octobre 2005, de véritables pogroms antichrétiens se déchaînent. Lors de la prière du vendredi, des prêches sont lancés qui appellent les croyants à combattre les chrétiens et à venger

l'humiliation des musulmans – ils auraient notamment été humiliés par divers écrits ou productions théâtrales illustrant la conversion de musulmans au christianisme. Les manifestants brûlent des évangiles, saccagent des églises, incendient maisons, hôpitaux et écoles.

Le 19 octobre 2005, un islamiste poignarde une religieuse copte en pleine rue à Alexandrie. Selon une dépêche de l'Agence France Presse, elle n'est que « légèrement blessée » ; pourtant, la malheureuse succombera quelques jours plus tard à ses blessures. Les Coptes sont désemparés devant la montée de l'intolérance islamique et devant l'inaction de la police et de l'armée. Des jeunes femmes coptes sont enlevées pour servir d'esclaves à des maîtres musulmans, et la justice ne semble guère s'en préoccuper. Aux persécutions s'ajoute la répression des conversions au christianisme. Le 6 avril 2005, un cheikh musulman, Ahmed Hussein El-Akkad, est emprisonné parce qu'il s'est converti au christianisme. Après dix-huit mois de prison et un refus constant d'abjurer sa foi et de se transformer en infiltré parmi les convertis, il est envoyé dans une prison de haute sécurité, à Wadi El-Natroun. L'homme, qui durant ses vingt années d'activités islamistes, n'avait jamais été inquiété, se voit traité en criminel.

En 2010 et 2011, la pression contre les Coptes a augmenté fortement. Attentats meurtriers et heurts avec les musulmans se sont multipliés. Le 6 janvier 2010, six Coptes sont tués en Haute-Égypte quand des inconnus ouvrent le feu sur une foule commerçante. L'interdiction

de construction d'une nouvelle église au Caire provoque, fin novembre 2010, des affrontements violents entre policiers et jeunes Coptes. Le 1er janvier 2011, un attentat contre une église d'Alexandrie tue 21 Coptes et en blesse 80. Le renversement du régime de Moubarak et la puissance montante des Frères musulmans ne peuvent que renforcer la crainte d'un avenir sombre pour les chrétiens. Depuis la chute du régime, des heurts violents entre Coptes et Musulmans se sont multipliés, faisant (mars et mai 2011) des dizaines de morts. L'avènement de la « démocratie » pro-américaine en Irak et en Égypte signifierait-elle, en réalité, le triomphe de l'intolérance islamique et la fin des chrétiens d'Orient ?

RADICALISATION ISLAMIQUE EN ALGÉRIE

Sous la pression des islamistes, l'État algérien durcit chaque année un peu plus sa législation et son comportement à l'égard des chrétiens prosélytes et des convertis (de l'islam au christianisme). L'ordonnance présidentielle du 28 février 2006 sur la liberté des cultes non musulmans prévoit des peines de prison pour les tentatives de conversion d'un musulman à une autre religion.

En mars 2007, le Parlement algérien légifère de nouveau pour interdire le prosélytisme et les « campagnes clandestines d'évangélisation ».

Le Père Pierre Wallez, prêtre du diocèse d'Oran et présent en Algérie depuis trente-cinq ans, est condamné à

un an de prison avec sursis pour prosélytisme. En juin 2008, un procureur algérien lance à une jeune femme qui s'est convertie quatre ans plus tôt : « Réintègre l'islam et je classe le dossier ; persiste dans le péché et tu subiras les foudres de la justice ! »

Dans l'Ouest algérien « travaillé » par des missions d'évangélistes protestants (surtout dans les zones kabyles), les procès contre des convertis se multiplient. Ils visent à dissuader des populations de plus en plus distantes du pouvoir de quitter l'islam. Car en terre musulmane, tout pouvoir politique qui se montre incapable de garantir la suprématie de l'islam sur les cultes non musulmans perd irrémédiablement la substance même de sa légitimité politique.

L'EMPREINTE DE LA DHIMMITUDE

Dhimmi est un terme qui dérive de l'arabe *dhimma*, un contrat de protection-sujétion qui était accordé dans les siècles passés aux non-musulmans vivant en territoire islamique. Les *dhimmis* pouvaient conserver leur religion ; en échange ils payaient un impôt à l'État islamique et acceptaient leur infériorité juridique. C'est au temps du califat fatimide du Caire (X^e^-XIe siècles) que s'imposa la dhimmitude. Elle fut reprise par les Ottomans, lesquels, à partir de 1516, l'intégrèrent à leur système de gouvernement. Formellement, la dhimmitude ne figure plus dans le droit de la plupart des États ayant l'islam pour religion nationale, mais la pratique des sociétés

musulmanes en reste très imprégnée.

Brèves

MASSACRES ET SACCAGES

Janvier 2000

Vingt Coptes sont tués dans le village d'Al-Kocheh en Moyenne-Égypte.

Septembre 2005

Assassinat de trois jeunes filles coptes à la faculté de médecine d'El-Minia (Haute-Égypte).

21 octobre 2005

10 000 musulmans assaillent le quartier chrétien de Moharram Bey, à Alexandrie, et tentent de brûler l'église Saint-Georges. Sept autres églises sont saccagées : quatre coptes, une catholique et deux protestantes.

1er janvier 2011

Un kamikaze musulman se fait exploser à la sortie d'une église d'Alexandrie, tuant 21 Coptes (en majorité des femmes et des enfants) et en blessant 80.

Printemps 2011

Renversement du régime de Moubarak et montée des heurts entre Coptes et musulmans.

Deux cas d'éradication du christianisme : le Pakistan et les Moluques

Les assassinats de chrétiens restent rares au Pakistan. Mais tout est fait pour les empêcher de vivre leur foi et de la transmettre à leurs enfants. Et une législation liberticide peut les envoyer en prison pour un oui ou pour un non. Quant aux chrétiens de l'archipel des Moluques, la politique menée par le pouvoir central indonésien risque de ne leur laisser qu'une alternative : la conversion à l'islam ou la mort.

L'ÉTOUFFEMENT PROGRESSIF DES CHRÉTIENS AU PAKISTAN

Comment peut-on être chrétien dans un Pakistan où l'islam est le cœur de la construction nationale, l'origine même de la partition de l'Empire des Indes britannique au moment de la décolonisation ? Face à 95 % de musulmans, les 2 millions de chrétiens catholiques et protestants (et environ autant d'hindouistes) pèsent peu, et leur souci premier, avant l'évangélisation, est de survivre au double assaut du fanatisme musulman et d'un État islamique qui procède par étouffement progressif (nationalisation des écoles chrétiennes, obstacle à la réparation et à la construction des églises, etc.). Depuis 1984, une loi punit de mort la diffamation de Mahomet et par la prison à vie tout blasphème envers le Coran. Près d'une centaine de

chrétiens sont en prison en vertu de cette loi, qui permet surtout, par des accusations invérifiables, de se débarrasser aisément d'un chrétien. Si les assassinats de chrétiens par des groupes de fanatiques restent rares (cas par exemple de Javed Anjum et de Samuel Masih, assassinés en 2004 et 2003 par des étudiants d'écoles coraniques qui tentaient de les convertir par la force), le problème est qu'ils restent impunis. Le 18 mars 2005, 150 élèves d'une école coranique investissent un temple protestant et violentent les femmes présentes. Le lendemain, la police fait fermer le temple mais ne poursuit pas les coupables. Le 12 novembre 2005, quelque 3 000 personnes, ayant eu vent qu'un coran aurait été brûlé par des chrétiens, se ruent à l'assaut du village de Sangla Hill, près de Lahore : trois églises sont incendiées et des centaines de bibles détruites.

LES MOLUQUES SUBMERGÉES PAR L'IMMIGRATION MUSULMANE

À l'est de Java, l'archipel des Moluques se situe entre Célèbes et la partie occidentale de la Papouasie. Peuplée de près de 2,5 mil lions d'habitants, cette partie de l'Indonésie compte un grand nombre de chrétiens (essentiellement protestants), comparativement aux autres provinces indonésiennes : 36,9 % de protestants et 5,8 % de catholiques contre 56,8 % de musulmans. Cependant, au nord de cet archipel, les taux sont différents : 71,4 % de musulmans, 27,2 % de protestants et 1,3 % de catholiques.

Le 19 janvier 1999, à Amboine, capitale des Moluques, une altercation entre un chauffeur de bus local et un passager, l'un chrétien, l'autre musulman, déclenche un conflit qui durera trois ans (jusqu'aux accords de Malino du 12 janvier 2002), fera autour de 10 000 victimes et 500 000 déplacés et causera la destruction d'environ 15 000 habitations et commerces. Comme pour de nombreuses régions périphériques de l'Indonésie, le conflit est largement la résultante de la politique dite de transmigration menée par le gouvernement central de Jakarta. L'« archipel aux épices » a vu s'inverser le taux de chrétiens par rapport aux musulmans, et celui des « Moluquois de souche » par rapport aux « transmigrants ».

Aux Moluques, les immigrants viennent principalement de l'île de Buton (sud-est de Célèbes), mais on y trouve aussi des Bugis et des Makassars (sud de Célèbes), ainsi que des immigrants de Java et de Sumatra ; soulignons que tous sont musulmans. Reprenant les pratiques bataves consistant à favoriser l'émigration de populations makassaraise et maduraise (fidèles aux Hollandais) vers les autres régions de l'Indonésie moins peuplées, les différents gouvernements ont utilisé cette méthode pour maintenir dans le giron de Java ces îles de la périphérie, 70 % de la population indonésienne (220 millions d'habitants) étant concentrée sur Java.

Pour contrer une révolte des chrétiens, qu'ils interprétaient comme un séparatisme (de fait la tendance séparatiste existait dans les Moluques), le gouvernement

de Jakarta utilisa l'islamisme. Des appels au djihad furent lancés en février 2000 lors d'une grande manifestation dans la capitale indonésienne. Le Laskar Jihad, un mouvement islamiste radical, entra en scène, envoyant depuis Java des milliers de combattants pour « défendre les musulmans agressés par les chrétiens ». Le but était de débarrasser les Moluques de toute présence chrétienne et de ne laisser comme alternative aux chrétiens que la conversion ou la mort.

Avec le conflit des Moluques, apaisé (mais non éteint) depuis 2002, le nationalisme indonésien, pourtant défenseur d'un islam ouvert à l'Occident (l'Indonésie tolère les pénétrations de la civilisation occidentale bien plus que la Malaisie ou le Pakistan), a prouvé qu'il était capable, en cas de besoin, d'instrumentaliser des mouvements djihadiques très radicaux.

9

Grandes puissances versus Afrique

Introduction

Entre les indépendances des années 1960 et l'effondrement de l'URSS, l'Afrique était prisonnière de la logique des deux blocs, qui déterminait la plupart des conflits. Depuis la fin de la guerre froide, on observe le retour ou le surgissement d'au moins quatre réalités explosives : les frontières artificielles, héritées de la colonisation, privant les grands peuples d'Afrique de leur espace historique naturel ; la démographie galopante, qui freine toute possibilité de développement ; la démocratie occidentale imposée aux États, qui attise les clivages ethniques ; une nouvelle course aux richesses naturelles, qui aiguisent les appétits des grandes puissances, des États-Unis à la Chine, en passant par l'Inde, la Russie ou le Brésil. Autant de défis que l'Afrique devra affronter si elle veut vaincre ses propres contradictions.

La Côte d'Ivoire rattrapée par les réalités ethniques

Avec la guerre civile qui a opposé les partisans de Laurent Gbagbo et ceux d'Alassane Ouattara, c'est le cadre administratif hérité de la colonisation française qui a explosé en Côte d'Ivoire. C'est un pays aux fractures ethniques, politiques et religieuses profondes dont a hérité le musulman Ouattara, avec le soutien militaire de la France. C'est aussi un pays ensanglanté, dont les cicatrices ne sont pas près de se refermer.

La Côte d'Ivoire ne s'est jamais remise de la disparition, en 1993, de Félix Houphouët-Boigny, qui avait réussi (aidé par le boom du café et du cacao des deux premières décennies post-indépendance) à préserver l'unité du pays grâce à l'alliance entre Baoulés et Nordistes. Depuis lors, toutes les élections, qu'elles soient municipales, législatives ou présidentielles, n'ont cessé d'être le parfait reflet des clivages ethniques et claniques. En 2000, Laurent Gbagbo, qui appartient à la tribu des Bétés (Sud), arrive au pouvoir avec le soutien des néoconservateurs américains. Deux ans plus tard, le pays s'engage dans une logique de partition Nord-Sud. Aucun accord de paix (accord de Linas-Marcoussis, sous l'égide de la France, en 2003) ni aucun gouvernement de coalition (plusieurs tentatives seront faites, associant les Forces nouvelles de Côte d'Ivoire de Guillaume Soro, le Front populaire ivoirien de Laurent Gbagbo et d'autres partis) ne parviendront à

reconstruire l’unité du pays.

L’explosion est consacrée par l’élection présidentielle de 2010. Le premier tour fait apparaître une nouvelle fois un pays coupé en trois parties : la coalition Kru-Lagunaires de Laurent Gbagbo totalisant 37 % des suffrages, le parti baoulé 25 % et l’ensemble nordiste 33 %.

À l’issue du second tour, le président sortant Laurent Gbagbo (Bété du Sud et chrétien), et son opposant Alassane Ouattara (musulman du Nord) se déclarent vainqueurs et prêtent serment. Ouattara a reconstitué l’alliance entre Baoulés et Nordistes sur laquelle Houphouët-Boigny avait fondé son pouvoir. Il reçoit le soutien de la Commission électorale indépendante, du Premier ministre Guillaume Soro, ainsi que de Paris et Washington, qui misent sur ses proximités avec la finance internationale. Laurent Gbagbo, quant à lui, dispose des soutiens du Conseil constitutionnel, du chef d’état-major de l’armée ivoirienne, et il s’érige en héros de l’indépendance africaine face au diktat de l’ancienne puissance coloniale et de l’impérialisme américain. Les positions des deux camps sont inconciliables. Car deux mondes s’affrontent dans la longue durée de l’histoire : les Kru du Sud forestier sont convaincus que le vaste ensemble Malinké-Dioula-Mossi, rattaché à l’espace sahélien et porté par l’esprit de domination musulman, ne fait que reprendre une expansion vers le Sud que seule la parenthèse coloniale avait bloquée. Mais Laurent Gbagbo, leur chef, maître du pays Kru et du cordon littoral peuplé par ses alliés Lagunaires, qui s’appuie sur les revenus de la

Côte d'Ivoire utile (pétrole, café, cacao, ports) et les forces armées et de gendarmerie, n'est pas disposé à accepter le diktat occidental. À ses yeux, c'est l'Occident qui a choisi le vainqueur des élections et non les Ivoiriens. Et il est avéré, en effet, que les partisans des deux candidats ayant localement triché, nous ne connaissons pas le vainqueur réel et que l'arbitrage a été fait par Paris et Washington.

Fin mars 2011, Paris, disposant du soutien de Blaise Compaoré (président du Burkina Faso) et surtout de Washington, décide d'en finir avec Gbagbo. Une offensive fulgurante de rebelles nordistes se déploie en plusieurs colonnes (qui se livrent à de terribles exactions, notamment à Duékoué) depuis le Nord vers l'océan Atlantique pour converger sur Abidjan. Les combats font rage à Abidjan où l'armée pro-Gbagbo, qui dispose de matériels lourds, parvient à contenir les rebelles. Mais l'intervention des hélicoptères français de la force Licorne jusque sur la résidentielle présidentielle, où Laurent Gbagbo s'est retranché, fait basculer le conflit du côté d'Alassane Ouattara.

LA RUE AFRICAINE CONTRE L'OCCIDENT

Le 11 avril 2011, Laurent Gbagbo, qui a tenu jusqu'au bout, est arrêté avec sa famille par les troupes de Ouattara, lesquelles n'épargnent aucune humiliation aux membres de son clan. Une apparente légalité est rétablie, mais elle ne doit faire aucune illusion quant à la réalité géopolitique : l'unité de la Côte d'Ivoire n'existe plus, et

d’importants groupes ethniques du Sud n’attendent que la première occasion pour prendre leur revanche. Arrivé avec le soutien de l’ancienne puissance coloniale, le nouveau président ne dispose aux yeux de nombreux Ivoiriens (et au-delà, de nombreux Africains), que d’une légitimité politique faible. On parle souvent de décalage entre la « rue arabe » et les pouvoirs arabes. Le parallèle pourrait être fait entre la « rue africaine », qui a de plus en plus tendance à célébrer les dirigeants africains résistant à l’Occident, tels Gbagbo et Mugabe, et les pouvoirs africains alignés sagement sur l’Occident et se méfiant de la rhétorique anti-impérialiste.

UN CARREFOUR TECTONIQUE ETHNIQUE

La carte de la Côte d’Ivoire et de ses voisins immédiats chevauche celle de quatre grands groupes de population qui, à l’exception des Sénoufo sont historiquement tous des envahisseurs : les Akan/Kwa venus de l’Est, les Mandés arrivés du Nord, les Kru originaires de l’ouest, et les Sénoufo (Voltaïques), premiers occupants du pays. En 1895-1896, la République française créa la colonie de Côte d’Ivoire précisément sur la jonction de quatre plaques « tectoniques ethniques » (selon l’expression de l’africaniste Bernard Lugan) en mouvement. Aux oppositions et migrations ethniques intérieures, s’ajoute une immigration massive (30 % de la population est formée aujourd’hui de non nationaux) qui a contribué à l’émergence du concept d’ivoirité et à l’éclatement du pays. (Cf. Bernard Lugan,

Histoire de l'Afrique, des origines à nos jours, Ellipses, 2009).

Les richesses stratégiques de l’Afrique convoitées

Les gigantesques ressources naturelles de l’Afrique (pétrole, gaz, métaux, etc.) et le formidable marché qu’elles représentent sont désormais l’enjeu d’une guerre économique entre les pays riches et les puissances émergentes. Les États-Unis et la Chine en sont les principaux protagonistes.

L’Afrique est un continent richement doté en ressources minières : la Guinée pour le fer, le diamant, l’or, ainsi que plus du tiers des réserves mondiales de bauxite ; la République démocratique du Congo (RDC) et la Zambie avec la moitié des réserves de cobalt ; l’Afrique du Sud et le Zimbabwe avec 90 % du chrome, l’Afrique du Sud étant le premier producteur mondial de platine et le deuxième d’or. En Afrique, l’extraction minière a souvent joué le rôle de « carburant » des conflits : les diamants en Angola, en Sierra Leone et au Liberia ; le coltan, le cuivre et l’or en RDC. À ces trafics il faut ajouter ceux du bois précieux, de la drogue et des armes comme nerfs des « guerres civiles » africaines (qui sont d’abord des guerres ethniques).

Dans le domaine énergétique, les richesses sont également considérables. Le continent africain (Afrique du Nord et Afrique subsaharienne) représentait, en 2010, respectivement 9,6 % et 7,6 % des réserves mondiales prouvées de pétrole et de gaz. Bien évidemment, l’Afrique

ne pèse pas autant que le Moyen-Orient sur le plan des hydrocarbures (plus de 55 % des réserves mondiales de pétrole), mais elle constitue un réservoir alternatif de premier plan. Le Nigeria (qui est déjà sixième exportateur mondial, avec 2,8 % des réserves prouvées à la fois de pétrole et de gaz, en 2010) et l'Angola sont les deux géants pétroliers de l'Afrique subsaharienne qui, avec Algérie et Libye pour l'Afrique du Nord, détiennent 85 % des réserves pétrolières du continent. Mais des pays comme la Guinée Équatoriale (troisième puissance pétrolière d'Afrique subsaharienne), le Soudan, le Tchad, le Gabon et le Congo suscitent aussi la convoitise des intérêts américains, chinois, indiens ou français. Cette « Afrique utile », celle du pétrole et des richesses minérales, est une priorité tant pour les États-Unis que pour la Chine. Durant les années Bush, le gouvernement américain a considérablement accru son intérêt pour le continent noir. Au début des années 2000 (rapport Cheney en 2001), la part de l'Afrique dans les importations pétrolières américaines était de 15 % ; elle est désormais (en 2010) de 23 % (surtout Nigeria, Angola et Guinée Équatoriale), soit davantage que l'Arabie Saoudite (autour de 20 %). De l'Afrique, les États-Unis importent d'ailleurs essentiellement (77 %) du pétrole. La stratégie américaine de militarisation de l'Afrique vient du souci de sécuriser cet approvisionnement.

L'AFRICOM EST BASÉ EN ALLEMAGNE

Les Américains ont mis en place en 2008 l'AFRICOM,

un commandement unifié dédié à l'Afrique qui a repris d'anciennes attributions du CENTCOM et de EUCOM. L'US Navy est davantage présente dans le golfe de Guinée (Sao Tomé), dans le but de sécuriser les plateformes off-shore et le trafic maritime (risque de piraterie).

La bipolarité sino-américaine, qui sera la grande question des décennies à venir, se décline aussi en Afrique. La Chine est désormais le premier partenaire commercial de l'Afrique devant les États-Unis. Elle est partout : de l'Afrique du Sud à l'Égypte en passant par l'Angola, le Soudan, la Zambie, le Zimbabwe, le Sénégal… L'élan a été donné en 2006 avec le Sommet Chine-Afrique qui a réuni 48 pays sur 53. En une décennie (2000-2010), la Chine a éliminé la quasi-totalité des pays africains qui tissaient des relations avec Taïwan, la rupture des relations diplomatiques avec l'île rebelle étant en effet la seule condition exigée par Pékin pour nouer une coopération économique. Les Chinois ont investi dans de très nombreux pays : la Zambie, la Tanzanie, l'Afrique du Sud, le Mali, l'Égypte, le Nigeria étaient les plus anciens destinataires, mais, depuis les années 2000, l'Algérie, le Soudan et l'Angola attirent des investissements massifs dans les secteurs du pétrole, des mines, de la construction, des infrastructures. Quant au pétrole africain, il représente désormais à lui seul le tiers des importations chinoises (rappelons que la Chine est importatrice net de pétrole depuis 1994 et qu'elle doit diversifier ses approvisionnements face à la « tutelle » américaine sur le Moyen-Orient). Cette importance du réservoir africain

explique l'ampleur des investissements chinois dans le secteur pétrolier.

La projection chinoise (cf. pages 116-119) est comparable, à certains égards, à celle des anciennes puissances coloniales. Elle n'épargne pas la culture, avec près de vingt instituts Confucius chargés du rayonnement linguistique et Radio China International (sur le modèle du RFI français) qui émet en anglais, chinois et swahili depuis Nairobi, au Kenya.

UNITED STATES AFRICA COMMAND

Le 6 février 2007, le président George W. Bush annonce la création d'un commandement interarmes de combat pour l'Afrique, l'AFRICOM (US Africa Command).

Opérationnel depuis octobre 2008, le commandement a comme zone de responsabilité des États qui, jusqu'à alors, dépendaient du commandement européen pour le Sahel, du commandement central (le fameux CENTCOM dédié au Moyen Orient) pour la Corne de l'Afrique, et même du commandement du Pacifique pour les îles Seychelles. L'AFRICOM couvre l'ensemble du continent africain, à l'exception de l'Égypte qui, en raison de son implication au Moyen Orient, reste dans le giron du CENTCOM. Sollicité pour accueillir le siège de l'AFRICOM, le Nigeria, pourtant anglophone, a refusé et, à la date de mai 2011, aucun des autres pays africains sollicités n'avait accepté. Le siège reste à Stuttgart, et c'est donc depuis l'Allemagne que les opérations contre les islamistes du Sahel sont coordonnées

10

Amérique versus Amérique

Introduction

En 1823, le président James Monroe posa les bases de la doctrine qui porte son nom : les États européens ne devaient plus intervenir dans les affaires des pays d'Amérique. Dans les faits, la doctrine Monroe a eu pour but de faire de l'Amérique latine une chasse gardée des États-Unis. Mais l'ingérence parfois très musclée de Washington en Amérique centrale et en Amérique du Sud, et sa mainmise sur leurs richesses, ont entraîné des réactions en chaîne : de plus en plus de pays s'affranchissent de la tutelle de l'oncle Sam. Plus encore, ils s'associent pour doter le continent latin de structures économiques et politiques communautaires, afin de former un pôle de puissance avec lequel Russes et Chinois ont su engager de fructueux partenariats. L'Amérique latine tiendrait-elle enfin sa revanche ? Aux États-Unis même, c'est la communauté hispanophone des *Latinos* qui acquiert un poids de plus en plus significatif…

L'Amérique latine relève la tête

Péronisme en Argentine, bolivarisme au Venezuela, indigénisme en Bolivie, sandinisme au Nicaragua, ligne sociale et nationale au Brésil… Longtemps chasse gardée des États-Unis, l'Amérique latine est submergée par une vague nationale accompagnée d'une volonté de doter le sous-continent de structures politiques et économiques communes, afin de constituer un pôle indépendant dans le grand jeu de la mondialisation.

Un peu plus de 40 ans après la mort de Che Guevara (1967), les idées socialistes, le clivage Blancs/Indiens et le rejet de l'Amérique des Yankees restent les tendances lourdes de l'Amérique latine de la première décennie du XXIe siècle. La traduction en est le basculement dans le « rouge » d'une large partie de l'Amérique latine depuis l'arrivée au pouvoir du « bolivariste » Hugo Chávez au Venezuela, le 2 février 1999 (il sera réélu en 2000, puis en 2006) :

• Le premier président socialiste du Chili depuis Salvador Allende, Ricardo Lagos, est élu le 16 janvier 2000 ; lui succède la socialiste Michelle Bachelet, élue le 15 janvier 2006. Mais en mars 2010, c'est l'entrepreneur de droite Sebastián Piñera qui arrive à la tête du pays.

• L'élection du syndicaliste Lula (Luiz Inácio « Lula » da Silva) à la présidence du Brésil (185 millions d'habitants et un territoire qui couvre la moitié du sous-continent), le 27 octobre 2002, est un coup de semonce pour Washington.

Sa « dauphine », Dilma Rousseff, ancienne opposante à la dictature (emprisonnée et torturée en 1970 et que l'on surnomma la « Jeanne d'Arc de la guérilla »), lui succède en janvier 2011.

• Péroniste de centre-gauche, Néstor Kirchner arrive, le 14 mai 2003, à la tête d'une Argentine marquée par la crise de 2001. Sa femme Cristina lui succède au scrutin présidentiel du 28 octobre 2007.

• Le syndicaliste indien Evo Morales (Juan Evo Morales Alma) est élu à la présidence de la Bolivie le 18 décembre 2005, porté par une vague identitaire (indienne) et sociale.

• Le chrétien de gauche Rafael Correa (Rafael Correa Delgado) est élu président de l'Équateur le 26 novembre 2006.

• L'ancien président sandiniste (marxiste) Daniel Ortega (José Daniel Ortega Saavedra) est à nouveau porté à la tête du Nicaragua dès le premier tour de l'élection présidentielle, le 7 novembre 2006. C'est un revers pour les États-Unis qui, dans les années 1980, avaient alimenté la guérilla des « contras » pour chasser les sandinistes.

• L'évêque progressiste Fernando Lugo remporte le 20 avril 2008 l'élection présidentielle du Paraguay, mettant fin à plus de soixante années de domination du parti conservateur Colorado.

• Au Pérou, après avoir échoué de peu en 2005, le populiste Ollanta Humala est élu à la présidence de la République le 5 juin 2011.

UN REFUS DE LA DOCTRINE MONROE

Qu'ils se réclament de la gauche modérée ou qu'ils soient attachés à une ligne anticapitaliste plus radicale, comme Chávez ou Morales, tous ces présidents ont en commun un refus de la doctrine Monroe. Et tous défendent, à des degrés divers et avec des discours variés, l'émergence d'un bloc sud-américain fort au sein d'un monde multipolaire. Le Mercosur (Marché commun du Sud), fondé en 1991 par l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, en constitue le noyau dur. Le 11 juin 2003, Kirchner et Lula annoncent qu'ils veulent doter le Mercosur d'un Parlement semblable à celui de l'Union européenne. En décembre 2004, la Colombie, l'Équateur et le Venezuela rejoignent la Bolivie, le Pérou et le Chili comme membres associés (les membres pleins sont les quatre pays fondateurs).Le 5 novembre 2005, au sommet des Amériques à Mar del Plata (Argentine), les Américains essuient un échec : les quatre membres fondateurs du Mercosur, soutenus par le Venezuela, font barrage à la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) lancée par le président américain Clinton en 1994. En 2006, le Venezuela se retire de la Communauté andine des nations puis adhère au Mercosur (le 4 juillet, date de l'indépendance des États-Unis d'Amérique) et durcit son opposition à la mondialisation américaine en se retirant (le 30 avril 2007) du FMI et de la Banque mondiale. Au début du mois de mars 2011, la publication par Wikileaks d'un câble diplomatique américain révèle que Washington redoutait l'adhésion du Venezuela.

Avec l’arrivée du Venezuela (deuxième réserve mondiale de pétrole), le Mercosur est un ensemble de 250 millions de personnes qui constitue près de 75 % du PIB de l’Amérique du Sud. Parallèlement, le Venezuela et l’Argentine annoncent une alliance stratégique. La dynamique du Mercosur est donc lancée à pleine vitesse, au détriment des États-Unis. En janvier 2007, les deux membres associés, Bolivie et Équateur, demandent, à leur tour, à devenir des membres pleins du Mercosur. Enfin, le 23 mai 2008, l’équivalent de l’Union européenne pour l’Amérique du Sud voit le jour : l’Unasur regroupe douze pays (les membres pleins et associés du Mercosur, ainsi que le Guyana et le Surinam). L’objectif est de créer un Parlement commun, une défense commune et une monnaie commune.

Le 23 février 2010, la création d’une nouvelle organisation régionale, la Communauté des États latino-américains et caribéens (un club de 32 pays auxquels les États-Unis ne sont pas associés), est un nouveau coup porté à l’Organisation des États américains (OEA), créée en 1948, à l’initiative des États-Unis et toujours basée à Washington.

Le 1er mars 2008, à la suite d’une brillante opération militaire de l’armée colombienne en territoire équatorien pour éliminer un camp des Farc, éclate une grave crise diplomatique entre Bogotá, d’une part, et Caracas et Quito (Équateur) d’autre part. Cette crise a souligné la fracture entre les amis des États-Unis et leurs adversaires. Le remplacement d’Alvaro Uribe par Juan Manuel Santos, le

7août 2010, a permis un nouveau départ des relations entre Caracas et Bogota.

UN ANTICAPITALISME TRÈS SPÉCIFIQUE

Outre l'idéologie marxiste, qui n'est plus guère représentée que par le régime cubain et par la guérilla colombienne des Farc, outre aussi la social-démocratie traditionnelle, la gauche anticapitaliste et antiaméricaine d'Amérique latine se distingue par des caractères dont le péronisme argentin, le bolivarisme vénézuélien et l'humalisme péruvien sont l'illustration la plus spécifique.

• Le péronisme désigne une idéologie nationaliste et sociale mise en œuvre en Argentine après la Seconde Guerre mondiale par le général Juan Domingo Perón et son épouse Eva, la très charismatique « Evita ». Appuyé sur une puissante assise populaire et syndicale, il consiste en une troisième voie entre le libéralisme et le communisme. Après la mort de Perón en 1974, le péronisme s'est perpétué à travers le Parti justicialiste qu'il avait créé en 1946. Sous la présidence de Carlos Menem (1989-1999), l'Argentine a vu la mise en œuvre d'un « péronisme de droite » qui s'est soldé par un échec retentissant. L'élection en 2003 de Néstor Kirchner a marqué un retour aux « fondamentaux » du mouvement, poursuivi par son épouse Cristina Kirchner, qui refusa le retour du FMI en Argentine.

• Le bolivarisme est issu de la vision géopolitique du *libertador* Simón Bolívar (1783-1830), héros des guerres

d'indépendance des colonies espagnoles d'Amérique du Sud, dont le Venezuela et la Bolivie, qui prévoyait l'intégration poli tique de l'Amérique latine. La nouvelle Constitution du Venezuela, proposée par Hugo Chávez et adoptée par 71 % des électeurs le 15 décembre 1999, est officiellement qualifiée de « bolivarienne ». « La révolution bolivarienne, précisait Chávez le 9 mars 2004, repose sur plusieurs axes. Politiquement, l'objectif est d'établir une démocratie populaire et participative, en permettant concrètement au peuple de prendre son destin en main [...]. Sur le plan économique, il s'agit de substituer au modèle néolibéral et de la rente pétrolière une politique productive et redistributive. Enfin, le dernier axe est international : en favorisant l'intégration latino-américaine et en nous rapprochant de l'Europe, [il s'agit de] contribuer, à notre modeste niveau, à l'émergence d'un monde multipolaire. » L'une des illustrations de cet axe typique ment bolivarien aura été, en juin 2005, le lancement à Caracas de la chaîne satellitaire Telesur, en association avec l'Argentine, l'Uruguay et Cuba. Avec pour objectif non dissimulé de contrecarrer CNN et de faire pièce à l'« impérialisme culturel » dans le domaine des communications. Symboliquement, la première émission de Telesur a été diffusée le 24 juillet 2005, date anniversaire de la naissance de Bolívar...

• Victorieux à l'élection présidentielle péruvienne en juin 2011, le lieutenant-colonel Ollanta Humala s'est imposé dans le paysage politique du Pérou par une doctrine politique originale, l'humalisme. C'est une forme

de populisme dont le fondement est l'« ethno-cacérisme ». Il s'agit d'une idéologie formulée par le propre père d'Humala, Isaac Humala, associant l'indigénisme (en revendiquant l'héritage ethnique et culturel des Incas) au nationalisme moderne personnifié par le maréchal Cáceres, héros de la guerre qui opposa le Pérou au Chili, au XIXe siècle. Hostile à la démocratie représentative classique, l'humalisme n'est pas sans offrir quelques ressemblances avec des courants plébiscitaires tels que le bonapartisme, le péronisme, le nassérisme ou même le gaullisme (dont se prévaut d'ailleurs Humala). L'humalisme se définit enfin comme un « vélasquisme », car le modèle d'Ollanda Humala demeure le général Juan Velasco Alvarado qui, de 1968 à 1975, instaura la dictature pour engager le Pérou dans la voie du socialisme.

SUR QUI PEUVENT COMPTER LES ETATS-UNIS

Ces dernières années, pour contrer l'émergence d'un bloc latino-américain, Washington a multiplié les accords bilatéraux de libre-échange. Dès mars 2002, George W. Bush, en tournée au Mexique, au Pérou et au Salvador, a cherché à convaincre ses hôtes des bienfaits du libéralisme économique. Le 6 juin 2003, un accord de libre-échange est signé avec le Chili. Le 22 novembre de la même année, les Américains approfondissent la ZLEA (Zone de libre-échange des Amériques) qui vise à créer (sans Cuba) l'un des plus grands marchés du monde (34 pays, 10000 milliards de dollars de PIB, 800 millions d'habitants).

Le 17 décembre 2003, l'Amérique centrale (Guatemala, Honduras, Nicaragua, Salvador) signe à son tour un traité de libre commerce avec les Américains.

Le 27 février 2006 c'est au tour de l'énergique (et proaméricain) président Alvaro Uribe de signer, pour la Colombie, un accord de libre-échange avec les États-Unis. Pour contrer la montée militaire du Venezuela, les États-Unis ont passé le 30 octobre 2009 un important accord avec la Colombie, leur permettant d'utiliser au moins sept bases militaires colombiennes. Durant toute l'année 2010, cet accord a suscité des oppositions fortes en Amérique latine, de la part du Venezuela concerné au premier chef, mais aussi de l'Équateur (lequel, en septembre 2009, avait refusé de renouveler la location aux Américains d'une base sur la côte Pacifique) ainsi que du Brésil. Cet accord controversé (comportant une clause assurant l'immunité pénale totale pour les militaires américains) a été invalidé le 19 août 2010 par la cour constitutionnelle colombienne. La Colombie n'en reste pas moins un allié essentiel de Washington contre l'axe bolivarien.

Les Américains ont aussi suscité un coup d'État au Honduras : le 28 juin 2009,le président Manuel Zelaya, qui avait fait entrer son pays (août 2008) dans l'ALBA, a été déposé.

Le 12 janvier 2010, le Honduras se retirait officiellement de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques, ce bloc régional « anti-impérialiste » formé autour du Venezuela.

LA DOCTRINE MONROE

En 1823, le président des États-Unis James Monroe prononce un discours de politique étrangère à l'attention des Européens.

À partir de 1854, l'idée selon laquelle l'Europe ne devra plus se mêler des affaires du continent américain (donc de l'Amérique latine) prend le nom de doctrine Monroe. Aujourd'hui, dénoncer la doctrine Monroe signifie pointer du doigt la politique d'ingérence des États-Unis dans les affaires latino-américaines et leur volonté de fédérer les pays du continent sous l'égide de Washington.

LE ZAPATISME MEXICAIN

C'est le 17 novembre 1983 que s'est formé le groupe révolutionnaire qui donnera naissance à l'Armée zapatiste de libération nationale (Ejército zapatista de liberación nacional, EZLN). Luttant pour faire reconnaître les droits des populations indigènes de l'État mexicain du Chiapas, l'EZLN s'est fondamentalement distingué des autres insurrections latino-américaines par sa répugnance envers l'action violente et par un sens de la communication original, symbolisé par le charisme international de son principal porte-parole, le « sous-commandant » Marcos. Le soulèvement zapatiste a débuté symboliquement le 1er janvier 1994, le jour même de l'entrée en vigueur de l'Alena, l'accord de libre- échange signé par les États-Unis,

le Canada et le Mexique. En 2001, les zapatistes purent se faire entendre à Mexico et obtenir le vote d'une loi constitutionnelle plus favorable aux communautés indiennes, mais sans le statut d'autonomie qu'ils avaient espéré (et qu'on leur avait peut-être laissé espérer). Bien implantés dans le Chiapas et jouissant d'une certaine popularité internationale, les zapatistes tirent leur nom du célèbre révolutionnaire mexicain Emiliano Zapata (1879-1919). L'événement le plus tragique de leur histoire fut le massacre d'Acteal (45 morts, principalement des femmes et des enfants, tués dans une église), perpétré le 22 décembre 1997 par des paramilitaires mexicains.

Brèves

LA FRACTURE ETHNIQUE

22 avril 2000

Le 500e anniversaire de la découverte du Brésil est marqué par des émeutes d'Indiens et de Noirs.

Février-mars 2001

Marche des zapatistes sur Mexico. Le 11 mars, l'Armée zapatiste de libération nationale (AZLN) reçoit un accueil triomphal sur la place de Zocalo.

28 juillet 2001

Le premier président péruvien d'origine indienne, Alejandro Toledo, prête serment à Machu Picchu. Il proclame que le quechua, en tant que langue des autochtones, sera réintroduit dans l'enseignement.

12-16 septembre 2004

Plus de 50 000 Indiens de Colombie, partis du sud-ouest du pays, marchent vers Cali pour y réclamer l'autonomie.

28 janvier 2005

Le département bolivien majoritairement blanc de Santa Cruz, vqui détient environ 85 % des réserves de gaz et de pétrole, du pays, proclame son autonomie.

2 juillet 2006

Le président indien Evo Morales ne parvient pas à empêcher les quatre départements les plus riches du pays (Pando et Beni, en Amazonie, Santa Cruz, Tarija), à majorité blanche, de gagner leur référendum en faveur de l'autonomie. Mécontentement des provinces indiennes (quechuas et aymaras) et pauvres.

22 janvier 2010

Cérémonie d'investiture du président Evo Morales, réélu à la tête de la Bolivie. Devant ses alliés de la gauche radicale latino-américaine (Chávez, Correa, Lugo…), Morales proclame « la mort d'un État colonial et la naissance d'un État plurinational ».

La doctrine Monroe brisée par la Chine, la Russie et l'Iran

Pendant la guerre froide, l'Union soviétique et les États-Unis se disputaient le contrôle de l'Amérique latine. Après la chute du mur de Berlin, le champ paraissait libre à Washington pour en faire sa chasse gardée, en stricte observance de la doctrine Monroe. C'était sans compter sur la volonté d'indépendance de pays qui, forts de leurs ressources énergétiques, ont trouvé un contrepoids à l'influence américaine en ouvrant leurs marchés à la Chine, à la Russie et même à l'Iran.

En 2008, la Chine était déjà le troisième partenaire de l'Amérique latine, après les États-Unis et l'Union européenne, avec 140 milliards de dollars d'échanges. À l'horizon 2015, la Chine devrait dépasser l'Union européenne et prendre la deuxième place. Une étude publiée le 15 avril 2010 *(China and Latin America and the Caribbean, a strategic relation)* soulignait que la Chine absorbera près d'un cinquième des exportations latino-américaines en 2015, contre 7,6 % en 2009.

Les Chinois sont déjà le deuxième partenaire du Brésil, devant l'Union européenne. D'importants rapprochements énergétiques sont en cours entre Brasilia et Pékin, et leur défense de la multipolarité au sein du groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) contribue au rapprochement, même si, en 2010, les Brésiliens ont signé un accord de coopération militaire avec Washington : le

Brésil n’est pas le Venezuela, et sa position reste équilibrée. La Chine est aussi le deuxième partenaire de pays aussi importants que le Chili (traité de libre-échange depuis 2006), l’Argentine depuis 2009 (Buenos Aires a invité en janvier 2010 les Chinois à investir massivement dans son secteur minier), le Pérou (traité de libre-commerce depuis 2005 et première destination en 2010 des investissements directs en Amérique, principalement dans les mines). Une réalité économique s’impose peu à peu : un processus d’intégration trans-Pacifique entre l’Amérique du Sud et la Chine.

La recherche des hydrocarbures et des minerais et métaux est l’une des priorités de la Chine en Amérique latine : le pétrole et le gaz du Venezuela (27 accords de coopération énergétiques conclus par Hugo Chávez à Pékin en 2004), de l’Équateur, de la Bolivie, mais aussi le bois et le cuivre du Pérou (visite officielle du président Alan García à Pékin en mars 2008 ; en 2009, le Pérou est le premier producteur d’argent au monde, le deuxième de zinc, le troisième d’étain, le quatrième de plomb et le sixième d’or !), le cuivre du Chili (la Chine est le plus important client devant les États-Unis depuis 2008)... La Chine est en quête de matières premières et se donne les moyens de les acheminer : un oléoduc à travers le canal de Panamá permettra à Caracas d’alimenter l’Asie et de réduire ses exportations de pétrole vers les États-Unis. Depuis janvier 2010, la Chine a repris les facilités de stockage dont disposait l’Arabie Saoudite en mer des Caraïbes, qui vont permettre l’acheminement des

hydrocarbures latino-américains en grande quantité.

TÉHÉRAN EST LE TROISIÈME LARRON

L'économie est complétée par le partenariat stratégique. L'axe bolivarien (Venezuela, Bolivie, Équateur) et Cuba sont des partenaires idéaux pour Pékin : ils ont, pour certains (comme le Venezuela), du pétrole et des ports militaires (sur le Pacifique, aux portes des États-Unis) à offrir. Pour d'autres, des opportunités de coopération stratégique : le 14 décembre 2010, la Chine s'est engagée à construire le premier satellite bolivien de communications (Túpac Katari, du nom du héros aymara d'une révolte indienne contre l'occupation coloniale).

La Russie est aussi au rendez-vous du renouveau latino-américain. Elle est devenue en 2009 le premier exportateur d'armes vers l'Amérique latine, passant ainsi devant les États-Unis, ce qui est historique. Elle fournit le Venezuela, le Pérou, le Brésil, est en discussion avec la Bolivie, l'Uruguay et l'Équateur, et a même signé des contrats avec des pays proches de Washington comme le Mexique et la Colombie. En avril 2010, Vladimir Poutine est venu annoncer à Caracas et à Lima que la Russie allait aider les Vénézuéliens et les Boliviens à développer leur industrie aérospatiale. Elle exporte son savoir-faire dans les domaines pétrolier et gazier (champs offshore gigantesques du PreSal, sur le plateau continental brésilien), ou du nucléaire civil. 2010 a par ailleurs été l'année de la première visite d'un dirigeant russe en

Argentine depuis 125 ans ! Cette année-là, les liens avec les vieux partenaires de la guerre froide (Cuba et le Nicaragua qui a établi des relations diplomatiques avec l'Ossétie du Sud) ont été également raffermis.

L'Iran est le « troisième larron » qui défie la doctrine Monroe. L'Iran et le Venezuela tenaient à l'Opep des positions proches depuis longtemps, mais Téhéran et Caracas ont décidé de se rapprocher davantage, Hugo Chávez devenant le principal soutien international du programme nucléaire iranien. En janvier 2007, le président iranien s'est rendu en visite officielle en Amérique latine : chez Chávez mais aussi chez Daniel Ortega (Nicaragua), puis il a rencontré les présidents Correa (Équateur) et Morales (Bolivie). Tous dénoncent la politique occidentale d'isolement de l'Iran et offrent à celui-ci des contrepoids non négligeables sur la scène internationale. Sans oublier, en 2010, l'initiative turco-brésilienne à propos du nucléaire iranien, qui est venue jeter un autre pavé dans la mare occidentale.

UN GÉANT PÉTROLIER : LE VENEZUELA

Le Venezuela détient désormais (statistiques BP de 2010) les deuxièmes réserves prouvées du monde (12,9 %) derrière l'Arabie Saoudite (19,8 %), et devant l'Iran (10,3 %). Il est par ailleurs le premier exportateur de brut d'Amérique du Sud. Ce sont les nouvelles découvertes du bassin de l'Orénoque (région du sud-est s'étendant sur un peu plus de 55000 km^2) qui l'ont fait passer brutalement

du sixième au deuxième rang mondial des réserves. Le brut vénézuélien est cependant très cher à produire et il doit être traité par des raffineries avant d'être vendu. En 2007, Chávez a nationalisé le secteur des hydrocarbures, ce qui a provoqué le départ des Américains ConocoPhilips et ExxonMobil. D'autres compagnies (Total, les Norvégiens de Statoil, les Américains de Chevron, les Chinois de Sinopec…) ont accepté les nouvelles règles (la compagnie publique vénézuélienne PDVSA devant désormais contrôler 60 % de tous les projets développés dans l'Orénoque) et ont donc pu rester.

Le Brésil, géant de l'"Atlantique Sud et pilier de la multipolarité

Menant une très ambitieuse politique d'indépendance et de coopération régionale, le Brésil est en train de s'imposer à l'échelle de la planète comme une puissance avec qui il faudra désormais compter. Dotés de capacités militaires en pleine expansion, les Brésiliens misent largement leur avenir sur les hydrocarbures que recèlent leurs espaces maritimes.

Le Brésil est l'un des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), c'est-à-dire l'un des grands pôles émergents de la planète. Ces dernières années, sous les présidences de Luiz Inácio « Lula » de Silva et de Dilma Rousseff (mais aussi grâce à l'action d'un grand ministre des Affaires étrangères, Samuel Pinheiro Guimarães Neto), le Brésil a déployé une politique multipolaire que l'on peut résumer en trois grands axes. Premièrement, l'affirmation d'une solidarité latino-américaine forte. Lors de la crise de 2010 entre Buenos Aires et Londres, à propos de la prospection pétrolière de compagnies britanniques au large des « Malvinas » (les îles Malouines), Brasília s'est montré totalement solidaire des Argentins. Le Brésil fait l'équilibre entre, d'une part, les États-Unis et leurs alliés proches (la Colombie, le Chili et le Pérou au moins jusqu'à l'élection d'Ollanta Humala en 2011), et, d'autre part, l'Alba (l'Alliance bolivarienne pour les Amériques). Deuxièmement, une diplomatie du dialogue fondée sur le

refus de l'ingérence : l'initiative conjointe du Brésil et de la Turquie, en 2010, à propos du nucléaire iranien, a visé à relancer un dialogue bloqué entre Téhéran et les puissances occidentales. L'abstention à l'ONU quant à la résolution 1973 autorisant la guerre contre la Libye est venue rappeler que Brasília défend le droit international et rejette les guerres d'ingérence ayant pour prétexte les droits de l'homme. Enfin, le Brésil soutient l'adaptation du Conseil de sécurité des Nations unies au contexte multipolaire, ce qui lui donnerait un siège permanent.

Troisièmement, le Brésil est en train de devenir une grande puissance maritime et de se donner les moyens de la suprématie sur l'Atlantique Sud.

En septembre 2010, prenant de vitesse l'ONU, le Brésil a réaffirmé ses droits sur son plateau continental (dans une zone riche en pétrole), au-delà des 200 milles marins, en se projetant jusqu'à 350 milles marins. L'extension de souveraineté maritime ajoute 960000 km² à un espace maritime qui en faisait 3,5 millions. La nouvelle doctrine maritime, initiée en 2008, est l'une des grandes priorités du Brésil. Il s'agit d'une politique d'État (menée conjointement par le commandement de la Marine et le ministère des Affaires étrangères) que les géopoliticiens appellent « Amazonie bleue ».

Elle poursuit un triple objectif :

• Devenir la plus grande puissance de l'Atlantique Sud – et donc contenir l'« impérialisme » de l'Otan normalement créée pour la seule Atlantique Nord mais qui, depuis la fin

de la guerre froide, n'a cessé (Balkans, Afghanistan, Libye) de chercher à se transformer en une « Otan globale » (« Global Nato », concept soutenu par Washington).

• Atteindre l'Afrique, devenue une priorité du Brésil. En juillet 2010, Lula a présidé au Cap-Vert un important Sommet Brésil-CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique occidentale), qui comprenait des pays lusophones, francophones et anglophones. La République fédérative du Brésil est le deuxième pays noir du monde derrière le Nigeria avec 76millions d'Afro-Brésiliens (sur 190 millions) et Lula n'aura cessé de le rappeler. Sous ses différents mandats, le Brésil a ouvert 15 ambassades en Afrique et encouragé les entreprises brésiliennes à investir dans les pays lusophones.

• Sécuriser les immenses richesses offshore (pétrole et gaz) de ses espaces maritimes. Ceci implique la croissance militaire, en particulier dans les domaines de la marine (sous-marins) et de l'aviation (chasseurs, hélicoptères).

RÉSERVES DE PÉTROLE EN EAUX PROFONDES

Pour l'instant, en termes de réserves prouvées (c'est-à-dire exploitables selon les critères économiques et techniques d'aujourd'hui), le Brésil pèse beaucoup moins (1 % des réserves prouvées de pétrole mondial en 2010) que le Venezuela (12,9 % des réserves prouvées). Cependant, le géant d'Amérique latine (déjà un gros producteur) et sa compagnie nationale Petrobras détiennent des réserves prouvées de 14 milliards de barils

qui pourraient tripler si les quantités découvertes dans l'océan Atlantique, en eaux profondes (7000 m) et sous une épaisse couche de sel, se confirmaient. Le Brésil pourrait alors devenir l'un des plus gros producteurs et exportateurs de brut. 90 % de sa production viendrait de la mer, d'où l'importance de sa Marine.

Brèves

L'AFFIRMATION DE LA SOUVERAINETÉ

2008

Publication d'une nouvelle doctrine maritime ambitieuse.

2009

Lancement d'un important programme de construction de sous-marins nucléaires (6) et conventionnels (20) dont plusieurs avec la France.

12 avril 2010

Accord de coopération militaire avec les États-Unis dans la lutte antidrogue. La coopération militaire entre les deux pays avait cessé en 1977 après que l'administration Carter eut violemment attaqué le Brésil à cause de son programme de nucléaire civil (développé avec l'Allemagne à partir de 1975).

3 juillet 2010

Importante tournée en Afrique du président Lula et sommet Brésil CEDEAO au Cap-Vert.

20 août 2010

Vers la bi-océanité : les présidents du Chili, du Brésil et de Bolivie vont inaugurer un corridor bi-océanique qui reliera les trois pays de la façade atlantique à celle du Pacifique.

6 septembre 2010

Le Brésil réaffirme ses droits de souveraineté sur sa plate-forme continentale dans une zone riche en pétrole.

15 septembre 2010

Le ministre de la Défense brésilien, Nelson Jobim, affirme que « l’Atlantique Sud est une zone stratégique pour le Brésil » et que celui-ci émet des réserves quant aux initiatives visant à y installer l’Otan.

Février 2011

Les réserves de devises du Brésil dépassent les 300 milliards de dollars, ce qui est considérable. Elles sont 10 fois supérieures au niveau de 2002. Les dettes auprès du FMI et des créanciers publics (Club de Paris) sont soldées.

Un bastion du catholicisme menacé par les Églises américaines

Le pentecôtisme et l'évangélisme connaissent une progression spectaculaire en Amérique centrale et en Amérique du Sud. De quoi inquiéter l'Église catholique, qui voit l'un de ses bastions traditionnels lézardé par une théologie individualiste dont la diffusion se traduit par une américanisation des esprits.

Si les catholiques représentent la moitié des chrétiens dans le monde, les évangélistes et les pentecôtistes en seront bientôt le quart et, déjà, ils dépassent largement les effectifs des orthodoxes et des chrétiens d'Orient, ainsi que ceux des Églises protestantes traditionnelles (luthériennes, réformées, anglicanes). Le pentecôtisme, qui est en réalité une variante de l'évangélisme et dont il se distingue principalement par la place centrale qu'il reconnaît à l'Esprit Saint, s'est ainsi développé à une vitesse fulgurante, passant de presque zéro à plus de 100 millions de pratiquants en moins d'un siècle. Autrement dit, si cette progression se poursuit, en 2025, moins d'un tiers des chrétiens seront catholiques. Comme l'ensemble des mouvances issues de la dissidence du protestantisme européen, qui ont prospéré à partir de la fondation des États-Unis (baptisme, méthodisme, piétisme, etc.), le pentecôtisme et l'évangélisme se caractérisent par la relation directe de l'individu avec Dieu, par l'autorité de la Bible comme source unique de la Parole divine, par

l'expérience rénovatrice de la « seconde naissance » (le président George W. Bush était l'exemple type de ces « born again ») et par une responsabilité personnelle de prosélytisme et de témoignage qui écarte d'emblée toute idée de clergé. Et c'est bien au fait que chacun devient en lui-même sa propre Église que l'on doit attribuer le triomphe de l'idéologie individualiste et libérale, selon laquelle la réussite matérielle est consubstantielle à l'élection divine.

L'Amérique latine, bastion traditionnel de la ferveur catholique, est aujourd'hui confrontée au défi des Églises pentecôtistes et évangéliques venues des États-Unis. La « théologie de la prospérité », dont elles sont les propagatrices, a remplacé la « théologie de la libération » du temps de la guerre froide : elle bâtit des temples, investit des universités et des chaînes de télévision, et exploite la détresse qui suit les catastrophes naturelles (cyclones, glissements de terrain et tremblements de terre ont durement frappé les pays d'Amérique centrale ces trente dernières années). Les plus fortes progressions sont enregistrées au Guatemala (30 % des chrétiens y sont désormais évangélistes, contre 18 % il y a 25 ans), au Salvador et au Brésil (au recensement de 2000, 26,2 millions de Brésiliens se déclaraient évangélistes ou pentecôtistes, soit 15, 4 % de la population, alors qu'au début du XXe siècle, le pays était pratiquement catholique à 100 %). L'impact est visible au sommet de l'État. Le premier président de la république pentecôtiste est arrivé au pouvoir en 1982 au Guatemala, tandis qu'au Pérou, au

début des années 1990, Alberto Fujimori a été élu avec le soutien des pentecôtistes. On estime qu'en Amérique latine, un millier de personnes quittent chaque jour l'Église catholique pour rejoindre le pentecôtisme ou l'évangélisme. L'hémorragie est évidente, et la stratégie du dialogue adoptée par Rome n'a à ce jour apporté aucun remède.

COMBIEN DE PROTESTANTS DANS LE MONDE ?

Les chiffres des religions chrétiennes varient sensiblement selon les sources et les techniques d'estimation.

Ceci est vrai pour toutes les religions, mais plus particulièrement pour les Églises protestantes d'origine américaine, compte tenu de leur extraordinaire diversité. Pour ne donner qu'un exemple, plus de dix mille Églises indépendantes se réclament aujourd'hui du pentecôtisme dans le monde. Toutefois, dans les années 1990, on pouvait admettre que, sur un peu plus d'un milliard de catholiques, on comptait 240 millions d'orthodoxes et de chrétiens d'Orient, 200 millions d'évangélistes (parfois appelés « conservative protestants » par les sociologues anglo-saxons), 150 millions de protestants « traditionnels », 105 millions de pentecôtistes, 75 millions d'anglicans et 64 millions de luthériens. À quoi s'ajoutaient marginalement une multitude d'Églises (ou sectes) inclassables comme les Témoins de Jehovah ou les quakers.

Ces chiffres étaient d'autant plus approximatifs que les Églises protestantes chinoises n'étaient pratiquement pas comptabilisées, à l'exception du Mouvement patriotique pour la triple autonomie (officiellement reconnu depuis 1950) et de l'Association des protestants de Chine (officieusement reconnue), qui réuniraient aujourd'hui 10 millions de fidèles selon le ouvernement chinois, 16 millions selon d'autres sources. Or, en Chine, la multiplication des Églises protestantes indépendantes, de sensibilité évangélique ou pentecôtiste, est impressionnante depuis la fin des années 1990. Selon *Le Monde* du 20 août 2008, il y aurait au total entre 40 et 50 millions de protestants en Chine (toutes obédiences confondues), le sinologue Jean-Luc Domenach avançant de son côté un chiffre probable de 100 millions (*Le Figaro*, 15 octobre 2007).

L'hispanisation des États-Unis : le défi

Fort de la progression démographique de la population hispanique, le catholicisme américain est aujourd'hui en position avantageuse : 62 millions de fidèles, ce qui n'est pas loin du quart de la population, et 150 catholiques au Congrès sur 535 parlementaires, ce qui en fait la confession la mieux représentée, devant les baptistes et les méthodistes. Il est donc certain qu'il va jouer un rôle central dans l'avenir de l'identité nationale et la cohésion future de la première puissance mondiale.

IDENTITÉ

Les États-Unis sont une nation en voie d'hispanisation, donc de catholicisation ; il y a déjà une majorité d'Hispaniques – les Latinos, selon la terminologie américaine courante – dans dix États, et, sur les quelque 62 millions de catholiques, déjà 24 sont hispaniques.

COHÉSION

L'Église catholique américaine est la seule Église qui échappe à l'ethnicisation du religieux. Depuis le début des années 1980, plus de 375 Églises protestantes ou orthodoxes se sont formées sur une base ethnique : baptistes ou méthodistes se retrouvent dans des Églises

distinctes, selon qu'ils sont « African American » ou « Anglo-American », et il y a maintenant des Églises évangéliques indépendantes pour les immigrants venus de Corée ou d'Amérique centrale… Il faut aller à la messe pour rencontrer côte à côte des Anglo-Américains, des Mexicains, des Philippins ou des Vietnamiens. Dans le diocèse de New York, l'Évangile est lu en trente langues différentes, y compris le chinois, le coréen et l'arabe. C'est un aspect rarement souligné : si la société multiculturelle américaine connaît une crise grave, l'Église catholique pourra apparaître comme un facteur d'unité nationale.

Mais c'est justement ce rôle stratégique qui risque d'amplifier ce que le catholicisme américain vit au moins depuis la Première Guerre mondiale : son intégration dans l'identité nationale est en même temps une « protestantisation ». Les valeurs anglo-protestantes formant le noyau historique de la culture américaine, lorsqu'ils deviennent de véritables Américains, les catholiques entrent d'une certaine manière dans l'esprit du protestantisme. Preuve en est l'appropriation originale, par les prélats d'outre-Atlantique, de la conviction des Américains selon laquelle ils constituent la nation élue, appelée par Dieu à évangéliser, aussi bien politiquement que religieusement, le monde entier. « Nous sommes forcés de croire, a dit Mgr John Ireland, archevêque de Saint Paul (Minne sota), en 1905, qu'une mission particulière a été assignée à l'Amérique […], celle d'engendrer un nouvel ordre social et politique […]. Avec le triomphe de l'Église en Amérique, la vérité catholique,

portée par les ailes de l'influence américaine, se répandra dans l'Univers entier. » L'Église catholique américaine intègre ainsi de plus en plus l'« Église Amérique », motrice depuis 1945 de la mondialisation. Cette « protestantisation » du catholicisme américain ne passe pas seulement par un ralliement à un messianisme d'essence puritaine, il se traduit concrètement dans la pratique religieuse : autant par l'affaiblissement progressif du rôle de la messe et du clergé au profit de petites communautés catholiques « autogérées », que par la participation croissante de catholiques à des offices pentecôtistes (conséquence logique de l'œcuménisme prôné par Vatican II), par exemple.

UN ENJEU POUR L'ÉGLISE CATHOLIQUE

De prime abord, donc, le Saint-Siège peut regarder sous un jour favorable l'hispanisation des États-Unis, c'est-à-dire l'augmentation croissante du nombre de catholiques dans la population américaine ; mais il doit néanmoins s'attendre à ce que la « protestantisation » de l'Église ait des conséquences sur le clergé. La médiatisation importante des affaires de pédophilie dont se sont rendus coupables des membres du clergé catholique traduit en effet bien plus qu'une indignation légitime : elle vise à provoquer un mouvement favorable au mariage des prêtres chez les catholiques américains (comme en Europe occidentale d'ailleurs). Une telle mutation ne serait pas anecdotique : à la curie romaine, le catholicisme américain

est le mieux représenté après le catholicisme italien, avec onze cardinaux en âge de voter. L'enjeu de Rome sera donc bien d'assumer la centralité du catholicisme dans l'identité américaine, sans y perdre son âme.

LE POIDS DES LATINOS

Les États-Unis comptent plus de 40 millions d'immigrés hispaniques ou de citoyens américains d'origine hispanique, soit quelque 14 % de la population totale, ce qui en fait désormais la minorité la plus importante des États-Unis, devant les Noirs (13 %). Leur poids démographique ne devrait cesser d'augmenter et, selon les projections les plus prudentes, les Latinos (majoritairement d'origine mexicaine) devraient représenter en 2060 un tiers de la population. En 2006, la communauté hispanique (y compris les 12 millions de sans-papiers) totalisait un pouvoir d'achat de 800 milliards de dollars. Quoique d'origine géographique différente (Amérique centrale, Amérique du Sud, Caraïbes), les Latinos sont unis par la religion catholique et par la langue, l'espagnol, dont la reconnaissance comme seconde langue officielle des États-Unis est d'ores et déjà revendiquée. Un choc civilisationnel en perspective.

Brèves

UN MUR À LA FRONTIÈRE MEXICAINE

Los Angeles, 25 mars 2006

Cinq cent mille personnes, en majorité d'origine hispanique, manifestent contre un projet prévoyant la criminalisation des immigrés clandestins et de ceux qui les accueillent.

États-Unis, 1er mai 2006

Toujours pour protester contre ce projet, les immigrés hispaniques observent « un día sin immigrantes » (« un jour sans immigrés ») dans l'ensemble du territoire des États-Unis. Cette grève (qui comprend également le refus de toute consommation et l'absentéisme scolaire), est particulièrement suivie en Californie. Il faut rappeler que le 1er mai n'est pas férié et chômé aux États-Unis.

Washington, 15 mai 2006

Le président Bush décide de déployer 6 000 soldats de la garde nationale le long de la frontière avec le Mexique afin d'endiguer le flux d'immigrants illégaux.

Washington, 29 septembre 2006

Le Congrès vote la construction d’un mur sur 1132 km des 3141 km de frontière avec le Mexique. « L’humanité a fait une erreur avec le mur de Berlin. Et les États-Unis font également une grande erreur en érigeant un mur entre nos deux pays », déclare le président mexicain Felipe Calderón.

Mexique, avril 2010

La guerre des cartels mexicains pour le contrôle du marché de la drogue vers les États-Unis, premier client mondial de la cocaïne, dépasse les 15000 morts depuis la fin 2006.

Washington, 13 août 2010

Le président Obama durcit les mesures contre l’immigration clandestine mexicaine et le trafic de drogue. 600 millions de dollars vont être investis pour améliorer le « mur », avec 1500 agents supplémentaires et des drones le long de la frontière.

Conclusion

Les grands défis historiques de la multipolarité

Sortis vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, puis de la guerre froide qui a opposé l'Occident au bloc soviétique jusqu'à la chute du mur de Berlin, les États-Unis ont bien cru que l'histoire était terminée et que plus rien ne pourrait s'opposer à leur domination universelle. Or, de nouveaux pôles de puissance ont émergé sur l'échiquier du monde, ancrés dans de vieilles civilisations irréductibles au modèle américain.

« Si nous voyons que l'Allemagne est en train de gagner, nous devons aider la Russie. Si nous voyons que la Russie est en train de gagner, nous devons aider l'Allemagne. Dans les deux cas, nous devons les laisser se tuer le plus possible », déclarait Harry S. Truman au *New York Times* un mois après que l'Allemagne nationale-socialiste eut lancé son opération Barbarossa contre l'Union soviétique. Quatre ans plus tard, Truman était président des États-Unis d'Amérique. L'Allemagne était brisée. Un autre débat s'engageait alors outre-Atlantique. Fallait-il tenter immédiatement de refouler *(« roll-back »)* la Russie soviétique dans ses frontières de 1939 et déclencher ainsi une troisième guerre mondiale ou, comme le préconisait George F. Kennan, se contenter d'endiguer *(« containment »)* sa progression en entrant dans une longue guerre des nerfs ? Kennan et ses partisans

l'emportèrent, et les États-Unis, à l'issue d'une guerre froide de quarante ans, obtinrent le refoulement géopolitique de la Russie et l'effondrement de son instrument idéologique, le communisme. Pour arriver à ses fins, l'Amérique avait déployé une stratégie d'une intelligence redoutable : encerclement du « heartland » soviétique par l'Otan à l'Ouest, le pacte de Bagdad au Moyen-Orient (jusqu'à ce que les succès des nationalistes arabes et iraniens le brisent), l'Otase en Extrême-Orient ; utilisation des leviers islamique (anticommuniste) et chinois (antirusse) contre Moscou ; course aux armements et à la supériorité technique (projet « Guerre des étoiles ») qu'une économie socialiste ne pouvait pas gagner ; discours manichéen des « droits de l'homme » visant à diaboliser l'adversaire ; enfin, épuisement de la rente pétrolière soviétique par la politique des prix du pétrole bas.

Un siècle après la sortie de son isolationnisme, soixante ans après le début de la Seconde Guerre mondiale, l'Amérique a écarté deux tentatives d'unification eurasiatiaque, l'allemande et la russe, qui menaçaient son hégémonie mondiale. Le processus d'unification européenne est sous influence américaine et les frontières de l'Otan tentent d'atteindre partout la Russie (Géorgie, Ukraine). L'Amérique semble marcher vers son rêve géopolitique : la construction d'un puissant bloc économique et stratégique euro-atlantique placé sous son leadership, avec Israël comme « tête de pont occidentale » au Proche-Orient.

Pourtant, d'importants nuages s'épaississent à l'horizon de la suprématie mondiale américaine. L'émergence économique de la Chine, à un rythme soutenu, menace de remettre en question, à l'horizon 2020, la domination américaine dans la région Asie-Pacifique et, par voie de conséquence, dans le monde entier. En supposant seulement que la moitié de sa population (environ 700 millions de personnes) arrive à un niveau de développement équivalent à celui des pays occidentaux (ce qui est possible dans un temps historique très rapide, si l'on s'appuie sur l'exemple sud-coréen), le marché intérieur chinois sera alors comparable à la réunion des marchés de l'Alena (Association de libre-échange nord-américaine dominée par les États-Unis) et de l'Union européenne élargie à vingt-sept pays (Europe centrale et orientale). Ajoutons à cela le formidable levier de puissance que représente l'économie des Chinois de l'extérieur (en Indonésie ou à Singapour par exemple) dans le cadre d'une indépendance idéologique et stratégique de la Chine continentale préservée, et les États-Unis auront face à eux le seul grand rival économique non asservi politiquement.

Comme nous l'avons souligné dans les pages qui précèdent, pour contenir l'émergence de la Chine, l'Amérique développe, depuis la fin de l'URSS, une stratégie globale visant à encercler l'adversaire par un nouveau réseau d'alliés, à affaiblir la dissuasion nucléaire dans le monde par le développement du bouclier antimissiles, à soutenir les séparatismes de l'empire

chinois (Turkestan chinois et Tibet), à contrôler enfin la forte dépendance énergétique de Pékin.

Mais le redressement de la Russie, œuvre de Vladimir Poutine, met en péril la stratégie américaine d'endiguement de la Chine et de maintien de son leadership mondial.

DES CIVILISATIONS SE DRESSENT CONTRE LE MONDIALISME AMÉRICAIN

Ensemble, Chinois et Russes ont la capacité d'encourager de nouveaux axes stratégiques anti-américains et d'offrir une protection aux Coréens du Nord, aux Iraniens ou aux Vénézuéliens, et, plus largement, à tous ceux qui, parce qu'ils s'opposent aux États-Unis ou à Israël, constituent des cibles privilégiées de Washington. Entre 1990 et 2011, l'Amérique et ses alliés ont pu tenter d'écraser « petits et moyens » (Serbie, Afghanistan, Irak, Libye) qui se dressaient sur leur route. Mais les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) en ont assez de cette arrogance unipolaire. Ils veulent la fin de ce monde-là, celui de la toute puissance américaine, qui repose sur le crédit illimité qu'autorise le dollar, monnaie de référence. La correction infligée par Moscou à la Géorgie pro-américaine, durant l'été 2008, montre que la poussée américaine s'essouffle, malgré la guerre contre le terrorisme. L'extension de l'Otan a des limites. Les Russes n'en veulent pas dans leur étranger proche, pas plus d'ailleurs que les Brésiliens n'en veulent

dans l’Atlantique Sud. Des civilisations se dressent contre le mondialisme américain et sont aujourd’hui suffisamment puissantes pour s’opposer de manière ouverte. L’Amérique du Sud a les moyens de rejeter la « doctrine Monroe ».

Dans cette guerre entre l’unipolarisme américain et le multipolarisme, la Russie a joué un rôle clé.

Juste après l’effondrement soviétique, Washington a cru un moment pouvoir faire de la Russie son alliée obéissante. Il est vrai que face aux oligarques russes et aux conseillers ultralibéraux américains qui entouraient Boris Eltsine, Washington avait quelques raisons d’espérer. C’était oublier qu’une anarchie provisoire n’efface pas si facilement des siècles de civilisation et d’indépendance. On peut raisonnablement affirmer que c’est l’accession au pouvoir du président Poutine, en mai 2000, qui a été le retournement de l’histoire le plus considérable depuis l’effondrement soviétique. Plus considérable encore que le 11 septembre 2001, car il annonce l’avènement du monde multipolaire, et ceci même si l’idéologie américaine dispose encore de puissantes réserves.

Si la Russie était devenue l’alliée des États-Unis et qu’un bloc eurorusso-atlantique s’était formé en conséquence, alors l’avenir géopolitique de la Chine eût été fortement compromis. Ce bloc aurait contrôlé non seulement les richesses énergétiques du Moyen-Orient (les 2/3 des réserves de pétrole) mais aussi la Russie, seule véritable source alternative à l’islam pétrolier. La Russie est un

géant énergétique. Premier producteur de pétrole aujourd'hui, à l'égal de l'Arabie Saoudite, elle est aussi la première réserve de gaz du monde. L'Europe et l'Asie ne peuvent se passer du géant russe. C'est précisément ce qui explique que le nationaliste Poutine a choisi de reconstruire la puissance russe en usant du levier énergétique. Or ce choix a des conséquences immenses pour l'Amérique. En contrôlant le pétrole arabe (Arabie Saoudite, Irak…), les Américains pensaient pouvoir contrôler leur « périphérie » européenne et contenir la Chine. Leur calcul est ruiné par Moscou qui peut permettre aux Européens et aux Chinois (mais aussi aux Japonais, aux Indiens, aux Coréens du Sud…) de faire échec à la tentative américaine de contrôle de la dépendance énergétique des puissances ennemies ou concurrentes.

La guerre continue avec l'attaque contre la Libye en 2011, sous le prétexte d'un soutien à la dynamique des révoltes arabes, et qui vise ni plus ni moins qu'à redonner aux compagnies occidentales les formidables réserves pétrolières et gazières de la Libye, laquelle, en plus de l'Algérie, se rapprochait de Moscou.

Qui dit multipolarité énergétique (la Russie, l'Iran, le Venezuela serrent les coudes et font contrepoids au pétrole américain contrôlé par Washington), dit aussi mise en place de la multipolarité monétaire. Car le dollar, depuis la fin du lien dollar-or, tient son statut privilégié essentiellement du pétrodollar, lequel permet aux Américains un déficit budgétaire qu'aucun autre peuple ne peut s'autoriser. Or le pétrodollar est peut-être déjà «

mort », mais nous ne le voyons pas, ou faisons semblant de ne pas le voir. Ce qui est déjà vrai pour les hydrocarbures vénézuélien et iranien le sera demain pour ceux du Moyen-Orient et de la Russie : les acheteurs paieront, non plus seulement en pétrodollars mais en euros, en yuan, en yen, en rouble ou bien dans une véritable monnaie internationale de réserve. Se souvient-on seulement que l'Irak du nationaliste arabe Saddam Hussein fut pionnier dans cette rupture avec le pétrodollar ? L'écrasement de Bagdad ne fut pas étranger à ce projet considéré comme mortifère par Washington, même si d'autres facteurs jouèrent dans la décision américaine d'envahir le vieil État mésopotamien. De même, au moment où la Libye de Kadhafi est frappée, au printemps 2011, celle-ci n'est-elle pas devenue un ardent soutien d'une monnaie internationale (garantie par les droits de tirage du FMI et l'or) devenue monnaie de référence à la place du dollar américain ? À titre expérimental, la banque centrale libyenne n'avait-elle pas accepté de fonder le dinar libyen sur l'or et les DTS (droits de tirages spéciaux du FMI) ?

LA SURPRISE QUI DÉVIE LES TRAJECTOIRES PROGRAMMÉES PAR LES TENDANCES LOURDES

Ironie de l'histoire et choc des dynamiques macro-économiques et géopolitiques avec le destin incroyable d'un homme : le projet qui devait provoquer un véritable retournement du monde (la mise en place de cette nouvelle monnaie internationale, réellement

imprimée) est pulvérisé avant même son avènement, par la chute brutale de celui qui se pensait assez solide pour changer l'histoire lors du sommet du G8, dix jours plus tard, avant sans doute de revenir en France en triomphateur et d'annoncer sa candidature à l'élection présidentielle de 2012. Dominique Strauss-Kahn est arrêté à New York, le 14 mai 2011. S'apprêtait-il à obtenir le soutien de l'Allemagne dans son projet de remplacement du dollar par une nouvelle monnaie internationale, comme le soutiennent certains ? Cette affaire est fascinante du point de vue de la *philosophie de l'histoire* : elle montre que l'histoire est la combinaison de tendances lourdes liées à des enjeux majeurs, avec des événements dont l'origine est à l'échelle d'un individu ou d'un petit groupe. Cette tension entre l'énorme (l'importance de l'enjeu) et le dérisoire (le surgissement du paramètre profondément humain, parfois réduit à la pulsion d'une seule personne) est résolue par deux explications possibles : l'énorme a créé le dérisoire (le complot qui fabrique l'histoire) pour changer la donne ; ou bien, au contraire, c'est le dérisoire qui a triomphé de l'énorme (la surprise qui dirige l'histoire et la dévie des trajectoires programmées par les tendances lourdes).

Quelle que soit l'explication retenue, l'événement ne fait que retarder la chute du monde né en 1945, celui, d'abord, de la suprématie industrielle américaine, puis de l'hégémonie du dollar.

Dans le monde qui se prépare, et qui passera sans doute par une crise profonde de l'Union européenne telle qu'elle

existe aujourd'hui (puissance commerciale mais nain politique), et à moins d'un anéantissement physique de l'Asie, les États-Unis seront irrémédiablement déclassés. Souvenons-nous que la domination de la livre sterling sur l'Europe postnapoléonienne, se termina par deux guerres mondiales, et qu'il en sortit la domination d'une nouvelle monnaie, le dollar. L'histoire nous enseigne que la chute d'un monde finissant s'accompagne très souvent de tentatives désespérées de sauvetage, lesquelles sont autant d'aventures militaires ou d'opérations secrètes qui visent à inverser le cours des événements.

Il y a au moins deux façons de lire la séquence décennale qui sépare le 11 septembre 2001 de la mort officielle d'Oussama Ben Laden, le 2 mai 2011.

CEUX QUI PARLENT NE SAVENT PAS ET CEUX QUI SAVENT NE PARLENT PAS

Une première approche consiste à refuser de s'interroger sur les versions officielles, à propos tant du 11 septembre que de la nature d'Al-Qaida, des armes de destruction massives en Irak, de la guerre contre les Talibans ou de la mort de Ben Laden en 2011.

L'autre approche consiste à dissocier ce qui est du domaine du « certain » de ce qui est du domaine de l'incertain, soit, notamment, distinguer la chaîne des événements internationaux reconnus de celle du terrorisme international, sujet trouble et invérifiable quand il est raconté par un acteur à la fois juge et partie.

Comme il est souvent rappelé dans le monde de l'espionnage, « ceux qui parlent (médias, pseudo-experts du renseignement) ne savent pas ; ceux qui savent ne parlent pas » ! C'est la raison pour laquelle il convient de prendre avec beaucoup de précaution les avis de la « communauté des experts du renseignement », tels qu'ils sont rapportés dans les grands médias.

Dans cette perspective, on peut observer une coïncidence entre le terrorisme international et des visées géopolitiques classiques, celui-ci contribuant objectivement à la réalisation de celles-là. Peut-on, dès lors, parler d'une instrumentalisation du terrorisme ? La question vaut en tout cas d'être posée.

De même, comment interpréter la liquidation de Ben Laden, c'est-à-dire, aux yeux du commun des mortels, la liquidation du « sujet Al-Qaida » ? Serait-ce l'annonce de l'avènement d'un nouvel « ennemi planétaire », pire peut-être que son prédécesseur ? Si oui, par quel événement terrible, à même de bouleverser le monde, ce nouvel ennemi prévoirait-il d'apparaître sur la scène de l'histoire ? Dans ce théâtre planétaire de la guerre de l'information, et après les « bouchers » de Bagdad et des Balkans, après l'épopée terrible de Ben Laden, à quoi serait préparée désormais l'opinion publique occidentale ? Serait-ce à une guerre contre l'Iran, énorme réserve mondiale de pétrole et de gaz, et « égalisateur » potentiel du pouvoir de l'atome israélien ? Ou bien à une guerre contre l'immense Chine, que l'on rend chaque jour plus inquiétante dans les consciences occidentales, sorte de

« fourmilière géante et sournoise » qui pratiquerait déjà la cyberguerre et grillerait nos satellites de télécommunications ?

Lorsqu'ils attaquèrent l'Irak, en 2003, les Américains mirent en œuvre une doctrine militaire fondée sur l'écrasement rapide de l'adversaire par l'emploi concentré dans le temps d'une très grande puissance de feu ; en somme, un déluge de feu visant à briser, au premier jour, la volonté de l'ennemi. Cette doctrine portait officiellement un nom plus qu'explicite : *Shock and Awe*, c'est-à-dire « choc et effroi ». Mais est-ce seulement Bagdad qui a vécu en 2003 sous le règne de *Shock and Awe*, ou bien n'est-ce pas le monde entier depuis 2001 ?

Dix ans après le 11 septembre 2001, le « récit américain » du monde s'est fissuré. Le géopoliticien américain Joseph Nye nous disait que la puissance des États-Unis repose à la fois sur le *hard power* (la puissance économique et militaire) et sur le *soft power* (le cinéma, les médias, la guerre de l'information). Mais que voyons-nous aujourd'hui ? Ce n'est pas seulement le *hard power* qui est entamé, le statut du dollar et la projection militaire qui s'émoussent. C'est aussi le *soft power*, le *système de vérité* américain.

LA FIN D'UN MONDE INITIÉ À LA FIN DU XIXe SIÈCLE PAR L'ÉLITE FINANCIÈRE ANGLO-SAXONNE

L'affaire Wikileaks en est l'illustration frappante. Si Wikileaks n'est qu'un énorme dysfonctionnement de plus

dans le système stratégique américain (un « 11 septembre de l'information » selon certains), alors les câbles diplomatiques distillés contribuent à affaiblir la vérité officielle américaine. Si, en revanche, Wikileaks n'est pas une erreur des autorités américaines, mais au contraire un programme secret de guerre de l'information (un *inside job* de la guerre de l'information), alors, le fait même qu'un tel programme ait été mis en œuvre attesterait que l'Amérique ne peut plus s'appuyer sur son *système de vérité* officiel. Elle ne peut redevenir crédible qu'en inventant une « fausse dissidence ». Le cas des révolutions tunisienne et égyptienne a prouvé que les révélations de Wikileaks ne gênaient aucunement les intérêts américains. Wikileaks ne prend pas le risque de mettre en porte-à-faux le département d'État américain et ne « révèle » que sur des sujets secondaires. Sur deux dossiers absolument prioritaires pour les États-Unis, le 11 septembre et l'Iran, la voix de Wikileaks est en revanche parfaitement orthodoxe au regard du discours officiel.

Depuis le 11 septembre 2011, derrière la scène visible de la guerre des civilisations, se déploie la guerre totale entre les forces de l'unipolarité américaine et celles de la multipolarité. Les premières tentent d'empêcher la fin d'un monde initié à la fin du XIXe siècle par l'élite financière anglo-saxonne, laquelle a pris la direction de l'histoire en 1945 sur les ruines de l'Europe. Et plus que la seule Europe, c'est bien cette multipolarité des émergents souverains (Russie, Chine, Inde, Brésil…) qui est désormais visée. Mais nul ne sait ce qu'il adviendra de cette

confrontation : l’histoire est plus que jamais ouverte !